

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°213

DECEMBRE 2002

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- LONDRES : L'OPPOSITION IRAKIENNE SE PRONONCE POUR « UN IRAK DÉMOCRATIQUE, PLURALISTE ET FÉDÉRAL ».
- STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR LA DISSOLUTION DU PARTI DEP.
- PAUL WOLFOWITZ, LE NUMÉRO DEUX DU PENTAGONE, DEMANDE AUX AUTORITÉS TURQUES DE MODÉRER LEUR POSITION VIS-À-VIS DU KURDISTAN IRAKIEN.
- LA TURQUIE MASSE DES TROUPES À LA FRONTIÈRE DU KURDISTAN IRAKIEN.
- TURQUIE-UE : COMPROMIS POUR UN RENDEZ-VOUS EN DÉCEMBRE 2004.
- AINSI QUE...

LONDRES : L'OPPOSITION IRAKIENNE SE PRONONCE POUR « UN IRAK DÉMOCRATIQUE, PLURALISTE ET FÉDÉRAL ».

L'opposition irakienne s'est réunie du 14 au 17 décembre à Londres sur le thème "Pour la libération de l'Irak et la mise en œuvre de la démocratie". Quelque 350 personnalités représentant des principaux mouvements de l'opposition et de la société civile irakienne dont des Kurdes, des Arabes, des Chiïtes, des Assyro-chaldéens et des Turcomans ont pris part à ces assises. Parmi elles : M. Barzani, J. Talabani, A. Chalabi, M. Al

Roubaei, K. Makia, A. Al Hakim etc. La conférence a réaffirmé les principes fondamentaux établis par les conférences et réunions précédentes de l'opposition irakienne, spécialement ceux de la conférence de Salahidine tenue en 1992 au Kurdistan et de la déclaration politique commune de la délégation de l'opposition à Washington en août 2002. À l'issue des travaux qui ont duré quatre jours, la conférence a abouti à une déclaration politique précédant une série de

recommandations et de résolutions dont voici les principaux points :

"Aujourd'hui, une nouvelle fois, il y a une opportunité pour notre peuple et nous pouvons tirer des avantages des éléments de la situation internationale pour déposer un régime fasciste et initier des développements positifs en Irak... Nous devons encourager le processus de changement en Irak pour le bénéfice de notre peuple en prenant en considération les intérêts des pays voisins, régionaux, arabes et islamiques et de la communauté internationale."

"La conférence considère le rôle de l'opposition comme un élément vital et crucial dans toutes les phases d'un changement attendu avec ses possibilités et les conditions pratiques."

"L'Irak sera un Etat démocratique, parlementaire, pluraliste, fédéral [pour tous les Irakiens] et élaborera en conséquence un concept humain et civilisé de la citoyenneté basé sur l'égalité et l'élimination de la discrimination contre tous les peuples, religions, races et sectes. La conférence affirme qu'une Constitution permanente faisant référence à la composition nationale de l'Irak et à la séparation des pouvoirs législatif, exécutifs et judiciaire, devrait être rédigée. Elle devra également mettre l'accent sur la prééminence du pouvoir suprême de la loi, la protection des droits de l'homme, des libertés publiques et privées, et le respect des institutions de la société civile".

La conférence se prononce pour un Etat de droit en déclarant qu'elle se "prononce à l'unanimité que toute revanche aveugle, le chaos ou tout autre forme de violation de la loi susceptible de prévaloir dans le futur environnement de l'Irak sous n'importe quel prétexte, ne devrait pas être autorisé. Tout litige devrait être porté devant les autorités judiciaires et les cours internes et internationales eu égard à la loi et la justice..."

En ce qui concerne le pouvoir de décision politique, la conférence souligne que "tous les éléments constituant le peuple irakien ; les Arabes, les Kurdes, les Turcomans, les Assyriens, les Chaldéens et autres, de même que les musulmans,

sunnites, chiites ou les chrétiens et yézidites, et autres croyants des religions célestes, devraient participer au pouvoir de décision."

"La conférence demande à la communauté internationale de soutenir le peuple irakien pour qu'il soit libéré du régime dictatorial. En même temps, la conférence rejette toutes formes d'occupation, autorité militaire interne ou externe, mandat externe et interférence régionale et met l'accent sur la nécessité de respecter la souveraineté de l'Irak, l'indépendance des pays voisins, non-interférence dans les affaires des autres pays..."

"La conférence condamne les politiques d'agression contre les chiites... et [déclare] que la nouvelle Constitution de l'Irak devrait garantir que ces violations ne devraient pas être répétées et que tous les éléments constituant le peuple irakien devraient être protégés sans aucune discrimination."

Concernant les attaques génocidaires à Halabja et l'opération Anfal, "la conférence condamne toute injustice basée sur la race, toute oppression et nettoyage ethnique que le régime irakien a perpétré avec préméditation sur le peuple du Kurdistan irakien, particulièrement les opérations de génocide et d'Anfal qui ont causé la disparition de 180.000 personnes, 8000 personnes de la famille Barzani, 5000 Faylis et 5000 habitants de la ville d'Halabja, ainsi que la destruction des milliers de villes et de villages..."

"La conférence tout en demandant la fin de cette politique de haine met en exergue la nécessité de trouver une

solution au sort des victimes, de les honorer, compenser les familles, reconstruire les villes et villages détruits et poursuivre ceux qui ont commis ces crimes auprès des cours internationales".

"La conférence condamne toute forme de déportation, de politique de nettoyage ethnique, d'utilisation d'armes chimiques et toute contrainte relative au changement d'identité nationale, particulièrement le changement de caractère national des régions de Kirkouk, Makhmur, Khanaqin, Sinjar, Shekhan, Zimar, Mandali, etc."

Sous le titre de "fédéralisme et la résolution de la question kurde", la conférence souligne "son respect vis-à-vis du peuple du Kurdistan et la libre volonté du peuple du Kurdistan pour choisir des méthodes propres et appropriées dans leur partenariat avec le peuple d'un pays. La conférence a discuté des expériences des systèmes fédéraux et a conclu que c'est un système approprié de gouvernement pour l'Irak, qui doit être pris en considération comme le fondement de la résolution du problème kurde dans le cadre des institutions constitutionnelles irakiennes après la fin du régime dictatorial de Saddam et des changements attendus en Irak."

"La conférence réitère l'unité du territoire irakien et la coexistence parmi les peuples sur la base de l'union volontaire. La conférence réaffirme également les demandes justes et légitimes du peuple du Kurdistan tendant à supprimer toute forme d'oppression et de répression sur la base des lois internationales qui leur permet le droit à l'auto-

détermination et affirme la fraternité, l'unité et le partenariat dans un pays."

"La conférence apprécie hautement l'expérience dans le Kurdistan irakien, dans ces régions de liberté, de démocratie et de reconstruction. Cela prouve concrètement que les Irakiens peuvent être créatifs et constructifs lorsqu'ils ne sont pas sous le joug d'une dictature. La conférence pense qu'il est possible de bénéficier de cette expérience comme un pas en avant sur la voie de la transformation démocratique attendue en Irak et pour la résolution des différences à

travers un dialogue fraternel et l'abandon de toute violence dans l'action politique. La conférence appelle pour le soutien et la protection de cette expérience et la négociation avec ses institutions élues légalement jusqu'à ce qu'une nouvelle constitution fédérale soit élaborée pour le pays, comprenant le Kurdistan irakien, et en intégrant les forces de peshmerga dans l'armée irakienne."

La conférence a passé en revue différents points tels que les "droits des Turcomans", "les droits

des Assyriens", "la catastrophe écologique dans les marais", "les décisions et les lois iniques", "l'expérience de la région du Kurdistan irakien", "les appareils de sécurité", "les forces armées", "les conditions économiques et l'éradication des effets destructeurs de la guerre", "le programme pétrole-contre-nourriture", « une nouvelle législation sur la nationalité », "les moyens tendant à faciliter le retour des migrants irakiens, déportés et réfugiés" et pour finir "le rôle des personnes qualifiées dans le domaine scientifique et académique".

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR LA DISSOLUTION DU PARTI DEP.

La Cour européenne des Droits de l'Homme a, le 10 décembre, condamné à l'unanimité la Turquie dans l'affaire Dicle pour le DEP (Parti de La Démocratie) contre Turquie. La Cour, à la majorité, a alloué à Hatip Dicle 200 000 euros pour dommage moral, somme à transférer par M. Dicle aux membres et dirigeants du DEP, ainsi que 10 000 EUR pour frais et dépens.

Ainsi, sur le point de savoir si le DEP poursuivait des buts contraires aux principes de la démocratie, la Cour de Strasbourg constate que « la déclaration écrite ainsi que les discours ayant conduit à la dissolution du parti tendaient à la reconnaissance de l'identité kurde et critiquaient de manière virulente la politique gouvernementale à l'encontre des citoyens d'origine

kurde ». Pour autant, la Cour "ne les considère pas contraires aux principes fondamentaux et rappelle que le bon fonctionnement de la démocratie exige que les formations politiques puissent introduire dans le débat public des propositions, fussent-elles de nature à heurter les lignes directrices de la politique gouvernementale ou les convictions majoritaires dans l'opinion publique".

Par ailleurs, la Cour "n'est pas convaincue par la thèse du Gouvernement selon laquelle la formulation de la part du DEP des réclamations d'autonomie ou de séparatisme se résume en l'espèce en un soutien aux actes terroristes ... il n'est pas utilement démontré dans l'arrêt de dissolution que le DEP envoie au régime démocratique en Turquie par le biais de ses projets politiques. Il n'est pas non plus soutenu que le

DEP avait des chances réelles d'instaurer un système gouvernemental qui ne serait pas approuvé par tous les acteurs de la scène politique".

Sur le point de savoir si le DEP menait sa campagne politique par des moyens légaux et démocratiques ou si ses dirigeants prônaient le recours à la violence comme moyen politique, la Cour observe que si le discours prononcé à Bonn et la déclaration écrite du comité central, contiennent de sévères critiques à l'encontre de certains comportements du Gouvernement, "ces deux déclarations n'expriment aucun soutien ou approbation explicites du recours à la violence à des fins politiques." Selon la Cour, "il s'agit d'une virulente critique politique des autorités turques, qui ne peuvent à elles seules constituer des éléments de preuve afin d'assimiler le DEP aux groupes armés procédant à des actes de violence. La Cour n'est pas convaincue qu'ainsi ils

poursuivaient un but autre que celui de remplir leur devoir de signaler les préoccupations de leurs électeurs. Elle considère par conséquent que la mesure de dissolution appliquée au DEP en raison de ces deux déclarations ne correspondait pas à un "besoin social impérieux".

Quant à la déclaration faite par l'ex-président du DEP en Irak, la Cour relève qu'il contenait trois messages : d'une part son désir d'un Etat kurde séparé et uni, d'autre part l'assimilation du mouvement armé du PKK à une guerre de libération du Kurdistan du nord dans l'objectif de fonder un Etat kurde, et enfin, la stigmatisation des parties adverses notamment le Gouvernement de Turquie. Selon la Cour, les deuxième et troisième messages s'analysent en une approbation au recours à la force comme moyen politique et à un appel à le faire, de sorte que dans le contexte de l'époque, ces propos étaient susceptibles d'insuffler une haine profonde et irrationnelle envers ceux qui étaient présentés comme des ennemis de la population d'origine kurde. Le recours à la violence semble ainsi être une mesure de libération nécessaire et justifiée face à l'ennemi. Selon la Cour, la mesure prise à l'encontre de ces propos répondait à un "besoin social impérieux". Elle constate par ailleurs que des poursuites pénales ont été entamées contre l'auteur de ces propos.

Toutefois, la Cour note qu'il s'agit ici d'un seul discours tenu par un ex-dirigeant du parti,

prononcé à l'étranger dans une autre langue que le turc et devant un public qui n'était pas directement concerné par la situation en Turquie. Son impact potentiel sur la "sécurité nationale", "l'ordre" public ou "l'intégrité territoriale" en Turquie était donc très limité. Ainsi, selon la Cour, ce discours ne pouvait à lui seul justifier une sanction aussi générale que la dissolution de tout un parti politique, d'autant que la responsabilité pénale de son auteur avait déjà été engagée. Par conséquent, la dissolution du DEP en raison de ce discours en Irak ne saurait passer pour proportionnelle aux buts visés.

Dès lors, la Cour conclut que la dissolution du DEP ne peut être considérée comme "nécessaire dans une société démocratique", et qu'il y a en l'espèce violation de l'article 11 de la Convention européenne des Droits de l'homme et condamne l'Etat turc pour cette violation.

Enfin, si un projet de réforme annoncé par Ankara est suivi d'effet, les députés kurdes du parti de la démocratie (DEP) emprisonnés en Turquie depuis huit ans pour "séparatisme", pourraient être prochainement rejugés dans le cadre de réformes judiciaires soumises au parlement par le nouveau gouvernement d'Ankara. Les anciens parlementaires, dont Leyla Zana, lauréate du Prix Sakharov 1995 attribué par le Parlement européen pour son travail en faveur des droits de l'Homme, avaient été condamnés en 1994. Les

sentences avaient été condamnées par la Cour européenne des droits de l'Homme.

Les réformes judiciaires, soumises le 4 décembre au parlement par le gouvernement du Premier ministre Abdullah Gul, pourraient être adoptées très prochainement, la Turquie cherchant à multiplier ses chances d'obtenir une date fixe pour l'ouverture de négociations sur son adhésion à l'Union européenne (UE) au sommet de Copenhague. Cette nouvelle série de réformes "à pour but d'élargir le champ d'application judiciaire pour des procès en appel, en ligne avec les décisions de la Cour européenne des droits de l'Homme", a affirmé le 5 décembre M. Gul dans un communiqué. "La procédure d'appel (...) a été simplifiée et concerne également les sentences rendues qui ont déjà été déclarées exécutoires", selon le Premier ministre.

Le gouvernement avait soumis le 3 décembre au parlement une première série de réformes visant notamment à sanctionner plus sévèrement les policiers accusés de torture et à lever certaines restrictions à la liberté de la presse. Après la réunion du Conseil national de sécurité (MGK), le gouvernement avait décidé de mettre à part la réforme concernant les députés kurdes et l'amnistie relative aux étudiants ayant signé des pétitions en faveur de l'enseignement de la langue kurde.

PAUL WOLFOWITZ, LE NUMÉRO DEUX DU PENTAGONE, DEMANDE AUX AUTORITÉS TURQUES DE MODÉRER LEUR POSITION VIS-À-VIS DU KURDISTAN IRAKIEN.

Le numéro deux au Pentagone, Paul Wolfowitz, a appelé la Turquie à ne pas intervenir unilatéralement pour contrôler les Kurdes en Irak en cas de guerre, rapporte le 5 décembre le quotidien turc *Hurriyet*. Les autorités turques, par le passé, ont menacé de contrer militairement toute tentative des Kurdes irakiens de déclarer leur indépendance. *"La bonne chose à faire est d'agir dans le cadre d'un accord avec les Etats-Unis et avec les habitants (kurdes)"*, a affirmé M. Wolfowitz dans une interview réalisée lors de son passage à Ankara. En cas d'intervention militaire contre Bagdad, *"nous souhaitons voir des efforts coordonnés en Irak, et particulièrement en Irak du nord"*, a-t-il affirmé. *"Je pense que cela serait beaucoup plus utile pour la Turquie d'agir dans le cadre d'une coalition plutôt que d'agir unilatéralement pour protéger ses intérêts dans le nord de l'Irak"*, a-t-il ajouté.

La Turquie, qui a une frontière de 400 kilomètres avec le Kurdistan irakien, affirme craindre que la désintégration du régime de Saddam Hussein n'encourage les aspirations indépendantistes des Kurdes irakiens et, en conséquence, celles de sa propre population kurde de l'autre côté de la frontière.

"La Turquie nous a assuré que si elle devait intervenir, ce ne serait pas une invasion, mais seulement une mesure temporaire pour protéger ses intérêts", a affirmé M. Wolfowitz. La Turquie a déployé, depuis plusieurs années, plusieurs centaines de soldats dans le Kurdistan irakien officiellement pour lutter contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le gouvernement sortant du Premier ministre Bulent Ecevit avait menacé les Kurdes irakiens d'intervention militaire s'ils proclamaient leur indépendance ou saisissaient les puits de pétrole de Mossoul, dans le nord du pays. Les autorités militaires

turques ont également déclaré leur intention de mettre en place un *"cordon sanitaire"* dans le Kurdistan d'Irak en cas d'intervention militaire américaine, affirmant qu'un tel cordon est nécessaire pour éviter un afflux possible de réfugiés vers la Turquie.

Ankara, qui rappelle volontiers qu'un demi million de réfugiés avait franchi sa frontière en 1991 à la suite d'une offensive du régime de Bagdad contre les Kurdes, n'entend nullement être confronté une nouvelle fois à un tel problème. Les autorités turques ont prévu en conséquence de mettre sur pied plusieurs camps de réfugiés, du côté kurde de la frontière. Ils affirment qu'ils n'admettront des réfugiés sur leur territoire qu'en dernier ressort. M. Wolfowitz, qui s'est entretenu les 3 et 4 décembre à Ankara avec des représentants du nouveau gouvernement turc, élu le mois dernier, a souligné que le pétrole irakien était l'affaire de tous et a réaffirmé le soutien des Etats-Unis à l'intégrité territoriale de l'Irak et leur opposition à toute velléité de sécession des Kurdes irakiens.

LA TURQUIE MASSE DES TROUPES À LA FRONTIÈRE DU KURDISTAN IRAKIEN.

Un haut responsable militaire turc a, le 16 décembre, déclaré que l'armée turque a redéployé plusieurs milliers d'hommes près de la frontière avec l'Irak pour se tenir prête en cas d'action militaire contre Bagdad. Il a ainsi confirmé des rumeurs persistantes sur des mouvements de troupes dans la région jouxtant le Kurdistan de

l'Irak. Selon la presse, des unités militaires turques près de la frontière avec le Kurdistan irakien ont été placées en alerte tandis que des renforts étaient transférés depuis l'ouest vers l'est du pays. Le quotidien turc *Hurriyet* rapporte le 17 décembre que la Turquie souhaiterait déployer des troupes dans le Kurdistan de l'Irak, en cas d'intervention militaire américaine contre

Bagdad, pour prévenir toute tentative par les Kurdes irakiens de mettre en place leur Etat propre. Selon le journal qui titrait: *" Si vous en avez 60.000, nous en aurons plus "*, Ankara souhaiterait même que le nombre de soldats turcs déployés soit supérieur à celui de soldats américains. Selon la presse turque, le Pentagone souhaiterait déployer quelque 60.000 soldats américains dans le Kurdistan de l'Irak et 30.000, sur des bases arrière en Turquie.

"Il y a eu des mouvements de troupes ces derniers jours ... La raison de ces déploiements est de s'assurer que l'armée turque est prête dans l'éventualité d'une opération en Irak" a déclaré le responsable officiant dans la province kurde frontalière de Sirkak. D'après le responsable militaire, les récents déploiements impliquent des unités du génie capables de construire des ponts et de garantir l'accès des soldats aux montagnes du Kurdistan de l'Irak en cas de besoin. Il n'a pas donné de chiffres mais d'après des sources locales, 10 à 15.000 hommes seraient concernés. La Turquie dispose d'une armée de 500 000 hommes, des conscrits pour la plupart.

Ankara se déclare opposé à un conflit en Irak, par crainte qu'il ne ravive le sentiment nationaliste kurde au cas où les Kurdes de

l'Irak obtiendraient une autonomie renforcée. Mais la Turquie a déclaré qu'elle autoriserait les Etats-Unis à utiliser ses bases militaires en cas d'action contre l'Irak, à condition que cette dernière soit approuvée par les Nations unies. Les forces américaines sont déjà basées à Incirlik pour mener leurs patrouilles dans la zone d'exclusion aérienne imposée par Washington dans le Kurdistan de l'Irak.

La Turquie fait savoir qu'elle envisage de mettre en place une "zone tampon" dans le Kurdistan de l'Irak pour éviter un afflux massif de réfugiés sur son sol en cas de guerre. L'Iran et la Syrie renforceraient également leurs dispositifs militaires aux frontières avec l'Irak, selon la presse turque.

Par ailleurs, le quotidien *Milliyet* du 19 décembre relatant les discussions en coulisse avec les Etats-Unis écrit que l'armée turque pourrait intervenir seule pour protéger ses intérêts dans la région. Le journal souligne le fait qu'il faut s'imposer rapidement dans les régions kurdes pétrolières de Mossoul et de Kirkouk pour ensuite tirer profit de la présence militaire et indique que Ankara appelle les Etats-Unis à travailler en coordination avec ses forces.

Pour leur part, les autorités et la population du Kurdistan irakien sont très hostiles à toute intervention turque. Washington a été averti par les Kurdes et par l'opposition irakienne qu'une telle intervention provoquerait une chaîne de réactions locales et régionales.

TURQUIE-UE : COMPROMIS POUR UN RENDEZ-VOUS EN DÉCEMBRE 2004.

La Turquie a accepté, le 13 décembre, à contrecœur la proposition des Quinze d'un "rendez-vous" en décembre 2004 pour évaluer ses progrès dans la perspective d'une adhésion à l'Union européenne. Afin de ne pas froisser Ankara, les Européens ont ajouté en extrême une clause dans le communiqué final du sommet de Copenhague dans laquelle ils s'engagent à ouvrir "sans délai" les négociations après cette date.

Recep Tayyip Erdogan, chef de file du parti de la Justice et du développement (AKP) avait pourtant lancé le 9 décembre son

ultime offensive diplomatique en visitant 14 des 15 pays membres de l'UE au cours des dernières semaines avant de se rendre le 10 décembre à Washington puis de revenir à Copenhague pour participer au sommet européen aux côtés du Premier ministre Abdullah Gul et du ministre des Affaires étrangères Yasar Yakis. Malgré les pressions américaines, les Européens ont voulu donner une image de fermeté sur le dossier turc. Aucune date n'a été donnée à Ankara pour l'ouverture des négociations d'adhésion. Cette fermeté apparente a d'abord provoqué la fureur des dirigeants turcs, venus plaider leur cause

dans la capitale danoise. "Cela signifie que nos efforts ne sont pas pris en compte et qu'il y a un préjugé contre nous", a déclaré dans un premier temps le Premier ministre turc Abdullah Gül. Il a par ailleurs "profondément regretté" l'attitude de Jacques Chirac, en l'accusant d'avoir "influencé négativement" la décision prise la veille par les Quinze. Selon le Premier ministre turc, le président français aurait affirmé devant ses collègues que la Turquie "faisait chanter" les Européens. L'Elysée a démenti que Jacques Chirac ait tenu de tels propos.

Les Quinze estiment que la date de décembre 2004 laisse le temps au nouveau gouvernement turc de mener à bien ses réformes et aux

Européens d'achever la première vague d'élargissement et la réforme des institutions. Selon le communiqué final du sommet, l'UE ouvrira des négociations avec la Turquie si le conseil européen de décembre 2004 décide, "sur la base d'un rapport et d'une recommandation de la Commission, que la Turquie satisfait aux critères politiques de Copenhague".

"Nous aurons tout fini et serons prêts en octobre 2003... L'UE ne pourra pas faire une seule objection dans le rapport sur les progrès de la Turquie", soulignait M. Gul, cité, le 17 décembre, par le quotidien turc *Milliyet*, en ajoutant *"Notre peuple ne mérite-t-il pas plus de liberté, de démocratie et de droits, que nous rejoignons l'UE ou pas ?"*

Le compromis passé avec la

Turquie a eu un effet immédiat. Dans la soirée du 13 décembre, Ankara a accepté de débloquer les négociations entre l'UE et l'OTAN sur l'utilisation par la première des moyens militaires de la seconde pour ses opérations militaires extérieures. Un pas en avant important pour l'Europe de la Défense.

AINSI QUE...

• **MASSOUD BARZANI R E N C O N T R E AYATOLLAH BAQIR AL-HAKIM ET AHMAD CHALABI À TÉHÉRAN.** Massoud Barzani, le leader du parti démocratique du Kurdistan (PDK), s'est entretenu, le 8 décembre, avec Ayatollah Baqir Al-Hakim, leader du Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak (ASRII), basé à Téhéran. Les deux leaders ont échangé leur point de vue sur la conférence de l'opposition prévue du 13 et 15 décembre à Londres. Massoud Barzani a également rencontré Ahmad Chalabi, leader du Congrès National Irakien (INC) le 9 décembre qui s'était entretenu avec Ayatollah Baqir Al-Hakim la veille. *"Nous devons présenter une opposition unie, discuter de l'avenir de l'Irak et choisir un comité de suivi et puis ensuite nous pouvons procéder à la destitution de Saddam Hussein"* a déclaré M. Chalabi.

• **UNE DÉLÉGATION AMÉRICAINE AU KURDISTAN IRAKIEN.** Une délégation du Sénat

américain, comprenant Joseph Biden et Chuck Hagel, a rendu visite au Kurdistan irakien entre les 6 et 7 décembre « *dans le but d'examiner de plus près la situation et démontrer le soutien américain au peuple kurde* » a rapporté, le 7 décembre, le chaîne de télévision kurde KTV. Ils ont également assisté à la session du parlement kurde en présence de Nechirvan Barzani, Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan à Erbil et Dr Barham Salih, Premier ministre du gouvernement régional à Suleymaniye.

Selon le quotidien kurde *Brayati* daté du 8 décembre, « *les deux sénateurs ont mis l'accent sur la nécessité de maintenir la protection du peuple kurde... et ont affirmé que la démocratie et la reconstruction développée dans cette région [Kurdistan irakien] devrait être un modèle pour le reste de l'Irak* ». Ils ont également mis en exergue « *la nécessité de poursuivre les efforts pour construire un avenir certain pour les Kurdes dans le cadre d'un Irak uni...qui rassurera les pays de la région et garantirait ainsi l'urgence d'un Irak uni et fort* ». « *Nous sommes venus ici pour vous dire que les montagnes ne sont pas vos seuls*

amis » a conclu le sénateur Joseph Biden.

• **L'ETAT D'URGENCE OFFICIELLEMENT LEVÉ DANS LES DEUX DERNIÈRES PROVINCES KURDES DE DIYARBAKIR ET DE SIRNAK.** L'état d'urgence imposé depuis quinze ans au Kurdistan de Turquie en proie à la répression des forces armées a pris le 30 novembre officiellement fin, conformément à une décision votée en juin 2002 par le Parlement et saluée en son temps par l'Union européenne. L'Union européenne réclame de profondes réformes politiques et une amélioration de la situation des droits de l'homme en Turquie comme préalables à l'ouverture de négociations d'adhésion souhaitées par Ankara. *"Une période nouvelle, normale, a commencé pour la région"*, a déclaré le ministre de l'Intérieur, Abdulkadir Aksu, à Diyarbakir dont il est originaire.

Les mouvements de défense des droits de l'homme critiquaient depuis longtemps cet état d'urgence octroyant de larges pouvoirs en matière d'arrestation et de détention aux forces de

sécurité. Il avait été imposé en 1987, trois ans après le début du lancement par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de la lutte armée, qui a fait plus de 30.000 morts, majoritairement kurdes, depuis cette date. Les combats se sont fortement atténués depuis la capture en 1999 du chef du PKK Abdullah Ocalan, qui a ordonné à ses hommes de transposer leur lutte sur le terrain politique et culturel. Les habitants kurdes de Diyarbakir ont salué cette levée de l'état d'urgence comme une première étape, espérant qu'elle permettra d'apporter la paix et d'améliorer la situation économique. Selon un rapport du Conseil de l'Europe de juillet 2002, la police à Diyarbakir reste largement en retard par rapport au reste du pays en matière de respect des droits de l'homme. Les détenus sont souvent privés d'avocats et des cas de torture perdurent. L'état d'urgence donnait des pouvoirs accrus aux autorités civiles et militaires, leur permettant notamment de limiter la liberté de la presse et les droits civils. Les affrontements dans le Kurdistan ont donné lieu à de nombreuses violations des droits de l'Homme à l'encontre des autorités. Pour les milieux d'affaires, la fin de cette situation "anormale" devrait augmenter les investissements dans la région la plus défavorisée du pays, depuis l'ouest industrialisé de la Turquie. Par ailleurs, la presse kurde rapporte que quelque 400 villageois du district d'Andaç, province de Sirnak, ont le 6 décembre quitté leur village pour

la frontière kurde d'Irak, après avoir été humiliés et menacés par le commandant de la gendarmerie qui ne semble pas se soucier du retour du régime ordinaire dans la région. Les villageois ont menacé de demander l'asile au Kurdistan d'Irak si les exactions ne cessaient pas.

• **LA LOI SUR LA DIFFUSION TÉLÉVISUELLE EN KURDE PUBLIÉE DANS LE JOURNAL OFFICIEL.** Une loi, votée en août pour autoriser la diffusion d'émissions de radio et de télévision en langue kurde, a été publiée seulement le 18 décembre au journal officiel en Turquie et les programmes n'étant toujours pas prêts, certains Kurdes qualifient cette réforme de "farce".

La loi sur les programmes en langue kurde, accompagnée d'autres mesures touchant à l'enseignement - dans le secteur privé - de cette langue, avait pourtant fait l'objet d'un grand battage médiatique par un pays soucieux de convaincre l'Union européenne (UE) de son ralliement à une véritable démocratie. Mais le nombre et la nature des émissions prévues par le Haut Conseil de l'audiovisuel turc (RTUK) apparaissent bien en deçà des espérances des Kurdes de Turquie, qui représentent selon les estimations entre un quart et un tiers des 70 millions d'habitants du pays. La loi prévoit la diffusion d'un maximum quotidien de 45 minutes d'émissions radiophoniques en kurde, soit quatre heures par semaine, et de 30 minutes de programmes télévisés par jour, soit deux heures par semaine.

À la radio, l'intégralité des programmes en langue kurde devra être suivie de leur traduction en turc, tandis que les émissions télévisées devront être sous-titrées mot pour mot, spécifie le texte de loi. Seule la Société nationale de radiotélévision TRT pourra diffuser en langue kurde, ce qui élimine les très nombreuses chaînes privées.

Les programmes ne comprendront que de la musique et des informations, et les présentateurs devront apparaître à l'écran "en habits modernes", ce qui signifie que les costumes kurdes traditionnels seront bannis.

• **CACOPHONIE TURQUE : LE MINISTRE TURC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OUVRE L'ESPACE AÉRIEN AUX AMÉRICAINS, PUIS TENTE DE DÉMENTIR.** Le ministre turc des Affaires étrangères Yasar Yakis a déclaré le 3 décembre que l'aviation américaine pourra opérer à partir de la Turquie si l'ONU approuve une intervention militaire contre l'Irak, mais quelques heures plus tard, son ministère a précisé qu'il ne s'agissait que d'une possibilité et non pas d'un engagement de la part de la Turquie.

À l'issue d'un entretien avec le secrétaire américain adjoint à la Défense Paul Wolfowitz, M. Yakis avait expliqué que la Turquie n'est pas favorable à une guerre contre son voisin irakien. "Mais si nous en arrivons là, nous coopérerons bien sûr avec les Etats-Unis parce que c'est un grand allié et que nous avons avec lui d'excellentes relations", avait

déclaré le ministre. Cette coopération se traduira par "l'ouverture de l'espace aérien, en premier lieu, et l'utilisation d'installations en Turquie", avait-il ajouté en soulignant que toute intervention militaire en Irak devait recevoir l'aval de l'ONU. Mais quelques heures plus tard, le ministère turc des Affaires étrangères a publié un communiqué déclarant que les propos tenus par M. Yakis ne constituaient pas un engagement de la part de la Turquie vis-à-vis de Washington. "Le fait qu'il ait fait référence à ces possibilités ne constitue pas un engagement de la part de la Turquie parce que ces possibilités n'ont pas encore été un sujet de discussion avec quelque pays que ce soit", a précisé le communiqué du ministère des Affaires étrangères. Et d'ajouter : "nous faisons ce communiqué pour clarifier la nouvelle", qui avait été largement diffusée par les médias turcs.

• **LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR VIOLATION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION.** La Cour européenne des droits de l'Homme a condamné le 5 décembre la Turquie pour violation de la liberté d'expression de l'auteur d'un livre d'entretiens avec Abdullah Ocalan. Le gouvernement d'Ankara devra payer à Yalçın Küçük, 64 ans, 4.000 euros pour dommage moral ainsi que 1.500 euros pour frais et dépens pour violation de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

M. Küçük avait été condamné par la cour de sûreté de l'Etat à un an de prison et 100 millions de livres turques d'amende en 1995, pour "propagande séparatiste", après avoir publié un livre intitulé "Entretien dans le jardin kurde", reproduisant sous forme de questions et réponses un entretien qu'il avait eu avec le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'ouvrage avait été confisqué.

La Cour européenne a souligné qu'elle avait "conscience des préoccupations des autorités qui redoutent que des mots ou actes aggravent la situation régnant en matière de sécurité dans le Sud-Est" de la Turquie mais a considéré "en l'espèce que l'ensemble du livre n'incite pas à la violence, à la résistance armée ou au soulèvement". La justice turque avait estimé que le livre de M. Küçük "divisait l'Etat de la République de Turquie en deux parties : la Turquie et le Kurdistan, et qu'il faisait de la propagande pour la formation d'un Etat kurde". Certains passages du livre de M. Küçük, publié en avril 1993, évoquaient notamment le "programme d'autonomie culturelle pour les Kurdes".

• **LE PRÉSIDENT SEZER OPPOSE SON VETO À L'AMENDEMENT PERMETTANT L'ELECTION DE RECEP TAYYIP ERDOGAN.** Le président turc Ahmed Necdet Sezer a opposé le 19 décembre son veto à une série d'amendements à la Constitution qui auraient permis à Recep Tayyip

Erdogan, le chef du parti de la Justice et du Développement (AKP) vainqueur des élections du mois dernier, de se présenter aux élections législatives partielles du 9 février et de devenir Premier ministre. Le chef de l'Etat s'est opposé à ces révisions, arguant qu'elles avaient été conçues au profit de Recep Tayyip Erdogan. Il a estimé que les amendements avaient été élaborés "pour un individu" et rappelé que les lois sont faites "pour le bénéfice" du public et doivent être "objectives".

Recep Tayyip Erdogan, l'homme politique le plus populaire du pays, n'avait pu se présenter aux législatives en raison d'une condamnation pour "incitation à la haine raciale". Son parti, issu du mouvement islamiste turc, se défend d'être islamiste.

Le Parlement turc avait, le 13 octobre, approuvé par 440 voix contre 18, un amendement modifiant l'article de la Constitution empêchant les personnes condamnées pour des "activités anarchistes et idéologiques" illégales de briguer des postes publics. Le Parlement peut encore revenir sur le veto du président. Si l'assemblée vote une deuxième fois la révision constitutionnelle, le chef de l'Etat aura le choix de l'approuver ou de convoquer un référendum sur le sujet.

• **DEUX NOUVELLES VICTIMES DE LA GRÈVE DE LA FAIM LANCÉE DANS LES PRISONS TURQUES.** Deux

détenus en grève de la faim sont décédés le 30 novembre et le 1er décembre, portant à au moins 60 le nombre de prisonniers morts d'inanition depuis le lancement fin 2000 de la campagne de protestation contre une réforme des conditions pénitentiaires. Cette réforme prévoit le transfert des prisonniers dans des établissements plus modernes dotés de cellules individuelles. Ses adversaires estiment qu'elle exposera les détenus à des brutalités policières. Le gouvernement turc affirme que les nouvelles prisons répondent aux normes européennes et les juge nécessaires pour briser l'emprise des bandes criminelles et des mouvements d'activistes politiques sur les grands quartiers de prison.

Alors que la plupart des grévistes de la faim, qui sont issus de groupes de gauche, ont mis fin à leur mouvement, une vingtaine continuent d'observer des jeûnes, d'après les estimations des mouvements de défense des droits de l'homme. Ils prolongent leur vie de plusieurs centaines de jours en buvant de l'eau salée ou sucrée et en absorbant des vitamines.

• **AFFRONTEMENTS ENTRE LE KADEK ET LES SOLDATS TURCS AU KURDISTAN D'IRAK SELON LE JOURNAL KURDE JAMAWAR.** Trois Turcs ont été tués et deux autres blessés dans une embuscade tendue fin novembre dans le Kurdistan irakien par le Parti des travailleurs du Kurdistan

(PKK, rebaptisé Kadek), a rapporté le 2 décembre le journal kurde indépendant *Jamawar*. Selon le journal, publié à Erbil (Kurdistan), les cinq personnes se trouvaient au moment de l'attaque à bord d'un véhicule des services de sécurité turcs près de Sarsang, dans la province kurde de Dohuk, non loin de la frontière avec la Turquie, où sont déployées des unités militaires turques. "Trois occupants de la voiture ont été tués et deux autres grièvement blessés dans l'embuscade tendue fin novembre près de Sarsang par des hommes armés du Kadek", a indiqué le journal. La région de Sarsang est située à plus de 100 km de la frontière irako-turque.

• **L'UNHCR ET L'UNICEF SUR LE PIED DE GUERRE.**

Les Nations-Unies ont confirmé le stockage de fournitures dans le Moyen-Orient en prévision de la guerre. Le Haut commissariat aux réfugiés des Nations-Unies (UNHCR), a déclaré que « les pays donateurs ont été sollicités pour plus de 37 millions de dollars dans le cadre des fonds d'urgence pour l'Irak au cours de la réunion du 13 décembre à Genève », rapporte *BBC News* online le 24 décembre.

Citant les minutes de la réunion de Genève, le quotidien kurde *Brayati* rapporte le 22 décembre que l'UNICEF a d'ores et déjà "commencé le transport d'aide à destination de 500.000 citoyens irakiens en attente dans quatre

pays voisins de l'Irak. L'UNICEF aurait également l'intention de fournir de l'aide à 160 000 personnes près de l'Irak".

Selon toujours *Brayati*, L'UNHCR "a l'intention de regrouper des tentes et autres équipements à disposition pour 100.000 personnes afin d'éviter l'exode en masse de la population à l'image du printemps 1991".

• **UN DES LEADERS DU GROUPE ISLAMIQUE ARMÉ KURDE ABATTU AU KURDISTAN IRAKIEN.**

Selon le quotidien kurde *Hawlati* du 16 décembre, une des principales figures du groupe radical islamique Ansar al-Islam au Kurdistan (AIK), a été tuée, le 4 décembre, au cours des affrontements à Girda Drozna et Tapa Kora, dans la région de Sharazur. "Abu-Abdallah Shafi'i figure parmi les 11 membres du AIK tués au cours des combats [contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK)]. Selon les sources, l'émir a été tué suite aux bombardements de l'artillerie turque venue en aide aux forces de l'UPK", rapporte le journal.

Wurya Hawlari, alias Abu-Abdallah Shafi'i, est un vétéran de la guerre en Afghanistan, membre fondateur du groupe islamique radical Jund al-Islam au Kurdistan irakien, créé en septembre 2001, dénommé en décembre 2001 Ansar al-Islam après fusion avec un autre groupe islamique armé, dirigé par Mala Krekar, aujourd'hui mis en examen par les autorités hollandaises aux Pays-Bas.

Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) d'Irak

« Une solution politique plutôt que la guerre »

DIMANCHE 1^{er} - LUNDI 2 DÉCEMBRE 2002

Le Monde

EN VISITE à Paris, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a été reçu, ainsi que Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), par le président du Sénat, Christian Poncelet, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Renaud Muselier, et le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy. Ils ont également eu un entretien avec François Hollande, secrétaire national du Parti socialiste.

Aviez-vous une demande précise à faire à la France et êtes-vous satisfait de vos entretiens ?

La France a toujours été solidaire de la cause kurde et nous souhaitons qu'elle participe à la réactivation de la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU [intimant au régime irakien de respecter les droits de l'homme] et qu'elle soutienne le peuple irakien et le mouvement démocratique. Nos entretiens ont été amicaux, francs et fructueux. Nous avons dit aux responsables français que nous aspirions à un changement en Irak au profit d'une démocratie parlementaire, pluraliste, fédérale, et nous avons trouvé auprès d'eux un écho favorable. Ils préfèrent que nous y parvenions par des voies pacifiques. De notre côté, notre préférence va aussi à une solution politique plutôt qu'à la guerre.

Est-ce envisageable avec le régime de Saddam Hussein ?

De nos jours, rien n'est impos-

sible. Une solution politique paraît assurément très difficile avec le régime actuel, mais c'est un slogan juste qui pourrait satisfaire une partie de l'armée et du peuple irakiens.

Les Etats-Unis paraissent déterminés à faire la guerre...

Les Etats-Unis semblent déterminés à changer le régime en Irak, mais je crois qu'ils tiennent compte des positions de leurs alliés européens et de l'opposition irakienne.

L'opposition est divisée. Certains d'entre vous veulent la guerre tandis que d'autres...

Les formations de l'opposition qui ont un poids réel à l'intérieur de l'Irak, qu'il s'agisse de l'UPK, du PDK, du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, des nassériens, du Parti communiste... Toutes ces formations ne sont pas divisées. Nos positions et nos visions de l'avenir de l'Irak sont très proches. Mais l'opposition irakienne est multiple ; il y a de nombreuses formations en exil et il est vrai que des divergences les opposent. Nous nous sommes néanmoins mis d'accord sur les objectifs principaux et sur une vision commune de l'avenir. Le reste tient de la diversité de pensée et d'opinion.

Les Etats-Unis vous ont-ils proposé de participer à une éventuelle guerre contre le régime ?

Pas encore.

Ils pourraient le faire. Quelle serait votre réaction ?

Nous leur demanderions de nous



RÉMY DE LA MAUVINIÈRE/AP

révéler le scénario qu'ils ont arrêté, la solution de rechange qu'ils envisagent et des garanties suffisantes. C'est seulement lorsque nous aurons pris connaissance de tout cela que nous pourrions prendre une décision.

Le régime vous a-t-il fait des ouvertures ?

Il a tenté de prendre contact avec nous de manière informelle en nous envoyant des émissaires non officiels chargés de sonder nos vues. C'était il y a environ un mois. Nous avons répondu que, pour épargner au pays les malheurs d'une nouvelle guerre, il doit d'abord remettre aux Nations unies toutes ses armes de destruction massive et s'abstenir de se livrer à des manœuvres de dissimulation qui, tôt ou tard, seraient d'ailleurs éventées. Nous lui avons également demandé d'accepter le

changement démocratique pacifique, en confiant à un gouvernement impartial la charge d'abroger les lois d'exception, de restaurer les libertés, d'organiser des élections pour une Assemblée constituante qui élaborerait une nouvelle Constitution et remanierait les structures de l'Etat. C'est à ces conditions qu'une guerre peut être évitée.

Mais ce sont là des conditions rédhibitoires !

Pourquoi « rédhibitoires », si le régime a la possibilité de choisir entre l'élimination - et peut-être même la mort - et la comparaison devant un tribunal international, ou l'organisation d'élections auxquelles [ses partisans] pourront participer, eux qui prétendent que leur parti [le Baas] a deux millions d'adhérents ? Dans les pays d'Europe de l'Est, il y a bien eu des changements pacifiques. Il n'est pas nécessaire que les choses se passent à la manière Ceausescu. Cela pourrait se passer comme en Pologne ou en Bulgarie !

Le régime doit-il être traduit en justice ?

Concentrons-nous d'abord sur la solution pacifique. Ensuite, si solution il y a et si des crimes de guerre ont été commis, [les membres du] régime pourront être traduits devant un tribunal irakien.

Irakien, pas international ?

Nous préférons un tribunal irakien.

Propos recueillis par
Mouna Naïm

Quelle guerre contre l'Irak ?

PAR
GÉRARD CHALIAND

La décision de mener l'opération destinée à mettre fin au régime de Saddam Hussein est prise, dans la mesure où elle va permettre aux Etats-Unis d'amorcer un projet ambitieux. En son essence, la « grande stratégie » américaine envisage de remodeler le Moyen-Orient par la démocratie dont l'Irak fédéral de demain devrait être le modèle. Les Etats-Unis vont donc tenter, comme jadis au

Japon, de greffer la démocratie en Irak, après la chute du régime de Saddam Hussein. Cette démocratie coercitive sera alors présentée comme contre-modèle aux autocraties voisines, surtout à celles qui sont hostiles aux Etats-Unis. En d'autres termes, l'idéologie démocratique sera utilisée à des fins diplomatiques comme, il y a un quart de siècle, les droits de l'homme ont été instrumentalisés pour affaiblir les dictatures rivales et nullement pour gêner les alliés. Durant vingt-cinq ans, jamais l'Arabie saoudite, par exemple, n'avait été critiquée pour ses violations des droits de l'homme. Ce qui, depuis les lendemains du 11 septembre 2001 n'est plus le cas, l'Arabie saoudite n'étant désormais plus perçue comme un allié privilégié.

Contrairement à ce que pense une importante partie des opinions publiques européennes, l'éviction de Saddam Hussein et de son régime sera favorablement accueillie par la plupart des Irakiens, Arabes chiites et Kurdes, qui, à eux seuls, représentent 75 % de la population et n'ont cessé d'être opprimés depuis trente-cinq ans.

Paradoxalement, tandis qu'en Irak les Etats-Unis seront perçus comme des libérateurs par une majorité d'Irakiens, la rue musulmane, et plus particulièrement arabe, percevra ceux-ci comme des agresseurs. C'est, entre autres, le prix de la politique menée par Washington dans le conflit israélo-palestinien, où rien n'a été fait pour geler le processus des colonisations, ce qui constitue le pro-

blème essentiel.

Les Etats-Unis se trouvent dans une situation unique dans l'histoire. Jamais un Etat européen n'a disposé d'une telle supériorité sur ses rivaux. Ni l'Espagne de Philippe II ni la France de Louis XIV ou de Napoléon, ni la Grande-Bretagne ou l'Allemagne par la suite. Or, depuis l'effondrement de l'Union soviétique qui marque la grande rupture dans l'histoire récente, l'hégémonie américaine est totale. La guerre du Golfe en a été une première illustration mais il a fallu près d'une décennie et la montée au pouvoir de George W. Bush pour que la volonté de tirer partie de cette supériorité se manifeste de façon aussi ouverte.

Le Pentagone n'a cessé d'œuvrer, particulièrement de-

LE FIGARO LUNDI 2 DÉCEMBRE 2002

puis une décennie, afin d'accentuer l'avance technologique des Etats-Unis, creusant ainsi un écart devenu écrasant. La tentation de l'unilatéralisme est la conséquence de l'hégémonie américaine. Celle-ci s'est manifestée sur divers problèmes, que ce soit sur des questions d'écologie ou de concurrence économique. Mais nulle part la volonté des Etats-Unis n'est apparue aussi nettement affirmée que dans les décisions politiques et militaires qui ont suivi le choc mobilisateur du 11 septembre 2001. La guerre d'Afghanistan a créé les circonstances permettant, après

sur ce qui paraît comme une différence aussi nouvelle qu'essentielle : la perte de volonté chez les Etats européens. Rien de neuf en cela. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe occidentale, ruinée, s'en remettait aux Etats-Unis pour la protéger. Trente-cinq ans plus tard, tandis que l'Europe était devenue plus prospère que jamais, il en était de même lors de la crise des missiles. En somme, avec une population plus nombreuse que celle de l'Union soviétique, et beaucoup plus riche, les Etats européens continuaient à compter sur les Etats-Unis pour assurer leur sécurité. Certes, la Grande-Bretagne et la France s'étaient dotées de l'arme nucléaire. Charles de Gaulle, en son temps,

de la Seconde Guerre mondiale, sauf exceptionnellement.

Ce qui est neuf, ce n'est pas de constater l'impotence européenne, mais l'apparition affichée d'une volonté impériale aux Etats-Unis, qu'exprime actuellement la politique poursuivie par l'administration de George W. Bush. Rien ne permet d'espérer des perspectives nouvelles pour l'Europe, dont l'élargissement accéléré diminue d'autant la cohésion et, par voie de conséquence, l'expression d'une volonté politique. Cet élargissement ne peut que conforter les Etats-Unis assurés, sauf sur des questions commerciales, de trouver une Europe divisée. L'éventuelle entrée de la Turquie en Europe, qu'appuient les Etats-Unis, ne ferait qu'accentuer l'influence de ces derniers.

Les Etats-Unis ont bénéficié d'un large appui international pour l'expédition punitive effectuée en Afghanistan, il n'en est pas de même pour l'opération projetée contre l'Irak. Des voix nombreuses et autorisées se sont élevées aux Etats-Unis, comme en Europe, pour que Washington sollicite l'aval des Nations unies afin de s'en tenir, au moins dans les formes, au respect des règles internationales. La France, la Russie, membres du Conseil de sécurité, ont cherché, chacun à leur manière, à faire obstacle à l'unilatéralisme américain. On a souligné le danger potentiel que pouvait faire peser la doctrine de l'action préventive. Celle-ci menace des règles internationales patiemment élaborées et mises en place. Mais les Etats-Unis tiennent par-

dessus tout à conserver leur liberté d'action. Bien que Saddam Hussein ait consenti aux inspections, il serait étonnant que les conditions du déroulement de celles-ci satisfassent Washington.

L'opération projetée aura lieu dans quelques semaines. L'enjeu, aux yeux des faucons du Pentagone, est trop important, puisque la disparition du régime de Saddam Hussein est la condition *sine qua non* de leur « grande stratégie » dont l'Irak n'est que le premier acte. Celle-ci vise, en instituant un régime à vocation démocratique en Irak, à isoler l'Iran, à marginaliser, grâce au pétrole irakien, l'importance de celui d'Arabie saoudite. La présence de la Syrie risque de devenir problématique au Liban. Les Palestiniens se retrouvent, avec la montée irrésistible des ultranationalistes en Israël et l'accélération de la colonisation, à la fois assiégés et atomisés. L'Etat palestinien, en Cisjordanie, n'est pas dans les projets du Likoud. Par voie de conséquence, la grande stratégie américaine reste, à l'échelle du Moyen-Orient, chargée d'ambiguïtés et devra faire face à l'humiliation et au ressentiment qu'elle ne pourra manquer de provoquer.

Les nouveaux Césars du Pentagone auront plus de difficultés avec la paix qu'avec la guerre.

*Géostratège. Spécialiste des conflits. Il a récemment publié *L'Arme du terrorisme* aux éditions Audibert.

En son essence, la « grande stratégie » américaine envisage de remodeler le Moyen-Orient

l'Azerbaïdjan, d'assurer une présence américaine en Ouzbékistan, en Kirghizie et, plus récemment, en Géorgie. Les considérations économiques liées aux hydrocarbures en Asie centrale s'ajoutent au projet politique qui, peut-être, à long terme, vise à contenir la Chine. La guerre en Irak débouche, pour Washington, sur des perspectives considérables, tant sur le plan économique que politique.

Divers observateurs, dont Robert Kagan, ont rappelé ce qui distingue les Etats-Unis de l'Europe et que Tocqueville avait déjà relevé en insistant

avait fait au mieux, avec des moyens limités. Mais l'Europe se retrouvait incapable de résoudre par elle-même des conflits concernant des Etats européens de force moyenne, comme la Yougoslavie. La Bosnie, puis le Kosovo en ont été les démonstrations. Dix ans après l'effondrement de l'Union soviétique, alors que l'Europe est plus peuplée et économiquement largement égale aux Etats-Unis, son potentiel militaire reste une caricature. L'Europe n'a pas récemment perdu le sens des rapports de force. Elle ne l'a jamais recouvré, au lendemain

Bill for an Iraq war would far exceed 1991 Gulf conflict

By Michael Dobbs

The Washington Post

WASHINGTON: Within a month of the Iraqi invasion of Kuwait in August 1990, the first Bush administration launched what became known as Operation Tin Cup, a frenzied round of diplomacy aimed at getting U.S. allies to help pay for war with Iraq. As a result, the bill to American taxpayers for the Gulf War was about \$7 billion, a

small fraction of its cost.

Although it is difficult to predict how much Americans will pay for a new war with Iraq, one fact seems indisputable: It will be many times more than the cost of the last war, if only because other countries are much more reluctant to share the burden.

Informal estimates by congressional staff and Wash-

ington research organizations of the costs of an invasion of Iraq and a post-war occupation of the country have been in the range of \$100 billion to \$200 billion.

If the fighting is protracted, and President Saddam Hussein blows up Iraqi oil fields, most economists believe the indirect costs of the war could be much greater, reverberating through the U.S. economy for many years.

The 1991 Gulf War led to a brief spike in oil prices and a fall in consumer confidence that helped tip the country into a recession that cost President George Bush his chances of re-election.

Despite the high economic and political stakes, there has been no equivalent of Operation Tin Cup this time around. The current admin-

istration of his son, President George W. Bush, has refused to engage in public debate about the likely costs of a new war.

"If we can plan a war, we should also be planning a way to pay for the war," said Representative John Spratt Jr. of South Carolina, the ranking Democrat on the House Budget Committee. "Last time, we were able to slough the costs off on other countries. This time, we will have to absorb most of these costs ourselves. Someone ought to be asking questions about the impact on the budget."

A White House official, speaking on condition of not being identified, said it would be premature to talk about the costs of a war with Iraq because Bush has not decided on the use of military force. He added that unoffi-

cial estimates of the cost of war had to be weighed against the "potentially incalculable" political, diplomatic and economic costs of permitting Saddam to develop and spread weapons of mass destruction.

Using different methodologies, the nonpartisan Congressional Budget Office and staff for the Democrat minority on the House Budget Committee have concluded that a short, decisive war involving the deployment of 250,000 U.S. troops could cost \$44 billion to \$60 billion. This is significantly less than the cost of the 1991 war, which came to nearly \$80 billion in 2002 dollars, reflecting the fewer numbers

of troops involved. A protracted war, by contrast, could cost upward of \$100 billion.

The direct military costs of a new war will probably be less than in 1991 under most scenarios, but the postwar occupation costs will be considerably greater, most experts believe.

In Kuwait, most U.S. troops were able to pack up and go home in a few weeks. In Iraq, a large international military presence will be required for many years to provide security for a post-Saddam government and avert a civil war between ethnic factions, which include Kurds in the north, Sunnis in the center

and Shiites in the south.

"It's a no-brainer that this is going to cost us more than the last time," said Michael O'Hanlon, a military economist at the Brookings Institution. "In addition to the nominal price tag for the operation, you will need a large stabilization force in there for a number of years. Anything else will not be strategically viable."

Extrapolating from similar peacekeeping operations in Bosnia and Kosovo, O'Hanlon estimates that the United States is likely to initially spend \$15 billion to \$20 billion a year for its share of a multinational stabilization force for Iraq. Depending on how long the stabilization

force remains in Iraq, the cost to the American taxpayer could be \$50 billion to \$100 billion. His calculations are based on an assumption that U.S. allies will pick up two-thirds of the cost of the stabilization force.

Adding the costs of a stabilization force to the costs of an invasion brings the total to \$100 billion to \$200 billion.

This is in line with an upper bracket estimate by the White House economics adviser, Lawrence Lindsey, in an interview with the Wall Street Journal in September. The White House subsequently distanced the administration from Lindsey's comments, saying they were not based on any official study.

L'opposition irakienne entre vœu pieux et divisions

SI L'ON DEVAIT se fier aux déclarations publiques, tout irait pour le mieux dans la meilleure des oppositions au régime de Saddam Hussein. On ne demanderait qu'à croire, les opposants lorsqu'ils affirment faire partie d'« un seul groupe », d'une « grande famille » (l'ancien général Najib Salhi) ou être « tous dans un même bateau » (le secrétaire du comité central du Parti communiste, Hamid Majid Moussa). La réalité est différente. Alors que les risques d'une intervention contre le régime irakien demeurent très grands, et que la chute de Saddam Hussein est tout à fait probable, de sérieuses divergences continuent d'opposer la multitude d'opposants, membres de partis ou personnalités indépendantes.

Quelles que soient leurs origines politiques, ethniques et idéologiques, ils souhaitent tous le renversement d'un régime dont, à titre politique mais aussi parfois personnel, ils ont été victimes. Ils sont d'accord sur des principes généraux et des concepts – démocratie, élections libres, respect des libertés, pluralisme politique, décentralisation. D'autres questions telles que la forme du pouvoir, une fois Saddam Hussein renversé, ou la séparation de la religion et de l'Etat posent problème. Reste à savoir comment les compromis se feront quand il faudra passer aux actes.

Pour l'heure, tous ou presque disent qu'ils ne bouderaient pas un soutien « extérieur » pour se débarrasser de Saddam Hussein, étant entendu qu'« extérieur » signifie « américain », les Etats-Unis étant les seuls à s'être fixé pour objectif la chute du régime. Une couverture onusienne d'une telle attaque les comblerait. Elle les libérerait d'une double hantise : être ultérieurement forcés de se soumettre aux oukases américains concernant l'avenir de l'Irak, alors que les projets de Washington peuvent ne pas correspondre à leurs vœux ; ne pas apparaître aux yeux de leurs propres concitoyens, et aussi d'une large partie du monde arabe, comme des marionnettes aux mains d'une administration américaine détestée au Proche-Orient, qui entend modeler le pays et la région à sa guise. On a les soutiens qu'on peut, plaident, avec des nuances, ceux qui approuvent une attaque armée américaine.

LA RÉOLUTION 688, UN VŒU PIEUX

Depuis douze ans, disent les partis kurdes,

seuls les Etats-Unis ont porté un intérêt politique à l'opposition irakienne, quels qu'aient été par ailleurs les mérites des organisations non gouvernementales et de certains gouvernements occidentaux pour ce qui est de l'assistance humanitaire. L'Amérique, admettent-ils, roule d'abord pour elle-même, et n'a pas hésité à l'occasion à fermer les yeux lorsque le régime irakien a sévi contre ses propres populations. Et de rappeler l'insurrection du printemps 1991, lorsque, après avoir encouragé les Irakiens à se soulever, les Etats-Unis ont laissé Saddam Hussein écraser la révolte dans le sang. Le fait est, ajoutent-ils, que les Etats-Unis semblent aujourd'hui résolus à aller jusqu'au bout. Comment faire la fine bouche ?

C'est le même argumentaire qu'invoque le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, l'une des deux plus importantes formations chiïtes. Mais alors que le discours des partis kurdes a le mérite de la franchise, celui du Conseil est plus ambigu. « *Naguère, les Etats-Unis ne souhaitaient pas de changement de régime en Irak. (...) Ils veulent désormais un nouveau pouvoir à Bagdad* », déclarait tout récemment encore au Figaro l'ayatollah Mohammad Baqer Al-Hakim, le chef dudit Conseil. Pour ajouter aussitôt : « *Mais nous ne comptons que sur Dieu et sur nos propres capacités* » pour peu que, soulignait-il, la communauté internationale force Saddam Hussein à respecter la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU relative aux droits de l'homme et l'empêche de réprimer sa population. L'argument tient du vœu pieux, car il est difficile d'imaginer que Saddam Hussein se pliera de plein gré aux normes internationales en matière de respect des droits de l'homme, qui plus est, pour faciliter la tâche de ceux qui veulent sa chute. Sauf à intervenir militairement pour l'obliger à se soumettre... C'est la quadrature du cercle.

Le Parti communiste n'a eu de cesse de réclamer depuis des années l'application de la résolution 688. Il demande aujourd'hui que la relation entre les Etats-Unis et l'opposition soit une relation entre pairs, qui tienne compte des intérêts de Washington mais aussi « *de ceux du peuple irakien dans ses composantes arabe, kurde, turkomanne, assyro-chaldéenne. Nous voulons une relation équilibrée qui ne favorise pas les intérêts du plus fort* [les Etats-Unis]... Il est impensable de compter

sur la guerre américaine, l'invasion américaine et "la libération" américaine. L'opposition irakienne doit éviter de commettre cette faute », plaident dans de récentes déclarations à un quotidien kurde le secrétaire du comité central du PC, Hamid Majid Moussa. Malgré des divergences idéologiques avec les communistes, la Daawa, l'autre grande formation chiïte, est à peu près sur la même longueur d'onde. Avec d'autres petites formations communément groupées sous le qualificatif de nationalistes arabes, le PC et la Daawa ont décliné une invitation à un congrès de l'opposition suggéré par les Etats-Unis, qui devrait avoir lieu entre les 12 et 15 décembre à Londres pour discuter de l'après-Saddam Hussein.

Avant de donner leur accord, même les partis et personnalités qui ont accepté de participer à ce forum se sont renvoyé reproches et invectives. Pas question de laisser les partis constitués – le PDK et l'UPK pour les Kurdes, le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak pour les chiïtes et l'Alliance nationale pour les sunnites – dominer la rencontre et rafler la mise, clamaient certains, singulièrement Ahmad Chalabi, qui se veut la figure de proue du Congrès national irakien (CNI), une coalition d'opposants constituée dès le début des années 1990 à l'instigation de Washington. Ce sont, selon lui, des dinosaures qui ne représenteraient pas l'Irak d'aujourd'hui, a fortiori de demain. Jusqu'à plus ample informé, ce sont pourtant ces formations qui bénéficient d'une réelle représentativité en Irak.

Ahmad Chalabi n'en a pas moins fini par obtenir, grâce à l'intervention de certains de ses amis du Pentagone, que de nombreuses personnalités « indépendantes » soient invitées à Londres. Une bonne partie de l'opposition souffre – ou bénéficie – de parrainages encombrants – ou rassurants... Les Etats-Unis, la Syrie et l'Iran sont les principaux tuteurs, qui bénéficient de leviers d'influence. Et ces ombrelles servent souvent d'arguments aux opposants eux-mêmes pour se lancer reproches et anathèmes. Réussiront-ils à s'entendre lorsque sonnera l'heure de vérité ?

Mouna Naïm

Le Monde

3 DÉCEMBRE 2002

MIDDLE EAST

INSIDE THE SECRET CAMPAIGN TO

TOPPLE SADDAM

A shadow war has already begun, aiming to undermine the Iraqi leader and his defenses even before the first shot is fired

By MICHAEL ELLIOTT and MASSIMO CALABRESI

ONE DAY IN MID-SEPTEMBER, the phone rang in the Washington office of a former U.S. government official with close ties to the Iraqi exile community. On the other end of the line was an old Iraqi friend, now living in Europe, whom the former official had met when he was stationed in the Middle East in the 1990s. There were some pleasantries; then the Iraqi cut to the chase. In the past two months, he said, four senior Iraqi security officials had contacted him and asked if he could help them establish lines of communication to the U.S. so that if war started, they could be on the winning side. The former official had contacted two old colleagues, now at the White House and the CIA, and put them in touch with the Iraqi middleman.

Listen to government officials in Washington and London, chat with members of the alphabet soup of Iraqi exile groups, and you can come away thinking that such conversations are a dime a dozen. And they may be. In small ways and big ones, the U.S. and its allies are working like termites to undermine the rickety foundations of Saddam's rule. As the U.N. weapons inspectors started their work inside Iraq and President George W. Bush conferred with possible coalition partners at meetings in Prague and Moscow, it was easy to miss a story taking place behind the scenes. Whatever timetable the U.N. Security Council resolution on Iraqi disarmament may imply, and whatever Saddam may or may not do to cough up his weapons of mass destruction, people in the know are behaving as if a war to unseat the regime in Baghdad has already begun.

America's recent combat experiences in the Balkans and Afghanistan have confirmed for the Pentagon the virtues of psy-

chological warfare and political initiatives in weakening the enemy before battle. These days the U.S. Army likes to say it is committed to "softening up the battlefield." Iraq is being softened up in many different ways. For one, following a Presidential Decision Directive on Oct. 3, the U.S. started a program to train up to 5,000 Iraqi exiles for possible missions in Iraq that could assist American combat troops. There is action inside Iraq too. A senior intelligence official tells TIME that the U.S. has contacted groups that may be capable of sabotage before full-scale hostilities start. The U.S., says this official, is opening up lines to "people who can do World

topple Saddam without having to bomb Iraq and march into Baghdad. "We've embarked on steps that help us prepare for a military option inside Iraq," says the State Department official, "but that don't constitute a crossing of the Rubicon. None of these steps are irreversible, and all of them could help promote the longer-term destabilization of Saddam's government."

Already, U.S. and British warplanes have moved to a more aggressive posture while enforcing Iraq's no-fly zones, the northern and southern regions from which Iraqi planes are banned. In the past, when Iraqi forces fired on allied planes, the reply came in attacks on guns and missile batteries. That has changed. Now the allied planes are attacking command-and-control centers, communications nodes and the fiber-optic network that links Iraq's air-defense system. "We're responding differently," says a Pentagon official, "hitting multiple targets when we're fired upon—and they're tending to be more important targets."



RALLYING THE OPPOSITION

The CIA has opened two stations in Kurdish-controlled northern Iraq to coordinate plans with militia fighters like these women of the P.U.K. The U.S. is recruiting up to 5,000 Iraqi exiles who can aid U.S. forces in wartime

War II-style resistance, breaking up the infrastructure of communications and command." In a program that links intelligence, diplomacy, psychological warfare and military action, Saddam is being squeezed. "I see it as poking," says a State Department official. "Let's poke this pressure point and see what happens; let's see what reaction we get."

To hear U.S. officials tell it, this war before the war brings a double benefit. On the one hand, it prepares the ground if a full-blown invasion proves necessary. On the other hand, it just may be enough to

What's more, the U.S., safe in the northern no-fly zone over which Baghdad has no control, is beginning to work more closely with the Iraqi Kurds, who are starting to get their often tangled act together. A few weeks ago, the two leading Iraqi Kurdish political groups, the Kurdistan Democratic Party (K.D.P.) and the Patriotic Union of Kurdistan (P.U.K.), started to carry out a historic accord designed to end their years of often violent rivalry and to launch a period of working together.

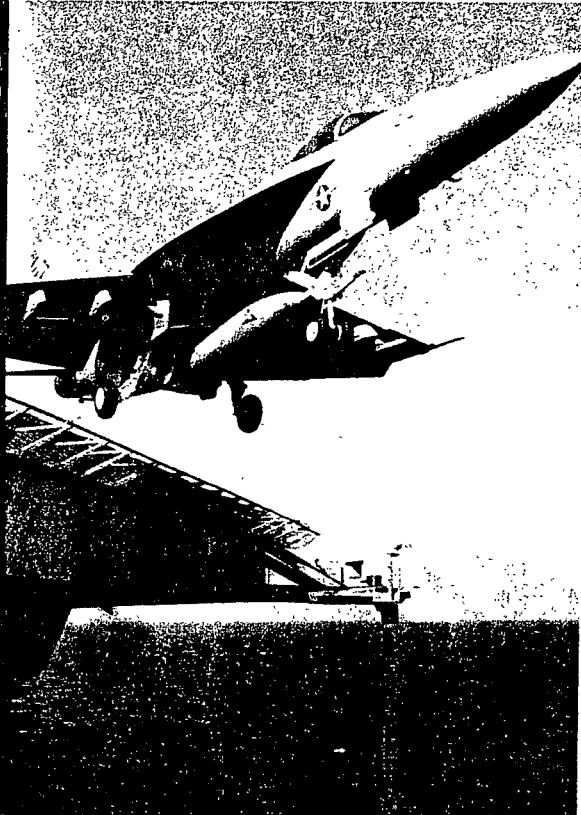


ELEMENTS OF THE SHADOW WAR

The Pentagon and the CIA are working on various fronts to prepare the ground for invasion. If their efforts drive Saddam from power first, they figure, all the better

HEATING UP THE NO-FLY ZONES

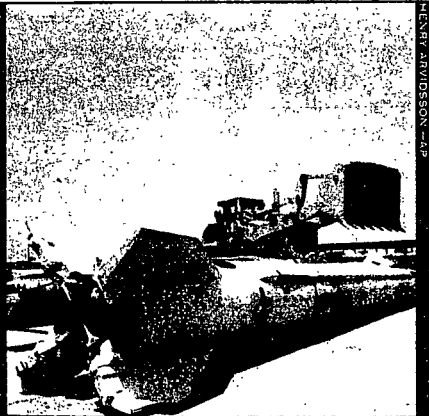
U.S. planes, like this F-18 launching from the U.S.S. Abraham Lincoln, are responding more aggressively when they are engaged, degrading Iraq's air defenses



PRYING THE MILITARY AWAY

The Pentagon is collecting phone numbers so that if war breaks out, it can send taped messages to Iraqi commanders, such as these pictured with Saddam in January, warning them to stand down

In March and May of this year, according to a senior Kurdish official, American teams from the Defense Department and the CIA visited Iraqi Kurdistan to investigate Ansar al-Islam, a terrorist group that has been linked to al-Qaeda and that has its base in caves on the border between Iraq and Iran. (The Americans didn't hide their presence; they drove black Grand Cherokee SUVs with communications gear on the roof, not exactly common in Kurdistan.) The U.S. teams promised the Kurds that they would be back, and they have kept their word. U.S. officials tell TIME that



HUNTING SCUDS

Small squads of Israeli special forces have been in Iraq's vast western desert, hunting for missiles. U.S. and British teams will try to eliminate the Scuds if war begins

within the past few weeks the CIA has opened two stations in Iraqi Kurdistan, one in Salahaddin, the principal town controlled by the K.D.P., and one in Suleimaniyah, the P.U.K.'s stronghold. "They're basically there as liaison" between Washington and the Kurdish leadership, says the Brookings Institution's Kenneth Pollack, a former CIA and National Security Council staff member on Iraq issues.

U.S. officials say there are no plans to use the Kurds the way the Northern Alliance was used as a proxy force fighting the Taliban in Afghanistan. Though the

"free" Kurds claim to have 100,000 fighters ready to help the Americans and its allies if a war starts, a senior U.S. official in the region says the Kurdish forces, called the *peshmerga*, are poorly equipped. Jalal Talabani, secretary-general of the P.U.K., says he has never received arms or ammunition from the Americans. But the CIA, intelligence officials say, will use its new stations in the north to win over to the U.S. side those Kurds who live south of the liberated zone and are now loyal to Baghdad.

Meanwhile, a key U.S. ally is working to undermine the Iraqi regime's capabilities in the west of Iraq, where Iraq launched Scud missiles on Israel in the Gulf War. U.S. and Israeli officials tell TIME that Israeli special forces have been operating inside Iraq's western desert on reconnaissance and training missions, surveying 78,000 sq km for places where Iraq might have hidden the missiles and launchers it kept after the Gulf War. "You sniff around in the western desert," says a U.S. official, "and try to get an idea about those hardened concrete bunkers that Saddam has created to put his Scuds in." In the past few years, members of an Israeli special-forces unit called Shaldag, Hebrew for "Kingfisher," have taken part in the Scud hunt. There are only a few dozen Shaldag fighters, trained to stay in the field for weeks at a time. Sources say that should a war start, Israel will ask the U.S. to allow it to contribute a few three-man teams to the search for missiles. The bulk of the searches, the Israelis assume, will be carried out by British and American special forces. A British source says none of his country's forces are in Iraq—"We haven't got there yet"—but adds they will go in "once it's clear there's going to be an invasion."

Washington is doing its best to make those who would suffer the sharp end of such an invasion believe that one is coming—and to tell them what it will feel like. Recently revised U.S. military doctrine says forces must try to "influence the thoughts and opinions of adversaries and noncombatants" by dominating "the information environment." Meaning: in a military maneuver as old as Joshua's fanfare of horns before the walls of Jericho, the U.S. intends to scare the pants off its enemies. In the southern no-fly zone, leaflets are being dropped warning, none too subtly, precisely what will happen to individual Iraqi soldiers if they choose to resist. (Think a rocket smashing into an Iraqi gunner's battery with such force that it leaves nothing but iron filings and body parts.) Such operations don't always go according to plan. On Oct. 3, a U.S. A-10 attack plane was drop-

ping leaflets in southern Iraq warning Iraqis not to fire on American warplanes—when it was fired on. Sometimes the scare-mongering is done at a remove. Recently the *Washington Post* and the *New York Times* ran stories on the same day claiming that the U.S. was ready to commit 250,000 troops to an invasion; the double whammy stank of a calibrated piece of propaganda.

More ambitious psy-ops are ahead. The Air Force intends to put into the air over Iraq its EC-130 “Commando Solos,” planes that will broadcast TV and radio signals to the country. Iraqi opposition groups are turning over telephone numbers of active-duty Iraqi troops to their U.S. military liaisons. If war begins, those in Iraq will get taped U.S. phone messages from their exiled colleagues suggesting it might be sensible for them to stay on the sidelines. “There is a professional officer corps, and they do have contacts outside,” says the former U.S. official who in September acted as middleman between Iraqis and the Administration. “What you want to do is build up a capability to make those contacts.” In a radio interview, Defense Secretary Donald Rumsfeld said, “Saddam can’t use [weapons of mass destruction] himself... He has to use intermediaries. We are communicating with people in that regime. And the truth is that anyone who is in any way connected with weapons of mass destruction and their use... would be held accountable.”

Is the message getting through? Exile groups insist that the traffic from within Iraq to their offices has reached a new high. An official with the Iraqi National Congress (I.N.C.) in London says, “We are getting a significantly higher level of contacts from regime insiders, including very senior ones in circles around Saddam.” Sometimes, this official claims, such contacts have been in telephone calls direct from Iraq, something the I.N.C. hasn’t seen before. Ghassan Atiyah, a former Iraqi diplomat who edits the *Iraq File*, a monthly newsletter, in London, says his answering machine has taken messages from people inside Iraq telling him of the movement of weapons.

The exile groups, however, remain at loggerheads with one another. Kurds, Shi’ites, Sunnis, former officers, monarchists and the London-based I.N.C., led by Ahmad Chalabi—the longtime favorite of hard-liners in Washington—continue to jockey for advantage. Last week, for the third time, a conference designed to bring all the opposition groups together so they could agree on the shape of a post-Saddam Iraq was canceled. The various groups still can’t agree on how many delegates should

be at the meeting (rescheduled for London in December) or how they should be chosen.

After Bush signed the Presidential Decision Directive authorizing the training of thousands of Iraqis for reconnaissance and other missions, the Pentagon asked the six main opposition groups for the names of 10,000 potential recruits. The I.N.C. has taken the lead in supplying the names, but few have been received so far. “The names just aren’t coming in as quickly as we would like,” says a State Department official. “And to be honest, we always asked for 10,000 with the hope that 1 out of 8 would be a valid candidate.” One problem: checking the records of those nominated. “We have to make sure no one is a terrorist or double agent,” says the State Department official. “You don’t want to be training anyone who’s going to wind up running back to Baghdad giving the full names of everyone he was in some training class with.” Even when trust is not an issue, background checks are important; some of the most useful recruits—those with military backgrounds—are likely to have unsavory histories as Saddam henchmen.

The I.N.C.’s Chalabi continues to divide the allies. Even his supporters in Washington were annoyed when he began

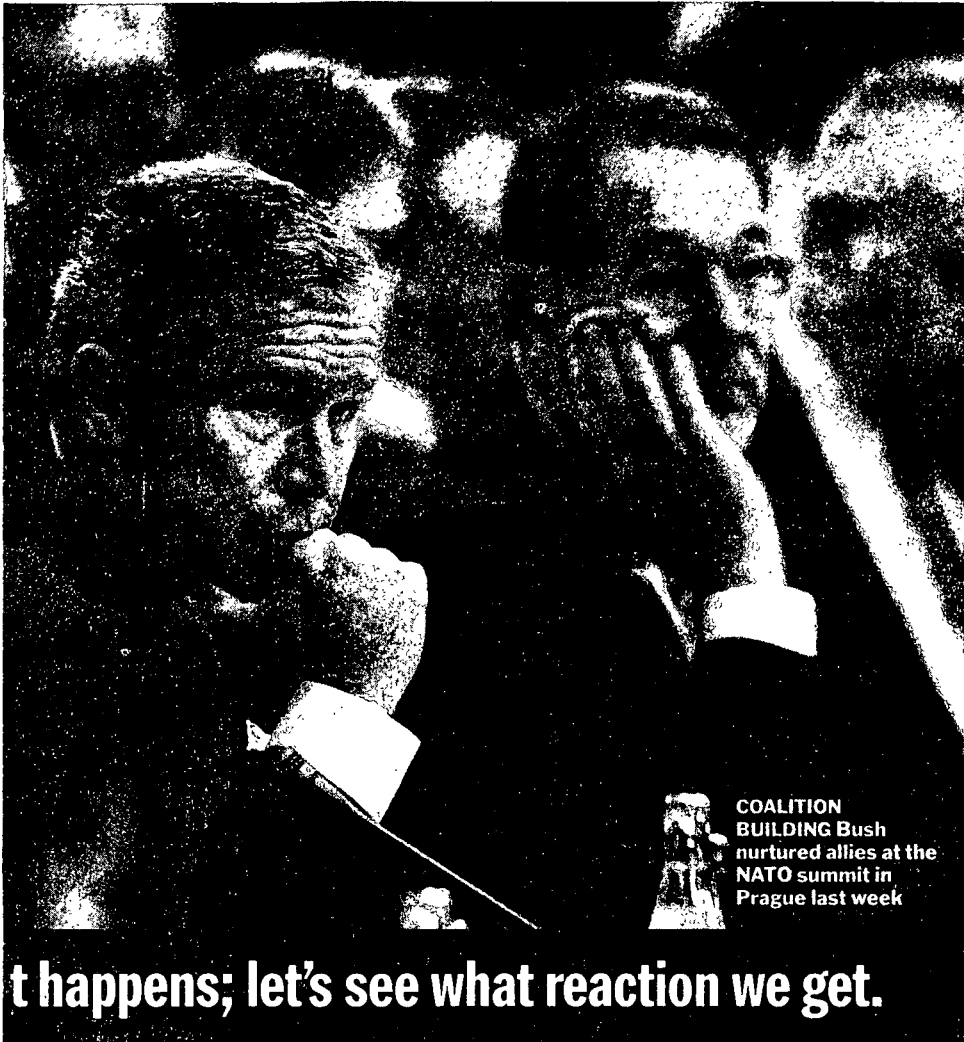


Let’s poke this pressure point and see wha

crowding about the release of money for a secret spy program in Iraq. “He got a call from [the Pentagon],” says the State Department official, “saying ‘Cease and desist—you’re going to screw this deal.’” Chalabi may live in London, but he is not a favorite of British officials. “The I.N.C. has precious little influence inside Iraq,” says one. “People see them as corrupt and Chalabi as a bit of a fraudster.” The Kurds dominate in the north and are often at odds with Chalabi. In the south, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq, led by Ayatollah Mohammed Baqir al-Hakim and backed by Tehran (southern Iraq, like Iran, is mostly Shi’ite), has more clout.

To bolster its position in the south, the Administration is trying to reach out to Tehran through intermediaries. “We’ve asked our friends in Britain and Germany and Canada to help,” says a U.S. official. American sources say political turmoil has made it difficult to tell whether hard-liners in Tehran can stomach siding with the U.S. A senior Iranian official tells *TIME* that his government signaled that it wants to cooperate





COALITION BUILDING Bush nurtured allies at the NATO summit in Prague last week

t happens; let's see what reaction we get.



WATCHING FOR VIOLATIONS U.S. sailors inspect a ship loading Iraqi oil; chief U.N. weapons inspector Hans Blix in Baghdad

by allowing al-Hakim's brother to attend a meeting of opposition groups in Washington on Aug. 9. "The sending of Hakim was hugely important to us," says this source. On the other hand, says another official, Tehran was burned by the Bush Administration's reaction to Iran's discreet help in the war against the Taliban. "In Afghanistan," says this official, "the U.S. proved to be unreliable, because Iranian cooperation was rewarded with 'the axis of evil.'"



While making discreet diplomatic overtures to Iran, the U.S. is more openly safeguarding its relations with other nations that have a stake in Iraq's future. On the margins of the NATO summit in Prague last week, Bush met with Turkey's President Ahmet Necdet Sezer to confirm that the U.S. did not want to see Iraq's borders changed. The Turkish government is worried that Iraqi Kurds will be so overjoyed if Saddam is defeated that their mood will infect the Kurds in Turkey, rekindling demands for autonomy from Ankara. As sweeteners, Bush reaffirmed American backing for Turkey's candidacy for membership in the European Union and promised support for Turkey's mess of an economy. Then he was off to Russia, where he reassured President Vladimir Putin that the Americans have not forgotten that Iraq owes Russia \$8 billion—and would not forget that Russian companies have signed potentially lucrative contracts to develop Iraq's oil fields when U.N. sanctions are removed.

It all amounts to a steady, relentless encirclement designed to convince Saddam—and his supporters inside Iraq—that forces opposed to him are closing in. But Saddam has not caved yet. Indeed, knowledgeable observers say that so far the pressure has just led Saddam to step up his efforts to contain unrest. "They know people are trying to make contacts outside," says the former U.S. government official. "The regime is being extremely vigilant." A senior British official concurs that Saddam's security apparatus remains impressive. "We really don't know how serious the [internal] opposition is," he says, "because if we knew, Saddam would know. And it wouldn't last very long." Last month, Saddam ordered the families of diplomats abroad to return to Iraq, implying that he intends to hold those family members hostage. In both London and Washington, officials insist that it is unlikely that anyone very senior within the Iraqi power structure has made contact with the outside. "Nobody's going to bet their life yet that America is ready to roll," says the former government official. "You don't want to get yourself killed two months before the U.S. liberates the country. That's not smart." But allied officials are hoping that if they make the right moves now, the war before the war will be the only one they will have to fight.

—With reporting by J.F.O. McAllister/London, Azadeh Moaveni/Tehran, Andrew Purvis/Ankara, Matt Rees/Jerusalem and Mark Thompson/Washington

Comment Paris et Londres veulent en finir avec Sangatte

Le centre de la Croix-Rouge fermera ses portes le 30 décembre, soit trois mois plus tôt que prévu, et le Royaume-Uni accueillera 70 % des personnes qui y sont actuellement hébergées. Nicolas Sarkozy considère cet accord, qui devait être annoncé lundi 2 décembre, comme « inespéré »

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Un *happy end* pour Nicolas Sarkozy. Le ministre de l'intérieur jubilait presque, dimanche 1^{er} décembre, à la veille de la signature d'un compromis avec les autorités britanniques sur le devenir des réfugiés de Sangatte. « Je considère que c'est un accord inespéré », a-t-il déclaré au *Monde* après le dîner où il avait arrêté avec son homologue britannique, David Blunkett, les grandes lignes d'une décision qui devait être annoncée, lundi 2 décembre, en présence du premier ministre Tony Blair. Après plusieurs jours de négociations serrées, le gouvernement français est parvenu à convaincre les Britanniques d'accueillir près de 70 % des personnes actuellement hébergées au centre de la Croix-Rouge.

Premier point de l'accord, le centre de Sangatte devrait fermer définitivement ses portes le 30 décembre. Estimant que « le temps perdu ne facilite pas la gestion de ce dossier », le ministre français a cédé aux pressions venues d'outre-Manche. Les Britanniques auraient souhaité annoncer dès ce lundi une fermeture plus rapide : la date du 18 ou du 20 décembre avait été avancée et même communiquée aux salariés de la Croix-Rouge à Sangatte. Mais les Français ont obtenu un délai supplémentaire pour terminer le travail d'identification et d'aide mené par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR). Les officiers de protection auront fini les entretiens individuels le 15 décembre ; ils auront alors quinze jours pour convaincre les hébergés de Sangatte d'accepter leurs propositions. Car tous ne pourront accéder à la terre promise anglaise.

Les autorités britanniques s'engagent à accueillir les Irakiens (kurdo-phones et arabophones), soit environ 1 100 personnes. M. Blunkett aurait souhaité n'accorder un accès sur son territoire qu'aux seuls Kurdes et limiter ainsi sa « part » à un millier de personnes. Les autorités françaises ont plaidé, avec l'appui du HCR, pour qu'il n'y ait pas de discrimination parmi les Irakiens. « Ce n'est pas au poids qu'on négocie », insiste Nicolas Sarkozy. Les Britanniques ont dû également se résoudre à accepter la venue des Afghans qui ont des « attaches familiales » en Angleterre. C'est le HCR qui en sera juge. Le détail a son importance : le



Home Office (ministère britannique de l'intérieur) souhaitait n'accepter que ceux ayant des parents directs sur le territoire anglais. Le HCR entend, lui, y inclure l'ensemble des liens familiaux : « Selon ces critères, un cousin est une attache familiale », précise l'entourage du ministre français. Ces étrangers devraient se voir offrir par Londres soit la possibilité du dépôt d'une demande d'asile, soit un titre de séjour avec un droit au travail valable quatre ans.

De son côté, et pour ne pas donner l'impression que la France se défait, Paris s'est engagé à accorder une autorisation de travail à « ceux qui restent », que ce soit au titre de l'asile ou par l'intermédiaire d'un titre de séjour. Environ 400 personnes seraient concernées. Les chiffres sont cependant difficiles à établir précisément : la Croix-Rouge peut seulement assurer que 1 589 badges sont encore actifs aujourd'hui (en cas de départ du centre, les migrants avaient trois jours pour revenir, sinon leur badge devenait caduc). Enfin – et la délégation française ne se montrait pas peu fière de l'avoir obtenu –, un délai de quarante-huit heures sera laissé à « tous ceux qui ont été en possession d'un badge, même désactivé » pour revenir au centre et s'inscrire dans le processus. A partir du lundi 2 décembre, 13 heures, jusqu'à mercredi à la même heure, tous ceux qui ont eu un badge pourront en réclamer un nouveau. Le ministre de l'intérieur a tenu jusqu'au bout à sa « règle des

deux jours » afin d'éviter de garder, même clandestinement, sur le territoire des anciens de Sangatte. Un bon nombre d'étrangers partis du centre avec leur badge pour tenter de passer en Angleterre se sont en effet dispersés dans la nature. Quelque 4 900 personnes ont ainsi été en possession du badge (dont 2 900 Irakiens et 1 000 Afghans). M. Sarkozy espère voir ceux qui n'ont pas traversé la Manche venir se faire recenser afin de pouvoir les inclure dans l'accord. En tout cas, l'ensemble des migrants présents dans le centre – quelque 1 500 – se verront proposer « une solution ». « Je ne voulais pas de laissés-pour-compte », insiste M. Sarkozy.

Cet accord, qu'il juge favorable pour Paris, le ministre de l'intérieur le doit aussi à l'insistance du HCR. Vendredi 29 novembre, les officiers de protection avaient plaidé pour une solution globale où tous les étrangers de Sangatte se verraient proposer une solution avec un permis de travail. Restait à négocier, dimanche dans la nuit, quelques « détails » comme les regroupements familiaux pour les non-Afghans. La partie française voudrait convaincre Londres qu'« une Ethiopienne dont un membre de la famille réside au Royaume-Uni devrait elle aussi pouvoir bénéficier d'un titre de séjour anglais ». Mais, pour Paris, l'essentiel est acquis. Dès lundi, une cinquantaine d'agents du Home Office devraient arriver à Sangatte et les premiers départs sont

d'ores et déjà planifiés pour mercredi. « Il faut aller vite », souffle-t-on place Beauvau.

« L'HUMANITÉ DE LA DÉCISION »

Avec cet accord, intervenu quatre ans après l'ouverture du centre de Sangatte en septembre 1999 et qui a longtemps empoisonné les relations franco-britanniques, M. Sarkozy estime qu'il s'est « mis en situation d'être jugé sur l'humanité de la décision ». L'adresse vise en particulier « tous ceux qui [1] ont critiqué en [lui] disant qu'on ne pouvait pas fermer Sangatte ». Pour parvenir à ses fins, le ministre de l'intérieur a longtemps argumenté auprès de Londres qu'il avait pris le « risque politique » d'annoncer la fermeture du centre en mars et l'arrêt de l'accueil début novembre. L'argument avait à nouveau été répété à Peter Mandelson, le conseiller spécial de Tony Blair, la semaine dernière. Le fait d'avancer de trois mois la fermeture par rapport au calendrier prévu avait un prix que les Anglais se sont résolus à payer : prendre plus de migrants que le petit millier envisagé il y a quelques semaines.

David Blunkett peut, de son côté sauver, la face : ce ne sont pas des demandeurs d'asile qu'il accueille, mais des travailleurs avec une autorisation de travail limitée à quatre ans. La précision est pour lui cruciale, au moment où le Home Office venait de rendre publics les derniers chiffres de la demande d'asile au Royaume-Uni : 22 000 dossiers en plus au dernier trimestre. En comptant les enfants des demandeurs, plus de 100 000 personnes sont arrivées en 2002, soit le nombre le plus élevé d'Europe. Mais M. Blunkett peut désormais l'annoncer : « Sangatte, c'est fini. »

Sylvia Zappi

Le Monde

3 DÉCEMBRE 2002

Region appears set to back a war

But Baghdad's neighbors put conditions on their support

By Michael R. Gordon
and Neil MacFarquhar

The New York Times

WASHINGTON: Most of Iraq's neighbors seem prepared to support an American military campaign to remove Saddam Hussein from power. But their backing is not assured and rests on several political and military factors.

To avoid an angry reaction from their publics, Arab leaders are putting conditions on the nature of any military action. They say it must be perceived as a means to enforce the United Nations demands that Iraq disarm, not as a unilateral American attempt to redraw the geopolitical map in the Middle East.

Iraq's neighbors are also looking for reassurance that Washington is prepared to make an economic and military commitment to prevent the nation from breaking apart along ethnic lines and plunging into civil war if Saddam is ousted.

They also want to be confident that an American military campaign will be short and carried out with the fewest civilian casualties. The nightmare scenario for many Middle East countries is a drawn-out war in which a defiant Saddam resists the American onslaught from a bastion in Baghdad as Al Jazeera broadcasts reports about a hungry and frightened population.

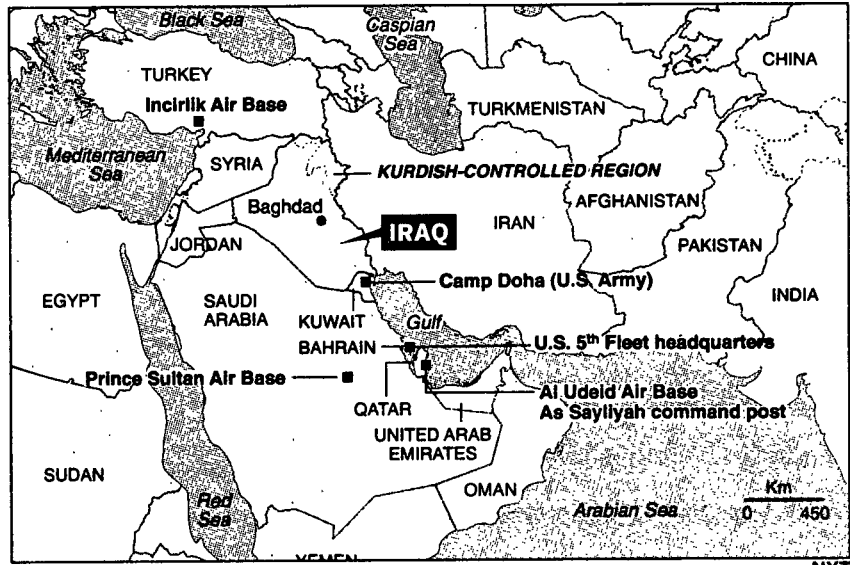
In short, Washington has made considerable headway in the diplomacy of lining up support for a potential military campaign to dethrone Saddam. That headway was already evident in the unanimous Security Council resolution of Nov. 8 demanding that Iraq submit a full account of its weapons of mass destruction and cooperate with United Nations weapons inspectors.

Still, there are likely to be gradations of political and military support, as governments calculate how closely they want to align themselves with Washington. There are likely to be different types of rewards from the Americans including, in some cases, financial assistance.

The next few weeks are crucial for the Bush administration as it tries to put the diplomatic building blocks in place for a potential invasion.

Washington recognizes as much. Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz is scheduled to visit Brussels, London and Ankara this week to promote a tough policy against Iraq.

He is just the first of an array of senior American officials who will be traveling around the world to make the Bush administration's case. The others include Deputy Secretary of State Richard Armitage and Stephen Hadley, the deputy national security adviser.



A milestone will come on Sunday, the deadline for Iraq to present a report to the Security Council on its programs to develop weapons of mass destruction. U.S. and British intelligence agencies have charged that Iraq still harbors biological and chemical arms and has continued efforts to develop nuclear arms and prohibited medium-range missiles.

If Iraq's report stops short of acknowledging clandestine efforts to make prohibited weapons, the Bush administration is certain to seize on that as an illustration of bad faith.

But it may be hard for Washington to persuade Iraq's neighbors that such a finding is a sufficient reason to go to war, especially if Baghdad does not interfere with the work of the weapon inspectors and if the monitors do not uncover any hard evidence of an Iraqi violation.

At the same time, the Bush administration is trying to assure nervous allies that a conflict will not be prolonged and that the United States will have the staying power to help rebuild Iraq. Iraq has already tried to counter those assurances by conjuring up the specter

of bloody street fighting in Baghdad.

Kuwait may be the staunchest United States ally in the Gulf. Kuwaiti officials are bitter about Iraq's invasion of their country in 1990 and see Saddam's government as a potential menace.

Since American-led forces evicted Iraqi forces from Kuwait in 1991, that nation has cooperated closely with the U.S. military. It has allowed U.S. Army and Marine training on its territory. A new U.S. base is being constructed south of Kuwait City. American and British warplanes patrol Iraq's skies from air bases in Kuwait and, if allied planes are fired on, they carry out bombing missions.

Like his counterparts, Kuwait's minister of state for foreign affairs, Sheikh Mohammed Sabah as Salim as Sabah,

couched his nation's support as a matter of enforcing the will of the United Nations. But he is an unabashed supporter of a change in the Iraqi government.

Critics complain that ousting Hussein might plunge the region into chaos, but the Kuwaiti minister argues that Iraq is already divided, between an autonomous Kurdish enclave in the north, a rebellious Shiite population in the south and the central region where the Iraqi government works its will.

"We have a dysfunctional country, a fractured country and we have an unstable political system," he said. "There is no chance that the country can be reunited under the current system and the current regime. The Kurds have made it very clear that the only way they come back as part of a united Iraq is in a new government that respects human rights. There needs to be regime change to pull the country back together."

Officials in Bahrain would be happy if a way was found to avoid a war, which could scare away potential investors and harm its budding tourist industry. But the headquarters for the U.S. 5th Fleet is in Bahrain, and the state has a history of cooperating closely with the American military.

Qatar, to the south, has also sought to maintain close ties with Washington. It is allowing the United States Central Command to set up a command center at As Sayliyah that the American military plans to use to run a war against Iraq. It also spent more than \$1 billion building Al Udeid Air Base to encourage the United States to station its planes there.

Like Oman and the United Arab Emirates, Qatar will find it easier to go along if there seems to be a broad coalition, though this would not necessarily need to take the form of a second Security Council resolution, said Patrick Theros, a former American ambassador

December 3, 2002

The New York Times

to Qatar. Theros said that most Gulf states "want to be able to justify to their own population and the rest of the world that there is an international coalition that binds them."

One of the most crucial cases is Saudi Arabia. Saudi cooperation would be very important politically for the signal it could send to other states in the region. It would also be very important militarily.

The deployment of American ground forces could be much easier if they were able to disembark at ports in Saudi Arabia's Eastern Province and drive north to assembly areas in Kuwait. The United States has an air command center at Prince Sultan Air Base outside Riyadh, which it would like to use to run an air war over Iraq.

Currently, the United States is not allowed to use Saudi air bases to carry out bombing strikes in Iraq in retaliation for Iraqi attacks on American and British planes that patrol southern and northern Iraq. It would be easier to conduct a campaign against Iraq if that limitation was rescinded.

Many people inside and outside Saudi Arabia believe that the country will ultimately cooperate with the United States if there is a war. To refuse such cooperation would result in a serious deterioration of the Saudi-American relationship that has provided the kingdom both protection and prestige in the Arab world for 60 years.

The Saudis might try to keep much of the cooperation out of public view. That would reduce their political problems,

but make the cooperation less useful to Washington, politically and militarily.

The United States needs the cooperation of Gulf states to mount an attack from the south, and it needs Turkey's

support to open up a northern front. That front would vastly increase pressure on the overstretched Iraqi military.

The Pentagon wants to be able to fly airstrikes from bases in Turkey, like Incirlik Air Base, as it did during the Gulf war. U.S. officials also imply that they also see a role for the Turkish Army.

Turkey's new government, led by an Islamic-based party, has suggested that it would support an American attack on Iraq, and it will be asked for specifics on Tuesday when Wolfowitz visits Ankara.

Having fought off an invasion by Saddam for most of the 1980s at the cost of a million dead and wounded, Iran would be pleased to see him fall. But it does not relish the idea that its longtime nemesis, even if they rarely call it the Great Satan anymore, would be the one to do it.

The fact that President George W. Bush labeled Iran a member of the "axis of evil," along with Iraq and North Korea, only added to their concern that once U.S. troops reach Baghdad, they just might just intervene in Tehran.

To date, official public statements have been staunchly opposed to the war. Both the supreme leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, and President Mohammed Khatami have said that any war would only bring instability to the region.

Still, Iran pretty much stayed out of the last Gulf war.

There are signs that Iran may stay on the sidelines this time or even offer limited cooperation. The Iranian Navy has closed its waterways to vessels trying to smuggle oil and other products from Iraq. This has helped the United States tighten its embargo on Iraqi trade that is not specifically authorized.

Egypt's position toward any war against Iraq mirrors that of the Arab world officially. It supports the weapons inspections and has encouraged Iraq to abet the process, and it does not want Washington to use inspections as a pretext for war.

There has been no great rapport between Iraq and Egypt since the first Gulf war, when Egyptian troops joined the coalition forces. This time around, Egypt has made it clear that it will not send troops. But given the roughly \$2 billion in American aid that helps keep the government afloat and Washington's efforts to forge an international coalition, Egypt is likely to allow the United States to use its air bases for refueling and supplying troops.

In Jordan, King Hussein damaged his country's relations with the United States a decade ago by refusing to join the allied coalition in the Gulf war, although he did condemn the invasion of Kuwait. His actions were popular among Jordanians.

The new king, his son Abdullah II, wants to avoid possible problems with local supporters of Saddam. Hence he is pushing the idea that Jordan will try to remain on the sidelines.

Closure will not stem tide of hopefuls

Jon Henley in Paris

The imminent closure of Sangatte will do little to stem the continuing flow of Iraqi Kurds willing to risk their lives to reach Britain, Kurdish and immigration experts in France warned yesterday.

"Britain is still where the vast majority of these people want to go," said Rusen Werdi of the Kurdish Institute of Paris. "Many have heard that immigration laws there are now tougher,

but they would still prefer to see for themselves rather than stay in France."

Ms Werdi said that Britain remained the "country of preference" for most Iraqi Kurds - who make up around 35% of the Calais region's immigrant population - "because they know that their friends and families have always received a better welcome" there than in the rest of Europe.

"In France, asylum seekers cannot work and the policy is to discourage any-

one from taking root ahead of the decision on their case," she said. "Even if Britain has made things harder, the reasoning is: If we get there, they're not going to send us back to Saddam, are they?"

Refugee aid groups have also said that news of Britain's tougher regime will take months, if not years, to filter through to would-be immigrants, who will still prefer to try their chances in the UK on the grounds that it will proba-

ly be easier to find illegal work there than in countries like France or Germany.

And France's offer to "take responsibility" for all those not accepted by Britain is unlikely to prove appealing: in the three years of the camp's existence, fewer than 1% of its inhabitants have applied for asylum in France.

"We don't care about your hospitality," Ahmed Nawzid, 19, told French radio yesterday. "You have no

solution for us, it's clear. What we want is papers and work. In Britain, we'll look after ourselves. It's our problem, not yours."

Ms Werdi added that she already knew of many cases of Iraqi Kurds who had deliberately avoided Sangatte since last summer's announcement that it was to close. They feared that if their names appeared on a list of those registered at the camp they would never be accepted in Britain.

Britain to accept 1,200 migrants in Sangatte deal

Alan Travis
Home affairs editor

About 1,200 Iraqi and Afghan migrants will come to Britain on four-year work permits when the Sangatte Red Cross centre in France finally closes on December 30, the home secretary, David Blunkett an-

nounced yesterday.

The deal, struck yesterday with the Gaullist French interior minister, Nicolas Sarkozy, is designed to end Sangatte's symbolic role as "a magnet for illegal immigration into Britain" and will involve the camp closing four months earlier than originally planned.

The French authorities have agreed to take responsibility for the remaining 4,800 migrants in the Calais area who have registered at the Sangatte centre since it closed its doors to new residents last month. They are also to deploy 750 extra border police to seal the Channel ports from illegal migrants.

Britain's immigration control will, in effect, be moved across the Channel to Calais, when Home Office immigration officers start to operate a full border control in France, and every lorry will undergo a search for clandestine

migrants.

Mr Blunkett sparked uproar in the Commons last night when he defended the plan to bring 1,200 Sangatte residents to Britain and demanded the Tories join him in condemning anti-immigration pressure groups that were "bordering on fascism".

He accused the Conservatives of backing the far right when it suited them, saying: "The people we are inviting aren't parasites. They seek to work. They've tried to get the right to be here legally and I am giving them that right."

Mr Blunkett has agreed that Iraqis in Sangatte of which there are about 1,000 will be brought to Britain on four-year work permits.

They will be given accommodation and living allowances for three months while they receive retraining and are found jobs under their renewable visas. Although there are 4,800 "badge holders" in the Calais area who

have registered at Sangatte only about 1,500 are actually living in the Red Cross centre. The Iraqis, who are mostly Kurds, are within this group. Some are believed to have professional qualifications and an attempt will be made to match their skills to jobs.

The second group to come to Britain are Afghans who have family links in the UK. This group is thought to number

about 200.

All those who come to Britain will also go through a security clearance. Home Office sources confirmed yesterday that the security services have been active in Sangatte.

The shadow home secretary, Oliver Letwin, welcomed the closure of Sangatte but questioned the legal basis on which the Iraqis were to be given work permits in Britain. The

Liberal Democrats' Simon Hughes said the deal should not stop those with a genuine claim for asylum from being able to put their case.

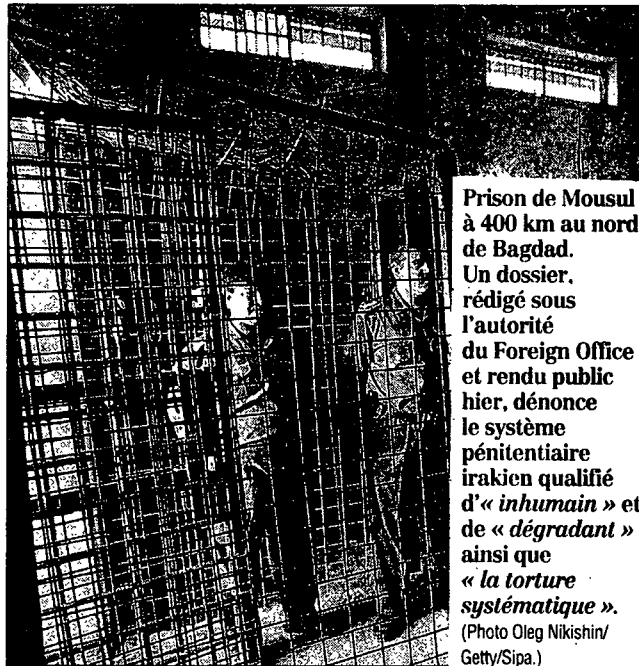
The Refugee Council welcomed the deal for the Iraqis but said the proposal to extend Britain's immigration controls beyond its borders was a worrying precedent that flew in the face of its obligation to provide sanctuary to refugees.

ROYAUME-UNI *La violation des droits de l'homme en Irak épinglée dans un rapport*

Le régime de Bagdad mis au pilori à Londres

LE FIGARO MARDI 3 DÉCEMBRE 2002

Les signes de coopération donnés par l'Irak jusqu'à présent ne sont pas encourageants, a déclaré hier le président américain George W. Bush. Les experts en désarmement de l'ONU en Irak ont constaté l'absence de pièces d'équipement étiquetées laissées par la précédente mission d'inspection il y a quatre ans durant la visite d'une base de missiles. Il s'agit du premier accroc signalé depuis leur retour à Bagdad après quatre années d'absence. Les responsables irakiens ont expliqué que ce matériel avait été soit détruit par les raids américains, soit transféré sur un autre site, ont indiqué les inspecteurs. Enfin des avions américains et britanniques ont bombardé hier des sites de défense antiaérienne dans le nord de l'Irak.



Prison de Mossoul à 400 km au nord de Bagdad. Un dossier, rédigé sous l'autorité du Foreign Office et rendu public hier, dénonce le système pénitentiaire irakien qualifié d'« inhumain » et de « dégradant » ainsi que « la torture systématique ». (Photo Oleg Nikishin/Getty/Sipa.)

Londres :
de notre correspondant
Jacques Duplouch

Après le catalogue des armes de destruction massive publié en octobre, le répertoire des horreurs commises par le régime irakien. Le gouvernement britannique se fait un devoir d'éclairer le monde - dans l'hypothèse où il ne le serait pas - sur le caractère abominable du pouvoir instauré dans son pays par Saddam Hussein. « L'Irak est un endroit épouvantable où vivre », remarquent, en exergue, les auteurs du dossier compilé par le Foreign Office et rendu public, hier matin. « Les habitants vi-

vent dans la crainte constante d'être dénoncés comme des opposants du régime. Ils sont encouragés à dénoncer les activités de leur propre famille et de leurs voisins. Les services de sécurité peuvent frapper à tout moment. Comme dans l'Union soviétique d'antan. Arrestations arbitraires et assassinats sont fréquents. » Rien d'étonnant dans ces conditions si « entre 3 et 4 millions d'Irakiens, 15 % de la population, ont fui leur patrie plutôt que de vivre sous la coupe de Saddam Hussein ».

Le recueil de 23 pages, concocté sous l'autorité de Jack Straw, le ministre des Affaires étrangères britannique, recense méthodiquement les horreurs perpétrées avec l'aval

du maître de Bagdad. La torture, le traitement indigne des femmes, un système pénitentiaire « inhumain et dégradant », - les exécutions sommaires par décapitation, notamment -, la persécution des Kurdes et de la communauté chiite, le harcèlement des opposants à l'étranger, sans oublier l'invasion, l'occupation et le pillage du Koweït.

C'est un véritable réquisitoire, assorti de témoignages recueillis soit par le Foreign Office, soit par des organisations humanitaires comme Amnesty International ou le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Irak. De quoi, le cas échéant, initier la constitution d'un véritable dossier à charge contre

un Saddam Hussein déferé devant le Tribunal pénal international.

Ses forfaits, érigés en pratique politique, sont innombrables, souligne le Foreign Office. « La torture est systématique », relève le Foreign Office. Y compris « contre des enfants ». Et les bourreaux se trouvent « parmi les personnalités les plus éminentes du régime ». Même dans la famille du président irakien avec ses deux fils, Uday et Qusayy Saddam Hussein.

« Les femmes ne disposent pas des droits les plus élémentaires. » Citant un rapport d'Amnesty International, le ministère des Affaires étrangères britannique relève que « des douzaines de femmes accusées

de prostitution ont été décapitées sans procès ». Le sort des Kurdes est particulièrement pathétique. Villages rasés, arabisation forcée des populations dans le nord de l'Irak, déplacement et expulsion des populations. Et, surtout, l'élimination physique de communautés entières. La persécution systématique des chiites « menace l'existence même d'une culture vieille de 5 000 ans », constate le Foreign Office.

Le dossier ne donne qu'un aperçu de la réalité quotidienne des Irakiens, concluent ses auteurs. Une chose est sûre, ajoutent-ils : « Saddam Hussein a été impitoyable à l'encontre de toute opposition depuis son arrivée au pouvoir en 1979. »

Les Arméniens de Turquie pour l'entrée dans l'UE

La non-reconnaissance du génocide par Ankara consterne la diaspora

Le Monde

4 DECEMBRE 2002

LA MINORITÉ arménienne de Turquie - 81 000 habitants - n'a pas d'états d'âme par rapport à la candidature de son pays à l'Union européenne. C'est le message que Mesrob II, patriarche de la communauté chrétienne, parlant au nom des autres minorités « non musulmanes » de Turquie (Juifs, Assyriens, Chaldéens, Grecs orthodoxes et Grecs catholiques, catholiques latins, protestants) tente de faire passer, au cours d'une tournée dans sept capitales européennes, dont Paris.

Les Arméniens de Turquie comptent une quarantaine d'églises et vingt écoles. Selon leur patriarche, la liberté de culte, de réunion et d'enseignement est totale dans ce pays : « On peut critiquer la Turquie sous bien des aspects, mais il n'y existe aucune discrimination de type religieux », dit-il. Tout au plus, confesse-t-il, des difficultés d'« ordre ethnique » face à certaines demandes des Arméniens visant à étendre le patrimoine immobilier de leurs fondations. Mais à cet égard le patriarche se dit convaincu que la nouvelle majorité issue de la mouvance islamiste tiendra ses promesses pour parvenir à une égalité de droits entre musulmans et non-musulmans.

Le chef de la minorité arménienne a consulté tous les responsables chrétiens du pays, y compris le patriarche de Constantinople (primat d'honneur de l'orthodoxie mondiale), et juifs : « Nous sommes tous d'accord », dit-il au Monde, pour estimer que le facteur religieux ne doit pas être une entrave à l'adhésion de la Turquie à l'Union euro-



JEAN-LOUP GAUTREAU/AFAP

Tout deux en tournée à travers l'Europe, Mesrob II, patriarche de la communauté chrétienne de Turquie, et Recep Tayyip Erdogan, chef de file du parti musulman au pouvoir à Ankara depuis les élections, se sont rencontrés, mercredi 27 novembre, à l'ambassade de Turquie à Paris.

peenne. » Il se fait l'avocat de la laïcité de l'Europe : « Comment vos musulmans et vos juifs de France pourraient-ils accepter que l'Europe devienne un club chrétien ? »

Les minorités chrétiennes craignent de faire les frais, auprès de l'opinion musulmane, d'un refus de la Turquie par l'Europe. Elles interpellent l'Europe et les Eglises à ce sujet : « Il n'est déjà pas facile, en Turquie, d'être d'ascendance arménienne, de nationalité turque et de foi chrétienne. Alors, que l'Europe ne nous crée pas de difficultés supplémentaires ! Depuis des années, elle plaide pour un rapprochement entre les cultures, entre les religions. Qu'elle tienne ses promesses ! »

LA QUESTION DU GÉNOCIDE

Les Arméniens de France ne partagent pas l'empressement du

patriarche. Sans être opposés au principe d'une entrée de la Turquie dans l'Union, ils se disent consternés par le fait que le sujet de la reconnaissance du génocide des leurs (1,5 million d'Arméniens de l'Empire ottoman tués entre 1915 et 1923) ne soit plus guère abordé. « Tout le monde est devenu muet sur la question », s'étonne Ara Krikorian, président du Conseil de coordination des associations arméniennes de France. « Peut-on imaginer, dans l'UE, une Allemagne qui n'aurait pas reconnu le génocide des juifs ? Non ! Eh bien, c'est la même chose pour la Turquie. Comprenez bien, le problème n'est ni religieux ni culturel : il s'agit d'un problème de comportement », conclut-il.

Ara Toranian, rédacteur en chef des *Nouvelles d'Arménie*, dit ressen-

tir « un peu d'amertume du fait que la reconnaissance du génocide soit occultée ». « De plus, poursuit-il, toute allusion au génocide a disparu du dernier rapport de la Commission européenne, émis il y a quelques mois. Je ne pense pas qu'on rende service à ce pays en agissant comme cela. Le respect de la vie des minorités, n'est-ce pas justement la démocratie ? »

Militant de longue date du rapprochement arméno-turc, Rafi Hermonn-Araxes, qui dirige le Centre de recherches sur la diaspora

arménienne (CRDA) à Paris - l'une des 401 associations arméniennes de France - fait remarquer que c'est après le vote de l'Assemblée nationale française sur la reconnaissance du génocide arménien (le 18 janvier 2001) que celui-ci n'a plus refait surface au niveau européen. Mais il est optimiste : « Je suis sûr que cela viendra, petit à petit. Pour ma part, en tout cas, je préfère avoir affaire à une Turquie européanisée plutôt que tournée vers l'islam radical. »

Tous sont d'accord sur un point : l'entrée de la Turquie dans l'UE, liée à la réalisation des critères de Copenhague (l'établissement d'un Etat de droit), « n'est pas pour demain ».

Marie Jégo et Henri Tincq



5 DECEMBRE 2002

Paris et Berlin soutiennent Ankara

Lors d'un «dîner informel», Schröder et Chirac ont souhaité l'entrée de la Turquie dans l'UE.

Berlin de notre correspondante

La France et l'Allemagne doivent afficher une « position commune » en faveur de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, a plaidé hier soir le chancelier Gerhard Schröder, recevant Jacques Chirac pour un dîner informel dans un château hôtel à Storkow, près de Berlin. Le prochain sommet européen de Copenhague, les 12 et 13 décembre, devra envoyer un « signal positif » à la Turquie, a sou-

ligné Schröder en précisant qu'il attendait d'informer ses partenaires de l'UE avant d'en dire plus. On croit cependant à savoir que Paris et Berlin veulent de facto repousser l'échéance, en leur proposant de se retrouver fin 2004 pour faire le point des progrès d'Ankara... La Turquie doit être « liée à l'Europe » pour la retenir d'une « dérive vers le fondamentalisme islamiste », a néanmoins martelé Schröder. Les menaces terroristes ont encore renforcé

la nécessité de lui offrir une « perspective européenne », ajoutait Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères. Schröder s'est fait le promoteur d'autant plus ardent d'une approche franco-allemande que la question recommence à enflammer les esprits en Allemagne. Le parti ultra-conservateur bavarois (CSU) vient de déclarer « inimaginable » l'adhésion d'un pays qui ne partage ni la religion ni les valeurs dominantes de

l'UE. Au Bundestag hier, l'opposition CDU-CSU a présenté une motion (rejetée par la majorité) exhortant le gouvernement à ne « pas éveiller de faux espoirs » à Copenhague. Même les plus modérés des chrétiens-démocrates, gênés de brandir l'argument « religieux » contre la Turquie, évoquent son retard économique. Si Schröder est si pressé de tendre la main aux Turcs, c'est qu'il cède aux Américains avec lesquels il a besoin de se réconcilier, persiflent aus-

si les chrétiens-démocrates. Les conservateurs s'apprentent à faire de la question turque « un vil argument de campagne électorale » en vue des élections régionales de février dans deux grands Länder, s'inquiétait Schröder hier. Un sondage de l'hebdomadaire *Stern* confirme la division de l'opinion allemande : 46 % sont hostiles à une adhésion de la Turquie à l'UE, 42 % favorable. Selon le *Pèlerin*, 58 % des Français y sont opposés et 29 % favorables ● L.M.

Le Canard enchaîné

- 4 décembre 2002 -

Recep Tayyip Erdogan Le Coran alternatif

Le nouveau maître de la Turquie est passé par l'islamisme dur avant de se convertir au pragmatisme à l'occidentale. Itinéraire d'un bosphore en gueule.

C'EST une turquerie insoluble à ce jour : Recep Tayyip Erdogan (le « g » s'élide dans la prononciation), chef du parti islamiste dit modéré l'AKP au pouvoir en Turquie depuis quelques semaines, est-il sincère ? Du moins lorsqu'il jure qu'il respectera totalement le caractère laïque et (officiellement) démocratique de son pays, lequel a tout de même connu trois coups d'État en cinquante ans ? Question d'autant plus cruciale que, au grand dam de Giscard, notre homme, d'une élégance vestimentaire rare surtout chez les chefs islamistes, mène comme on sait un forcing démentiel pour faire entrer la Turquie dans l'Union européenne. Un objectif où, selon les sondages, 80 % de Turcs voient l'issue à la crise sérieuse que traverse la (moins) Sublime Porte : entre 2 et 3 millions de chômeurs, une monnaie très dévaluée et une économie assistée par les crédits du FMI.

Evidemment, le passé du personnage ne plaide pas contre ses détracteurs. Fils d'un garde-côtes de la mer Noire qui le détourna d'une prometteuse carrière de footballeur, il a grandi à l'ombre des barbus au point de suivre les cours d'un lycée qui formait aux fonctions d'imam. C'est par le biais de mouvements de jeunesse islamistes qu'il s'est initié à la politique, avant de se placer dans le sillage du radical Erdogan. Un robuste : devenu Premier ministre à la faveur d'une coalition, Erdogan fut en 97 poussé à la dé-



mission par l'armée, pilier porteur de la virtuelle démocratie turque, pour cause d'intentions islamisantes aggravées.

Elu maire d'Istanbul en 1994, Erdogan ouvre son premier conseil municipal sur la lecture de versets du Coran. Scandale quatre ans plus tard, quand il entreprend de lire publiquement - encore - une ode d'une laïcité locale toute réduite : « *Les minarets sont nos baïonnettes, les coupes nos*

casques, et les mosquées nos casernes. » En 94 toujours, en virée en Anatolie, à l'intérieur du pays, Erdogan avait fait nettement plus fort et ses adversaires n'ont pas fini d'exploiter la chose, enregistrée sur cassette : « *Le dogme de la laïcité doit être aboli* », explique-t-il ; quant à la Constitution, elle a « *été rédigée par des ivrognes* » (allusion probable au penchant d'Atatürk, père de la République, pour

les réconfortants petits verres de raki).

Sur le coup, le discours anatolien passa quasi inaperçu, mais le poème valut à « Tayyip », le prénom que scandent les foules, quatre mois de cabane (qu'il effectua) pour « *incitation à la haine religieuse* », et surtout une inéligibilité qui le frappe toujours (le Premier ministre en titre se nomme Gül). C'est ainsi : le nouvel homme fort de la Turquie, qui vient de se produire à Athènes, Rome, Paris et Strasbourg, ne pourrait même pas être conseiller municipal d'un village de son pays. Ce qui ne l'a aucunement incité à revenir au ballon rond. Sorti de taule, il n'en finit pas d'exalter son bilan à la mairie d'Istanbul, effectivement allégée de ses dettes, et, d'un avis répandu, rendue plus propre et mieux éclairée.

Surtout, opportuniste pour les uns, transformé selon les

autres et lui-même, il rompt avec Erbakan et crée son propre parti, dit de la Vertu, puis, à la suite de tracasseries judiciaires, de la Justice et du Développement (l'AKP, en sigle, donc). Au diable l'islamisme ! Versé dans le populisme verbal, draguant aussi chefs d'entreprise et universitaires, l'AKP n'aspire qu'à être un rassemblement de « *conservateurs, qui, dans leur vie privée, s'efforcent de se conformer à la religion* » musulmane.

Aujourd'hui, Erdogan ne sait d'ailleurs plus que trouver pour se disculper. Il est vrai qu'il traîne aussi une caserole, situation banalisée dans le personnel politique turc : un mystérieux dépôt (1,3 million

de francs) découvert naguère sur son compte. « *Des dons pour le mariage de mon fils* », a-t-il plaidé sans convaincre. De quoi en rajouter dans le droits-de-l'hommeisme, comme dirait Sarko ? Avec moi, a annoncé Erdogan, « *pour la torture ce sera tolérance zéro* ». Défense de rire (jaune) : avant lui, aucun dirigeant turc n'a publiquement reconnu la pratique pourtant avérée de la torture dans le pays. Itou de la question du génocide arménien : « *Aux historiens de trancher* », a indiqué notre homme à Strasbourg. Un progrès indéniable. Depuis quatre-vingt-cinq ans, tous les gouvernements d'Ankara ont contesté la réalité du génocide, quand ils n'accusaient pas les Arméniens d'avoir génocidé les Turcs.

Simple, expliquent les adversaires d'Erdogan. Pour entrer dans l'UE, il est bien contraint d'annoncer qu'il souscrit aux fameux « *critères de Copenhague* » (qui fixent notamment un strict respect des libertés individuelles) ; en attendant, sa femme, elle, est voilée. Réplique des pro-AKP : si Erdogan était un chef islamiste, on ne verrait jamais sa femme. On vous le répète : à ce jour, la sincérité de « Tayyip », c'est une turquerie insoluble.

Patrice Lestrohan



Livre. L'histoire du pays depuis 1920, par un spécialiste de longue date.

Irak, les clefs d'un désastre

La Question irakienne

de Pierre-Jean Luizard, Fayard, 361 pp., 20 euros.

L'ombre théâtrale de Saddam Hussein portée sur la scène irakienne fait que l'on s'intéresse davantage à la gesticulation de l'acteur au détriment de ce qui se passe dans son pays, réduit à de simples coulisses. On scrute les moindres faits et gestes du *zaïm*, on analyse chacun de ses mots, on étudie même ses silences. Mais l'ancienne Mésopotamie, contrée en abîme, accaparée par des tragédies à répétition, retient assez peu l'attention. C'est sur le chef que sont braqués tous les regards, l'isolant du théâtre où il s'affiche, ce pays qu'il a conquis, puis soumis et sur lequel il règne depuis plus de trente ans. Parce que Saddam Hussein en est le maître absolu, parce qu'il a été campé par une large partie du monde occidental en créature diabolique au service de «l'axe du mal» cher à George W. Bush, on a perdu de vue son environnement. C'est-à-dire une terre et une société, une identité complexe et morcelée faite de «contradictions insolubles», une histoire enfin, dont il est le pur produit. Pour Pierre-Jean Luizard, chercheur au CNRS et spécialiste de longue date de l'Irak, ce pays est d'abord victime d'un «système politique injuste» mis en place en 1920 par la communauté internationale, au nom des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et dont l'actuel régime est «l'ultime avatar cauchemardesque».

Remontons le temps: au début des années 20, la Grande-Bretagne, puissance mandataire, veut faire de l'Irak, constitué à partir de trois vilayets (provinces) excentrés de l'Empire ottoman – Bagdad au centre, Mossoul au nord et Bassorah au sud – un Etat arabe «moderne», selon les critères européens. Avec un roi et un

Dernière Saddam Hussein, existent une terre et une société, une identité complexe et morcelée faite de «contradictions insolubles», une histoire dont il est le pur produit.

Parlement. L'intention aurait été louable si cet Etat n'avait été construit contre la société, en particulier contre la communauté chiïte. C'est la première erreur originelle: jouer la carte du nationalisme arabe, alors que celui-ci est à ce moment-là peu répandu en s'appuyant sur les grandes familles sunnites, élites du défunt Empire ottoman qui accueillirent volontiers les Britanniques comme leurs nouveaux protecteurs. Aussitôt, elles firent de l'Irak leur propriété. A l'inverse, les chiïtes qui, au contraire, refusaient tout lien avec la puissance mandataire, se retrouvèrent marginalisés. Cette discrimination confessionnelle débouchera sur les situations les plus aberrantes.

Ainsi, un Arabe non irakien, du fait qu'il est sunnite, se retrouve avec davantage de droits qu'un Arabe chiïte installé en Irak depuis des générations. «J'ai visité la plu-

part des pays arabes ainsi que d'autres pays dans le monde, mais je n'ai trouvé nulle part un tel scandale, à savoir que des citoyens puissent devenir des étrangers dans leur propre pays», écrit à cette époque Mohammed al-Jawahiri, sans doute le plus grand poète irakien du XX^e siècle, chassé de son poste d'enseignant au profit d'un sunnite syrien, né au Yémen. Dès cette époque, commen-

ce une confrontation entre ces deux communautés. Elle se poursuit aujourd'hui, avec d'autant plus de force que les chiïtes ont été durement réprimés et que les sunnites sont ultra-minoritaires. S'ajoute le problème kurde, «second terme de la question irakienne» et seconde grave erreur du colonisateur. Privé d'Etat malgré le traité de Sèvres, en 1920, qui promettait un «Kurdistan indépendant», les Kurdes se retrouvent intégrés à un Etat qui se définit officiellement comme arabe. Là encore, le face-à-face entre Kurdes et arabes sunnites se prolonge aujourd'hui.

Un temps, le parti Baas sera un facteur d'unification. Les chiïtes l'ont même rejoint massivement. Mais le Baas qui, derrière Saddam Hussein, s'empare du pouvoir en 1968, s'est à nouveau confessionnaliser au profit des sunnites. A partir de 1970, on ne trouvera plus aucun chiïte à la direction du parti, et son fondateur historique, le chiïte Fouad al-Rikabi, sera exécuté sur ordre du *raïs*. Ce que le nouveau régime porte au pouvoir, c'est d'abord la petite bourgeoisie sunnite alliée à l'armée. Mais plus le temps passe, plus s'installe «la politique du vide» et plus la nature du régime s'ossifie jusqu'à se confondre avec un simple clan, celui de Saddam: «Peu à peu, sa véritable base ne sera plus le Baas ni l'armée, mais les *Takriti*.»

L'ancienne Mésopotamie avait pourtant tous les atouts pour prendre la tête du monde arabe: les secondes réserves mondiales de pétrole, de l'eau en abondance, des intellectuels, une bour-

geoisie, une armée bien formée et une démographie relativement équilibrée. D'un bout à l'autre, le livre dresse le répertoire du désastre et en fournit les clefs. Certains chapitres – la politique irakienne de l'Irak ou la politique américaine... – sont remarquables. D'autres ont été écrits un peu vite, peut-être sous la pression d'un éditeur impatient. On retiendra ce constat: «La communauté internationale, en refusant d'aider à une remise à plat du système injuste qu'elle avait elle-même créé, court le risque de voir l'Irak se transformer en zone de crise permanente et violente de plus en plus difficile à contrôler. La régression inimaginable de la société irakienne apparaît maintenant comme le trait majeur d'un pays qui se défait et qui est menacé d'implosion» ●

JEAN-PIERRE PERRIN

Anger over Straw's dossier on Iraqi human rights

Ewen MacAskill and Nick Watt

The British government was accused of double standards yesterday after launching a dossier on Iraqi human rights abuses designed to soften up public opinion ahead of a possible war.

The 23-page Foreign Office document, "Saddam Hussein: crimes and human rights abuses", sets out the record of atrocities over the last two decades, including torture, alleged beheadings of women and the chemical attack on Kurds at Halabja in 1988.

The foreign secretary, Jack Straw, told the BBC: "We're publishing this because, yes, it is important that people understand the comprehensive evil which is Saddam Hussein."

Mr Straw made the surprising claim that Iraq, contrary to all US and British intelligence reports, in all likelihood had nuclear weapons.

"He's got these weapons of mass destruction, chemical, biological and, probably, nuclear weapons which he has used in the past against his own people as well as his neighbours and could almost certainly use again in the

future," he said.

But the Foreign Office later had to retreat from Mr Straw's assertion. It has repeatedly accepted that Iraq does not have nuclear arms and a spokesman, clarifying the position, said Mr Straw had been "referring to Saddam Hussein's intention to acquire such weapons".

The dossier's publication quickly proved problematic. International human rights groups, British MPs and Iraqi exiles agreed that President Saddam's record was horrific but questioned government motives in putting out the document, which contained no new material, at this time.

Richard Bunting, a spokesman for the human rights group Amnesty, said: "We are afraid this is opportunistic and selective. Iraq's human rights record is appalling but we have been saying this for years."

"The British and US are being selective, conveniently ignoring other countries and using that record to drive forward foreign and military goals."

Critics of the dossier focused on Britain's position in the 1980s when ministers and officials defended President Sad-

dam and British companies helped arm him, right up until the invasion of Kuwait in 1990. After Halabja, ministers and officials tried to blame the chemical attack on Iran.

Human Rights Watch, a US-based group, said yesterday that when it collected evidence of President Saddam's abuses at Halabja and elsewhere in the Kurdish area of Iraq, the Foreign Office ignored it.

A Foreign Office official at the press launch of the dossier, replying to criticism of British behaviour in the 1980s, said it was not the job of the present government to have to justify the Conservative governments of the 1980s.

Also at the press conference yesterday was Hussein al-Shahristani, an Iraqi exile who said he had spent 11 years in solitary confinement in Baghdad and who was wheeled out by the Foreign Office yesterday for the press conference, shared in the criticism of the British government.

Mr Shahristani, who was chief of the Iraqi civilian nuclear programme until 1979 when he said he was jailed for refusing to switch to the military nuclear programme, said:

"The dossier about human rights abuses is correct. Each of the events took place. But I am critical for the silence of Britain and other European countries for over two decades about these abuses."

Mr Shahristani, 60, who is now head of the Iraqi Refugee Aid Council, said it suited British and US political purposes to raise these issues now.

"I am not opposed to removing Saddam by a surgical strike but I am opposed to a war that may cause the Iraqi people a great loss of life and infrastructure," he said.

The dossier was accompanied by a video employing solemn music as a soundtrack over footage of corpses at Halabja after the chemical attack, of what appeared to be cells and of Iraqi soldiers ill-treating prisoners.

At Westminster, the father of the House, Tam Dalyell, the Labour MP for Linlithgow and an opponent of an Iraq war, said: "I think that this highly unusual, indeed unprecedented, publication is cranking up for war."

Ann Clwyd, Labour MP for Cynon Valley who heads the Indict organisation which is compiling cases to put Iraqi leaders on trial for crimes against humanity, lamented the lack of British government action: "The British government itself could bring some of these officials to justice."

Plus d'une centaine de kurdes manifestent devant le parlement syrien



DAMAS 10 déc (AFP) - 13h37 - Près de 150 Kurdes ont manifesté mardi devant le parlement syrien pour demander aux autorités de "revoir leur politique discriminatoire" à l'encontre de la population kurde de Syrie, a constaté un correspondant de l'AFP.

Les manifestants portaient des banderoles réclamant "la levée de l'embargo sur la langue et la culture kurdes" et demandant que "la Syrie devienne la patrie de tous ses fils arabes, kurdes et minoritaires".

Un parti kurde, le "Yakiti", a appelé dans un communiqué les autorités syriennes à "modifier leur attitude envers les Kurdes en les traitant d'une manière égale avec les autres citoyens".

"Il faut lever les barrières sur la langue et la culture kurdes et reconnaître l'existence de la nationalité kurde dans le cadre de l'unité du pays", ajoute le communiqué.

"Notre peuple endure les souffrances et la pauvreté en raison de cette politique de discrimination suivie depuis plusieurs décennies", souligne le communiqué.

"Les Kurdes ne jouent aucun rôle dans l'administration du pays bien qu'ils représentent 12% des habitants, soit près de 2,5 millions de personnes", ajoute le communiqué.

En octobre, dans une lettre ouverte au président syrien Bachar al-Assad, cinq partis kurdes, formant l'Alliance démocratique kurde de Syrie (ADKS), avaient réclamé de restituer à près de 200.000 Kurdes leurs cartes d'identités, qui leur avaient été retirées en 1962.

La nationalité syrienne avait été retirée en 1962 à environ 100.000 Kurdes habitants le gouvernorat de Hassaké (nord-est) à la suite d'un recensement effectué 40 ans auparavant, affirment ces partis kurdes.

La question turque divise les députés français

Vives oppositions à droite, mises en garde et conditions à gauche

A DROITE comme à gauche, la question de l'entrée de la Turquie dans l'Europe divise les députés français. C'est ce qui est ressorti des conversations qui se sont tenues, mardi 3 décembre, à l'Assemblée nationale, en marge du débat sur l'avenir de l'Europe, durant lequel le sujet a été abordé par certains orateurs. L'invité du jour, Valéry Giscard d'Estaing, qui l'avait lui-même lancé, voici quelques semaines, en déclarant que la Turquie n'était pas un pays européen, s'est bien gardé toutefois de le relancer lui-même, laissant à François Bayrou le soin de le faire.

C'est à droite que se situent les plus farouches opposants à une Turquie européenne. « Je suis contre totalement », déclare André Santini (UDF), qui, tout comme d'autres UDF - Anne-Marie Comparini, Maurice Leroy ou François Sauvadet -, s'inscrit dans la ligne tracée par l'ex-président de la république. « La Turquie ce n'est plus la terre européenne », plaide M^{me} Comparini. « L'entrée de la Turquie dans l'union européenne, cela voudrait dire que les frontières de l'Europe seraient l'Irak et l'Iran », pointe M. Leroy, pour qui « si l'on veut rendre l'Europe illisible, alors oui, faisons cela ».

« Il faut dire oui à l'entrée [de la Turquie dans l'Union européenne] sous une forme ou une autre, c'est quelque chose qui paraît logique », lance pour sa part le socialiste Manuel Valls. Pour autant, si ce dernier convient qu'il « faut déjà arrimer la Turquie », il ajoute qu'il ne « s'agit pas de faire n'importe quoi ».

« TIRER L'EUROPE VERS LE SUD »

« Il faut examiner la gradation de l'entrée. Il y a des conditions pour y arriver », précise-t-il. C'est aussi ce que disent la députée UMP Nadine Merano ou le communiste Maxime Gremetz. « A partir du moment où l'Union a pris des engagements, cela paraît difficile de revenir en arrière et si ce pays souscrit à un certain nombre de critères pourquoi fermer la porte ? », souligne la première. « Il faut qu'un certain nombre de conditions soient remplies - respect des droits de l'homme, existence d'un système démocratique et non tenu par les militaires, indépendance par rapport aux Etats-Unis - », détaille M. Gremetz, qui assure ne « pas avoir d'opposition de principe, car, alors qu'on va élargir [l'UE] à d'autres pays, je ne vois pas pourquoi on ne le ferait pas pour la Turquie ».

Se déclarant « plutôt pour », la députée UMP Christine Boutin dit « entendre les efforts de la Turquie sur les droits de l'homme », mais aussi « être sensible aux arguments de ceux qui disent qu'il faut d'abord réussir l'élargissement en cours avant d'aller plus loin ». « Alors laissons faire le temps et que cela permette à la Turquie de rejoindre les fondamentaux », considère-t-elle. « Si les conditions ne sont pas remplies, sans forcément aller au niet définitif, on peut peut-être proposer une formule différente », avance Jacques Barrot, le président du groupe UMP.

« Je suis plutôt favorable à un accord de partenariat », indique M. Leroy. « Il faut envisager d'autres formes d'adhésion qui vaudraient aussi pour certains pays maghrébins », plaide M^{me} Comparini, « notre job est de tirer l'Europe vers le Sud ». « Faire entrer la Turquie, c'est faire un cas particulier qui ne se justifie pas, mieux vaudrait traiter parallèlement Turquie et Maroc », renchérit le socialiste Christian Bataille. « Il faut en profiter pour donner un signe de l'autre côté de la Méditerranée. »

Patrick Roger
et Philippe Le Cœur

Turkey's offer of military bases widens America's options

Jonny Dymond in Ankara
and Julian Borger
in Washington

Turkey announced yesterday that it would allow US forces the use of its airbases and airspace in any military campaign against Iraq, but qualified the offer by insisting that a second UN resolution authorising the use of force be obtained.

The announcement made by

Turkey's foreign minister, Yasar Yakis, came after a day of high level diplomacy with Ankara playing host to delegations from the US and Britain.

The US deputy secretary of defence, Paul Wolfowitz, conducted a round of meetings with political and military leaders. He was trailed by the Foreign Secretary, Jack Straw, in Turkey to press for progress on the reunification of Cyprus and to discuss Turkey's bid

for EU membership.

"What we mean by cooperation is opening airbases and opening facilities to use," Mr Yakis said in Ankara. He made it clear that those bases could be used for combat.

However, he did not say whether Turkey would contribute troops to a coalition offensive in Iraq.

Turkey's qualified green light represents a significant success for the US which, a few months ago, was having difficulties securing any agreement of any of Iraq's neighbours for military action.

There had also been misgivings in Washington over the attitude of Turkey's new ruling party - elected last month - which is rooted in Islamism.

The US has a significant troop presence in Kuwait and Qatar to the south of Iraq and a potential base for special forces and airborne operations

in Turkey to the north, allowing the Pentagon much greater flexibility in its war planning.

It was unclear yesterday what, if anything, Mr Wolfowitz and Mr Straw offered in return, but the US has offered support for Turkey's rapid accession to the European Union. There was also speculation in the Turkish press that Washington would be prepared to write off the country's military debt.

Ankara has long complained of the costs imposed on the Turkish economy by the first Gulf war and subsequent sanctions.

Mr Wolfowitz dropped a broad hint that the US was ready with a much-rumoured aid package for Turkey's economy should military intervention against Iraq take place.

The arrival of the hawkish Pentagon ideologue was greeted by furious speculation

in the Turkish media over the nature of US requests for assistance.

Yesterday's newspaper Hürriyet claimed that the US had asked for permission to base more than 100,000 troops on Turkey's Iraqi border and for 40,000 Turkish troops to be made available.

Speaking to the media immediately after his hour-long meeting with the Turkish prime minister, Abdullah Gul,

Mr Wolfowitz said that US-Turkish cooperation could be the key to solving the problem of disarming Iraq. But he dodged questions about requests made of the Turkish government.

Turkey has consistently opposed military intervention in Iraq, concerned about its fragile economy and also at the prospect of an autonomous Kurdish state being created in northern Iraq.

DECEMBER 5, 2002

Turkey Could Put NATO in Iraq War

*If Country's Involvement
Draws Hussein Retaliation,
Alliance's Hand Is Forced*

By PHILIP SHISHKIN

BRUSSELS—Turkey could drag a reluctant North Atlantic Treaty Organization into a U.S.-led war against Iraq.

The 19-nation NATO has so far sought to distance itself from any direct participation in the conflict mainly because of reservations from Germany and France. Individual NATO members, such as Britain and Turkey, are likely to back the U.S. in case of war, but the alliance as a whole wants to remain on the sidelines.

That could change if Turkish support for the U.S. bombardment and invasion of Iraq provokes a retaliation from Saddam Hussein who might launch Scud missiles at neighboring Turkey. In that scenario, NATO would have little choice but to invoke Article 5 of its founding Washington Treaty. The article stipulates that an attack on the territory of one NATO country is an attack on the alliance itself. That could pave the way for a direct NATO involvement in the war.

Turkish, European and American officials acknowledge the possibility of NATO getting pushed in the conflict this way, although the issue hasn't been formally discussed yet.

"A likely Iraqi retaliation against Turkey would definitely be a basis for invoking Article 5," said a Turkish diplomat at NATO. A senior Bush administration official also said that an Iraqi attack on Turkey could and should trigger NATO's collective-defense response.

That would significantly broaden the coalition against Iraq and force some reluctant European countries to reconsider their reservations about participating in a possible war.

Defending Turkey against an Iraqi strike would allow the 53-year-old military alliance to bypass some of the political complications that have so far prevented it from taking a more active role in opposing the Iraqi regime. Some members of the alliance, most notably Germany and France, remain skeptical of using NATO for preventive military action of the kind the U.S. is considering in Iraq. They maintain that any NATO involvement in future crises should be predicated on a traditional collective-defense doctrine.

Turkey has assumed an increasingly

Cost of Safety

NATO members' defense spending as percentage of GDP

Country	GDP (billions of \$)	Percent on defense
Austria	194	0.82
Belgium	238	1.43
Canada	644	1.30
Denmark	162	1.48
Finland	120	1.25
France	1,300	2.69
Germany	1,800	1.60
Greece	113	4.96
Iceland	9	0.05
Ireland	97.9	0.71
Italy	1,100	1.90
Luxembourg	17	0.75
Netherlands	347	1.87
Norway	162	1.79
Portugal	104	2.21
Spain	568	1.27
Sweden	238.6	2.22
Turkey	210	5.14
U.K.	1,400	2.52
U.S.	9,900	2.94

Source: The International Institute for Strategic Studies

important role both for the U.S. and European foreign-policy goals. U.S. Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz just completed a brief visit to Ankara where he discussed possible Turkish military assistance to the U.S. in case of war. Turkish Foreign Minister Yasar Yakis said Tuesday his country would probably allow the U.S. to use Turkish bases for air strikes against Iraq provided there's a new United Nations resolution authorizing military action.

In its effort to woo Turkey's new government, the U.S. is also putting pressure on Europe to start negotiations on Turkey's accession to the European Union. The EU recognized Turkey as a candidate for membership back in 1999, but has so far shied away from setting a concrete date on which entry talks could begin. Eager to secure an invitation to the EU, Turkish authorities enacted major human-rights reforms this year, including the abolition of the death penalty and greater freedoms for the country's Kurdish minority. European officials say the reforms are encouraging but that Turkey needs to do more to qualify for membership. The EU will decide next week whether to give Turkey a date for the opening of entry talks.

A possible war against Iraq has elevated Turkey's strategic importance because it shares a long land border with

northern Iraq. A permission to use Turkish bases would allow the U.S. to launch air strikes against northern and central Iraq. But any Turkish role in the war would make it vulnerable against a retribution from Saddam Hussein, whose short-range ballistic missiles could reach deep into Turkish territory.

It is a scenario that NATO has considered once before. On the eve of the Gulf War of 1991, NATO's foreign ministers issued the following statement concerning Turkey: "The crisis in the gulf poses a potential threat to one of our allies having common borders with Iraq," the ministers said on Dec. 18, 1990. "We reaffirm our determination to fulfill the commitments in Article 5 of the Washington Treaty." As part of the contingency planning for a possible attack against Turkey, NATO deployed a mobile defense force to Turkey, which included anti-missile batteries. NATO didn't have to use them because Iraq never attacked Turkey, although the Iraqis did fire Scuds at Israel and at the allied troops.

Retired Gen. Klaus Naumann, who led NATO's military committee at the time, expects the alliance to come up with similar contingency plans this time too. "The defense of Turkey will mean that NATO aircraft may have to attack missile launchers inside Iraq," Gen. Naumann said. But he cautioned that defending Turkey doesn't mean that NATO ground troops will have to invade Iraq. A senior Turkish official says Turkey is considering asking NATO for anti-missile defenses "in anticipation" of a possible Iraqi attack. Some European officials say that invoking Article 5 would be politically feasible only if the UN Security Council passes a new resolution authorizing military action against Iraq.

On a visit to Brussels yesterday, Mr. Wolfowitz said NATO should help protect Turkey against an Iraqi strike. He also said NATO could provide some logistical help to the U.S. and other allies in the event of war and could help with the post-war reconstruction of Iraq.

The only time NATO actually invoked Article 5 was in response to the Sept. 11 terrorist attacks against the U.S. That declaration led to the deployment of early-warning aircraft to help patrol the U.S. airspace.

—Greg Jaffe in Ankara, Turkey, contributed to this article.

TURQUIE

On ne naît pas centriste, on le devient

Parti des "islamistes modérés", l'AKP ne peut pas se présenter actuellement comme un parti centriste, affirme *Milliyet*. Même ses électeurs le considèrent comme "très à droite"

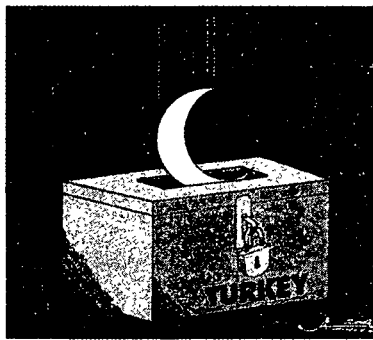
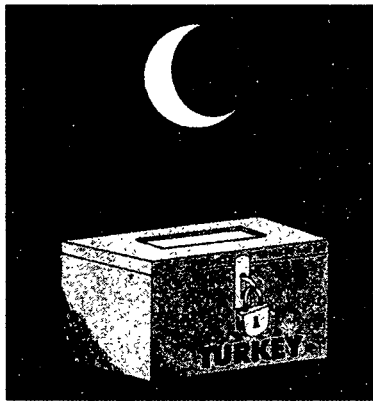
MILLIYET
Istanbul

► Dessin de Stavro, Beyrouth.

Après les élections législatives de 1999, qui ont vu s'effondrer les deux partis de centre droit, le Parti de la mère patrie (ANAP) et le Parti de la juste voie (DYP), au profit du Parti d'action nationaliste (MHP) [extrême droite], certains avaient cru que ce dernier allait se transformer en un parti du centre. Peu de temps après, ils ont dû se rendre à l'évidence : leur espoir avait été vain. Partisan d'une "démocratie contrôlée", avec une attitude négative envers l'Union européenne, le MHP était, de toute façon, inapte à remplir le vide laissé par les deux partis du centre. Membre de l'ancienne coalition au pouvoir et donc en partie responsable des politiques économiques qui ont exacerbé les injustices sociales, il a connu aux dernières élections [novembre 2002] une véritable érosion de son électorat.

Aujourd'hui, le Parti de la justice et du développement (AKP) suscite le même espoir. Le fait qu'il y ait, au sein du nouveau gouvernement, des anciens cadres de l'ANAP est considéré comme le début de la transformation de l'AKP en un parti du centre. Les propos tenus par le leader de ce parti, Tayyip Recep Erdogan, ont renforcé cette attente. "C'est nous désormais le centre", proclamait-il. Ceux qui voient la politique comme une pure affaire de superstructure sociale peuvent avancer des hypothèses de ce genre en se fondant sur tel ou tel propos. Pourtant, même les électeurs de l'AKP considèrent ce parti "très à droite du centre", selon l'enquête effectuée pour *Milliyet*. Cela veut dire que c'est un parti d'"extrême droite", selon l'opinion même de son électorat.

■ Paroles Recep Erdogan effraie les laïcs turcs, et pas seulement à cause de sa lecture d'un poème à la gloire de l'Islam dans les années 90. *The Washington Post* a relevé plusieurs phrases chocs attribuées à Erdogan dans le passé, telles que : "Dieu merci, je suis pour la charia" ou bien "On ne peut pas être à la fois laïc et musulman", ou encore "La démocratie est un moyen pour arriver au but". Toutefois, il faut peu de chose pour choquer les laïcs d'Istanbul, qui ne comprennent pas toutes les références à Dieu dans les discours des hommes politiques... américains, souligne le quotidien de Washington.



En fait, le problème est en rapport avec la composition sociale du pays. En Turquie, cela fait quelque temps déjà que les classes moyennes ont perdu leur place en tant que telles. Pour la plupart, elles sont aujourd'hui au chômage et elles n'ont même plus l'espoir de changer de statut social en assu-

rant une bonne éducation à leurs enfants ; de plus, elles ne rêvent plus d'une amélioration de leur quotidien. Les classes moyennes sont conservatrices dans tous les pays du monde. Ce conservatisme ne peut pas s'expliquer simplement par un attachement aux valeurs traditionnelles, il vient de leur peur de voir basculer l'ordre établi.

Les gens qui jouissent d'un travail avec un salaire à peu près correct, qui parviennent à garantir les études de leurs enfants, qui croient qu'ils pourraient un jour être propriétaires d'un logement, ne sont pas en général à la recherche d'"aventures politiques". Ils votent aux élections pour des partis qu'ils connaissent déjà, des partis "traditionnels". Ils craignent les formations "extrémistes", qui risquent de bouleverser l'ordre qui règne dans leur vie.

Si, aujourd'hui, un tiers des électeurs a pu voter pour l'AKP, c'est qu'il croit que ce parti n'est pas une menace pour l'ordre établi. Si l'AKP parvient à bâtir une économie florissante, s'il fait en sorte que tous les secteurs de la société puissent bénéficier de ses dividendes, s'il rétablit la confiance en l'avenir des classes moyennes, il parviendra également à changer l'attitude de celles-ci à son égard. L'électeur qui se dit aujourd'hui "pourquoi ne pas essayer ce parti ?" cherchera aux prochaines élections le bulletin de l'AKP, afin de pouvoir sauvegarder l'ordre qui s'est créé dans sa vie. Ce n'est qu'après un tel changement que l'AKP pourra se transformer en un parti du centre, si jamais une telle transformation est possible.

Mehmet Yilmaz

Ferment in Iran

By Thomas L. Friedman

Reformation for Muslims

WASHINGTON

What is going on in Iran is the most promising trend in the Muslim world. It is a combination of Martin Luther and Tiananmen Square — a drive for an Islamic reformation combined with a spontaneous student-led democracy movement.

This movement faces a formidable

opponent in Iran's conservative clerical leadership. It can't provide a quick fix to what ails relations between Islam and the West today. There is none. But it is still hugely important, because it reflects a deepening understanding by many Iranian Muslims that to thrive in the modern era Muslims need an Islam different from the lifeless, anti-modern, anti-Western fundamentalism being imposed in Iran and propagated by the Saudi Wahhabi clerics.

What is going on in Iran today is precisely the most of ideas within Islam that is the most important war of all.

Osama bin Laden and all his acolytes can be killed, but others will spring up in their place. The only ones who can delegitimize and root out these forces in any sustained way are Muslim societies themselves.

And that will happen only when

more Muslim societies undergo, from within, their own struggle for democracy and religious reform. Only the disenchanted citizens of the Soviet bloc could kill Marx; only Muslims fed up that their faith is being dominated by anti-modernists can kill bin Ladenism and its offshoots.

This struggle in Iran is symbolized by one man: Hashem Aghajari, a former Islamic revolutionary and now a college professor, who was arrested on Nov. 6 and sentenced to death — triggering a student uprising — after he gave a speech on the need to rejuvenate Islam with an "Islamic Protestantism."

Aghajari's speech was delivered on the 25th anniversary of the death of Ali Shariati, one of the Iranian revolution's most progressive thinkers.

For years, he said, young people were afraid to open a Koran. "The reli-

gious leaders taught that if you understand the Koran on your own, you have committed a crime. They feared that their racket would cease to exist if young people learned [the Koran] on their own."

He continued: "We need a religion that respects the rights of all — a progressive religion, rather than a traditional religion that tramples the people ... One must be a good person, a pure person. We must not say that if you are not with us we can do whatever we

want to you. By behaving as we do, we are trampling our own religious principles."

Aghajari concluded, "Today, more than ever, we need the 'Islamic humanism' and 'Islamic Protestantism' that Shariati advocated."

While Iran's clerical leaders "apparently do not recognize human rights, this principle has been recognized by our constitution ... The [regime] divides people into insiders and outsiders. They can do whatever they want to the outsiders. They can go to

their homes, steal their property, slander them, terrorize them and kill them because they were outsiders. Is this Islamic logic? When there is no respect for human beings?"

Aghajari refused to appeal his death sentence, saying his conviction was a farce. But on Monday his lawyer appealed on his own. Aghajari's fate now hangs in the balance. Watch this story. It is the most important trial in the world today.

The New York Times

Le Monde 6 DÉCEMBRE 2002

Téhéran se satisferait de la chute de Saddam Hussein, mais craint les répercussions d'un conflit

Les mollahs iraniens redoutent de se retrouver isolés et cernés par des régimes pro-américains

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Y a-t-il eu échange d'informations entre Washington et Téhéran sur les armes chimiques et les capacités nucléaires de l'Irak ? Les deux pays, dont les relations diplomatiques sont rompues depuis l'affaire des otages de l'ambassade américaine, en 1979, coopèrent-ils dans la perspective d'une attaque contre Saddam Hussein ? Les Américains ont-ils demandé aux dirigeants de la République islamique l'utilisation de leur espace aérien au cas où un avion serait touché par la DCA irakienne ?

Citant des sources diplomatiques non identifiées, l'AFP a, au début de la semaine, fait état de rencontres entre responsables des deux pays pour évoquer ces questions, quelque part dans un pays européen. « C'est de la pure imagination », a aussitôt répliqué un responsable du ministère iranien des affaires étrangères, sous couvert d'anonymat. « L'Iran respecte l'intégrité territoriale de l'Irak et le droit de son peuple à choisir ses leaders tout en rejetant toute action unilatérale à son encontre », a-t-il précisé.

Les autorités iraniennes ont toujours démenti avec virulence tout contact avec le « Grand Satan ». Au mois de septembre, l'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême de la révolution, a encore dénoncé « l'impérialisme des Etats-Unis qui souhaitent que tous les Etats s'inclinent et se rendent » et reproché à Washington de « vouloir s'emparer de toutes les ressources vitales de cette partie du monde ».

Les discours n'ont cependant pas empêché Téhéran d'observer une attitude bienveillante, lors de

la guerre en Afghanistan, et d'agir avec promptitude contre les membres du réseau Al-Qaida en fuite à travers le pays. Il est vrai que la république des mollahs n'a jamais porté dans son cœur le régime des talibans et que sa chute a été, pour Téhéran, une bonne chose.

L'Iran va-t-il adopter la même attitude en cas de conflit en Irak ? Si l'on en croit les déclarations faites, fin septembre, par le vice-président du Parlement, Mohammad Reza Khatami, frère du président, « le renversement de Saddam Hussein, par quelque moyen que ce soit, sera le jour le plus heureux pour tout le peuple iranien ». « Saddam Hussein est un opportuniste qui ne respecte ni convention, ni traité, ni valeurs morales », avait-il alors ajouté.

Le conflit de huit ans (1980-1988) entre les deux pays a laissé un million de morts sur le terrain et aucun traité de paix n'a encore été conclu. Bagdad a donné asile aux Moudjahidines du peuple, mouvement d'opposition armé iranien, et Téhéran a accueilli l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak de l'ayatollah Mohammed Baker Al-Hakim. 60 % de la population irakienne, dans le sud du pays, est chiite, et les deux villes saintes des Iraniens, Kerbala et Nadjaf, sont situées au sud de Bagdad. Autant de bonnes raisons pour voir disparaître un pouvoir sunnite à Bagdad. Ce qui ne signifie pas cependant vouloir la guerre.

Officiellement, Téhéran veut s'en tenir à une « neutralité active ». N'ayant pas les moyens de s'opposer à une intervention américaine, les autorités souhaitent

rester le plus possible en dehors du conflit, à condition que certaines « lignes rouges » ne soient pas franchies, précise-t-on au ministère des affaires étrangères. Lesquelles ? « Les forces armées iraniennes sont prêtes à faire face à toutes les conséquences, aussi bien aux frontières qu'à l'intérieur du pays », a déclaré le ministre de la défense, le contre-amiral Ali Chamkhani.

Venu à la fin du mois de septem-

Deux sujets inquiètent l'Iran : le sort des chiites d'Irak et le risque de contagion, en cas d'autonomie du nord, sur sa minorité kurde

bre à Téhéran pour tester le soutien du régime islamique, Naji Sabri, ministre irakien des affaires étrangères, a surtout entendu les doléances de ses interlocuteurs concernant les questions non réglées résultant du conflit Iran-Irak. On lui a aussi fait comprendre très clairement que c'était à l'Irak d'empêcher la guerre en se conformant aux résolutions du Conseil de sécurité et que, si cette instance donnait son feu vert, il n'y aurait rien à redire.

En fait, les dirigeants de la République islamique ne voient aucun inconvénient à l'élimination de Saddam Hussein, mais craignent un afflux de réfugiés et surtout

une déstabilisation de la région qui ne manquerait pas d'avoir des conséquences directes en Iran. D'une part, nul ne sait comment seront réglés le problème de la majorité chiite et celui des Kurdes en Irak. L'Iran a aussi une minorité kurde importante et craint un effet de contagion en cas de concrétisation officielle d'une autonomie de fait. D'autre part, avec la chute de Saddam Hussein, l'Iran, cerné à l'ouest et à l'est par des gouvernements pro-américains, ferait alors figure de « dernier domino », comme le soulignent de nombreux diplomates.

Nul ne peut prévoir quelle serait la réaction de la population iranienne. Des scénarios de reprise en main par le pouvoir conservateur, voire l'instauration d'un état d'urgence et même de coup d'Etat, sont évoqués. Donald Rumsfeld, secrétaire d'Etat à la défense, n'a-t-il pas déclaré, le 30 octobre, en évoquant les dirigeants de Téhéran : « Je crois que ceux qui croient en la liberté vont renverser cette petite clique de religieux et que le gouvernement tombera d'une certaine façon de son propre poids. »

La situation, il est vrai, ne s'apparenterait pas, alors, à celle d'il y a un an, lorsque Téhéran avait profité de la chute des talibans pour redorer son blason international. Le régime des mollahs pourrait se retrouver isolé et sur la défensive. « Nous devons fonder nos hypothèses sur l'idée que l'Amérique va nous attaquer », a déclaré, le 30 octobre, le ministre de la défense iranien. Des préparatifs doivent être prévus ; tout le monde doit considérer que nous sommes en danger. »

Michel Bôle-Richard

Les Etats-Unis parachèvent leur plan de bataille contre Bagdad

La Turquie a donné à Washington un accord de principe pour l'utilisation de ses bases aériennes par des avions alliés dans une éventuelle offensive contre l'Irak. L'administration Bush considère avoir d'ores et déjà rassemblé la « puissante coalition » qu'elle souhaitait face à Saddam Hussein

ISTANBUL

de notre correspondante

Les Etats-Unis sont sur le point de conclure la phase de préparation d'une éventuelle guerre contre l'Irak. Lors d'une visite au siège de l'OTAN, mercredi 4 décembre, Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint américain à la défense, s'est félicité des soutiens obtenus lors d'une tournée européenne. « Saddam Hussein doit comprendre que nous avons déjà rassemblé une puissante coalition », a-t-il insisté, « Le plus important pour moi est qu'un grand nombre d'alliés ont indiqué qu'ils seraient avec nous quoi qu'il arrive et je pense que ce message doit être livré à Bagdad ».

Au même moment, dans un entretien diffusé par la chaîne américaine ABC, le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz promettait aux Etats-Unis qu'une « agression américaine contre l'Irak ne sera pas une partie de plaisir ». Mais, ajoutait-il, « l'administration américaine se prépare à la guerre. Ce sera un miracle s'il n'y a pas de guerre ».

La satisfaction affichée par M. Wolfowitz devant les ambassadeurs des dix-neuf pays membres de l'OTAN devait beaucoup aux résultats de sa visite, les deux jours précédents, en Turquie et à l'accord conclu avec Ankara. La Turquie ouvrira ses bases aériennes aux avions alliés en cas d'offensive militaire contre l'Irak, a annoncé le ministre des affaires étrangères turc, Yasar Yakis, à l'issue de ses entretiens avec M. Wolfowitz.

Mais jusqu'où la Turquie est-elle prête à coopérer avec Washington ? Ce qui émerge clairement de cette visite est que Washington souhaite donner à la Turquie un rôle important dans la conduite de son plan de bataille.

Après des mois de déclarations vagues de part et d'autre, les véritables négociations ont commencé avec Ankara. Le président Bush

a d'ailleurs invité le dirigeant du Parti de la justice et du développement (AKP), Recep Tayyip Erdogan, qui n'a pour l'instant aucune fonction officielle, à se rendre à la Maison Blanche, le 10 décembre.

M. Wolfowitz a affirmé qu'il n'avait pas soumis de « demandes fermes » au gouvernement turc. Mais, selon plusieurs quotidiens turcs, l'administration américaine a fait des propositions détaillées dans une lettre de sept pages transmise à l'ambassadeur de Turquie à Washington, Faruk Logoglu. Celui-ci aurait été convoqué la semaine dernière par le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, qui aurait demandé qu'Ankara se prononce avant le 8 décembre. Les Etats-Unis auraient demandé l'usage de plusieurs bases aériennes et ports turcs, l'appui de 35 000 à 40 000 soldats turcs ainsi que le droit de faire transiter les forces alliées par la Turquie.

La Turquie n'a jamais caché son opposition à une offensive militaire contre l'Irak. Mais, a indiqué M. Yakis, si elle devient inévitable, « bien sûr, nous coopérerons avec les Etats-Unis, qui sont un allié important avec lequel nous avons d'excellentes relations. » La question, pour le gouvernement d'Ankara, est de savoir comment limiter les dégâts. En s'engageant, fortement et tout de suite, comme l'aurait suggéré les responsables américains, dans l'espoir d'être récompensés, ou, au contraire en se limitant à une coopération minimum ?

La franchise du chef de la diplomatie turque indiquerait que le gouvernement tend vers la première option. Mais cette position ne fait pas l'unanimité. Selon le quotidien *Hürriyet*, le général Yasar Büyükkamit, numéro deux à l'état-major, se serait plaint que le Conseil national de sécurité n'a pas été consulté. Les déclarations du ministre des affaires étrangères ne constituent pas un engagement ferme d'Ankara, a fait savoir le premier ministre, Abdullah Gül. Un communiqué officiel a également précisé que, selon la Constitution, la décision finale appartient à l'Assemblée nationale.

Au moment de la guerre du Golfe, la Turquie s'était rapidement

rangée dans le camp occidental. Les dirigeants turcs évaluent à 45 milliards de dollars les pertes subies durant et après le conflit en raison de l'embargo imposé contre Bagdad. Et ils estiment que la Turquie n'a pas été suffisamment indemnisée. Paul Wolfowitz a indiqué que les Etats-Unis sont « déterminés à soutenir la Turquie, quoi qu'il arrive, et à assurer que l'économie turque continue de se remettre. S'il y a une crise dans la région, nous savons que la Turquie sera un des pays les plus affectés : nous voulons assurer que nous nous en occuperons ». Il a également rappelé que les Etats-Unis avaient appuyé la décision du FMI de prêter 16 milliards de dollars supplémentaires à Ankara en février.

Le haut responsable américain s'est déclaré « confiant que nous aurons un niveau de participation substantiel de la Turquie » et il a annoncé que « nous avons un accord pour avancer vers des préparatifs et mesures de planification militaires concrets ». Les Etats-Unis envisagent d'investir « des dizaines de millions de dollars, probablement plusieurs centaines de millions » pour améliorer les bases

aériennes turques susceptibles d'être utilisées. Le gouvernement turc redoute que la présence de troupes étrangères dans le pays enflamme l'opinion publique, qui

est clairement opposée à un conflit armé. « Il serait difficile d'envisager des dizaines de soldats américains transportés sur territoire turc vers l'Irak ou être stationnés ou déployés quelque part en Turquie, lançant des attaques contre l'Irak », a déclaré le ministre Yasar Yakis.

Un sondage effectué par l'Université d'Istanbul indique que 96,3 % des Turcs ne sont pas en faveur d'une offensive armée contre l'Irak, et que 77,4 % estiment que la Turquie ne devrait pas s'en mêler et ne pas donner accès à ses bases aériennes. Le 1^{er} décembre, plusieurs milliers de manifestants avaient défilé dans les rues d'Istanbul pour déclarer leur opposition à une attaque contre l'Irak.

Une des préoccupations principales d'Ankara est d'empêcher la formation d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak. Les responsables américains ont indiqué que la présence de soldats étrangers offrirait la meilleure garantie. « C'est fortement notre position... que la Turquie s'en tire-rait mieux si nous étions sur place pour aider à diriger ce qui vient ensuite », a déclaré Paul Wolfowitz.

Nicole Pope

Dégradation de l'image de l'Amérique

D'après une enquête dirigée par l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright et conduite par l'institut Pew auprès de plus de 38 000 personnes dans 44 pays, l'image des Etats-Unis s'est détériorée en 2002 par rapport à 2000 dans 19 des 27 pays où les données étaient disponibles pour les deux années. C'est particulièrement le cas dans les pays musulmans. En Turquie, le nombre de personnes ayant une image positive des Etats-Unis a chuté de 22 points, à 30 %. Au Pakistan, ce chiffre a baissé de 13 points, à 10 %. 69 % des personnes interrogées en Egypte ont une image négative des Etats-Unis, de même que 75 % des Jordaniens. L'image des Etats-Unis a toutefois progressé au Nigeria (+ 31 points, à 77 %), en Ouzbékistan (+ 29 points à 85 %) et en Russie (+ 24 points à 61 %). La majorité des personnes interrogées en France, en Allemagne et en Russie est opposée à une intervention militaire pour renverser Saddam Hussein. En Grande-Bretagne, au Canada et en Italie, au moins 70 % ont une image favorable des Etats-Unis. Ce chiffre est d'environ 60 % en France et en Allemagne. - (AFP.)



« Saddam Hussein doit comprendre que nous avons déjà rassemblé une puissante coalition »

PAUL WOLFOWITZ

Le Monde

6 DÉCEMBRE 2002

Sangatte: «Ma famille ignore que je vis comme un chien»

Certains migrants ont trouvé refuge dans des canalisations.

Sangatte envoyée spéciale

C'est un alignement de canalisations de ciment blanc, sur le bord d'une route, posées dans la gadoe. A l'entrée des tuyaux, des rideaux de vêtements et de couvertures mouillées. Ils sont 9 à vivre là. Le jour, ils s'accroupissent autour du feu. La nuit, ils se glissent dans les tuyaux glacés. Hier soir, on annonçait 2 degrés. Ali, 17 ans, originaire de Karkouk (Kurdistan d'Irak), sourit, l'œil malicieux, le visage à moitié caché par sa capuche: «*Bienvenue dans notre maison.*» Ces migrants sans abri seraient une centaine autour de Calais. Ali est là depuis vingt-cinq jours. Impossible d'entrer dans le centre, faute de badge. Et il n'a pas réussi à se glisser sous la bâche d'un camion pour traverser la



Ils seraient une centaine aux abords de Calais à s'abriter dans des tuyaux glacés et humides.

Manche: «*Les passeurs ont fui en Angleterre*» ou sont sous les verrous, en France.

Cache-cache. Les chaussures sont fatiguées, les blousons ne parviennent pas à sécher. Ali: «*Savez-vous où je pourrais me laver? Il y a presque un mois que je n'ai pas pris de bain, et des policiers ont jeté mes vêtements dans les flaques.*» Sur une des canalisations, un savon rose et une bouteille d'eau. Dans les bosquets, un peu plus loin, des toilettes improvisées. Par terre, des dizaines de canettes de bière, de boîtes de conserve vides. «*Nous sommes résistants*», plaisante Ali. Il sait que mardi soir, quelque 80 de ses compatriotes ont réussi à négocier l'entrée dans le centre de Sangatte, et la délivrance d'un badge, le sauf-conduit probable vers Londres. En attendant, c'est le cache-cache. «*Quand nous allons à l'église, pour chercher des vêtements secs et manger, la police est sur notre chemin*», soupire Shoghi, 25 ans. «*Comme nous n'avons pas de badge, elle nous emmène en prison* (le centre de rétention de Coquelles, ndlr). *Ce matin, à 7 heures, ils nous ont réveillés, ils nous ont dit de partir. On s'en va, et puis on revient.*» Il se met à chanter en kurde, «*à propos du mal du pays*». Askandar a 18 ans, il vient de Karkouk aussi. Il a vécu quelque temps en Iran, en Italie, a été maçon, maraîcher. «*Je suis arrivé hier. Je dors ici.*» Il désigne du menton

un chemin de terre, au bout duquel se trouve un abri de tôle et des bunkers enfouis dans le sol. «*Les Allemands ne donnent pas de papiers, les Suisses non plus. Mes amis ont obtenu l'asile en Italie, mais ils n'ont pas de travail. Il n'y en a pas non plus en France. En Angleterre, il y a du travail, mais ma famille, là-bas, me dit que les lois ont changé, que c'est pire chaque jour. Pourtant, si nous quittons notre pays, ce n'est pas sans raison.*»

Blockhaus. Les pieds s'enfoncent dans la boue. Le chemin bifurque vers un trou. Il faut se pencher pour entrer dans ce blockhaus aux allures de caverne. On n'y tient

pas debout. L'eau goutte à l'intérieur. Alignement de sacs de couchage et de couvertures sales. Une vingtaine de jeunes hommes vivent là. L'un sort sa tête du sac, lance une boutade, pouffe. Askandar ne traduit pas, mais s'excuse: «*Si on ne plaisante pas, on devient fou.*» Omar s'engouffre avec une boisson et des biscuits. C'est l'aïd, la fin du ramadan. «*Je viens d'appeler à la maison, ils préparent la fête. Je ne leur ai pas dit que je vivais comme un chien.*» On évoque les dix Afghans qui sont passés la veille, par le train. «*Ils connaissent une bonne route. Si nous venons sur leur chemin, ils sortent leurs couteaux.*» Khalid,

18 ans, vient de Karkouk: «*L'armée est venue pour m'enrôler. Celle de Saddam, pour un Kurde, c'est très dur. Ou tu te suicides, ou c'est elle qui te tue. J'ai dû fuir.*» Il était dans l'église quand elle a été évacuée. «*On m'a conduit dans un centre près d'une frontière. Je suis revenu, comme presque tout le monde.*» Soudain, les hommes se rassemblent. Un peu tendus, parlent fort. Certains s'éloignent vers Calais, d'autres vers les champs. A l'entrée du chemin, les CRS. Encore ●

En route vers l'eldorado

Hier au petit matin, 29 Irakiens et 11 Afghans, dont 3 enfants, ont quitté Sangatte pour la Grande-Bretagne, sous l'égide du Haut-Commissariat aux réfugiés. A l'abri des regards des journalistes, le petit groupe a été escorté par une haie d'honneur de réfugiés avant de se diriger vers Calais, où le Home Office a pris leur identité et leurs empreintes digitales. Ils sont montés dans l'Eurostar à Frethun. Les Afghans ont l'autorisation de rejoindre leur famille. Les Irakiens, un permis de travail de quatre ans, renouvelable. Ils pourront bénéficier de cours d'anglais et de formations professionnelles.

H. S. (Avec AFP)

HAYDÉE SABERAN

UNION EUROPÉENNE Les négociations d'adhésion pourraient s'ouvrir le 1^{er} juillet 2005

Paris et Berlin donnent rendez-vous à Ankara

LE FIGARO VENDREDI 6 DÉCEMBRE 2002

Bruxelles :
de notre correspondant
Pierre Bocey

Et de quatre. Le « moteur » franco-allemand, décidément, a retrouvé un certain régime de croisière. Objet de la nouvelle entente : l'attitude à adopter, dans une semaine au sommet de Copenhague, face aux revendications de la Turquie qui réclame à cor et à cri une date ferme pour entamer ses négociations d'adhésion. Après un accord sur l'agriculture et deux papiers présentés de conserve à la « convention » européenne, sur la défense et la coopération entre les forces de police, Berlin et Paris essaient à nouveau de faciliter les décisions à Quinze.

Rien ne dit que Jacques Chirac et Gerhard Schröder y parviendront. Certains de leurs partenaires seront durs à convaincre, car le dossier turc est délicat. Une difficulté exacerbée par les propos de Valéry Giscard d'Estaing qui, il y a un mois, avait affirmé que l'adhésion d'Ankara signifierait « la fin de l'Union européenne ».

Le président de la République et le chancelier n'en sont pas moins convenus, mercredi soir, d'un scénario qu'ils essaieront de faire avaliser par leurs pairs avant le « Conseil européen » de jeudi prochain. Il s'agit de proposer à Ankara un rendez-vous à la fois ferme et conditionnel : dans la mesure où, de l'avis de tous et même de ses plus ardents partisans, la Turquie ne respecte pas encore les

critères d'adhésion, il lui serait promis dès la fin de cette année que si elle s'y conformait dans deux ans, en décembre 2004, les négociations d'adhésion s'ouvriraient à date fixe le 1^{er} juillet 2005.

Ce calendrier est encore susceptible d'être avancé, mais de six mois au maximum : l'examen de compatibilité de la Turquie avec les critères européens



Jacques Chirac et Gerhard Schröder se sont mis d'accord, mercredi soir sur le scénario à proposer à leurs pairs : un rendez-vous pour la Turquie à la fois ferme et conditionnel.
(Photo Roberto Pfeil/AP.)

aurait alors lieu au sommet de l'Union de juin 2004 et, en cas d'évaluation positive, les pourparlers seraient engagés début 2005. Mais c'est là la version la plus rapide possible. Dix-huit mois ne seront pas de trop pour donner à Ankara le temps d'honorer ses promesses de réforme. De plus, même si on ne le dit pas tout haut, personne ne souhaite que le débat sur la Turquie interfère avec la campagne électorale avant le renouvellement du Parlement européen, en juin 2004 : ne pas donner d'arguments aux Le Pen de tout bord.

Ce calendrier ne s'imposera pas nécessairement à Quinze. Certains, l'œil rivé sur les souhaits de Washington comme les Britanniques, voudraient encore accélérer le mouvement : il s'agit d'arrimer la Turquie au plus vite, ne serait-ce que dans

la perspective d'un conflit avec l'Irak. Dans l'analyse faite à La Haye ou à Vienne, au contraire, rien ne presse. Bref, le consensus sera difficile à trouver dans une semaine.

Et, surtout, il est vraisemblable que le scénario sera récusé par la Turquie. « Nous n'accepterons ni une « date pour une date », ni une « date conditionnelle », répète le nouvel homme fort d'Ankara, Recep Tayyip Erdogan. Des Quinze, il réclame une vraie date, sinon, avertit-il, « vous attiserez la flamme du conflit des civilisations ».

Au-delà de l'incantatoire, son exigence ne manque pas de logique : à supposer qu'ils l'entérinent en principe, les Quinze voudront, avant de mettre en application le scénario Schröder-Chirac, que la Turquie fasse preuve dès maintenant de bonne volonté sur deux dossiers clefs.

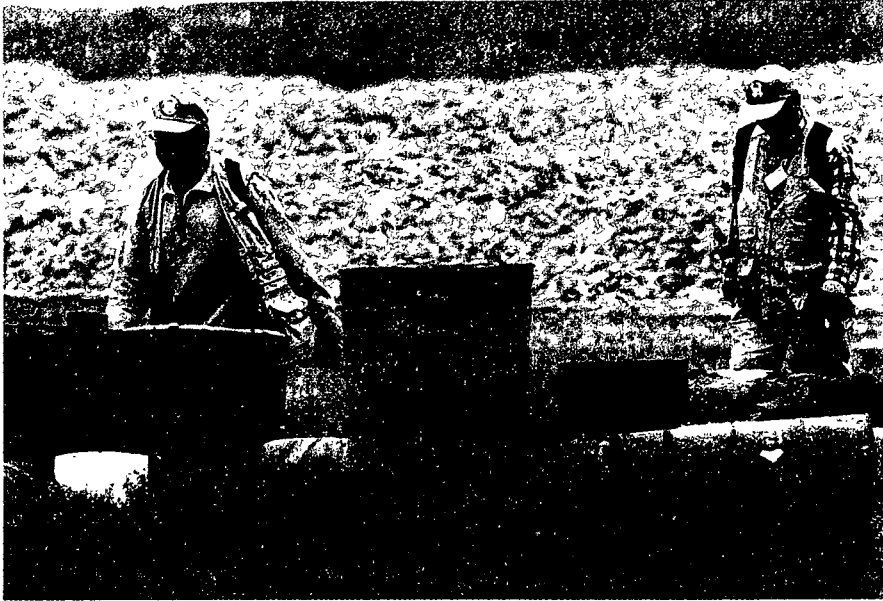
Le refus de la Turquie

La proposition franco-allemande n'enchantait pas Ankara. La réponse est venue, hier soir, du ministre turc des Affaires étrangères, Yasar Yakis. Nette. « Non. Nous n'accepterions pas », a déclaré le ministre turc à Bruxelles. « C'est à l'Union européenne de décider mais nous éprouverions des difficultés extrêmes à expliquer cela à l'opinion publique turque », a ajouté M. Yakis. Et de conclure : « Il y a d'autres pays qui se sont vu accorder une date » avant que leur respect des critères de Copenhague ne soit acquis.

Les Européens en attendant en effet un coup de pouce pour régler l'épineux dossier chypriote, et pour enfin donner son aval à la mise en place d'arrangements permanents entre l'Union et l'Otan. Faute de quoi, dans un cas, ils seraient obligés d'« importer » un conflit territorial avec l'adhésion de l'île d'Aphrodite toujours divisée et, dans l'autre, placés dans l'impossibilité de mettre en œuvre l'Europe de la défense.

Ce sont là deux atouts dont Erdogan peut difficilement se dessaisir en échange d'un rendez-vous en 2004, fût-il assorti d'une promesse pour 2005 si tout va bien côté droits de l'homme et réforme économique. D'autant qu'une fois accompli l'élargissement de l'Union à dix nouveaux Etats membres, prévu pour le 1^{er} mai 2004 et donc avant l'examen décisif du dossier d'Ankara, le sentiment antiturc risque de s'être intensifié en Europe avec l'adhésion de pays aussi ouvertement catholiques que la Pologne.

Sauf nouvel élément difficile à imaginer, l'impasse menace donc. Sans même tenir compte des négociations d'élargissement à boucler avec les Dix et des questions de gros sous que cela sous-tend, le sommet de Copenhague semble devoir relever de la quadrature du cercle.



The pressure on Iraq

Inspecting, squeezing, threatening

CAIRO

With Iraq half-bending under the strong-arm tactics of America and the United Nations, the Arab world holds its collective breath for the next stage

AS THE fasting month of Ramadan ends, and the December 8th deadline for Iraq to disclose its weapons programmes nears, anxiety is mounting in the Arab world. Western pressure on Saddam Hussein's regime, both physical and verbal, continues unabated. Those who are applying the squeeze see Mr Hussein's wary co-operation with the Security Council as a vindication of strong-arm tactics. The Islamic faithful see Mr Hussein as a victim of American bullying.

The UN weapons inspectors have been niggled at by the Iraqis for spying and by the Americans for being too soft. But on the whole the inspections have gone well, so far. Before the programme was suspended in 1998, Iraq had denied the inspectors access to some sites on grounds of "national honour". Yet this week guards opened the gates to a presidential palace compound in central Baghdad with hardly a murmur. Inspectors visited a dozen other sites unimpeded, but have yet to exercise further intrusive privileges, such as the right to use drones and helicopters, and the right to take Iraqi technicians outside the country for interview.

The more immediate test comes with Iraq's disclosure list. In another show of accommodation, Iraqi officials declared that they would produce the declaration a day early. The list, they said, would describe their biological, chemical, missile and nuclear technologies, but would also, they insisted, confirm Iraq's contention that it has nothing to hide.

Much hinges on this declaration. The Security Council's Resolution 1441 says that omissions or "false statements" would constitute a material breach of its rules, and therefore represent grounds for the use of force. Donald Rumsfeld, the American secretary of defence, said this week that "any country on this earth with an active intelligence programme knows that Iraq has weapons of mass destruction." He added that if Iraq's declaration fails to satisfy, America would not necessarily wait for UN approval to strike Baghdad. His deputy, Paul Wolfowitz, trimmed this message a little when he told NATO ambassadors on Wednesday that Iraq's declaration would not, in itself, trigger a decision on military action.

Yet the threat is there and, backing it up, America is pursuing a military build-up that has doubled its manpower in the region since September to some 50,000, including at least 10,000 troops in Kuwait. Recent naval redeployments suggest that up to five of America's 12 aircraft carriers may be stationed around the Gulf by mid-December. Exercises to test a newly-installed American command-and-control facility in Qatar are to be held next week, with Mr Rumsfeld in attendance.

British and American aircraft, meanwhile, continued their heightened patrolling, and bombing, of the so-called no-fly zones that cover two-thirds of Iraq's territory. Since September they have dropped over 1m leaflets warning Iraqi forces not to provoke them; they have also struck 20

separate targets on 13 occasions since Iraq declared its co-operation with Resolution 1441 in early November. This has prompted successive Iraqi complaints to Kofi Annan, the UN's secretary-general.

The muscle-flexing has been matched by shows of diplomatic force. As the British government released a report designed to remind the world of the Iraqi regime's past atrocities, it also pointedly invited Bashar Assad, until recently thought to be an Iraqi sympathiser, for the first-ever state visit by a Syrian president. The atrocities committed by Mr Assad's father are now, presumably, to be forgotten.

Bargains with the neighbours

Mr Wolfowitz flew to Turkey, a geographically crucial staging post, to bargain for a bigger Turkish contribution to any future war effort. America's determination to enlist the Turks was underscored by promises of both financial aid and all-out support for Turkey's long-sought admission to the European Union. In return the Turks said that they would allow American troops to use their air space and facilities, but only if there was a second UN resolution endorsing military action.

Iran, another powerful neighbour, hinted that it would enhance co-operation with the country it used to call the Great Satan. It might provide its own intelligence on Iraqi weapons development, and might also give a green light for the Tehran-based Iraqi opposition to collaborate with any American plan for "regime change".

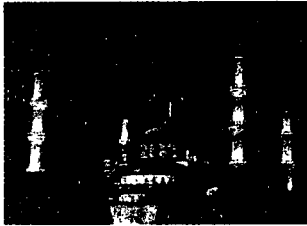
Iraq's third big neighbour, Saudi Arabia, was meanwhile put on the defensive by a barrage of accusations in Washington that it is soft on terrorism. Extricating itself from the charges may involve, as a quid pro quo, a stronger show of support for American policy towards Iraq.

Quiet American diplomacy in Arab capitals also seems to be producing the desired result. This does not necessarily mean overt action to squeeze Iraq, which would be difficult given the Arab public's strong and undiminished hostility to American policy. Simple inaction may turn out to be good enough. For example, calls by Arab commentators for a concerted offensive to stave off an American attack on Iraq have been met by a stony silence from Arab leaders.

The only real comfort Mr Hussein is getting comes, oddly enough for a secularist whose regime has assassinated prominent clerics, from mosque pulpits. In a sermon delivered on November 29th before an estimated 2m pilgrims gathered for the final Friday prayers of Ramadan, the imam of the Great Mosque at Mecca called on God to spare Muslims from "the evil of tyranny", by which he was assumed to mean the United States. And an on-line *fatwa*, on an Islamic website that is considered to be both moderate and mainstream, instructed believers that to co-operate with America in attacking Iraq would be "a grave crime and a heinous sin". ■

Turkey belongs in Europe

The European Union should be willing to bring Turkey into its ever-growing club



A NEW map of the old continent is unrolling at a dizzying speed. It now seems very likely that by the end of next week a European Union of 15 countries containing some 370m people will have asked another ten countries with 90m more people to join the show. This invitation comes a bare month after NATO asked another seven countries, most of them in that same batch of would-be newcomers to the EU, to join the world's greatest military alliance. A mere decade-and-a-half ago, when the world's pair of then superpowers—the United States and the Soviet Union—were glowering at each other across a nervous European continent divided by barbed wire and antagonistic ideologies, the notion of so dramatic a turnabout would have been absurd.

A Union based on values

Yet even these extraordinary events pale beside what may well be the trickiest conundrum for Europe's leaders when they meet next week in Copenhagen. That is the question of whether Turkey, a Muslim country of nearly 70m souls, which is already part of NATO, should be invited, with real intent provided that the applicant meets rigorous conditions, to join Europe's top civilian club too. It is a massive question, because it raises the issue of where the geographical boundaries of the EU should end. Might Russia itself, one day, be included? Could Morocco ever make the grade? Indeed, if Turkey joined, why not, one day, its neighbour, Iraq?

It is hard to answer that question without deciding what the ultimate purpose of the EU is. But here there is no consensus: the habit of the EU has been to invent itself as it goes along. Its shape and purpose are evolving. It is plainly becoming a hybrid: much more than just a free-trade area but much less than a superstate. For many of its members, not just for those awkward Britons but also for prickly newcomers such as the 40m Poles, a headlong drive towards political and even military integration will be resisted. *The Economist* would prefer this looser sort of Europe, perhaps comprising overlapping inner clubs of those who wish to integrate more tightly. As for Russia, or Morocco, why should geography, or religion, dictate who might join? If the European idea is to inspire, it ought to be about values, not maps or tribes. Countries that can subscribe to the core values of democracy and freedom should be eligible as candidates, be they Slavs or Muslims, and no matter how far they are in miles from Paris or Berlin.

At some point, any club bumps into the danger of growing so big that the benefits of belonging to it are diluted. If the EU continues to insist on every new member adopting its common currency, the laws of economics mean that the limit will be reached sooner rather than later. But no such question of optimal size is raised by the question of Turkey. The Turks want Europe, as a mark of sincerity, to name at least a date when, provided that progress towards market stability and a better upholding of human rights continues, they can start for-

mally negotiating for entry into the EU—even though they know they are unlikely to be ready for actual membership for another 10-15 years. The Europeans should agree.

That does not mean that there are no reasons to be wary. Once negotiations have begun, it will be harder later, at any time, to reject Turkey without provoking the same anti-western and even anti-Christian fury that an invitation is meant to dispel. And it is true that, as things in Turkey stand, progress will have to speed up still more if it is to qualify even for starting negotiations. An admirably radical reform package enacted in August and further proposals put forward this week still need implementing. The treatment of dissidents, ethnic minorities and ordinary prisoners must yet improve: torture is less frequent but still common. The loosening of restrictions against the Kurdish language in broadcasting and education is still tentative. The generals still have too great a say in politics. The market economy is fragile. A strong new government with a big majority in parliament and Islamic roots in the country has made a good start. But it is early days. An unconditional promise to start negotiations would be silly.

Moreover, those in Western Europe who question where the EU would end and what sort of Union would evolve if 70m Turks became part of it have a point. Membership for a country whose land mass is overwhelmingly in Asia would indeed be anomalous. And at a time when Europeans are gathered at a convention in Brussels to produce ways of streamlining decision-making and to make the running of the EU more understandable to its citizens, it may seem odd to digest yet another country that may well, if demographic trends continue, become the Union's largest in a generation or so.

But the reasons for being bold and generous towards Turkey are stronger still. It straddles east and west. Its finest historic landmarks are indubitably in Europe—on the western side of the Bosphorus. As a longstanding NATO member, it has been a crucial part of Europe's defences. It has been a beacon of good sense in a combustible bit of the world. And as part of any deal, Turkey's new government would be expected to squeeze its hitherto recalcitrant cousins in Cyprus into accepting the latest sensible idea presented by the United Nations for a loosely confederal system.

The tie that could bind Islam and the West

Perhaps most important, an EU that is open to Turkey should send a message to the troubled Muslim world of today: the West does not consider Islam and democracy incompatible as long as Islam doesn't. Within the EU's current borders live a good 15m or so Muslims, whose rights are well protected in law. Albania and Bosnia, both states with partly Muslim heritages, should be equally valid candidates, eventually, for EU membership. Later, the net might stretch wider still.

Since the Ottoman empire's fall, Turkey has been at best a sporadic and flawed democracy with weak traditions of civic virtue. But of late it has been improving remarkably. Offering a provisional date for the start of negotiations is an historic chance for Europe but also for the Muslim world to show that their two great civilisations are not fated always to clash. ■

U.S. forces nearly in position for attack on Iraq

By Eric Schmitt

The New York Times

WASHINGTON: The United States will soon have enough heavy tanks, warships, aircraft, bombs and troops in the Gulf region to enable it to begin an attack against Iraq sometime in January, senior military officials say.

About 60,000 soldiers, sailors, Marines and airmen, as well as about 200 warplanes, are in or near the region. The army alone has 9,000 soldiers, 24 Apache helicopter gunships and heavy equipment for two armored brigades in Kuwait. Equipment for a third brigade is steadily arriving on ships usually based in the Indian Ocean, and some matériel will be stored at a new \$200 million logistics base, Camp Arifjan, south of Kuwait City.

By late this week, four aircraft carriers will be poised to strike Iraq on short notice, with a fifth in Southeast Asia ready to steam to the Gulf in a crisis. Two U.S. carriers — the George Washington and the Abraham Lincoln — are heading home, but the navy will keep their crews together about two weeks longer than the usual 30 days after arrival in case they are ordered back to the Gulf.

Special Operations forces in the region are refining plans to hunt for Scud missiles and clandestine weapons of mass destruction in Iraq.

About 1,000 military planners, led by General Tommy Franks, have assembled in Qatar and other Gulf states for a computer-simulated exercise that begins Monday and is intended as a model for an offensive against Iraq, officials said.

Taken together, these are unmistakable signs that before long, President

George W. Bush will be in a position to order an attack to disarm Iraq and topple Saddam Hussein, and have it carried out within days, senior military officials said.

"The pieces are going into place that are the basic building blocks for a combination of military options," said Senator John Warner, a Republican from Virginia, who will take over the chairmanship of the Armed Services Committee next month.

Or as a senior defense official put it last week, "We are rapidly getting to the point where if called upon, we'd be able to execute operations in Iraq."

The steady buildup — brought together with little fanfare by air and sea — is intended to put increasing pressure on the Iraqi government to disarm, and perhaps to persuade Saddam's generals to defect or rebel against him.

"This is really their last chance to decide to either have a peaceful resolution, which requires giving up those weapons, or have us do it by force," Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz said last week in Turkey.

For now, any talk of war is muted as the administration prepares to review Iraq's declaration of any weapons of mass destruction that it may possess. Officials say that the process of dealing with Iraq's disclosure — including any subsequent diplomatic discussions, further weapons inspections and possibly another UN resolution — could delay any attack for weeks or months.

"There are no artificial timetables here," said a senior administration official. "There are a number of military

options, not all of them the options that everyone seems to have in mind at this point. And I wouldn't fall into the trap of saying 'If they don't go by X, they can't do anything.'"

Pentagon officials say the armed forces could attack now, if required, but several diplomatic and military steps would need to be completed before the United States could go to war on its own terms, officials said.

The administration wants to use Turkey as a major staging base for U.S. ground troops, who would swoop into

northern Iraq to protect the vast oil fields of Kurdistan and combine with allied forces pushing up from Kuwait to put the government in Baghdad in a vise.

But Turkey has balked at permitting ground forces, prompting the White House to invite Recep Tayyip Erdogan, the leader of the largest party in Turkey's new governing coalition, to meet with Bush on Tuesday.

"We're quite comfortable with what we can do from the south," Wolfowitz said last week. "Obviously, if we are going to have significant ground forces in the north, this is the country they have to come through. There is no other option."

Britain, another vital ally, is expected to contribute several thousand armored forces, but has yet to send them.

The New York Times

Monday, December 9, 2002



U.S. Navy/Agence France-Presse

General Tommy Franks, seated, head of U.S. central command, conferring with an officer ahead of exercises this week in Qatar.

Combats pour le contrôle du nord-est du pays

Affrontements meurtriers entre Kurdes et islamistes

Tanguy Berthemet

De violents affrontements ont opposé, mercredi, les hommes de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et des miliciens islamistes pour la mainmise d'une région montagneuse au nord de l'Irak.

Selon un porte-parole de l'UPK, cité par Reuter, les forces d'Ansar al-Islam, un groupe fanatique soupçonné d'entretenir des liens avec al-Qaida a lancé une attaque, vers 4 heures du matin, sur les deux collines de Girdi Drozni et de Tapa Koera. « Ils ont profité d'un relâchement de notre vigilance durant Aid-el-Fitr, la fête de fin du ramadan, pour lancer un assaut », détaille Moustapha Saïd Qader, un officier du UPK.

Une vingtaine de pechmergas auraient été tués et autant capturés. Ces derniers auraient été exécutés peu avant que les troupes de l'UPK lancent une contre-attaque victorieuse. Le contrôle de ces hauteurs est un point clé pour sécuriser la fertile vallée d'Halabja. Ces combats ne sont que les derniers d'une longue série entre l'UPK et l'Ansar al-Islam qui tient une petite bande de terrain montagneuse à la frontière iranienne. Depuis des mois l'UPK qui, depuis la fin de guerre du Golfe en 1991, contrôle de

facto en compagnie de Parti démocratique du Kurdistan le nord de l'Irak, tente de bouter les islamistes hors de leur fief. L'UPK affirme qu'Ansar serait membre du réseau dirigé par Oussama ben Laden et il compterait parmi ses 500 hommes une cinquantaine de soldats arabes qui auraient fui l'Afghanistan après la chute du régime taliban. Les dirigeants seraient d'autant plus inquiets qu'ils redoutent, en cas d'attaque américaine sur Bagdad de devoir combattre sur deux fronts. Certaines sources assurent qu'ils auraient toutefois refusé un appui aérien de l'US Air

L'UPK affirme qu'Ansar al-Islam serait membre du réseau dirigé par Oussama ben Laden

Force pour déloger les islamistes.

Ansar actif dans cette région depuis septembre 2001 entretendrait d'importants contacts avec le régime de Bagdad. Ainsi, dimanche, le Conseil suprême de la révolution chiite réfugiés à Téhéran, a accusé des troupes d'élites irakiennes de s'entraîner avec des islamistes liés à al-Qaida. D'après cette organisation une soixantaine de « fedayin de Saddam », une milice dirigée par Uday le fils de Saddam Hussein, organiserait des manœuvres communes

avec les hommes d'Ansar al-Islam, au nord de l'Irak. « Ces entraînements ont été confirmés par nos services de renseignement et auraient pour but de monter des opérations spéciales contre des intérêts américains avec le soutien financier du régime irakien », assure un communiqué envoyé au bureau de Reuter à Beyrouth.

(Avec Reuter.)

LE FIGARO SAMEDI 7 - DIMANCHE 8 DÉCEMBRE 2002

IRAN Plusieurs dizaines d'arrestations, samedi, à la suite d'une nouvelle manifestation étudiante

La crise irakienne inquiète Téhéran

Au lendemain d'une manifestation de partisans des réformes politiques qui s'est tenue samedi à Téhéran, 30 personnes étaient toujours en détention, hier, sur un total de 200 personnes interpellées. Quarante autres ont été libérées sous caution, a annoncé hier un responsable municipal.

La manifestation de samedi avait rassemblé quelque 8 000 personnes à l'université de Téhéran et dans les rues adjacentes, et certains habitants s'étaient joints aux étudiants. La police était intervenue sans ménagement.

Ces manifestations, jusque-là confinées aux campus, mettent en évidence l'agitation qui couve dans le pays, où les initiatives réformatrices du président modéré Mohammad Khatami se heurtent à un puissant noyau conservateur.

Claude Lorieux

La guerre américaine qui se profile aux frontières de l'ouest influe sur le combat des factions iraniennes, dont l'agitation étudiante est l'une des manifestations.

La classe politique semble prendre conscience que les luttes entre conservateurs et réformateurs, ne pèsent pas lourd face au risque de voir toute la ré-

gion bouleversée par une guerre en Irak. C'est en tout cas l'avis d'observateurs avertis de la scène téhéranaise.

Solidement installés dans le golfe Persique depuis la libération du Koweït, implantés en Asie centrale depuis leur intervention contre les taliban, les Américains devraient, en bonne logique, compléter par l'Irak ce qu'un universitaire iranien appelle « l'encercllement du pays ».

Pour l'ancien parlementaire Ahmad Salamati, qui vit à Pa-

ris, « tout le monde est convaincu que quand la situation sera clarifiée en Irak, la première préoccupation des Etats-Unis sera l'Iran », que George Bush inscrivit naguère au tableau noir de son « axe du mal ». D'autres pensent à l'Arabie saoudite. Mais enfin...

Azadeh KianThiebaut, chercheur au CNRS, fait cependant valoir que « si la menace extérieure joue un rôle dans les événements actuels, les facteurs intérieurs sont essentiels ».

L'affrontement entre les conservateurs, rassemblés derrière l'ayatollah Khamenei, « guide de la révolution », et les Réformateurs, du président Khatami, tourne essentiellement autour de trois affaires : la condamnation à mort du philosophe et ancien combattant Hachem Aghajari pour avoir appelé de ses vœux un « protestantisme de l'islam », la révolte des étudiants contre ce « verdict haineux et dégoû-

tant », selon le président du Parlement, et surtout peut-être l'avenir de deux projets de loi déposés par le président de la République dans l'espoir d'arrêter l'effritement de son influence sur les affaires publiques.

A un an et demi des prochaines élections législatives, Khatami tente d'arracher au Conseil des gardiens, un bastion des conservateurs, le privilège redoutable d'éliminer, comme à la foire, les candidats dont la tête leur déplaît. Et c'est pour amener Khatami à renoncer à son projet que des « ultras » auraient multiplié les provocations, le procureur allant jusqu'à disputer la révision du procès d'Aghajari exigée par le guide.

Dûment sermonnés par des stratèges réformateurs, les étudiants ont, quant à eux, refusé de tomber dans le panneau : ils se sont jusqu'à présent abstenus de sortir massivement des campus pour manifester dans

LE FIGARO LUNDI 9 DÉCEMBRE 2002

les rues, où les attendent tous les « gros bras » de la République islamique. S'ils cédaient au mirage, ils offriraient aux « durs » l'occasion de proclamer l'état d'urgence et d'en finir avec les dérives démocratiques de ce rêveur de Khatami !

Le président de la République ira-t-il jusqu'à la rupture pour imposer les réformes constitutionnelles qui lui permettraient enfin de faire évoluer l'Iran ? Il a parlé de référendum, voire de démission. Beaucoup en dou-

tent. N'aurait-il pas encore récemment fait part à des amis de son intention d'attendre l'expiration de son mandat et de se mettre à l'écart de la politique ? « *Khatami est dépassé !* », tranche le chercheur Olivier Roy.

Son sursaut inattendu de l'automne laissait pourtant entrevoir un éclaircissement de la paralysante « *cohabitation à l'iranienne* ». Certains espéraient qu'une personnalité,

Khatami ou Rafsandjani, s'imposerait. L'Iran parlerait enfin d'une voix forte pendant la guerre ou pendant une hypothétique négociation avec Washington.

Les risques d'embrassement régional ont, semble-t-il, mis à mal les stratégies partisans. L'avenir de l'Irak, est une inconcue obsédante pour les dirigeants de la République islamique : huit ans de guerre les ont marqués ! Un journaliste iranien conclut : « *Le scénario*

de rupture menant à la démission de Khatami est dépassé. Réformateurs et conservateurs préfèrent préserver le statu quo tant qu'on n'y verra pas plus clair à Bagdad ». Les modérés des deux camps commenceraient à se parler pour éviter que les conflits ne dégénèrent. Seront-ils longtemps écoutés ? Quant à la grande explication au sommet, elle serait remise aux calendes persanes. Et ce ne serait pas la première fois !

Protests in Iran ■ By Jeff Jacoby

At last the State Department supports this call for freedom

BOSTON
People who care about Iraq have something to be grateful for, now that the U.S. State Department has finally come out foursquare in support of the hundreds of thousands of Iranians who have been demonstrating for an end to the country's ruthless Islamic dictatorship.

"Iranian officials are fully aware ... that these are genuine calls for reform and they come directly from the hearts of their own citizens, the people of Iran," the State Department spokesman, Philip Reeker, said Wednesday. Freedom of expression is enshrined in the Universal Declaration of Human Rights, he pointed out, "but when Iranian citizens try to exercise this right and appeal to their government for reform, they are met with violence, with arrests, and with death sentences."

That marked a notable shift in attitude from Reeker's press briefing five days earlier. When he was asked then about the stunning anti-government demonstrations that have been convulsing Iran, the exchange went like this:

Q: "Do you have any reaction to the large protests that are going on now and some pretty severe action by police?"

Reeker: "I have not seen anything more than some press reports. As you know, we do not have an embassy in Iran, so I do not have any particular reporting or reaction to give."

Q: "You don't want to spur them on?"

Reeker: "I do not have facts ... so I do not have anything on that."

Q: "They've been protesting for three weeks."

Reeker: "I've commented on it in the past."

Q: "I just want an answer on something. You don't have any reaction to [the] pro-reform demonstrators?"

Reeker: "We have, for a long time, suggested that the Iranian government should listen to its people. We have discussed our

concerns with the Iranian government ... Our policy on Iran has not changed. I just do not have any minute-by-minute or day-to-day update or reaction on any particular developments there."

What prompted the change I don't know. But if the Department of State is finally prepared to support George W. Bush's policy on Iran, it can only be good news for the war against radical Islamist terrorism.

It has been nearly a year since Bush labeled Iran a member of the "axis of evil," denouncing the "unelected few" — the ruling mullahs in Tehran — who "repress the Iranian people's hope for freedom."

The president's words were enthusiastically welcomed inside Iran, where the re-

Every friend of liberty
should be cheering on
Iran's people as loudly
as possible.

gime is widely despised and America widely admired. When the Voice of America broadcast a translation of the speech into Iran, it was deluged with hundreds of appreciative phone calls, faxes and e-mails.

But there was no such enthusiasm in Colin Powell's State Department, which prefers a soft policy of diplomatic engagement with Iran. For months, the department kept making approving noises about Tehran's "cooperation" with the U.S. campaigns against Afghanistan and Iraq, and pushed the notion that there are "reformers" in the Iranian regime whose support America should cultivate. It had nothing to say about the Iranian students who have been

risking life and limb to challenge the tyrants responsible for turning Iran into a hellhole of fascist repression.

The extraordinary scenes in Tehran, Tabriz and Isfahan evoke memories of 1989,

when pro-democracy demonstrations drew massive throngs into the streets of Eastern Europe and China. In Europe, those demonstrations led to freedom; in China, they led to the massacre around Tiananmen Square.

Which way Iran will go — the toppling of the dictatorship or a brutal crackdown on the demonstrators — there is no way to know. But every friend of liberty should be cheering on Iran's people as loudly and encouragingly as possible.

Bush avidly favors regime change in Tehran. "The people of Iran want the same freedoms, human rights, and opportunities as people around the world," he declared in July. He again condemned the "unelected" theocrats who rule Iran and blasted their "uncompromising, destructive policies."

To the demonstrators in the streets, the president sent a message of wholehearted support: "As Iran's people move toward a future defined by greater freedom [and] tolerance, they will have no better friend than the United States of America."

Why the rest of the Bush administration has not been equally vocal is a mystery. Even more mysterious is the silence of the press. The uprisings of 1989 were front-page and top-of-the-broadcast news for weeks on end. The astonishing protests in Iran ought to be drawing equally ardent coverage.

We are witnessing an amazing moment: The people who have lived under radical Islam the longest want desperately to overthrow it. Across Iran, demonstrators have been chanting "Death to the Taliban, in Kabul and Tehran."

The world's foremost sponsor of international terrorism, one-third of the axis of evil, may be on the brink of collapse. Shouldn't the rest of the world be doing everything it can to push it over the edge?

The Boston Globe

Friday, December 6, 2002

INTERNATIONAL
Herald Tribune

U.S. senators visit Iraq's Kurds and vow support

By C. J. Chivers

The New York Times

ARBIL, Iraq: A delegation from the Senate Foreign Relations Committee has toured Kurdish-controlled northern Iraq and pledged U.S. support as part of the coalition being assembled against Saddam Hussein.

It was a bit of high-level U.S. engagement on Iraqi soil, and Kurds appeared pleased with what they heard over the weekend. Borrowing from a local saying that Kurds have no friends but the mountains, Senator Joseph Biden Jr., Democrat of Delaware, chairman of the committee, told a special session of the Kurdish Parliament on Saturday that "the mountains are not your only friends."

The remark was seen as an unmistakable signal of U.S. support, and Biden received a round of grateful applause. Since Saddam's Ba'ath Party took power in 1968, Iraq's Kurds have endured forced expulsions, mass executions and poison-gas attacks. Residing in a dangerous and isolated pocket of the Middle East, they make no secret of their need for friends.

With the possibility of war looming, the Senate delegation is on a weeklong

trip visiting leaders in northern Iraq, Jordan, Syria, Turkey and Saudi Arabia, as well as Israel and the Palestinian territories, and General Tommy Franks of the U.S. Central Command, which is conducting an exercise in Qatar.

Northern Iraq, with its overwhelming Kurdish population, is a vital area in the event of war, a possible staging ground for U.S. troops and sanctuary for Iraqi refugees. But for Kurds, thoughts of removing Saddam summon a mix of joy and unease.

Since 1991, when the United States and Britain began enforcing a no-flight zone over much of the Kurdish region, Kurds have created a lively autonomous zone in an area outside Saddam's control. Iraqi Kurdistan, as the region calls itself, has such instruments of democracy as elections and a free press, and such signs of modernism as cellular phone networks and Internet cafés.

Should Saddam be removed from power, in all likelihood Kurds would rejoin Iraq, and be reshuffled into a government in which they would be a minority. They worry that much of their gain could be lost. They also worry that if Saddam senses he is cornered, they would be vulnerable to chemical or biological attacks.

Aware of these misgivings, Senator Chuck Hagel, Republican of Nebraska, reassured the Parliament that the Kurdish experience could be a model for greater Iraq. "America is your friend and partner in this exercise," he said.

Speaking from a city just a few hours' drive from Baghdad, he also delivered a strong message to Saddam.

"Saddam's regime must be accountable for the crimes against humanity, and the crimes against Iraq's Kurds, that it has committed during his brutal

reign," he said.

In addition to addressing the legislators, the senators toured a refugee camp, met with aid organizations, and with widows of the village of Barzan, where Saddam's troops seized thousands of boys and men in 1983.

While the message of U.S. support was strong, it was not unconditional, and had its limits. The senators repeatedly turned away questions about whether Kurds might be enlisted to fight alongside U.S. troops, or about providing logistical support or chemical-weapons defense for Kurdish fighters and civilians.

A U.S. official who attended a closed dinner between the senators and senior Kurdish leaders, said Biden emphasized what was expected of the Kurds: that they would participate in a united Iraq, for all ethnicities and parties, and that the two primary Kurdish parties — the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party — resist falling back into the civil war they fought in the mid-1990s.

He also told them, the official said, that "Kurds have to be committed to understanding the concerns of their neighbors" — a reference to Turkey.

Turkey, an essential U.S. ally in any significant military action, has told Washington that it worries about Kurdish ambitions in Iraq spreading to its own restive Kurdish minority. Kurds and Turks have also been sparring over the future of Kirkuk, an oil-rich city just south of the current Kurdish zone that both Kurds and Turks claim.

December 9, 2002

The New York Times

Turks begin big push to hasten EU entry talks

Ian Black in Brussels

Turkey began a final effort last night to persuade European governments and public opinion that it deserves an early start to talks on its long-coveted entry to the EU.

Four days before the EU Copenhagen summit, Tayyip Erdogan, the leader of the newly elected AKP party, flew to the Danish capital to urge a historic shift in Europe's relations with the Muslim world.

He insisted that the talks should begin next year, but the best offer so far is January 2004.

Even that is too soon for some. Only yesterday the German opposition leader, Edmund Stoiber, said Turkey was too poor and too "different" to join a "Christian club".

Turkey's political shove was backed up by four of Turkey's leading business groups, which began a Europe-wide advertising campaign to pro-

mote its candidacy directly to the public in 40 daily papers.

As foreign ministers meet in Brussels at the beginning of this week to complete the arrangements to take in 10 new members, Mr Erdogan will be going to Washington in an effort to ensure continued US support.

No decision can be taken on a date to start discussing Turkish accession until the EU heads of government meet at the summit on Thursday.

Anders Fogh Rasmussen, the Danish prime minister and summit host, has sought to lower its expectations. "No date will be given in Copenhagen," he told the German newspaper Welt am Sonntag.

In the past few days, however, there has been a growing momentum for an offer far more generous than seemed likely just a few weeks ago.

On Thursday France and Germany said the EU should review Turkey's progress on human rights in 2004, with a view to opening talks in July 2005. Italy and Greece then

went further, calling for talks to begin in January 2004.

EU diplomats say the key question is whether there will be enough progress towards a settlement in Cyprus to justify giving Ankara what it wants.

The divided island is one of the nine candidates whose memberships will be rubber-stamped in Copenhagen, and the United Nations has envisaged bringing its Turkish and Greek communities to a preliminary agreement by the time the EU summit opens.

But the Turkish Cypriot leader, Rauf Denktash, said at the weekend that he saw little hope of agreeing to unite the island before Thursday.

It is just possible that the two communities could make an interim deal in 11th-hour talks, but Mr Denktash said he was not optimistic, after a lukewarm Greek Cypriot response to the UN proposals.

Greece has indicated that it will block the entire enlargement process if Cypriot membership does not go ahead.

Turkey, meanwhile, says it

December 9 2002

The Guardian

could do more to influence Mr Denktash in favour of a deal in Cyprus if it gets real progress on its own accession.

The EU also requires Turkey to end its opposition, as a Nato member, to the EU's fledgling rapid reaction force using Nato equipment.

A senior EU official said: "In a virtuous circle and the best of all worlds you could bag a Cyprus settlement, the accession of a united Cyprus, significant forward movement in EU-Turkish relations and a deal on EU defence policy."

The summit has to conclude

cliff-hanging negotiations on the final package for the applicant countries. Poland, the biggest of the 10, is holding out for more cash. Malta, Hungary and the Czech Republic are demanding other concessions.

Germany has said the Danes were too generous in making

a final offer of €2.45bn on top of the €42bn (£27bn) already offered for 2004-2006. An EU negotiator said: "Those countries which are holding out really need to ask themselves if they are going to do any better or meet a brick wall."

A federal, pluralist state ■ By Barham Salih

The Kurdish democratic model could save Iraq

The United Nations weapon inspectors in Iraq are assigned the task of dealing with the symptoms but not the underlying causes of the danger Iraq poses to world peace. Disarmament is vital, but it should not distract us from the often overlooked fact that the presence and use of weapons of mass destruction in Iraq stem from its abject failure as a state, not just the violence of one man or one regime.

Afghanistan's poverty made it vulnerable to foreign influence and the lure of terrorism. Iraq's failure is deadlier. Its considerable resources have been used to create a repressive and brutal regime that is a threat to Middle Eastern and global security. The aggression and defiance will continue until the chronic disease of failure afflicting Iraq is eradicated.

For most Iraqis, President George W. Bush's Sept. 12 speech to the United Nations represented a welcome departure from previous U.S. policy. By committing the United States to a democratic Iraq, Bush laid the foundation for a new regional security order, abandoning reliance on unaccountable and repressive elites for a false notion of stability in the Middle East.

Peace and stability in the strategically vital Gulf area will come only from fundamental political change in Iraq and by building on the democratic experiment that has taken root in Iraqi Kurdistan.

Skeptics will argue that Iraqi history inspires little confidence in the prospects for democracy. Today's pariah state, the totalitarian terrorist regime that has committed mass murder against the Kurds — and, indeed, against the Arabs — is a product of that history. Thanks to the Ba'ath regime, every conceivable difference between Iraqis — social, tribal or ethnic — has been exploited to divide and oppress.

The reason for the cycle of instability and violence is that the British-created state of Iraq was based almost exclusively on the Sunni Arab minority. At the 1921 Cairo Conference that annexed the Kurdish north to the Sunni Arab center and Shiite Arab south of the country, Winston Churchill warned that Iraq would be governed by violence. He wrote that a future

Arab ruler "with the power of an Arab army behind him ... would ignore Kurdish sentiment and oppress the Kurdish minority."

Over the years, the ethnic base of state

power has shrunk as the Ba'ath party added many Sunni Arabs to its long list of victims. The capacity for violence and the police state apparatus, itself under surveillance and periodically purged, have expanded. Eliminating one man will not end this cycle, and Bush should resist those who regard helping a post-Saddam Hussein Iraq as too burdensome. Without a comprehensive transformation, a new dictatorship could emerge.

The United States therefore must engage with Iraqis to protect and sustain us through what will be a difficult transition. As the Kurds have shown, Iraqis can put their talents to good use if given the opportunity.

For decades, Iraqi Kurdistan was Iraq's least-developed region, both socially and economically, and it was deliberately underfunded by Baghdad. Yet since the end of the Gulf War, Kurds have embarked on economic renewal and democratization from the most unfavorable of starting points.

Iraqi Kurdistan was devastated by the genocide of the 1988 Anfal campaign, which destroyed almost 4,500 villages and killed nearly 182,000 civilians in just six months. Halabja, where 5,000 Kurds were gassed to death, is our Guernica. Thanks to state repression, Iraqi Kurdistan became a region of widows and orphans, whose husbands, sons and brothers were "disappeared" or used as cannon fodder in the regime's pointless wars.

Our neighbors, wary of Kurdish nationalism, closed our borders, imposing a crippling embargo.

Against these odds, we have revived Iraqi Kurdistan. In 11 years we have rebuilt some 4,000 villages, set up two universities and opened more than 2,700 schools. Protected by U.S. and British airpower, we have created an environment of freedom unique in Iraqi history, in which Kurds, Turkomans, Assyrian Christians and Arabs enjoy cultural and political rights.

My home city of Sulaimaniya alone has more than 130 media outlets, including 13 television stations and dozens of newspapers — as well as unrestricted access to the Internet and satellite television.

Building freedom has not been easy. Conflict between the two major Kurdish parties stalled democratization and cost many innocent lives. The process of transition toward more accountable democratic institutions is hindered by resistance from traditional power structures and the threat

of interference from our neighbors.

But despite this, Iraqi Kurdistan is a rare and bright spot of freedom in the Islamic Middle East — and it offers the potential for more.

The hard task of reconstruction has taught us to forsake the dream of an independent Kurdistan. When Kurdish self-government began back in 1991, many believed that it would lead to the dismemberment of Iraq. Instead, self-government taught the Kurds, especially their political elite, the severe limitations of nationalism.

While most Kurds cherish their legitimate right to self-determination, they recognize that economic rehabilitation, education for their children and basic health care require political moderation. Independence might give us a Kurdish postage stamp, but it would mean a dire future as an isolated, shunned statelet in a landlocked corner of the Middle East.

The mainstream Kurdish movements realize that there is more to aspire to in a democratic, prosperous Iraq that can flourish with international support.

The new Iraq can be a model of tolerance and diversity in a region where both are rare. The Kurds can for the first time be full Iraqi citizens, catalysts for democratic transformation.

Most Iraqi opposition movements have endorsed a vision of a federal democratic Iraq. Federalism is vital. Devolving political and economic power, sharing Iraq's vast potential fairly among its people, will preclude the possibility of another centralized tyranny gripping the Iraqi state and its oil revenues.

For too long the Kurds have been seen as a threat to Iraq's unity. Yet now we Kurds are championing a federal, pluralist democratic Iraq that cannot again brutalize its citizens and threaten its neighbors. The final irony may be that the Kurds, the perennial victims of the Iraqi state, will turn out to be its savior.

The writer is leader of the Kurdish regional government based in Sulaimaniya, Iraq. He contributed this comment to The Washington Post.

Tuesday, December 10, 2002

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Iran strives for a role in Iraq

By Anwar Iqbal
December 9, 2002

WASHINGTON, Dec. 9 (UPI) -- As talks for forming a post-Saddam government in Iraq shape up, Iran fears being left out of a major political development in the region which will have a direct impact on Tehran as well.

Iraq is a nation with which the Iranians fought a 10-year war in the 1980s. Iraq also has a large Shiite population, which looks to Iran for protection whenever it faces persecution at home. Iran is the world's only Shiite state and has been actively supporting Shiite minorities in nearby states like Iraq, Afghanistan, Pakistan and Lebanon.

The Iraqi invasion of Kuwait in 1990 brought U.S. forces to the region, causing a direct threat to the radical Islamic government in Iran, which opposed U.S. influence in the Middle East.

In 1997, however, Iranian reformist Mohammed Khatami was elected president with an overwhelming majority. He was reelected with a larger majority four years later. Khatami's government wants to roll back the extremist policies of the clerical governments that have ruled the country since the revolution of 1979. He favors improving relations with the West, particularly the United States, and fears that if Iran continues to opt out of the U.S.-led talks on Iraq, it will be further isolated in the region.

In order to break Iran's isolation, the Iranian government has allowed several Iraqi opposition leaders to visit the country for consultations with Iran-based Iraqi Shiite groups.

On Monday, two such leaders -- Ahmad Chalabi and Masoud Barzani -- met Ayatollah Mohammed Baqar al-Hakim, who heads the main Shiite opposition group, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq.

SCIRI is an umbrella for a number of Shiite Islamist groups, including some that have in the past coordinated activities with Iran's intelligence services. The group maintains an office in Tehran that is paid for by the Iranian government. Chalabi leads the Iraqi National Congress while Barzani heads the Kurdistan Democratic Party. The KDP is one of two Kurdish parties that control Kurdish northern Iraq, under the protection of the U.S.- and British-enforced "no fly" zone.

"In the meeting, the two sides reviewed the possible scenario in Iraq after the fall of Saddam and discussed ways and means to establish and promote ties with the Islamic Republic of Iran," KDP representative Ebrahim Pirut told Iran's Islamic Republic News Agency. Barzani arrived in Tehran on Saturday "to discuss Iraq's future with Iranian officials as well as with Iraqi opposition leaders," IRNA said. On Sunday, the Kurd leader met the speaker of the Iranian parliament, Mehdi Karroubi, who urged the Iraqi opposition to maintain unity. He said that "Iraq's independence and territorial integrity" must be protected, a reference to Iran's long-standing opposition to the creation of a separate Kurdish state in Iraq. To prevent this, the Iranians have also been discouraging Iraqi Shiites from demanding a separate state for themselves.

On Sunday, Barzani visited the mausoleum of Ayatollah Khomeini in southern Tehran to pay homage to the founding father of the Islamic revolution. IRNA says that both Barzani and Hakim support Saddam's removal and the election of a new leader in Iraq but say that such a leader should be acceptable to all Iraqi groups.

The leader of the other main Kurdish party -- the Patriotic Union of Kurdistan -- Jalal Talabani, may also visit Iran in the near future, IRNA said. The negotiations among various Iraqi groups precede a major opposition gathering in London to hammer out a power-sharing setup to replace Saddam. More than 300 delegates from six main Iraqi opposition parties are slated to attend this meeting, which begins Friday. IRNA also mentioned media reports that after Saddam's fall, Washington may appoint one of its own generals to oversee the formation of a new government in Iraq.

"Iraqi rebel groups, however, have expressed their opposition to any U.S. interference in the country's future," the report said. The two Iraqi leaders, however, said they want to be included in the future Iraqi government. Iran's decision to allow Kurd rebel leaders to confer with Iraqi Shiite leaders indicates a major change in Tehran's policy towards the Kurds.

Like Iraq, Iran, Turkey and Syria have significant Kurdish minorities and fear that the creation of a Kurdish state in Iraq could be destabilizing. That is why Iran has always opposed the idea of a separate Kurdish homeland and in the past has tried to prevent Kurdish leaders from getting together. But apparently, fear of being left out of a new setup in Baghdad proved stronger than the fear of troubles in the country's Kurdish enclave. Consultations with Kurdish rebels are also seen as another moderating influence of the Khatami government on Iran's policies.

Despite the electoral defeat of the parties that support their rule, Iran's clerical establishment has retained its control over the armed forces and other powerful state apparatus, impeding Khatami's efforts to reform Iran.

On Nov. 6, the country's religious courts sentenced a reformist college professor, Hashem Aghajari, to death for demanding religious reforms. The clerics also oppose Khatami's moves to improve relations with the West and observers say that by allowing Kurdish rebels to visit Tehran, Khatami has created a difficult situation for the conservatives. They argue that if the conservatives oppose the move, they can later be blamed for opting out of crucial talks on a development that has far-reaching consequences for Iran.

However, the conservatives are also aware that several Iraqi opposition groups, particularly the Kurds, enjoy strong U.S. support. Most of them attended an all-party meeting held in Washington in August and agreed to work with the United States to topple Saddam.

Some of them fear that engaging Iraqi opposition groups would open a channel for talks with the United States and the reformists may avail this opportunity to reach out to Washington. But at the same time, Iranian leaders -- both moderate and conservatives -- are convinced that the United States has decided to bring in a new government in Iraq, even if Saddam complies with the U.N. resolutions.

And they want to make sure that the new Iraqi government, if not friendly, is at least not hostile to Iran. That's why the conservatives did not stop the talks with the Iraqi opposition, observers said.

* * * *

Iraqi Kurds sidelined as US woos Turkey

The Christian Science Monitor

Dec 9, 2002

President Bush meets with Turkish leader in a bid to win use of military bases for any war effort.

Scott Peterson

SALAHUDDIN, (Southern Kurdistan) - While the United States applies high-level pressure to Turkey to win the use of critical military bases for any war with Iraq, concern is growing among Kurdish leaders in northern Iraq that their future is also on the bargaining table.

President George Bush meets Tuesday with the leader of Turkey's ruling party, Recep Tayyip Erdogan, in the latest US attempt to woo Turkey to serve as a staging base for a reported 100,000 US troops and to allow US use of its air bases.

But Iraqi Kurds worry they are being forced out of the strategic equation by reported Turkish demands that the US promise to limit the role of Kurdish forces during and after any conflict.

"If America wants a fundamental change in Iraq, it can't ignore our role," says Nechirvan Barzani, prime minister of the Kurdistan Democratic Party (KDP), one of two Kurdish factions that rule northern Iraq under the US-British no-fly zone. "We do not want bad relations with Turkey. But if America doesn't take seriously our requirements, we believe it is impossible to have stability in Iraq now or in the future." Turkey has repeatedly threatened to send forces across the border to prevent Kurds from declaring an independent state in northern Iraq - a state the Kurds say they also reject. It has also warned Kurds against taking over the oil-rich areas of Kirkuk, historically a Kurdish city.

Though US-Turkey horse-trading makes Kurds uneasy, US reasons for deploying ground forces into northern Iraq include fighting off any attack from Baghdad and preventing a Turkish incursion. Already, Turkish officials speak of creating a 60-mile military buffer, and are reported to have deployed up to 10,000 troops in border areas. More than two-dozen armored vehicles have long been visible in northern Iraq, remnants of three cross-border operations to hunt rebels among Turkey's own ethnic Kurds. "It is an occupation, because the reasons for [Turkish troops] no longer exist," says Fawzi Hariri, a senior KDP official. "They serve no purpose, except to intimidate."

Still, it is Turkish concerns being addressed at the highest US levels. The US is offering \$5 billion in aid, say Turkish reports, help in solving the Cyprus problem, and, to pressure on the European Union to admit the Islamic nation.

"Obviously, if we are going to have significant ground forces in the north [of Iraq], this is the country they have to come through," US deputy defense chief Paul Wolfowitz said last week during a Turkey visit. "There is no other option."

Though Turkish officials say war with Iraq is not in their interest, their own list of demands has been circulating in the Turkish press. Besides debt relief and cash, it includes a demand that the US will prevent the creation of a Kurdish state

and ensure that Kurdish forces - which number in the tens of thousands and are the only significant armed opposition within Iraq - will play no meaningful role.

Turkey's root concern is that a boost of Kurdish influence in northern Iraq will spark unrest among its own ethnic Kurds.

"It would be a great irony if the US were to subordinate human rights and political rights of all the people of Iraq to Turkey's interest," says Barham Salih, prime minister of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) territory of northern Iraq. "The people of Iraq should be given the right to self-determination." Kurdish leaders on both sides say they want to be part of a democratic, federal Iraq, in which local autonomy is guaranteed by Baghdad. "If this can be achieved without military action and risks to our people, good," says Mr. Salih. "But we are freedom fighters; the Kurds have an important role to play."

That role is still unclear, say Kurdish officials in contact with US officials. But the game plan regarding Turkey is taking shape as US efforts to bring it on board peak. While in Washington, Mr. Erdogan also will meet Vice President Dick Cheney and National Security Adviser Condoleezza Rice. Mr. Wolfowitz's trip last week followed several high-level visits. With polls showing low support for any US-led war, decisionmakers in Turkey are torn. Freedom to act on their own in northern Iraq may be a key consideration. "Whatever candy the US can offer Erdogan, it can't change Turkey's interests," says a Turkish official in Ankara. "America is reading us wrong. It is not a matter of \$1 billion or \$2 billion. We do not feel comfortable with this war."

Turkey is concerned the final price tag could be higher than the \$60 billion some analysts put on Ankara's losses in trade since the 1991 Gulf War. It also fears strategic fallout from war and the unpopularity of having US troops on the ground.

Kurds also feel pinched. The US has yet to provide any gas masks, nerve-agent antidote, and protective suits requested by Kurdish leaders last April. Iraqi leader Saddam Hussein has used chemical weapons against Kurds before. "All American officials say 'We will defend you if Saddam attacks,'" says Barzani of the KDP. "But we believe it is not enough. What we are looking for is a clear, public statement to convince the people."

Northern Iraq on the boil: Kurds' struggle with Islamists aggravates tensions

Ed Blanche
The Daily Star
December 11, 2002

The recent surge of fighting in northern Iraq between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), a key component of the Bush administration's campaign against Saddam Hussein, and Ansar al-Islam (Supporters of Islam), reputedly an ally of Osama bin Laden, may be an opening skirmish in the anticipated US attack on Iraq.

But the clashes between these two groups in a highly volatile region where the geostrategic interests of all the key regional powers Turkey, Iran, Iraq and Syria intersect threaten to complicate the Americans' efforts to stitch together some sort of coalition before the Bush administration goes gunning for Saddam. The actions of Turkey, Iran and Syria in the coming weeks could impact significantly on US plans. None of the three wants to see the others expand their control of this region, but it seems increasingly likely that they will seek to do so when the Americans launch their invasion of Iraq. Whether this involves military or political action, it is bound to have a destabilizing effect.

That is the last thing the Bush administration wants, but it may not be able to prevent it. The fighting between the PUK, which has close ties with Iran, and Ansar al-Islam could well be the first shots in the struggle for control of northern Iraq.

The flurry of diplomatic activity by PUK leader Jalal Talabani and Massoud Barzani, who heads the other main Iraqi Kurdish faction, the Kurdistan Democratic Party (KDP), with Ankara, Damascus and Tehran in recent days underlines the delicacy of the situation. So too did the weekend visit to the region by two ranking US senators, Joseph Biden, the Delaware Democrat who is outgoing chairman of the Foreign Relations Committee, and Chuck Hagel, a Nebraska Republican who sits on the same panel.

They addressed the Kurdish legislature in Irbil, insisting that their trip, the highest-level US visit to the Kurds' autonomous region established under Allied protection after the 1991 Gulf War, was a "fact-finding mission." But it clearly bolstered Kurdish leaders at a time when the Americans are seeking the support of Kurdish guerrillas, who number some 70,000, in their drive to topple Saddam. The Americans claim that Ansar al-Islam, whose members adhere to an extreme form of the Sunni Wahhabite branch of Islam, is part of Al-Qaeda. Whether that is true or not, the PUK has found it convenient in its negotiations with the Americans. Nor is it clear whether Ansar has links to Saddam, as the Americans

insist, the better to justify their plans to get rid of him, while providing no solid evidence. The remote, mountainous region has always been the haunt of guerrillas, brigands and smugglers.

The whole issue of Kurdistan is deeply troubling to Turkey, whose support is vital for the Bush administration. It fears the Americans will make a deal with the Iraqi Kurds to give them independence once Saddam is no more. That is anathema to Ankara, which spent 15 blood-soaked years crushing its own Kurdish separatists. It has fought to contain Kurdish nationalism while suppressing Islamic fundamentalism, and the emergence of Ansar al-Islam over the last year or so has injected a dangerous new element into an explosive equation.

The new government in Ankara is dominated by moderate Islamists, but it remains unclear what its policies are, and how much tolerance it will be shown by Turkey's generals, the real power in the country. They forced the collapse of an earlier Islamist-led government in what was a military coup in all but name.

The Turks also have to keep a close eye on Iran. It too has a restive Kurdish minority whose separatist aspirations were crushed in the 1980s during the Khomeini era. It may be more than just coincidence that amid the revived aspirations of independence among Iraqi Kurds the divisional commander of the Revolutionary Guards Corps in Sanandaj, a mainly Kurdish town in western Iran, was assassinated in October by gunmen suspected of belonging to the leftist Komala, one of the two main Kurdish groups active in Iran. They have been largely quiescent for years.

Last month, Iranian authorities refused to allow Kurdish legislators to attend the regional Parliament convened by the PUK and the KDP in northern Iraq to stake a claim for autonomy from Baghdad once Saddam had been removed. A Foreign Ministry spokesman in Tehran said an Iranian Kurdish presence at the gathering "could be taken as interference in Iraq's internal affairs." Iran has emphasized the territorial integrity of Iraq and since the developments in northern Iraq are to a large extent linked with American regional policies, any attendance by Iranian deputies would be interpreted as taking sides with such policies."

Ansar al-Islam controls a mountain stronghold overlooking the town of Halabja, where in March 1988 chemical attacks by Saddam's forces killed 5,000 men, women and children. It comprises of a cluster of villages near the border with Iran, which is playing a complex game along the frontier and is clearly striving to maximize its position in the event of war.

Its relationship with Ansar al-Islam is murky. Some senior officials in the PUK, which has relied on support from Tehran in the past, believe that hard-line elements in Iran have given the Islamic guerrillas access to weapons and allowed them to move back and forth across the border. That may have stopped when the US began taking an interest in Ansar, with US and British intelligence conducting surveillance missions along the border, which makes the Iranians extremely uneasy as they see US forces moving into Central Asia, Afghanistan and elsewhere on their periphery.

The Iranians oppose any US invasion of Iraq, although they seem to be seeking to keep a foot in both camps by allowing anti-Saddam Iraqi militants to participate in opposition discussions with Washington.

But the unwelcome attention given to the region, along with repeated US allegations that Iran was aiding Al-Qaeda and concern that Bush seeks "regime change" in Tehran as well, apparently prompted the Iranians to deny entry to Ansar's reputed leader, Mullah Krekar real name Fateh Najmeddin Faraj in September when he arrived from Norway. Tehran put him on a plane bound for the Netherlands, then tipped off Dutch authorities that Krekar, an Iraqi Kurdish preacher who has lived in Norway since 1991, was heading their way. The intention seems to have been to distance the Iranian government from the Islamic group.

Krekar was arrested when he arrived in Amsterdam on Sept. 12. He remains in custody and reportedly has been questioned by FBI agents. Jordan has requested his extradition on charges of drug smuggling, but there are suspicions that these were trumped up so that US intelligence could get to question Krekar in a country where interrogations are harsher than those permitted in Western Europe.

The Turks have threatened to seize northern Iraq, including Kurdistan and the oil fields around Kirkuk and Mosul, if it looks like Iraqi Kurds intend to declare the region an independent state. Tehran does not want to see the Turks move south, taking control of the strategic region and extending their border with the Islamic Republic.

US Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz, a leading hawk in the administration, cautioned Turkey during a visit to Ankara on Dec. 5 not to take unilateral action in northern Iraq during a US-led attack, but clearly Turkey's plans complicate US efforts to secure the Kurds' support.

The Turks may simply be maneuvering for increased US aid as a reward for their support. But Ankara is reported to have drawn up plans to send some 10,000 troops as much as 100 kilometers into northern Iraq if war erupts, ostensibly to block any mass influx of refugees. Amid the intensified Turkish military activity along the border, Turkish Kurds of the outlawed

Kurdistan Freedom and Democracy Congress (KADEK) formerly known as the Kurdistan Workers' Party (PKK) have reportedly deployed man-portable surface-to-air missiles in the Harkuk and Kandil mountains on the border.

There have been reports in recent weeks that Iran has also deployed large numbers of troops along its border with northeastern Iraq, with Tehran echoing Ankara's explanation of stemming any refugee flood.

Since 1995, Iran and Syria, which also shares a border with northern Iraq, have tolerated several large Turkish incursions into the region to battle the PKK. But the latest Turkish deployment would seem to have more to do with blocking any Kurdish attempt to declare the region an independent entity, which would undermine Syrian influence in the region, than keeping out refugees.

With this vital corner of the world gripped by mounting tension, it would make sense for the PUK, possibly supported by US Special Forces teams which have been infiltrated into Iraqi Kurdistan in recent weeks, to eliminate Ansar al-Islam, believed to number around 500-650 guerrillas, before any US invasion, particularly as Islamic fighters are reported to have crude chemical weapons. It is thus likely that the PUK will intensify its efforts to wipe out Ansar al-Islam in the coming weeks, to prevent any attack on their flank if they are called upon to move against Saddam.

Iran's role in this murky affair remains unclear, but it has for years been active in the border region, and even had intelligence officers in northern Iraq in 1994-96 when the US Central Intelligence Agency was active there plotting disastrously unsuccessfully with the Kurds and other Iraqi dissidents to overthrow Saddam.

The PUK's links with Tehran deteriorated somewhat once Ansar al-Islam became a problem a year ago after US forces dismantled Al-Qaeda and the Taleban in Afghanistan post-Sept. 11. This seems to have stemmed largely from a US offer to back Talabani with air strikes against Ansar al-Islam. The prospect of that was too close to the bone for Tehran, given Ansar's proximity to the border, and Talabani, possibly at Tehran's urging, persuaded the Americans to let the PUK handle the Islamic group.

The PUK says Tehran is now promising to help it eliminate Ansar. One way would be to allow the PUK to cross into Iran and take the well-fortified Islamic guerrillas from the rear. Whether that happens remains to be seen, but getting rid of the Islamic guerrillas will only remove part of the problem that is boiling up in northern Iraq.

* * * *

Voices from Iraq

BBC

December 16, 2002

Gulzar Ahmad is one of more than 100,000 women whose husbands were rounded up by the Iraqi Government in the late 1980s in a campaign aimed at destroying Kurdish resistance to Baghdad, known as the Anfal. Thousands of civilians were killed in poison gas attacks. Others were rounded up and disappeared. I am from the village of Jabari in the Kirkuk region. My husband had a shop in Kirkuk. One morning in 1988 the Iraqi army came. They surrounded us and put us all in trucks. They separated the women and the children on one side, and their men on another side.

I had my six children with me. At first they took the children from me but I screamed, I cried, and I was going to kill myself. I was hysterical. Then the soldiers brought back my children.

During the night they took all the men. Nobody knew where they took them. We woke up one morning and we couldn't find them any more. There were so many soldiers. Then they put us all in military trucks and took us to Topzawa in the governorate of Kirkuk. >From Topzawa they took us to a place that we didn't know. The only thing we could see through the barbed wire around us was desert.

Thirst and starvation

I can't find words to describe the misery that we lived in at the time. Every day a few more people would die. We had a loaf of bread a day. It was dismal. Children died from thirst and starvation every day. It was very hot during the day - we were burning from the sun - and freezing at night.

They raped a woman who was in our ward and killed her afterwards. They threw her body in the desert to be eaten by wild dogs. So many women died in this way. We used to see dead bodies being eaten by the wild dogs every day. They treated us like animals. I can still see all this in my mind today.

And then they took us to Tikrit. They kept us there for five days and then released us. I lost contact with my husband after the first place they took us to when they separated all the men from the women.

Destitution

Following the disappearance of my husband and our release they confiscated all our property and land. We were completely destitute. They threw us on the street. Then they brought us to this place - Shoresh. Had it not been for some of my remaining relatives, we would have starved to death. I could not work because I was looking after my children who were very young at the time.

In October I heard that the Iraqi Government had issued an amnesty for those who are in prison. When I heard this I was hoping I might see my husband. But when all the prisoners came back to Kurdistan and my husband and all the others who were taken during the Anfal did not return, I realised then that he was definitely dead. To me this amnesty was a death certificate. I am still hoping that he will come back one day or at least I am hoping to know exactly what happened to him. I am not the only one who is in this position. Every woman I know in Shoresh had her husband taken away and they do not know anything about them.

When we heard about the amnesty my remaining relatives in Kirkuk went to Baghdad to ask whether their relatives, including my husband, were going to be released or not. They could not even use the word Anfal.

The worst is over

Our Kurdish Government gives me 200 dinars (\$20) a month now. My economic situation is not as bad as it used to be. I lead a better life than many other Anfal widows simply because I have grown-up children who are working today. My daughter works in the health centre nearby. She tells me that the minute a woman walks in she can tell whether she is an Anfal widow or not.

I think the worst part of my life is over.

But I want this war to take place. I'm waiting for Saddam to go. We are afraid that if Saddam is cornered he will attack us because he is very close and we have no means of responding to him or protecting ourselves. If the war takes place we will leave this area because we don't know what the government is going to do. We know that he killed hundreds of thousands of people. No matter what he says we can never trust him.

* * * *

Peace fails to save way of life Kurds: Turkey's civil war has ended, but displaced farm families can't return to their land

Baltimore Sun by Stephan Faris Dec 18, 2002

VAN, Turkey - After 15 years of civil war, the Kurds of Turkey are ready to go home. But the years of turmoil and displacement have transformed them - and their villages - so that home is becoming ever more difficult to find.

Thousands of Kurdish villages here in eastern Turkey were emptied, the farms abandoned, as the Kurds fled to the city to escape the war.

On their farms, they could survive, even turn a profit. In the city, they have nothing - there's little use for agricultural skills here. Most lack steady jobs, and they earn little. As they struggle in the city, they grow farther from their farming lives. For many, it is becoming too late to return to the countryside. Lost in the world of the city, they are losing their places in their rural world, too.

Late last month, Turkey lifted the emergency rule on the last two Kurdish regions in southeastern Turkey - Sirnak, near the Iraqi border, and Diyarbakir, the main city in the southeast. The decision was an indication that the government considers its conflict with Kurdish separatists to finally be ending. Yet, few villagers have been able to return home.

The government estimates that 380,000 people fled to the cities before 1999, when Kurdish separatists announced a unilateral cease-fire in a war that had taken 37,000 lives. Human Rights Watch says the number of displaced villagers could be closer to 1 million, most of them forced to leave by soldiers intent on cutting off rebel supplies.

Hoping for work

The cities offer little for former villagers like Nevzat Ertunc, 28, who waits outside a little shop with a dozen or so other men hoping for a job hauling lumber. Conversation stops when a truck slows as it rounds the corner - perhaps the driver is looking for workers - but the talk picks up as it pulls away.

"It's like an animal market," Ertunc says. "People choose, then take us to work."

With the exception of one longtime, white-haired porter, the men are former villagers from the mountainous back country. Though some are too young to have worked the soil, they all remember their homes as lands of plenty. "We were growing rice, corn, wheat," Ertunc says. "It was perfect there. The only thing we were buying was salt."

In the city, he says, he is lucky to get paid twice a week, a couple of dollars each time. Few would-be returnees have obtained permission from the government to go back, says Human Rights Watch. Many who seek the permission balk when asked to declare it was the rebels - not government forces - who forced them to leave. Some report being given the go-ahead by federally appointed regional governors, only to be turned back by security forces. Others say that village guards - paramilitary forces armed by the government - have taken over their land. Government programs are either ineffectual or help only the village guards, says Human Rights Watch.

Even if return were possible, it would not be enough, says Celal Tanhan, a lawyer suing the government on behalf of five villages. "The property has been destroyed," he says. "It would be pointless to go back if there is nothing."

His clients want not only permission to return, but compensation for what they lost.

Sabri Mamuk, a gray-haired farmer who says he is "over 50," is one client. He says Selat, a 40-family hamlet in the Van district, was stuck between the rebels and the army. Rebels would come at night, demanding food. Soldiers would demand information in the morning. By 1989, the army was coming through every day, he says. The villagers were given a choice: Take up arms against the rebels as village guards, or leave. "We could bring some furniture, animals," Mamuk says. "But when we arrived here, we couldn't feed them [their animals], and we had to sell them for very cheap prices." He says he has returned since the cease-fire to see his old village, and saw only rubble. The village had pooled its resources to bring running water from 12 miles away. The pipes had been torn out. The federal government denies that security forces evicted villagers.

"This is all propaganda," says Durmus Kec, Van's federally appointed governor. "The terrorists ruined everything. Now the government is rebuilding." Kec says anybody can return to his or her village. The government has built small towns for the displaced and distributed about \$650,000 in construction material so homes can be rebuilt, he says. If villagers remain in the city, Kec says, it's because the women and the youths have gotten used to its freedoms.

Official word disputed

But Cengiz Karakoyun, Van's elected mayor and a Kurd, disagrees. While some are allowed to move back seasonally for the harvest, he says, few have been able to return permanently. "The German consulate visited and spoke to the governor, who told them that 12,000 people were sent by us back to their villages," Karakoyun says. "But he can't even prove that 12 families have gone."

Tanhan does not expect to win his case before the government. He is, he says, simply exhausting local options before petitioning the European Court of Human Rights, where a few villages have won cases. Turkey's treatment of its 12 million Kurds has been a major issue in the country's relationship to the European Union, which last week decided not to admit it until Turkey could demonstrate improvement in its human rights record.

The international law is clear. The United Nations Guiding Principles on Internal Displacement note that while people can be forced from their homes for security, they must be compensated, and allowed to return once the trouble has passed.

Still, very few have won cases and the process is long. Tanhan expects it will take at least five years before a verdict is known. Meanwhile, his clients are losing their connection to their land. Sabri Mamuk has six boys, just two of whom can remember the village. His oldest, Mehmet Mamuk, 22, was 9 years old when the family left. "If we stay in Van, I can only be a builder," Mehmet says. "I can't get a better job because I can't read or write."

For him, a return to the village means a chance to make a living, to provide a better future for his 1-year-old daughter, Rodja. "I would like her to be educated," he says, "to be helpful for the people." But it may be too late. Mehmet doesn't know how to farm. In his dispersed village, that memory rests with the older generation.

* * * *

Istanbul, Ankara
envoyé spécial



LE VERNIS EUROPEEN DES REFORMES TURQUES

Les lois adoptées sous la pression de l'UE tardent à entrer en vigueur.

C'est un petit immeuble moderne de six étages qui se dresse en plein cœur d'Istanbul, à quelques centaines de mètres de la populaire grande place de Taksim. Depuis bientôt cinq ans, il est sous scellés sur décision de justice après que l'association Kurdkav a tenté d'y organiser des cours privés de langue kurde, misant sur des flous juridiques de l'ancienne législation. La loi a changé et l'association devrait, ces prochaines semaines, récupérer le bâtiment. «Nous, nous sommes prêts à démarrer les leçons tout de suite, mais la situation au niveau légal reste encore assez confuse», témoigne Fehmi Izik, secrétaire général de cette association qui s'active pour la défense de la culture kurde.

Le 3 août dernier, les députés du précédent Parlement avaient voté sous la pression des Européens un certain nombre de réformes fondamentales pour les droits de l'homme et ceux des minorités, dont la possibilité d'un enseignement de la langue kurde hors des structures publiques. «C'est un tournant historique puisque le kurde, jusqu'ici seulement toléré, est finalement reconnu par l'Etat. Mais il est absurde que les autorités continuent de considérer l'apprentissage de la langue maternelle d'un tiers des citoyens du pays comme une affaire exclusivement d'ordre privé», souligne Umit Firat, essayiste et écrivain kurde. Ce même jour d'août,

les parlementaires avaient voté l'abolition de la peine de mort. Quelques semaines avant, ils avaient toilé la Constitution, instaurée en 1982 après le coup d'Etat militaire, et modifié certains des articles les plus liberticides.

Réformes. Grand vainqueur des élections du 3 novembre, le Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste) promet haut et fort d'accélérer encore le mouvement: «Nous allons préparer une nouvelle Constitution participative et fondée sur les libertés pour remplacer celle qui restreint notre nation», a affirmé le

«Nous avons besoin que l'UE nous tire vers elle au lieu de nous rejeter vers les ténèbres.»
Javuz Önen, président de la Fondation des droits de l'homme

nouveau Premier ministre, Abdullah Gül. Une nouvelle série de 36 réformes législatives, instaurant notamment des sanctions plus efficaces contre la torture dans les commissariats, est examinée depuis hier par le Parlement où l'AKP dispose d'une confortable majorité de 362 sièges sur 550. Une des mesures, soumise au dernier moment, malgré l'opposition de l'armée, permettrait même la réouverture de certains procès dont les verdicts ont été jugés irrecevables par la Cour européenne des droits de l'homme. Les premiers bénéficiaires devraient en être Leyla Zana et les anciens députés kurdes, lourdement condamnés pour complicité avec les «rebélles séparatistes» du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Le nouveau pouvoir veut à tout prix convaincre les Quin-

ze de sa bonne volonté avant le sommet de Copenhague. **«Kurdologie».** Mais beaucoup des nouvelles lois ne sont toujours pas entrées en vigueur, faute de décrets d'application. L'exemple des cours de kurde est à cet égard révélateur. «Pour enseigner cette langue, il me faut un certificat. Mais qui peut me le donner, car jusqu'ici cette langue n'existait pas officiellement? Et quelle institution est à même de décider si je suis compétent ou non?», s'interroge Mustapha, parti étudier pendant six mois la «kurdologie», à Uppsala, en Suède, avec dix-neuf collègues de l'association Kurdkav pour se préparer à être professeur. Le texte de la loi est, en outre, très restrictif. Les cours privés de kurde ne peuvent avoir lieu que le samedi et le dimanche et ne doivent pas durer plus de six heures. Seuls y sont admis des élèves ayant déjà obtenu leur diplôme de fin d'études primaires. Les autorités crai-

gnent que l'enseignement de la langue ne soit le vecteur du «séparatisme» et elles comptent bien contrôler étroitement ce renouveau culturel. Tout aussi encadrées seront les émissions télévisées en kurde, autorisées par la nouvelle législation sur l'audiovisuel. Deux heures de programmes en kurde, sous-titrés en turc, seront diffusées chaque semaine par la télévision publique – quatre heures à la radio – et ces émissions «respecteront l'unité indivisible de la Turquie et les principes de la République». Le kurde restera en revanche proscrit sur les ondes des très nombreuses télévisions et radios privées. **Procédures absurdes.** L'actuel flou législatif crée une certaine confusion, par exemple à propos des prénoms kurdes. Certains officiers d'état civil ferment les yeux, d'autres refusent toujours de les enregistrer, et dans certaines villes, les juges continuent à lancer des procédures qui confinent à l'absur-



Un village kurde près de Diyarbakir. Jusqu'ici seulement toléré, l'enseignement de la langue kurde hors des structures publiques est désormais autorisé par Ankara.

11 DECEMBRE 2002



de. L'été dernier, un père de famille d'Ardahan (Nord-Ouest) avait été poursuivi pour «séparatisme» après avoir appelé sa fille Berivan (bergère, en kurde), en hommage au titre d'une très populaire série télé. Les diplomates occidentaux à Ankara reconnaissent volontiers l'ampleur du chemin parcouru depuis trois ans, après l'acceptation de la candidature

turque au sommet d'Helsinki, en 1999, et saluent la bonne volonté affichée par la nouvelle équipe au pouvoir. Les défenseurs des droits de l'homme restent, eux, plus prudents, soulignant que «trop souvent les réformes se sont limitées à un toilettage législatif qui ne change rien sur le fond». Et ils ne se font pas trop d'illusions sur l'AKP. «En matière de libertés,

ce parti me semble surtout intéressé à se battre pour ce qui concerne directement sa base islamiste, comme le droit de porter le foulard dans les universités ou les administrations. En revanche, à lire son programme, il ignore la question kurde et se garde bien d'évoquer le problème du rôle de l'armée dans la politique, qui reste la question majeure», affirme Yavuz Önen,

président de la Fondation des droits de l'homme. **Geste fort.** Intellectuel unanimement respecté pour son indépendance, cet architecte espère néanmoins un geste fort des Européens au sommet de Copenhague: «Nous avons besoin que l'Union européenne nous tire vers elle au lieu de nous rejeter vers les ténèbres.» ●

MARC SEMO

L'Iranien Kacem Sholeh Sa'adi, qui dirige un nouveau mouvement, la Troisième Voie, analyse le désamour entre le Président et les étudiants:

«Il n'y a plus d'espoir en Khatami»

Fer de lance de la protestation politique qui a commencé après la condamnation à mort pour «blasphème» de l'intellectuel réformateur Hachem Aghajari, le mouvement étudiant poursuit depuis un mois une mobilisation sans précédent depuis vingt ans en Iran. Dans un contexte très tendu, marqué par un nouveau durcissement de la confrontation entre partisans du président Mohammed Khatami et conservateurs, le principal parti réformateur, le Front de la participation, a décidé de se réunir aujourd'hui en congrès extraordinaire à Téhéran pour se mettre en ordre de bataille. Alors que les réformateurs sont de plus en plus ouvertement critiqués par les étudiants, une nouvelle organisation, la Troisième Voie, prônant laïcité et démocratie, vient de voir le jour en Iran. Son principal dirigeant, Kacem Sholeh Sa'adi, ancien député d'Ispahan, avocat et professeur de sciences politiques à l'université de Téhéran, a prononcé, dans une lettre ouverte, les accusations les plus virulentes jamais adressées à l'égard du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, alors que la moindre critique est strictement interdite et passible d'emprisonnement. Il l'accuse notamment d'«illégitimité», de «népotisme», de «corruption» et d'être un «dictateur» (1). Rencontre à Paris.

En juillet 1999, les étudiants s'étaient révoltés contre la fermeture d'un journal réformateur. Aujourd'hui, c'est contre la condamnation à mort d'un réformateur. Est-ce un scénario similaire?

Pas du tout. Cette condamnation à mort a servi de prétexte à leur mobilisation. Il y a beaucoup de différences entre ce mouvement et celui de juillet 1999. La plus importante est que les étudiants n'ont plus d'espoir en les réformateurs ni en Khatami. Ayant, ils étaient attachés à Khatami et attendaient qu'il les soutienne. Aujourd'hui, ils sont devenus autonomes. Aucun parti ne peut actuellement les diriger ou les orienter. Seconde différence, le mouvement de 1999 était cantonné à Téhéran et



Manifestation d'étudiants dispersée par des miliciens islamistes.



Kacem Sholeh Sa'adi:

«Le régime islamique est ébranlé. Il ne peut se permettre d'exécuter un seul opposant en Iran.»

ndlr) ne leur permet pas de manifester.

Mais les réformateurs soutiennent-ils encore le combat des étudiants?

Puisque les étudiants récusent les réformateurs en les accusant de lâcheté et de manquer de combativité, les réformateurs s'éloignent des étudiants. C'est pour cela qu'ils ne leur ont pas donné d'autorisation de manifester. C'est pour cela aussi que, contrairement à la contestation précédente, Khatami ne s'est pas présenté à

l'université pour le soutenir. A l'avenir, conservateurs et réformateurs seront dans le même camp contre les étudiants et la... Troisième Voie.

Qui est derrière la Troisième Voie?

C'est trop tôt pour la présenter. Mais à voir les événements radicaux qui se produisent, vous pouvez constater qu'il y a une troisième force, qu'elle fonctionne bien et présente des revendications conformes aux vœux de la majorité de population. L'Iran traverse une série de crises. Institutionnelle, avec les problèmes de légitimité du

régime. Economique, puisque l'économie est paralysée. Sociale, avec une inégalité entre classes de plus en plus frappante, une corruption généralisée et une pauvreté qui s'étend. Et politique, avec des divergences graves et sans précédent au sein des réformateurs comme des conservateurs; il n'y a plus d'unité nationale. Tous les signes montrent que le régime islamique est ébranlé. On le voit: il ne peut se permettre d'exécuter un seul opposant en Iran.

Comment la population ressent-elle le renforcement de la présence militaire américaine autour de l'Iran?

Comme un émancipateur, pas comme un ennemi. Si en Arabie Saoudite, la population accuse les Etats-Unis de pillage du pays, en Iran, c'est le contraire.

Vous êtes très sévère à l'égard du président Khatami. Mais pouvait-il faire une autre politique?

Khatami est la conséquence de l'évolution politique de la population et pas l'inverse. Il devait choisir entre deux voies. Soit faire face aux conservateurs, avoir ce courage. Soit démissionner. Il n'a fait ni l'un ni l'autre.

Ira-t-il jusqu'au bout de son mandat?

Je ne crois pas. A cause de son comportement, il a perdu le soutien de la population qui était pourtant extraordinaire. S'il n'est pas contraint à la démission, l'évolution du pays va l'écarter du pouvoir ●

Recueilli par JEAN-PIERRE PERRIN

(1) Cette «lettre ouverte» peut être consultée en anglais sur le site: www.iran-press-service.com



LETTER FROM KURDISTAN

Azadeh Moaveni/Chamadubez

United They Stand

Iraq's Kurds bury old rivalries—for now, at least—as war against Saddam looms

SHAHOB KARIM'S FARM IN Chamadubez, a Kurdish village in northern Iraq, is a picture of pastoral tranquillity. Sheep loiter in the fields, a cow dozes under a tree, and children in bright traditional dress play in the shade of a mud house draped with violets. Yet Karim, his wife and six children are ready to flee from their farm at a moment's notice. They listen intently to the daily radio news bulletin, waiting for word that a U.S. assault has begun.

The Karims have run from Chamadubez four times in the past 11 years. The Zaibadninan River that feeds their farm also divides Iraq's Kurdish-controlled territory from that controlled by Saddam Hussein, making Chamadubez the perpetual front line in Baghdad's military confrontations with its Kurdish opponents. If the U.S. attacks, then Chamadubez will likely become a battleground again and the Karim family will flee.

The prospect of a second Gulf War makes all Iraqis anxious, but that anxiety is especially great among the 3.5 million Iraqi Kurds, who live under the protection of a no-fly zone imposed by the U.S., Britain and France at the end of the Gulf War in 1991. The return of arms inspectors to Baghdad hasn't eased concerns that war is imminent. The Karims are prepared for it if it means an end to the Baghdad regime. "Every Kurd wants Saddam to be toppled and killed," Karim says.

What Kurds have disagreed about in the past is who should

run the largely autonomous Kurdish zone when Saddam is gone. The de facto state is split between the two main Kurdish groups: the Iranian-backed Patriotic Union of Kurdistan (P.U.K.), led by Jalal Talabani

respective halves of the Kurdish zone and their constant bickering had ruined hopes for stability.

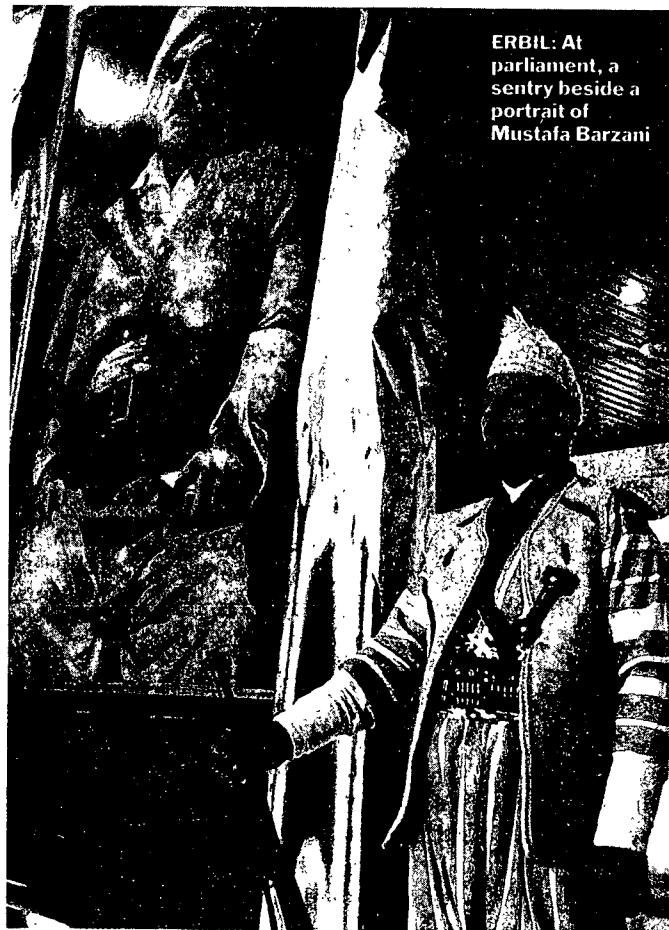
Given this schism, Kurds have made remarkable progress in reasserting their cultural and political identity. Children now study Kurdish, a language discouraged by Saddam, in school. Political parties once prohibited by Baghdad operate freely, newspapers publish relatively free of censorship, and two Kurdish satellite-TV channels

would encourage ambitions for independence among its own Kurdish population—many Iraqi Kurds believe a federal structure is preferable. They will make that case at a long-delayed meeting of exiled opposition groups in London early this month. "Declaring a Kurdish state in these circumstances is tantamount to political suicide," says Sami Abdel-Rahman, a K.D.P. deputy prime minister.

Hoping to win favor with the U.S. once the Baghdad regime is toppled, the K.D.P. and P.U.K. are trying to present a united front. In contrast to the Gulf War—when the Kurds were encouraged to rebel only to be abandoned by the first Bush Administration after they did rise up—Kurdish leaders are convinced that this time Washington is serious. Barzani says the U.S. has promised to protect the region in the event of an Iraqi attack. "One thing is for sure, there will be a regime change," says Barham Saleh, prime minister of the P.U.K. administration.

Both parties are eager to play a military role in that change, and realize this is impossible without reconciliation. As K.D.P. head of foreign relations Hoshyar Zebari puts it: "There are times when you must tidy your house before it gets blown over." The re-establishment of the Kurdish national assembly in Erbil in October has been the most significant step to date in that process.

If a U.S. attack comes, the Kurds will be fighting not only militarily against Saddam, but diplomatically, so as not to encourage Kurdish separatists in neighboring countries; and internally, to keep old rivalries at bay. It's a tall order, but in Erbil people are optimistic. "I believe in this unity, because today only unity is realistic," says Shahob Karim. ■



ERBIL: At parliament, a sentry beside a portrait of Mustafa Barzani

BEROUZ NEHRI-AP

and based in Suleimaniyah, and the Salaheddin-based Kurdistan Democratic Party (K.D.P.) founded in 1946 by Mustafa Barzani and now run by his son, Massoud. Despite only nominal differences in ideology, the two groups run separate governments in their

broadcast around the clock. Many Kurds worry that these hard-won gains will be jeopardized after Saddam's overthrow.

Iraqi Kurds aren't pushing for an independent state. With Washington anxious to appease allies like Turkey—which fears a Kurdish state carved from Iraq

“Every Kurd wants Saddam to be toppled and killed.”

—SHAHOB KARIM, KURDISH FARMER

TURKISH KURDS STRUGGLE FOR IDENTITY



Youngsters flash a two-fingered V, a symbol of Kurdish solidarity, on Saturday while walking atop the centuries-old walls that surround Diyarbakir. Turkey has long tried to stamp out the Kurds' culture and language in its effort to assimilate them.

Statehood hopes shift to demand for rights

BY JOHN HASSELL
STAR-LEDGER STAFF

HABUR, Turkey — The road to the border gate linking Turkey with Iraq follows the south-bound curves of the Tigris River through a desolate landscape of pale grass, dark earth and gray volcanic rock.

On lonely hilltops, shepherds tend flocks of mountain goats, heavy with winter wool. Here and there, small fields of mature cotton appear like patches of fresh snow. The vistas all around are vast and empty.

Despite its stark isolation, this road has become a symbol of the Turkish government's fears about a U.S. military campaign in Iraq, and a sore point in negotiations over Turkey's role. Despite membership in NATO, Turkey has steadfastly refused to provide staging areas for large contingents of U.S. troops:

The reason is simple: The Habur border gate is the only official passage from Turkey to Iraq, and as such it is a natural bridge between the Kurdish lands of northern Iraq and southeast Turkey, areas where dreams of an independent Kurdish state still blossom despite centuries of brutal repression.

Only three years after Turkey contained a separatist struggle in this region — a conflict that cost



A shepherd attends to his goats in Habur, near the border with Iraq. Turkey fears Kurds there and in Iraq share ambitions to form a state.

more than 37,000 lives over 15 years — officials in Ankara are concerned that Saddam Hussein's downfall could destabilize the area, reigniting the campaign for a Greater Kurdistan.

Already, a largely autonomous Kurdish federation exists in northern Iraq, protected by a no-fly zone established after the 1991 Gulf War. And, as part of its quest for membership in the European Union, Turkey recently relaxed some of the stricter controls on Kurds in the southeast. (Turkey's candidacy will come up at tomorrow's EU summit.)

The Turkish government's nightmare scenario, expressed pointedly in negotiations with U.S. officials, is that if Saddam is ousted, the two dominant Kurdish groups in northern Iraq will gain what amounts to a de facto state. And that, they believe, is unacceptably provocative.

Whether Turkey's concerns about a renewed separatist struggle in the southeast are reasonable is a matter of intense debate. Most analysts say the recent softening of government policy, coupled with the possibility of greater freedoms in the fu-

DECEMBER 11, 2002

THE STAR-LEDGER

ture, has dampened the enthusiasm for independence.

"The fear about an uprising among the Turkish Kurds is very exaggerated," says Henri Barkey, a professor of international relations at Lehigh University and co-author of the book, "Turkey's Kurdish Question." As Turkey moves toward the EU, he says, "it means more freedom for the Kurds, and there is no reason to rock the boat."

Still, continuing frustrations with poverty, police tactics and human rights violations throughout the southeast are very real for Kurds, and local officials say a failure to grapple with these issues could have dangerous consequences.

"Kurds want the freedom to express themselves freely — culturally, politically and in their own language — and they want some government assistance to develop the economy," says Feridun Celik, the mayor of Diyarbakir, the largest city in the southeast and the Kurds' proxy capital. "Kurds are not arguing for independence. But if nothing is done, the biggest concern is that it could cause violence in the region again."

A BLOODY HISTORY

The Kurdish people, it is frequently said, make up the largest stateless nation in the world. An estimated 25 million Kurds — the largest ethnic bloc in the Middle East after Arabs, Persians and Turks — live throughout a region that reaches from Turkey into Iran, Iraq and Syria.

Kurds, whose language is distinct from Turkish and Arabic, have lived in this region for more than 1,000 years, and a mention of them in Greek literature appears in Xenophon's writings of the fifth century B.C. The large majority of Kurds are Muslim, although there are some Jews, Christians and followers of the Yezidi religion.

The Kurds' failure to achieve statehood during their long history has many factors. The most serious, perhaps, is geography. For almost a millennium, Kurds lived in small, isolated villages across an enormous area, with no central government and a common language that eventually broke off into several dialects.

For the past 500 years, moreover, the Kurds have found themselves caught in a vortex of great historical forces. For nearly four centuries, their lands were divided between the powerful Ottoman and Persian empires. Then, after World War I, the victorious Allies remade the region into its present form.



Suleyman, 11, grabs his friend Kadir, 14, who is showing his toy gun. At left, Recep, 11, warms his hands over a fire in Diyarbakir. Many children lost family in the military's fight against the PKK before the 1999 cease-fire.

Turkey, with a Kurdish population of between 15 million and 20 million, has brutally suppressed the Kurds ever since the establishment of the modern-day republic in 1923. The nationalistic philosophy of founding father Mustafa Kemal Atatürk left no room for a people who could not assimilate.

As Ismet Inonu, Atatürk's successor, once said: "We must Turkify the inhabitants of our land at any price, and we will annihilate those who oppose the Turks." Within Turkish nationalist circles, Kurds are still referred to as "mountain Turks," in a denial of their distinct identity.

The most sustained period of armed conflict came in the 1980s,

when the PKK, an armed independence movement that is considered a terrorist organization by the U.S. government, began a rebellion that lasted from 1984 until 1999.

The height of the conflict came during the late 1980s and early 1990s, as tens of thousands of Iraqi Kurds fled into Turkey to escape Saddam's military rampages. The refugee crisis created new bonds between Kurds on either side of the border, encouraging visions of eventual unification.

Turkish officials responded with fresh measures designed to quash the ethnic identity of Kurds, renewing efforts to remove Kurdish language and cultural symbols from daily life. At one point, the "go"

color on traffic lights throughout the southeast was changed to blue, because the Kurdish national colors are red, yellow and green.

In the end, the Turkish government crushed the PKK rebellion following the capture of the group's notorious leader, Abdullah Ocalan. Today, Ocalan is the lone prisoner on the Marmara Sea island of Imrali, and the Kurdish lands of southeast Turkey are quieter than at any time in 25 years.

HUMAN RIGHTS

The walls in İnsan Hakları Derneği's office at the Turkish Human Rights Association in Diyarbakir are painted lime green, and they are mainly bare. But in one corner there is a collection of four wooden frames, each containing a simple head-and-shoulders portrait.

The largest one depicts Vedat Aydin, a founding member of the association, who was slain in 1991 for his political activities to support Kurdish rights.

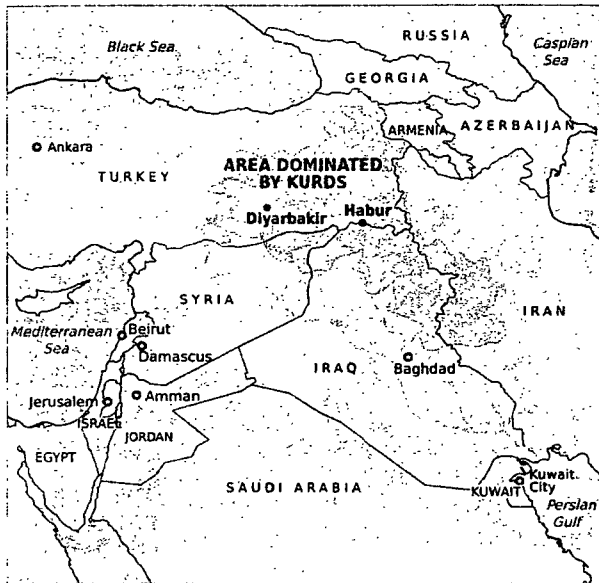
Aydin, like many political activists at the time, was kidnapped, tortured and killed by government paramilitary forces. His body was found discarded beside a road just outside of town.

The funeral for Aydin drew more than 50,000 Kurds, who chanted his name as they marched in anger. Security forces opened fire on the crowd, then attacked them with clubs and rifle butts, killing 13 and wounding hundreds more.

The three remaining portraits on Derneği's walls show others who have been killed for their advocacy of human rights: physician Hasan

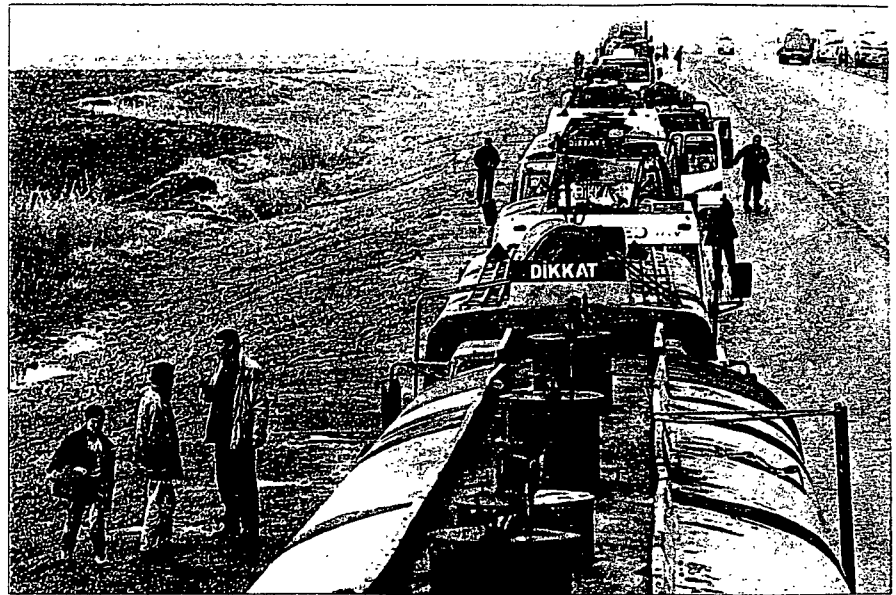


Ayfer looks out the window of her home in Diyarbakir on Saturday. An influx of Kurdish refugees has raised the unemployment level to 65 percent in Diyarbakir, which serves as the Kurds' proxy capital.



THE STAR-LEDGER

Kurdistan, the region dominated by ethnic Kurds, is spread across several modern nations.



Trucks line up Sunday to cross from Habur into Iraq, where many fill up with crude oil. The flow of illegal oil was the biggest source of money for the southeastern region, but new taxes have hurt independent truckers.

Kaya, attorney Metin Can and journalist Kemal Kilic. To this day, no one has ever been arrested for their murders, Dernegi says.

The offices of the Human Rights Association have become a dreary archive for the worst excesses of the Turkish government's efforts to end Kurdish separatism. Files, in hard copies and computer databases, hold details of decades of repression, torture and state-sanctioned murder.

Since the cease-fire with the PKK three years ago, Dernegi says, there has been a steady decline in the incidence of serious human rights violations, "and we are very glad about this numerical decrease." But, he adds quickly, "this does not mean there are no more violations going on."

Dernegi is a trim man with dark, close-cropped hair and rimless glasses. His manner is formal, and so is his dress; on a Saturday afternoon, he is at work in a blue blazer and rep tie. He speaks slowly and precisely, tenting his fingers above his desktop as if in prayer.

The most serious problem today, he says, is trying to resettle the vast numbers of refugees who were driven from their villages in the southeast during the government's war with the PKK. International estimates of the number of displaced villagers have ranged from 380,000 to 1 million, but Dernegi says he believes the real number is closer to 4 million.

As many as 30,000 villages were emptied or destroyed during the military's campaign to gain control of the countryside, according to Dernegi. In the villages that remained, the government gave the residents a choice: Leave or remain

as salaried "village guards," responsible for enforcing security policies in the region.

Today, local officials say, at least 60,000 people remain on the government payroll as village guards. Dernegi says they have been responsible for many of the most egregious human rights violations in recent months, including the murder of three returning villagers in nearby Ugrak in late October.

"When the millions of refugees left during the 1980s and 1990s," Dernegi says, "they left their fields and homes behind, and the village guards took them over. Now, when those people who can afford to go home try to return, the village guards do not want to give up the property."

Based on data that Dernegi and his colleagues compiled, the international group Human Rights Watch recently declared that no more than 10 percent of displaced villagers have even tried to return to their homes since the 1999 cease-fire.

There are other outstanding human rights issues as well, Dernegi says, including the government's continuing, if slightly abated, efforts to prevent the use of the Kurdish language. Recently, Dernegi was forced to spend five months in court securing the right to give his son a traditional Kurdish name — Robin, which means "one who brings light."

DESPERATE POVERTY

The devastation of Kurdish villages across the southeast has uprooted the agricultural economy that once sustained much of the population. Many people have moved west, to Istanbul or Ankara.

Hundreds of thousands of others have moved to Diyarbakir, an influx that has produced sprawling shantytowns and desperate poverty among a population that is 65 percent unemployed.

Over the past decade alone, the population of Diyarbakir has nearly tripled, from 350,000 to a million or more.

Business leaders in the area were hopeful after the 1999 cease-fire with the PKK that economic development aid would flow to the southeast. But just as things were beginning to improve, Turkey's entire economy plunged into recession.

"For a moment, we had hope," says Osman Akyl, secretary-general of the Southeast Businessmen and Industrialists Association. "But then the national crisis came, and it has been terrible for us."

The economy of Diyarbakir consists mainly of bartering between people who make barely enough to get by. The clamorous streets are filled with rural exiles, some trying to sell lemons or potatoes they have grown in tiny plots outside the city.

For years, the biggest source of money in the region — outside of the well-established drug trade — was the flow of illegal oil through the Habur border gate from Iraq. Every day, hundreds, if not thou-

sands, of trucks brought Hussein's crude oil out of Iraq, in clear violation of U.S. sanctions.

For a while, the Turkish government was content to look the other way because oil profits saved the government from having to make investments in the region. But a

couple years ago, the government began to tax heavily the flow of oil, making it difficult for many independent truckers to make ends meet.

As a result, the river of illegal oil has dried up, and thousands of rusting oil tankers stand in sprawling automotive graveyards in towns along the border.

For things to improve in the southeast, Akyl says, the government must take an active role in promoting tourism at the many religious sites in the region, as well as providing tax incentives for businesses and heavy industry to invest in the region.

"We are not asking for cash money or even loans," Akyl says. "We are just saying the government should be willing to give up some of what it is asking from us, and provide the kind of support that will give investors confidence in this area."

So far, he says, the government has come up with nothing but unfulfilled promises. "There were many specific proposals, but nothing serious happened. And nothing serious is on the agenda."

Akyl says he is often asked why the government should provide economic assistance to an area that has, in the minds of Turkey's political elite, caused the nation nothing but problems.

He has a ready answer. The Israeli-Palestinian conflict is nothing, he says, compared with the problems that will exist if Turkey, Iraq, Iran and Syria do not find ways to

address the economic and social needs of their Kurdish minorities.

Akyl makes it very clear that he does not support Kurdish independence. But, he says, "if you ignore this subject, then the problems that were in Turkey and Iraq yesterday can happen again all over the region. Look at the history: This subject has never been solved, and it has never gone away."

KURDISH SOLIDARITY

The black basalt walls that surround Diyarbakir are a crumbling mess these days. A mere shadow of the massive fortifications built during Roman and Byzantine times to protect the 7,500-year-old city. Time has scarred them, and desperate residents have taken many of the stones to build small, hutlike homes nearby.

The walkways atop the walls are precariously uneven and slippery with mud, with 40-foot drop-offs on either side. From the highest ramparts, the once-prosperous region of the Fertile Crescent stretches out in all directions, a breathtaking landscape layered with the remains of 26 civilizations.

For the Kurdish children of Diyarbakir, the walls have become something of a playground, and they scamper fearlessly up and down. Occasionally, an adult will climb up as well, using the walls as a shortcut through Diyarbakir's maze of cobblestone streets.

Here, away from the plainclothes police who patrol the city streets, residents speak more freely about the treatment they receive from government authorities. The litany of complaints, from the mouths of young and old alike, is recited calmly, but it is clear that frustration and anger run deep.

Accustomed to seeing members of the foreign press, who for years used Diyarbakir as a base for covering the PKK rebellion, children immediately flash the symbol of Kurdish solidarity—a two-fingered V held overhead—when they see foreigners with cameras.

It is a bold thing to do, worthy of a beating if observed by a local policeman. But it is not nearly as subversive as the stories they tell—tales of killings, beatings, dead bodies found in the streets and families left homeless by village evacuations. They ask only that their last



A couple walks the streets of Diyarbakir. Kurds seek human rights economic aid for the region and a stop to human rights violations by the police.

names not be used.

Ahmet is a 13-year-old boy with chalk-white skin and haunted green eyes. He says that the situation has gotten better since the cease-fire with the PKK and that a recent lifting of emergency restrictions has made daily life a little better. But he still avoids the police, he says, fearing what they might do to him.

"There is a lot of pressure on us," he says. "We are scared to go out in the streets because the police will still hit us for no reason. We don't feel any freedom."

Ahmet's aunt and her children—cousins he once played with—were killed in their village just a few years ago, and his eyes grow misty as he talks about them. "Half our village died in a clash with the military," he says. "And the people who were caught were tortured."

Veysel is 15 and he, like Ahmet, has lost family in the conflict. But as much as the killings and the physical abuse, he is galled by the efforts of the Turkish government to stamp out Kurdish music and cultural symbols, and especially the Kurdish language.

"Kurdish is our mother language and they are trying to destroy it," he says. "They speak in their language, why can't we speak in ours? And if you wear a shirt with red or yellow or green, they ask you, 'Why do you wear this

color?' We can't even go see our own (soccer) team play because they hit us."

Still, Veysel, Ahmed and their friends are quick to say that they do not support Kurdish independence.

It is hard to know whether they mean this, or whether they are merely stopping short of an invisible line that every Kurd in Turkey knows not to cross.

What they seek instead, they say, is some semblance of peace and dignity.

"We don't want independence," Veysel says. "We only want human rights."

"We want to live together in peace, like brothers," adds Ahmet. "We want the repression to stop. We want the police to recognize us, not to beat us."

In a dim alley just beneath the city walls, three boys named Kadir, 14, Recep and Suleyman, both 11, have built a fire with scraps of cardboard and paper.

They squat around the blaze, warming their hands and competing to see who can get his fingers closest to the flames without flinching.

"You should see the bonfires we build at the New Year," says Recep, referring to the traditional Kurdish practice of setting fires on March 21, then leaping over the

flames to symbolize the desire for independence. "They are really big, and people jump very high."

Kadir has a startlingly realistic-looking toy handgun tucked into the waistband of his trousers, and he pulls it out to fire playful shots into the dying embers of the fire. One day, he says, he would like to have a real gun, not just this plastic model.

"Because you never know," he says. "There might be a fight."

THE STAR-LEDGER

DECEMBER 11, 2002

TURQUIE *Le sondage Ipsos-Le Figaro traduit le manque d'enthousiasme de l'opinion pour l'éventuelle adhésion d'Ankara à l'UE*

Une majorité de Français rejette l'adhésion d'Ankara

La Turquie, non merci. Une majorité des 60 millions de Français ne veulent pas voir les quelque 65 millions de Turcs (ils devraient être 100 millions dans vingt ans) entrer dans l'Union européenne. 56 % contre, 35 % pour, selon le sondage Ipsos publié aujourd'hui par *Le Figaro*.

Ces chiffres ne traduisent certes pas un rejet écrasant, mais ils s'inscrivent sur un fond de scepticisme perceptible sur l'élargissement de l'Europe en général. L'approbation est rigoureusement inverse quand on interroge les Français sur l'adhésion, en 2004, de dix nouveaux pays. Si, dans un cas, le rejet n'est pas massif, dans l'autre, l'enthousiasme n'est pas au rendez-vous.

L'une des surprises de ce sondage est le réveil du clivage gauche-droite sur la question

européenne. A une courte majorité, de deux points, les sympathisants de l'opposition sont favorables à l'entrée de la Turquie dans l'Union quand ceux de la majorité y sont franchement opposés, à 65 % contre

des 18-24 ans sont pour l'Union à vingt-cinq membres. Ils sont de même la seule classe d'âge où les partisans de l'entrée de la Turquie sont majoritaires (54 % pour, 39 % contre).

l'extrême droite, l'argument religieux n'est cité qu'en troisième position. La véritable crainte est celle d'un afflux important d'immigrés. Même parmi les défenseurs de l'adhésion d'Ankara, 42 % évoquent le risque de cette nouvelle immigration. L'argument géographique (l'appartenance à l'Asie de l'essentiel du territoire turc) est, lui, surtout invoqué par les jeunes (31 % des 18-24 ans).

G. T.

L'argument religieux n'est cité qu'en troisième position. La véritable crainte est celle d'un afflux d'immigrés

29 %. De même sur l'élargissement de 2004 (63 % d'approbation à gauche, 45 % à droite).

Mais le clivage n'est pas que politique. Il est tout autant social et générationnel. Les plus jeunes sont les plus ouverts à l'ouverture de l'Europe. 71 %

Les agriculteurs, les ouvriers et les employés sont aussi les plus inquiets face à la grande Europe à 25 qu'ils sont plus de 40 % à rejeter, quand le record d'approbation (63 %) se trouve chez les cadres supérieurs. Le même écart se retrouve à propos de la Turquie.

L'inquiétude face à une éventuelle adhésion n'est pas liée à la défense de l'identité chrétienne de l'Europe. A droite comme à gauche ou à

What kind of Europe? ■ By William Pfaff

Inside the Turkey question

PARIS
Europe is at last, however circumspectly, even apprehensively, approaching the primordial question of what it intends to become. Its governments meet in Copenhagen this week to again address enlargement. Enlargement, when achieved, will terminate the European Union as it currently exists.

Twenty-seven nations — the future EU membership when it has incorporated the current candidates — cannot possibly function as the present 15-member Union functions.

The 15 themselves are not the supple six with which today's European Union began: three big states (Federal Germany, France and Italy) plus three small ones (the Benelux three) collectively adding up to another big one, all six with equal votes.

But the Europeans only now are being compelled to face the changes that Europe confronts. In a moment of serendipitous inspiration, Valéry Giscard d'Estaing, the former French president, was named by the European governments some months ago to supervise writing a European constitution, to be delivered in mid-2003. This was an exercise that no one until then had taken seriously.

Giscard instantly understood that he had been handed the means to rewrite "Europe." He understood that Europe had first to decide what it is, and only after that make the decision on how to govern itself in the future. Both questions have for years been obfuscated, instead of answered.

First is to decide what Europe is. Two Europes exist. Both have their origins in Greece of the classical period and in republican and imperial Rome, and have been

shaped by Christianity. Western and Central Europe have also been formed by the Renaissance, the Enlightenment, the Revolution and Liberalism.

That has set them apart from Eastern Europe, ever since the political and religious schism in 1054 that divided Roman Catholic Europe from Byzantine or Orthodox Christianity, much of which subsequently fell under Turkish Muslim control.

Orthodox Europe became part of the EU when Greece joined, with Bulgaria, Romania and others expected to follow. But the issue of Turkish membership in the European Union is extremely controversial.

When Giscard reopened that question, it was a calculated provocation. He said that Muslim Turkey belongs to a great but different civilization, not that of Europe. He said that because of Turkey's size, its membership would unbalance the EU and its institutions. (Turkey has a rising population of some 70 million. Germany, the most populous present EU member, has a declining population of 82 million.) And if Turkey were admitted to the EU, he said, then Morocco and other non-European states, such as Lebanon and Israel, would reasonably expect to follow. The result "would be the end of the European Union."

Other EU officials have hastened to disagree. Turkey is an official EU candidate. There are many good arguments for its admittance. However, a final decision seemed conveniently remote until Giscard's statement. Now the issue can no longer be avoided.

The second basic question is whether Europe will be an integrated federation of countries or regions or a "Europe

LE FIGARO MARDI 10 DÉCEMBRE 2002

International Herald Tribune
Tuesday, December 10, 2002

of nations," with mutual security guarantees and an independent foreign and security policy, or remain essentially an economic bloc, as Britain would prefer, or even serve as a kind of regional group within a reinforced Atlantic system, as the United States wants.

Giscard is forcing a decision on this, as well. His constitutional "skeleton" suggests an executive figure, perhaps a president, elected by the council (the decision-making body representing the member governments), who would become Europe's geopolitical representative to the world. That implies a Europe of nations, but closely associated.

This provoked Romano Prodi, president of the commission, the EU executive, to put forward constitutional proposals strengthening the commission's powers, and the British foreign secretary, Jack Straw, to offer a constitutional proposal reflecting British conceptions of a loosely linked EU.

The Turkish issue is basic because it contains within it all the other questions of strengthening or deepening the

Union. Answer it, and you implicitly answer the others.

Giscard is right: If Turkey is admitted to the EU, there will not be a strong "Europe." There will be an association of states, not all European, with close economic and social cooperation, restricted political integration and negligible collective weight on the international scene.

But perhaps that is all that Europeans today want from the EU. There have always been many who are committed to what could be called a "little Europe," who are afraid of a big Europe. The drawback is that little Europe is also dependent Europe, its future limited.

On the other side of the argument have always been those ambitious for Europe, anxious to affirm European influence in world affairs.

The issues are not going to be settled at Copenhagen, but because of Giscard they can't be ignored.

International Herald Tribune
Tribune Media Services International

Jonathan Steele

The EU can help Turkish democracy

Nato failed to stop human rights abuses. Brussels could do better

Selective amnesia, a common complaint among political leaders and commentators, looks certain to cloud today's EU summit in Copenhagen.

Giving Turkey an early date to join is one of the key issues, fuelled by the argument that this predominantly Muslim country needs to be brought into a major organisation that is dedicated to democracy. The prospect of membership will encourage Turkey's secular modernisers and strengthen internal reform, it is said. The United States, which is anxious to get Turkey's help in its war on Iraq, is crudely interfering in the EU's decision and pressing for a positive signal from Copenhagen.

Strange, then, that people forget that for half a century Turkey has been a full member of a large institution on the European continent which calls itself a defender of democracy. I refer to Nato. As the alliance continues to expand into lands once ruled by the Soviet Union, Nato's supporters have been praising its record as a champion of liberal values. On the hard right, the Pentagon hawk Richard

Perle says Nato is as legitimate as the United Nations, if not more so, when it comes to the international use of force. "It is composed of liberal democracies that have exhibited since Nato's inception an absence of self-aggrandisement and a responsible effort to bring about peace and stability. ... The United Nations happens to contain a lot of dictatorships," he snorted recently. Outside government, commentators such as Timothy Garton Ash have hailed Nato as a "European peace movement" and "a driving force for democratisation".

Turkey fits uncomfortably into this picture of success. For 50 years Nato has consistently turned a blind eye to Turkey's democratic deficit. The treatment of the Kurdish population has been a particular disgrace. Nato did not prevent the Turkish authorities from treating the country's Kurdish population with contempt and brutality. On the contrary Nato encouraged it, by selling Turkey the military hardware to repress and kill tens of

thousands of Kurds both inside Turkey and across the border in northern Iraq. The human rights crimes were as grotesque as anything done by Slobodan Milosevic during the break-up of Yugoslavia yet no Nato government seriously raised its voice.

Nor did Nato stop the Turkish armed forces from seizing power in a coup in 1980. (It was equally passive when Turkey's Nato neighbour, Greece, succumbed to a military coup in 1967). After the Turkish coup, Nato did nothing significant to restore civilian rule. Then as now more interested in military bases than democracy, the US pressed European governments not to put even mild

sanctions on Turkey because of its suppression of human rights.

On the peace front, Nato's record is just as poor. It allowed Turkey to invade Cyprus in 1974 and for the subsequent 28 years it has failed to end the occupation by using its much-vaunted power as a driving force for peace. The ceasefire lines which have held in Cyprus since 1974 are not policed by troops from Nato but by those of the United Nations. The latest peace proposals were worked out by Kofi Annan and other UN officials.

Nato claims it is their alliance membership which has prevented Turkey and Greece from slipping into armed conflict. It is true that the two countries have not gone to war since they joined Nato, but there is no proof that either ever seriously contemplated war or that, if they did, it was their Nato membership which restrained them — any more than it can be proven that the Soviet Union intended to invade western Europe after 1949 and that it was Nato's existence which prevented it.

Turkey's human rights crimes were as grotesque as anything done by Slobodan Milosevic

In both cases there is a long series of other factors which can explain why war did not happen.

There are organisations in Europe with a reasonably good record in promoting democracy, from the Council of Europe to the Organisation for Security and Cooperation in Europe. But primacy belongs to the European Union. Its rigorous membership criteria are having an effect in getting countries in eastern and central Europe with authoritarian traditions to start implementing the concepts of individual human rights, rule of law, and democratic governance. While Nato ignores human rights violations by its members, the EU conditions progress on their coming to an end. The contrast could not be starker. It is understandable that the elites of small nations which have lived in the Soviet shadow should be flattered by American attentions, and rush to get into Nato under the American imperial umbrella. The older states of Europe have no such need. They take a wider view of security and understand that cooperation with neighbours, aid for development, and conflict resolution through dialogue are at least as important as military arsenals. The EU should take Turkey in.

The Guardian

December 12 2002

« Ils en ont parlé... » Quand la Turquie affole l'Europe

Faut-il faire entrer 68 millions de musulmans dans l'Union ? Depuis que Giscard s'est prononcé contre, l'Europe entière se déchire. Un débat qui divise les partis, les opinions et les intellectuels, et qui fait exploser les clivages habituels

Chaises renversées, table défaite, couverts et assiettes en pagaille, nappe maculée. Ambiance d'après dispute : « *Ils en ont parlé* » dit la légende d'un célèbre dessin de Caran d'Ache, caricaturiste de l'affaire Dreyfus. Qui saura figurer les empoignades d'aujourd'hui sur l'admission de la Turquie dans le « club » européen ? La polémique anime les dîners en ville, divise les partis et enflamme les intellectuels, qui oublient un moment leurs querelles intestines pour s'étriper sur les affaires du monde.

Comme s'ils avaient parfaitement conscience du changement de nature que provoquerait l'entrée officielle d'un pays de 68 millions d'habitants, à 95% musulmans, parmi les membres de l'Union, les partisans de l'ouverture s'efforcent de déminer le terrain. Une semaine avant le rendez-vous de Copenhague qui doit introniser dix nouveaux membres, Jacques Chirac et Gerhard Schröder proposaient conjointement un scénario à leurs pairs : l'ouverture de négociations d'adhésion le 1^{er} juillet 2005. Au même moment, Recep Erdogan, vainqueur par K.-O. des dernières élections turques, terminait sa tournée européenne en martelant : 1) que l'appartenance de son pays à l'Europe est incontestable puisqu'elle a été reconnue en août 1949, quand la Turquie est devenue membre du Conseil de l'Europe, un an avant l'Allemagne ; 2) que son adhésion à l'Union européenne est irréversible puisque la candidature turque a été acceptée dès 1963 et confirmée en 1999 par les membres fondateurs du « noyau » européen.

Mais, depuis, il y a eu le pavé Giscard. Dans une interview soigneusement calculée, au lendemain d'une visite au pape sur l'inclusion de l'« héritage religieux » dans le préambule de la future Constitution, le président de la Convention sur l'Avenir de l'Europe a révélé l'ampleur d'un conflit qui divise la droite et la gauche des pays membres et inquiète les opinions. « *La Turquie n'est pas un pays européen* », et l'élargissement hors de l'Europe sonnerait « *la fin de l'Union* » ; par cette déclaration, l'ancien chef d'Etat français a-t-il donné une mauvaise

réponse à une bonne question ? Evoquée implicitement, l'« Europe chrétienne » existe-t-elle ailleurs que dans la tête des chrétiens-démocrates ? Ou bien, après une période de dérive, d'à-peu-près, marquée par la tyrannie de la « bien-pensance » (vertus de la différence, bien-faits a priori du multiculturalisme), permet-il enfin que la vraie question soit posée, celle des frontières de l'Union et de la compatibilité d'un processus d'intégration politique avec un mouvement d'association incontrôlé ? Autant de questions à la Turquie, mais surtout aux Européens, à leur identité et à leur projet commun.

Les partisans de l'ouverture plaident un passé partagé, de l'Empire byzantin (capitale Constantinople-Istanbul) à l'occupation-cohabitation pacifique dans les Balkans, ponctué d'alliances du « divan » avec les grandes puissances du continent (la France, par exemple). Si l'Empire ottoman était considéré au siècle dernier comme l'« homme malade de l'Europe », n'est-ce pas qu'il en était membre ? Les politiques soulignent, depuis la révolution d'Atatürk, les progrès d'une « république laïque » et son respect croissant des droits de l'homme, comme en témoignent l'abolition de la peine de mort ou la reconnaissance des langues locales, comme le kurde. Pour dissiper un soupçon d'« islamisme difficilement compatible avec cette modération proclamée », les politologues renversent l'argument huntingtonien du « choc des civilisations ». Inclure la Turquie dans l'Union permettrait de prouver concrètement que les cultures peuvent coexister, que l'islam est compatible avec la culture occidentale. Ajoutez quelques soutiens de poids, non sans arrière-pensée : le chancelier Schröder, puisque 80% des Turcs naturalisés allemands votent SPD, Tony Blair, partisan d'une Europe réduite à une grande zone de libre-échange mais sans existence politique forte ; et l'appui des Américains qui ont fait de la Turquie la plus grande base militaire de l'Otan, entre l'Occident et l'Orient... le lobby est actif et varié.

Suffisamment puissant pour neutraliser les adversaires de l'entrée de la Turquie, qui



rallient, par exemple, 60% des Français ? Passons sur l'argument géographique : « *L'Europe ce n'est ni l'Asie ni l'Afrique. Alors des frontières avec l'Irak et l'Iran...* » En son temps, de Gaulle proposait bien une « Europe de l'Atlantique à l'Oural ». Relativisons l'argument démographique : avec un taux de natalité de 1,4, la population turque n'est plus aussi explosive. Plus graves sont les interrogations sur l'AK, Parti de la Justice et du Développement, qualifié rapidement de « progressiste ». Si l'Europe n'est pas un « club chrétien », elle a mis dix siècles à s'affranchir de l'emprise des Eglises. En France, la séparation officielle de l'Eglise et de l'Etat a seulement un siècle. Combien de temps faudra-t-il au parti de Recep Erdogan pour se séculariser ? Les laïcs se souviennent que l'ancien maire d'Istanbul a milité pour l'entrée des élèves dans les écoles coraniques dès l'âge de

8 ans. Et, en Allemagne où vit une communauté de 3 millions de Turcs, le Verfassung Schutz (l'équivalent de la DST) surveille de près Milligörüs, branche de l'AK qui joue officiellement le jeu de l'intégration démocratique mais dont le « Califat de Cologne », dissout en décembre 2001, révélait une volonté d'emprise sur la société civile à partir des mosquées et des centres communautaires.

Les critères de Copenhague mesurant l'adhérence des candidats d'Europe centrale et orientale à la démocratie sont loin d'être remplis par Ankara. A preuve les condamnations de la Cour européenne des Droits de l'Homme ou les pouvoirs constitutionnels de l'armée turque... Reste qu'accusés d'« hypocrisie » ou de

d'un ensemble de valeurs transcendantes par opposition à des valeurs purement matérialistes : pour le socialiste Pierre Moscovici, l'identité européenne est la combinaison de ces facteurs dans un même espace géographique. Et la candidature d'un pays qui respecte ces principes inscrits dans la Charte européenne des Droits de l'Homme doit être examinée avec bienveillance. Mais, ajoute-t-il, « ce n'est pas encore le cas de la Turquie qui, sur le plan démocratique, est au début d'une course de haies ». L'eurodéputé Jean-Louis Bourlanges évoque, lui, une tradition judéo-chrétienne. « Si elle ne doit pas être interprétée comme un facteur d'exclusion, on doit reconnaître qu'elle est la véritable matrice de la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spiri-

déjà son lobby en France et en Italie ? Sans parler des pays du Maghreb, qui vont probablement, Maroc en tête, frapper une nouvelle fois aux portes de l'Union. Conscient du risque de dilution, Romano Prodi, président de la Commission, évoque maintenant un « anneau de pays amis », façon de fixer définitivement les frontières et de ne plus nourrir de faux espoirs. Plus directif, Hubert Védrine pense qu'il faut « profiter de la crise turque pour empêcher le poids d'un prétendu mouvement moderne de définir notre identité ». Il faut clarifier. En délimitant des frontières géographiques ; en définissant clairement la répartition des pouvoirs entre l'Europe et les Etats « grâce à la future Constitution ».

Avec l'élargissement programmé et l'entrée potentielle de la Turquie, l'Europe peut-elle encore espérer l'intégration politique qu'elle a si mal commencée à quinze ? Michel Rocard est à ce point convaincu du contraire qu'il dit oui à la Turquie. Raisonnablement a contrario de l'ancien Premier ministre : en tardant à affirmer et son identité et son autorité, l'Europe est devenue une vague zone euro-atlantique, un ensemble géopolitique mou, au mieux un « espace de cohérence et de paix ». L'intégration de la Turquie ? Ce sera au moins un « acte de paix ». Une façon de ne pas s'aliéner une immense zone comprenant les anciennes républiques soviétiques turcophones d'Asie occidentale et centrale. Tout aussi sceptique, Hubert Védrine pense que l'élargissement a sonné le glas d'une « Europe puissance », capable de faire jeu égal avec les Etats-Unis ou de lui opposer son modèle. Fin de partie ? L'Europe peut quand même progresser comme « simple espace de stabilité et de puissance ». Rejetant l'idée d'un « noyau dur » d'Etats d'« avant-garde », insupportable pour les autres, Védrine suggère une Europe à géométrie variable, avec des coopérations renforcées sur des domaines précis comme la défense. Avec des « cercles inclusifs » et non « concentriques », souligne Moscovici. Hostile aux coopérations renforcées, « vagues désirs de coopération intergouvernementale dans quelques domaines », Bourlanges croit plutôt au salut par la construction d'« institutions fortes et contraignantes ». Si la France et l'Allemagne s'engageaient dans cette voie, « le mouvement serait irrésistible ». Adieu en tout cas aux jardins à la française et à la logique de Montesquieu. L'Europe de demain – si elle doit exister – ressemblera plus aux taches de Rorschach, projection de l'imaginaire de chacun, qu'aux compositions géométriques de Claude-Nicolas Ledoux. Avec, en prime; une mosaïque turque.

JEAN-GABRIEL FREDET



Alfred - Sipa Press

Pour les partisans de l'ouverture, inclure la Turquie dans l'Union européenne permettrait de prouver concrètement que les cultures peuvent coexister.

« nostalgie conservatrice », les sceptiques auront du mal à s'opposer à une ouverture qui, sauf crise majeure, paraît désormais inévitable et passe par un retour aux sources : une réflexion sur l'identité européenne, ses frontières, et le degré d'intégration politique désormais envisageable.

De quoi est faite l'identité européenne ? « D'une croyance dans le marché, dans la démocratie qui définit l'espace public, d'une histoire commune, du partage d'un héritage spirituel formé

« tuel, de la laïcité, comme on dit à gauche. » Cette séparation, qui est « avec l'invention de l'Etat-nation le véritable apport de l'Europe aux principes d'organisation politique des sociétés », pose un problème à la Turquie qui « oscille entre une laïcité autoritaire garantie par l'armée et plaçant la religion sous contrôle de l'Etat et les pulsions islamistes de la base, menaçant l'ordre laïc ».

Où s'arrête l'Europe ? Longtemps la construction européenne a été considérée comme un projet politique sans définition géographique. Au fil des ans, cette « rencontre d'un espace et d'un projet démocratique » est devenue, selon Bourlanges, une « sorte de société des Etats démocratiquement méritants ». La candidature de la Turquie, à mi-chemin de la démocratie, en déportant l'Europe vers l'Orient montre les limites de ce raisonnement. Car après Ankara, pourquoi pas le Caucase ? Ou la Russie, qui a

L'éditorial de Jean Daniel

L'an prochain à Bagdad ?

Cette année 2002 se termine, pour le monde, avec la quasi-certitude qu'il y aura une guerre au début de l'année 2003. Et que l'on ne peut, dans aucun domaine, en prévoir les conséquences. Invité à faire un pronostic, un chroniqueur militaire britannique a répondu que tout optimisme sur ce point friserait l'indécente. La balle était dans le camp de Saddam Hussein. Or il vient de la renvoyer à Washington sous la forme d'un rapport de 12 000 pages qui prouverait que les Irakiens ne détiennent pas ces armes de destruction massive qui alarment les Etats-Unis et leurs alliés.

Comment faire confiance à Saddam Hussein ? Quel crédit accorder à ce rapport ? Dans quelle mesure les inspecteurs de l'ONU ne tomberont-ils pas dans le piège où sont tombés les diplomates occidentaux en 1963 à Cuba, lorsque Fidel Castro les assurait qu'il n'y avait jamais eu de missiles soviétiques sur le sol cubain ? Le groupe des faucons de la Maison-Blanche a déjà des réponses à ces questions. Ou bien on aura les preuves que Saddam Hussein ment, et il faudra se débarrasser de lui par la guerre. Ou bien on n'obtiendra pas ces preuves, et il conviendra donc de douter de la compétence des inspecteurs.

Ce groupe de faucons, qui réunit des personnalités considérables, tient pour négligeable la détérioration désastreuse de l'image des Etats-Unis dans le monde, l'hostilité que suscite le projet irakien chez leurs alliés arabes comme l'embarras irrité dans lequel il met leurs alliés européens. En dépit de l'opposition manifestée par diverses voix autorisées, du changement d'attitude adopté par le « New York Times » et le « Washington Post », enfin de la coopération concertée entre Colin Powell, Kofi Annan et Jacques Chirac, la guerre reste donc probable, comme le montre le déploiement des forces militaires autour des Emirats.

Les « durs » de la Maison-Blanche se sont résignés la mort dans l'âme à retarder l'intervention en Irak en donnant une chance au Conseil de Sécurité de l'ONU. Mais ce faisant, ils déclarent n'avoir pas fait de concession à des pacifistes ou à des « munichois », mais à des légalistes de l'ordre international. Par ailleurs ils sont sûrs d'avoir obtenu avec cette concession l'abstention des Chinois, la compréhension des Russes et la participation des Français lorsque la guerre sera livrée.

Cette situation pose ou devrait poser à tous les Occidentaux des problèmes dramatiques dans la mesure où cette guerre, au surplus préventive, sera livrée en leur nom. Il se trouve en effet que la superpuissance qui va en prendre l'initiative traverse une double crise, qui perturbe la légitimité de son leadership démocra-

tique. Vraie ou fausse, toute la philosophie justifiant l'interventionnisme américain depuis les origines est fondée sur l'interdépendance de l'économie de marché, de la démocratie représentative et de la détention d'un pouvoir qui impose une responsabilité internationale. Or dans l'Amérique de Bill Clinton et de George W. Bush, la dérégulation sauvage a permis une série de scandales financiers sans précédent portant sur des sommes fabuleuses et qui viennent de conduire au pessimisme le plus surprenant les théoriciens les plus zélés du capitalisme américain (1).

**Pour lutter
contre nos ennemis
communs,
les Etats-Unis de
George W. Bush
sont les plus forts
militairement. Mais
ils sont aujourd'hui
les moins qualifiés
moralement**

D'autre part, les préparatifs politiques de la guerre sont tout simplement désastreux. Lors de la précédente guerre du Golfe, le président George Bush avait compris qu'il convenait de punir l'agression de Saddam Hussein contre le Koweït en habillant cette sanction de la promesse d'un nouvel ordre international. Le président actuel ne se soucie pas de faire la preuve de l'exemplarité américaine. Il n'annonce pas une tentative de diminuer le fossé vertigineux entre les riches et les pauvres de la planète. Il ne promet pas un abandon du protectionnisme américain sur l'agriculture et le textile, par exemple, ni une ratification des décisions pour protéger l'écologie de la planète. Il n'annonce pas, comme le nouveau leader travailliste israélien l'adjure de le faire, qu'il cessera de subventionner l'économie israélienne si Ariel Sharon ne gèle pas

toutes les colonies de peuplement. Rien, donc, ne justifie moralement que les Etats-Unis soient seuls à désigner l'identité de l'Etat le plus dangereux et à décider de le combattre dans l'élan d'une croisade contre le terrorisme.

L'année 2002 a commencé avec, de la part de George W. Bush, une décision d'importance, non rendue publique sur le moment mais dont font état aujourd'hui quelques chroniqueurs bien informés : considérer l'Irak et Saddam Hussein comme des agents actifs de la volonté de nuisance d'une internationale arabe et islamique. Si l'on n'a pu – faute de la moindre preuve – déclarer que les Irakiens étaient complices d'Al-Qaida et coauteurs des attentats du 11 septembre, on a prétendu déceler entre le despote de Bagdad et les fanatiques de l'islam une alliance objective qui justifiait qu'on le combatte par tous les moyens.

Or c'est précisément la confusion entre l'indispensable lutte contre un terrorisme demeuré menaçant et la guerre contre l'Irak qui peut radicaliser la haine contre l'Occident et nous entraîner peu à peu vers le fameux *choc des civilisations*. Attardons-nous sur cette expression, qui fait déjà parti du bêtisier de tous les cafés du commerce et qui est la tarte à la crème des chroniqueurs de l'audiovisuel. C'est ici même et dans la revue « Commentaire », en 1994, qu'il a été question pour la première fois en Europe des thèses développées par un essayiste du nom de Samuel Huntington, alors que ses thèses se réduisaient à un seul article de la revue « Foreign Affairs ».

Rappel sommaire : l'auteur annonçait la fin des conflits de proximité et de souveraineté, et le bel avenir des affrontements entre cultures et des guerres de civilisations. Sur les vingt-quatre civilisations recensées par le grand historien britannique Arnold Toynbee (1889-1975), Huntington en distinguait seulement six susceptibles de regrouper de grands ensembles. Et, pour arriver rapidement à ce qui nous occupe ici, il estimait que l'Occident, du fait de sa surpuissance, allait être assiégé par l'islam. On nous a reproché d'accorder quelque importance à cet auteur américain et à ses thèses. Huntington, disait-on en Sorbonne, ne connaissait pas plus Spengler et Toynbee, auxquels il se référait, que Francis Fukuyama trois ans plus tôt n'avait lu Hegel. Oswald Spengler (1880-1936) est cet historien allemand auteur du livre célèbre sur « le Déclin de l'Occident ». Nous avons contesté les thèses de Samuel Huntington pour la simple raison qu'elles étaient soutenues à un moment, 1994, où il n'y avait pratiquement dans le monde que des guerres civiles, des guerres de voisinage et des guerres entre musulmans. Mais nous concédions que de nouvelles données pouvaient

rendre plausibles les hypothèses de Huntington. Ce qui se passait au Timor, au Cachemire, au Soudan, au Nigeria, en Afghanistan et ailleurs pouvait annoncer de dangereuses évolutions. Nous disions surtout qu'il appartenait aux gouvernements, notamment Occidentaux, de ne pas transformer en fatalité ce qui n'était qu'une virtualité. Or c'est ce qui risque de se produire aujourd'hui.

Le procès de l'Occident en tant que tel n'est le fait que d'une fraction radicale ou extrémiste de l'islam. On peut dire que, jusqu'à ces derniers temps, la violence de l'antiaméricanisme a été plus grande en Amérique latine que dans les nations musulmanes. En revanche, il n'existe aucun dirigeant au monde pour condamner l'Occident pris dans sa totalité aussi vulgairement que certains officiels américains croient devoir dénoncer l'islam. Dans l'entourage même de George W. Bush, en effet, des excités ont reproché à leur président de ne pas condamner l'islam comme on avait jadis condamné le nazisme. Et ils ont pris soin de donner de l'éclat à leurs positions.

Il ne s'agit à aucun moment de sous-estimer l'immense danger que représentent d'une part l'islamisme radical et violent, d'autre part le pouvoir malfaisant d'un Saddam Hussein. Mais le combat contre ces deux maux - différents - ne saurait être livré sans la participation des peuples musulmans concernés. D'où la nécessité de préconiser partout des rassemblements multiethniques et multiconfessionnels autour de valeurs universelles. C'est l'une des raisons pour lesquelles je me résigne au pari bien risqué de l'entrée de la Turquie musulmane dans l'Union européenne, quelle que soit la force des objections que l'on peut y faire au nom de la géographie et de l'histoire.

C'est pourquoi aussi je souhaite que, sortant de leur débat sur la gauche et la droite, nos intellectuels se consacrent à l'étude d'un phénomène qui peut créer à l'intérieur de nos sociétés un conflit culturel et culturel. Ce phénomène, le même Huntington l'a prévu aussi, à un nom : le *communautarisme*. Un phénomène si dévastateur qu'il se banalise au point que les

revendications communautaires n'étonnent plus personne. Prenons le cas de l'islam. Un professeur arabisant, Jacques Berque, affirmait que la société laïque de la République française était le cadre rêvé pour que les musulmans puissent librement repenser leurs traditions religieuses. Il n'aurait pas fallu le pousser beaucoup pour lui faire dire que le grand réformateur attendu en islam pourrait naître en France - c'est d'ailleurs ce qu'il espérait en appelant de ses vœux l'avènement d'une « nouvelle Andalousie ». Mais pour cela, il faut éviter que ne nous arrive de l'extérieur, au nom de l'Occident, une condamnation de l'islam en tant que tel. Et il faut, bien sûr, que se développe enfin la compétition positive entre ceux - musulmans, juifs ou autres - qui entendent s'épanouir dans les valeurs de la société d'accueil et ceux qui ont la tentation de se replier sur eux-mêmes dans un communautarisme essentiellement religieux. J. D.

(1) cf. Felix Rohatyn, « The New York Review of Books », 24 octobre 2002.

Syria's Kurds see hope in Iraq

They view their bid for equality as less futile as they witness their brethren's rise.

By Zeina Karam
ASSOCIATED PRESS

DAMASCUS, Syria — Most of Syria's Kurds live along the border with Iraq and have watched enviously as their Iraqi brothers govern themselves and make money from oil — all with U.S. and British planes protecting them from attack by Saddam Hussein.

Now that Iraqi Kurds are gaining even more stature as potential allies in a war on Hussein, the Kurds next door in Syria are starting to speak out about their own demands for equality and the right to teach their children and publish newspapers in their own language.

Use of Kurdish in schools and publications is illegal, and Syrian authorities have traditionally viewed the 8 percent Kurdish minority with suspicion. But lately the government has appeared willing to at least show more openness to Kurds.

"Kurds are an integral part of Syrian society and should have the same rights as Syrian citizens," said Marwan Zirki, head of the Syrian Kurdish Democratic Gathering, one of 14 Kurdish groups in Syria, none of which the government recognizes.

"I was born in this land and have lived and served in this

land," says Ibrahim Omari, 60. "My blood is 100 percent Syrian."

Under others' rule

The Kurds are descendants of an ancient non-Arab people who lived in what today are parts of Iran, Turkey, Iraq and Syria. Throughout history they have chafed under the rule of others, and in the last decade thousands of Kurds have been killed as Turkey and Iraq put down Kurdish revolts.

Syrian Kurds have been spared such upheaval, but they complain of a lack of basic rights and of official neglect in the poor provinces of Hasakeh and Qamishli where most live.

The Syrian Constitution does not mention the 1.5 million Kurds in this country of 18.3 million. In the poor and mainly Kurdish neighborhood of Rokn El-Din in Damascus, the only sign of Kurdish identity is in street names. Kurdish residents speak their language only indoors.

About 160,000 Kurds have been denied Syrian nationality, meaning they cannot vote, own property, go to state schools or get government jobs. They carry special identity cards that identify them as "foreigners."

About 75,000 Kurds are called

maktoumeen, or unregistered — are not recognized at all. They have no identity cards and cannot be treated in state hospitals or get marriage certificates.

'Like I don't exist'

One *maktoumeen*, 18-year-old Rankeen, said he is so discouraged he wants to emigrate to Germany as a refugee.

"It's like I don't exist. If I die, there is nothing to prove I was ever alive," said Rankeen, who gave only his first name.

He said he was born in Syria, but his grandfather was stripped of citizenship in a 1962 census aimed at finding Kurds who came illegally from Turkey. Those who could not prove they had lived in Syria since 1945 lost their citizenship.

The government claims that Kurds who fled Turkey or Iraq are not Syrians, but that Kurds who are citizens enjoy the same rights as other Syrians.

Syria, Turkey and Iran fear a war in Iraq would split the country, leading to an independent Kurdish state in the north and new demands for independence by the region's other Kurds.

Now, Iraqi Kurds seek to convince surrounding nations — and Washington, which also op-

poses a breakup of Iraq — that all they want is autonomous status in an Iraqi federation.

In an unusual move, Syrian Vice President Abdul-Halim Khaddam met with an Iraqi Kurdish delegation recently. And when Syria's Kurdish groups recently held an unprecedented roundtable discussion of their plight, many Syrian intellectuals participated and authorities did not interfere. Syria's nascent human-rights groups have complained about the Kurds' suffering and poverty.

In August, President Bashar al-Assad made what is believed to be the first visit to Kurdish areas by a Syrian leader since independence in 1946. Assad did not mention the Kurds in his speech; he spoke of "national unity" and the "need to abide by law and order."

Abdul-Hamid Darwish, head of the Kurdish Progressive and Democratic Party in Syria, said the Syrian Kurds do not want separation from Syria.

"We do not seek the establishment of a Kurdish area," he said. "We just want to administer our area and to freely practice our cultural, social and political rights."

LA SÉLECTION DE COURRIER INTERNATIONAL

**L'adhésion à l'UE
vue par la presse turque**

Les réticences européennes portent surtout sur les « différences culturelles »

LA DATE de juillet 2005 pour entamer le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne - qui pourrait être annoncée au sommet européen de Copenhague - ne satisfait guère Ankara. Pour Radikal, « il ne faudra pas s'étonner si la Turquie n'accepte pas cette date. On sait très bien que le problème n'est plus de savoir si elle remplit ou non les critères de Copenhague. La presse européenne écrit en effet chaque jour que le véritable obstacle à notre candidature est d'ordre culturel et religieux et que ces critères sont un prétexte de moins en moins facile à utiliser ».

« Ce prétexte est d'autant moins fondé, écrit le quotidien islamodémocrate Yeni Safak, que la Turquie a adopté pas moins de 48 a-

mendements constitutionnels pour se conformer aux critères de démocratisation, et que le gouvernement [islamiste] d'Abdullah Gül a présenté à l'Assemblée une autre série de révisions constitutionnelles allant dans ce sens. » « En outre, ajoute Milliyet, si les négociations directes sur l'adhésion de la Turquie ne commencent pas avant 2004, il sera pratiquement impossible de dégager un consensus entre les membres de l'UE, qui seront passés de 15 à 25. »

La question culturelle et religieuse n'est pas pour autant un faux problème, estime Yeni Safak : « On a trop tendance en Turquie à critiquer les opposants à la candidature turque, comme Giscard d'Estaing, en faisant semblant de ne pas voir les profondes hésitations de ceux qui affirment publiquement être favorables à l'adhésion de la Turquie. Comme si ces

« différences culturelles » n'avaient pas d'importance pour nous. (...) Nous nous comportons comme si l'entrée dans l'UE signifiait l'accès immédiat au paradis. (...) Ce genre d'approche peut nourrir un complexe de supériorité de l'UE à notre égard, voire même susciter de la méfiance. »

Reste que la Turquie a encore beaucoup à faire sur le plan économique. Sabah stigmatise ainsi le profond fossé socio-économique entre l'ouest et l'est du pays. Mais l'adhésion de la Turquie dépend aussi de l'évolution du dossier chypriote, et encore plus du conflit entre Washington et Bagdad, écrit Yeni Safak : « Les Etats-Unis sont en effet déjà en train de faire pression sur les Européens en faveur de la candidature turque. »

Pierre Vanrie

Les Chypriotes veulent en finir avec « le dernier mur en Europe »

Le sort du plan de l'ONU pour la réunification de l'île paraît lié au résultat des discussions sur la candidature turque à l'UE

NICOSIE (partie nord)
de notre envoyée spéciale

Depuis quelques jours, les habitants de la partie nord de Nicosie (appelée Léfkosia par les Chypriotes)

REPORTAGE

« Si la partie grecque intègre [seule] l'Union, nous deviendrons une minorité »

tes turcs) vivent à l'heure du sommet européen de Copenhague, où les négociations d'adhésion avec dix pays, dont Chypre, appelés à rejoindre l'Union en 2004, doivent s'achever. La réunification de l'île - divisée depuis vingt-huit ans entre la République turque de Chypre du Nord (185 000 personnes) et la République de Chypre (620 000 habitants, seule reconnue internationalement) - n'est pas une précondition à l'adhésion, selon les Quinze. Toutefois, le plan de réunification proposé en novembre par l'ONU et accepté comme « base de négociations » par les deux parties fait espérer aux Européens l'intégration à terme d'un Etat pacifié. Quant aux Chypriotes, ils voudraient bien en finir avec « le dernier mur en Europe ».

Les interrogations fusent : « Denktash [chef de la communauté chypriote turque] va-t-il donner son aval au plan de règlement de l'ONU ? » ; « Va-t-on donner une

date à la Turquie ? » On sait bien, ici, que l'avenir est entre les mains de la Turquie, la puissance tutélaire qui maintient 35 000 soldats sur place : si celle-ci se voit attribuer, à Copenhague, une « clause de rendez-vous » en vue de l'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE, « alors, le dossier chypriote avancera », pronostique Kemal Nami, syndicaliste local qui avoue « ne plus fermer l'œil depuis quelques jours », dans l'attente du sommet.

Les Turcs ne sont pas favorables à la date de 2005 - proposée par le président Chirac et le chancelier allemand Gerhard Schröder - car ils craignent que l'aval de 25 pays-membres (au lieu de 15 aujourd'hui) soit alors plus difficile à obtenir. Mais la négociation reste ouverte. « Si la date leur convient, un accord de principe pourrait être signé le 13, qui avaliserait le plan de règlement. C'est le souhait de la majorité des Chypriotes turcs. »,

explique Kemal. Le son de cloche est le même au Parti turc républicain (CTP, socialiste), principal parti d'opposition, vainqueur des élections municipales de l'été 2002. Son secrétaire général, Ferdi Soyer s'inquiète : « Nous soutenons le plan. Si nous lui tournons le dos, nous perdrons de bonnes bases pour la négociation : le principe des deux entités, la perspective d'une reconnaissance internationale pour notre communauté. Sinon, la partie grecque intégrera l'Union, et nous deviendrons une minorité. »

70 000 COLONS

Pourtant, mardi 10 décembre, ils étaient près de 10 000 à manifester, en ville, contre le plan onusien, aux accents de : « Ce que nous voulons ? Ecraser le plan Annan ! » « Non, nous ne serons pas les domestiques des Roums [Chypriotes grecs] ! »

Dans un petit café-restaurant du

centre-ville, les journaux du jour passent de mains en mains. Le patron, Bekir, hèle depuis son bar une table de clients. « Est-ce qu'ils ont l'air de Chypriotes turcs ? Non ! Ce sont tous des colons ou des militaires en civil ! », s'exclame-t-il en brandissant une page du journal Yeni Üzen où figurent des photos des manifestants.

Depuis la partition de l'île, en 1974, Ankara a favorisé l'installation de 70 000 colons venus d'Anatolie. Selon le plan de l'ONU, la moitié d'entre eux peuvent espérer avoir accès à la citoyenneté chypriote (il faut une présence de sept ans) ; aux autres, une compensation financière sera proposée. « Le malheur, c'est que nous importons de Turquie une main-d'œuvre sous-qualifiée, tandis que nos jeunes diplômés quittent l'île faute de travail ! », déplore Sevgül, une enseignante de l'université de Lefkosia.

Depuis 1974, 30 000 Chypriotes turcs de souche sont partis du fait des mauvaises conditions économiques - le fossé est grand avec un PIB par tête de 13 000 dollars au Sud contre 3 000 au Nord. « Nous ne recherchons pas le contact avec les colons car nous sommes très différents. Nous avons plus de choses en commun avec les Chypriotes grecs », poursuit-elle.

Aucune haine n'est perceptible envers la communauté grecque. Amorcé depuis les années 1980, un mouvement en faveur de la réconciliation a mobilisé, des deux côtés, les forces vives de la société civile.

Etudiants, enseignants, syndicalistes ont créé des réseaux de

Rauf Denktash a « besoin de temps »

Le leader chypriote turc Rauf Denktash a affirmé, mercredi 11 décembre, dans un entretien à la télévision d'information turque NTV, que les Chypriotes turcs ne pouvaient pas signer d'accord de paix sur une réunification de Chypre au sommet européen de Copenhague. « Nous ne sommes pas arrivés au point de signer le plan », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il ne cherchait pas « une échappatoire aux négociations (...) Nous avons besoin de temps afin de discuter avec la partie chypriote grecque » d'une version remaniée du plan présenté par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. M. Denktash a appelé l'UE à ne pas pousser les deux parties chypriotes à un « mariage forcé ». Le vétéran chypriote turc, âgé de 78 ans, victime de problèmes de santé, a ajouté qu'il ne se rendrait pas à Copenhague. Il a décidé d'y envoyer son ministre des affaires étrangères et de la défense, Tahsin Ertugroglu.

A l'ONU, le porte-parole du secrétaire général, Fred Eckhard, a indiqué, mercredi, que « Kofi Annan est prêt à se rendre [à Copenhague], si cela peut faciliter un accord ». - (AFP).

13 DÉCEMBRE 2002 Le Monde

réflexion en vue d'un rapprochement. « Ces contacts ont été interdits par Ankara en 1997, après la décision du sommet européen de Luxembourg de ne pas accepter la candidature turque. Puis ils se sont poursuivis malgré tout », explique

Belgin, une étudiante de l'université de Famagouste, la deuxième ville du Nord.

Özker Özgür, un opposant de toujours au pouvoir en place, déplore que Chypre ne soit pour Ankara qu'un sujet de « marchan-

dage ». « Celui-ci se poursuivra jusqu'au dernier moment », prédit-il. Vice-premier ministre jusqu'à sa démission, en 1996, il rappelle : « Ici, il y a deux centres de décision : l'ambassade de Turquie et le QG des militaires turcs. C'est pourquoi j'ai

démissionné : j'avais une fonction et aucun pouvoir. Depuis, rien n'a changé. »

Marie Jégo

UNION EUROPÉENNE La candidature d'Ankara au programme du sommet de Copenhague

La marche turque

Au cours du sommet de Copenhague qui se termine, aujourd'hui, l'Europe devrait dire si elle fixe une date pour l'ouverture de négociations en vue de l'intégration de la Turquie

PAR
YVES TERNON*

au sein de l'Union européenne. C'est une décision dont il importe de mesurer les conséquences.

Les États se déterminent en fonction de leurs intérêts, non de leurs promesses. Il est de l'intérêt de la Turquie de faire partie de l'Europe. L'inverse est-il vrai ?

Les démographes prévoient qu'en cas d'intégration, à l'horizon 2050, un Européen sur

Si on se place sur le plan de la démocratie, le déficit reste considérable

cinq serait de nationalité turque. Dans vingt ans, la Turquie, qui compte aujourd'hui 67 millions d'habitants, sera plus peuplée que l'Allemagne (82 millions). Elle disposerait alors, par voie de conséquence, de la plus importante représentation au sein des institutions européennes.

Le retard économique de la Turquie, par rapport à la moyenne européenne, est patent. Elle est fortement endet-

tée et traverse une grave crise financière doublée d'une lourde inflation. En cas d'adhésion, son économie devrait être prise en charge par l'Europe, alors que celle-ci sera déjà affaiblie par les problèmes d'intégration des dix candidats agréés pour 2004. Les habitants de ces dix pays sont d'ailleurs à peine plus nombreux que ceux de la seule Turquie.

Si on se place sur le plan de la démocratie, le déficit, selon la formule consacrée, reste considérable. Les critères fixés à Copenhague en 1993 et qui s'appliquent à tous les pays candidats ne sont pas remplis. L'abolition de la peine de mort ne modifie en rien un système carcéral si dur que les protestataires en viennent à s'immoler par le feu ou se laissent mourir de faim pour que cessent les tortures et les mauvais traitements. Les Kurdes viennent certes d'obtenir le droit à l'enseignement de leur langue, mais aucune mesure concrète

n'a vu le jour sinon que les écoles privées kurdes ne pourront dans l'avenir enseigner ni l'histoire, ni la géographie, ni les sciences ou les mathématiques en kurde.

En Turquie, des députés sont toujours en prison pour avoir parlé en kurde. Depuis des décennies, les militaires n'ont pas cessé de décider ce qu'il est ou non permis de faire, d'écrire ou d'exprimer. Le véritable pouvoir de cet État est entre les mains du Conseil national de sécurité, contrôlé par l'armée.

Contrairement aux demandes formulées en juin 1987 par le Parlement européen, la Turquie n'a toujours pas reconnu le génocide arménien de 1915 que la France a, elle, reconnu publiquement.

Depuis la fin de la guerre froide, la Turquie, membre de l'Otan, n'a plus pour fonction stratégique de s'opposer à la Russie. Aujourd'hui, Vladimir Poutine entretient des rapports cordiaux avec Washington. Si, sur un plan économique, la géopolitique de la Turquie est tournée vers l'Europe, sur le plan politique elle regarde vers la périphérie russe, et celle-ci va du Caucase au Sin Kiang chinois en longeant l'Asie centrale turcophone. Au Moyen-Orient, les choix de la Turquie paraissent parfois plus proches de ceux de Washington que de ceux de la Communauté européenne. En effet, le pays occidental le plus soucieux de voir la Turquie rejoindre l'Union européenne est en Amérique. L'Europe demande-t-elle à Washington d'accorder au Mexique ce que les États-Unis demandent aux Européens d'accorder à la Turquie ?

Certes, la Turquie doit rester pour l'Europe un partenaire commercial privilégié et elle demeure un allié de première importance. Mais, à l'évidence, elle ne fait pas partie de l'Europe. Sa capitale n'est pas en Europe et 90 % de sa population est en Asie mineure. Si on acceptait la Turquie, il faudrait modifier la dénomination de la communauté et y inclure, pour commencer, le Maroc qui est désireux de se joindre à l'Europe.

Enfin, il est injuste et inexact de prétendre que l'Europe est

un club chrétien et que la Turquie sert de test pour voir si l'Union européenne va ou non accepter en son sein un pays musulman. Depuis des décennies, les pays d'Europe accueillent, individuellement ou par familles, des millions d'immigrés issus de pays musulmans ou d'autres confessions, et ils vont continuer de le faire. Mais l'Europe a le droit, sans avoir pour autant mauvaise conscience, de refuser de fixer une date pour l'adhésion d'un État géographiquement marginal, dont la démocratie est douteuse et l'économie chancelante.

* Essayiste. Auteur notamment d'*Empire ottoman. Le déclin, la chute, l'effacement*, Éditions du Félin, 2002.

LE FIGARO

13 DÉCEMBRE 2002

ENTRETIEN L'envoyé spécial du « Figaro » a rencontré à Londres le père de l'actuelle doctrine américaine, éminence grise du président George W. Bush

Perle : « Les Irakiens nous seront reconnaissants »

LE FIGARO VENDREDI 13 DÉCEMBRE 2002

Avec ses amis Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Richard Perle, 61 ans, est l'un des quatre grands « faucons » de Washington. Durant les deux mandats du président Reagan, il fut, comme sous-secrétaire à la Défense chargé de la sécurité internationale, l'artisan de la politique de lutte tous azimuts contre l'expansionnisme soviétique. Dès 1999, il agit en coulisses pour la candidature de George W. Bush à la présidence des États-Unis. Une fois Bush en fonctions, Richard Perle devient président du très influent Defence Policy Board du Pentagone. Ce « stratège derrière le rideau » est le père de l'actuelle doctrine américaine. De passage à Londres, en route vers la Turquie, il a reçu l'envoyé spécial du Figaro.

Propos recueillis à Londres par Renaud Girard

LE FIGARO. – Le jour où vous, les hommes de George W. Bush, quitterez le pouvoir, quel Moyen-Orient laisserez-vous derrière vous ?

Richard PERLE. – En Irak, le régime baasiste aura été déposé. J'espère qu'il aura été remplacé par un régime réellement représentatif de la société irakienne et doté d'institutions démocratiques. Bien sûr, ce ne sera sans doute pas une démocratie aussi développée que dans nos pays respectifs – où nous avons mis des siècles à en édifier une – mais un régime tendant vers ce modèle.

J'espère qu'après cela nous aurons également un changement en Iran. L'opposition ne cesse de s'y renforcer. Pour s'exprimer librement, la jeunesse y prend actuellement de grands risques, inconcevables encore il y a quelques années.

Quant à l'Arabie saoudite, je pense que les Saoudiens vont modifier eux-mêmes les politiques ayant conduit à la propagation de l'extrémisme wahhabite à travers le monde. Une forte pression s'exerce d'ailleurs sur eux pour qu'ils le fassent. En outre, les Saoudiens sont en train de comprendre qu'ils ont par le passé toléré la création de forces qu'ils ne sont plus en mesure de contrôler.

Pensez-vous que l'Amérique soit vraiment capable aujourd'hui de remplir au sein du monde arabo-musulman une « mission civilisatrice » du type de celle

que l'Administration Truman avait réalisée dans le Japon et l'Allemagne d'après-guerre ?

Non. Je ne pense pas que le modèle soit le bon. Le bon modèle serait plutôt celui de l'aide que nous vous avons apportée, en France et en Italie, juste après la Seconde Guerre mondiale, dans votre lutte contre les communistes. Comme d'ailleurs, aussi, en Grèce et en Turquie. Dans ces pays, les États-Unis ont été en mesure d'apporter leur aide. Mais, en dernier ressort, ce sont les Français, les Italiens, les Grecs, les Turcs qui durent livrer

ce combat. Dans le cas du monde arabo-musulman, ce combat devra être également livré, en dernier ressort, par les musulmans eux-mêmes. Tous les musulmans ne sont pas des extrémistes fous, rêvant de mettre le monde à feu et à sang ! Le problème est aujourd'hui que les non-extrémistes sont intimidés par les extrémistes.

Le paradoxe est que les pays du monde arabe où nous avons de loin le plus d'amis sont ceux où nous sommes en mauvais termes avec le gouvernement. Et nos ennemis les plus dangereux dans le monde arabe vivent dans les pays où nous entretenons de bonnes relations avec le gouvernement !

Mais, pour vous, quelles seront les conséquences immédiates d'une invasion militaire américaine de l'Irak ?

Ce sera la fin rapide du régime de Saddam Hussein. Je crois que les Irakiens, par millions, nous exprimeront leur reconnaissance. Ils ressentiront cela comme la libération de l'Irak,

non comme son asservissement par les États-Unis d'Amérique. Les gens qui pensent que nous sommes là pour le pétrole seront vite déçus. Parce que nous n'enlèverons pas son pétrole à l'Irak. En fait, pour la première fois depuis longtemps, les revenus du pétrole de l'Irak iront à sa population. Et non dans la poche de Saddam. En détruisant Saddam Hussein, nous détruirons aussi le mythe de l'« impérialisme américain » !

Pardon ?

Nulle part dans le monde nous n'avons fait preuve d'un réel impérialisme. C'est complètement faux de dire que nous sommes impérialistes, sous prétexte que McDonald's produit des hamburgers dans le monde entier, que les gens écoutent de la musique américaine ou qu'ils vont voir des films américains. Il est tout simplement impossible de prouver que les États-Unis se sont comportés de manière impérialiste. Et vous verrez qu'en Irak nous ne nous comporterons pas de manière impériale. Sad-



Richard Perle :
« Nous ne déciderons d'agir militairement contre l'Irak que le jour où nous détiendrons des preuves très convaincantes, lesquelles seront communiquées immédiatement à nos alliés. Et vous verrez que ce jour-là la France viendra là-bas avec nous ! »
(Photo AFP.)

dam Hussein est la principale raison pour laquelle nous sommes si présents dans le Golfe. Notre présence dans la région diminuera dès qu'il aura été déposé.

Lors de l'invasion israélienne du Sud-Liban en 1982, les soldats de Tsahal furent d'abord accueillis avec des fleurs par la population chiite, heureuse d'être débarrassée des milices palestiniennes. Mais elle changea bientôt d'attitude et prit les armes contre l'État juif. Ne pensez-vous pas qu'il risque de vous arriver la même chose, que vous risquez de voir se constituer un arc chiite entre le Sud irakien et l'Iran, qui vous sera très rapidement hostile ?

Certes. Il est hors de doute que l'Iran essaiera d'exploiter à son avantage la présence de soldats américains dans un pays voisin, de surcroît ravagé par la guerre. Nous devons rester extrêmement vigilants. Mais je ne pense pas que la masse des chiites irakiens deviendra hostile aux Américains : souvenez-vous qu'ils ont beaucoup souffert sous Saddam. Ici, j'aimerais être bien

« Nos ennemis les plus dangereux dans le monde arabe vivent dans les pays où nous entretenons de bonnes relations avec le gouvernement ! »

clair : nous ne pouvons pas gouverner l'Irak, nous ne devons même pas essayer de le faire. L'Irak doit être gouverné par des Irakiens. Notre rôle y sera seulement de fournir un niveau de sécurité suffisant au pays, afin qu'un processus politique normal puisse s'y dérouler.

En lançant aujourd'hui une invasion militaire de l'Irak n'êtes-vous pas en train de vous tromper dans l'ordre de vos priorités ? Ne devrait-il pas être : 1) gagner la guerre contre al-Qaïda ; 2) imposer une paix aux Israéliens et aux Palestiniens ; 3) désarmer le Corée du Nord, qui, elle, est une puissance nucléaire avérée ?

Et dans votre petite liste, l'Irak ne viendrait qu'en quatrième position ?... Écoutez, nous ne pouvons pas tout faire à la fois. Mais nous pouvons nous occuper en même temps d'al-Qaïda et de Saddam Hussein. Les ins-

truments à notre disposition pour traiter l'un et l'autre ne sont pas de même nature. Pour nous occuper d'al-Qaïda, nous avons besoin d'améliorer grandement nos services de renseignements et de progresser dans certaines technologies. Sans l'aide de technologies nouvelles, nous n'allons pas pouvoir éliminer les cellules d'al-Qaïda dispersées à travers le monde et assurer une sécurité efficace aux avions de ligne. De nouvelles technologies seront également nécessaires pour surveiller les

trafics d'armes aux frontières, que ce soient des armes conventionnelles ou de destruction massive. Aux États-Unis, nous travaillons déjà d'arrache-pied à développer ces nouvelles technologies.

En revanche, pour traiter le problème irakien, nous n'avons besoin que de forces militaires classiques, lesquelles existent déjà. Même s'il n'y avait pas le problème irakien, ces forces classiques ne seraient pas utilisées dans la guerre contre al-Qaïda. Bref, je pense que nous pouvons parfaitement agir sur les deux fronts en même temps. En outre, politiquement, si aujourd'hui on baissait les bras en prétendant que le problème irakien est trop difficile pour nous, ce serait un immense encouragement pour tous nos ennemis à travers le monde, et à la Corée du Nord notamment. Au sein d'al-Qaïda elle-même, notre renoncement à s'attaquer à Saddam constituerait un formidable soutien au moral des terroristes.

Pourquoi ne changez-vous pas d'attitude sur l'Irak, alors que ce pays semble jusqu'à présent appliquer à la lettre la résolution 1441

du Conseil de sécurité ? L'Irak n'est-il pas devenu un bon élève de l'ONU ?

C'est de la poudre aux yeux que vous lance Saddam. Nous savons qu'il dispose d'armes de destruction massive. Il vient de fournir une déclaration où il prétend ne pas en avoir. De deux choses l'une : ou bien nous nous trompons, ou bien il y a des choses que l'Irak cache soigneusement ! Or je ne pense pas que nous nous trompons. Que Saddam ait soumis sa déclaration dans les délais ou qu'il ait fait une ridicule lettre d'excuses - très bancale - au peuple koweïtien ne constitue qu'une campagne

pour manipuler l'opinion, pour lui faire croire qu'il coopère pleinement avec l'ONU. Les Irakiens ne peuvent pas prétendre qu'ils coopèrent sincèrement, alors qu'ils continuent leur contrebande à grande échelle ! Ce n'est simplement pas recevable !

Mais, enfin, les inspecteurs peuvent aller où ils veulent : c'est un fait !

Il y a aujourd'hui moins de 200 inspecteurs, et l'Irak est un pays grand comme la France. La gendarmerie, en Provence, dispose à elle seule de dix fois plus d'effectifs que le corps des inspecteurs internationaux en Irak !

Mais alors, pourquoi les États-Unis, membre permanent du Conseil de sécurité, n'ont-ils pas demandé au secrétaire général de l'ONU d'envoyer dix fois plus d'inspecteurs en Irak ?

Les inspecteurs, nous en voulons bien davantage. Mais demandez donc à Chirac pourquoi le nombre des inspecteurs est si réduit !

Vous voulez dire que la France s'est opposée à ce que le nombre des inspecteurs soit supérieur à ce qu'il est ?

Mais bien sûr ! La stratégie constante de la France, au cours de la négociation sur la résolution 1441, a été de diminuer l'étendue des inspections, de diminuer l'efficacité potentielle des inspecteurs sur le terrain. Je vous donne un exemple : nous voulions des centres régionaux d'opérations, de manière que les inspecteurs soient plus proches physiquement des sites à visiter. Car si leur trajet est trop long, les Irakiens ont le temps de démaner les produits suspects. Si vous voulez avoir une probabilité importante de trouver des armes de destruction massive, vous devez placer vos inspecteurs en différents endroits. Or la France s'y est opposée. Nous avons fini par obtenir trois bureaux régionaux, mais ce ne sont pas des centres opérationnels. Les inspections partent toutes de Bagdad.

Si vous pensez que la France a privé de son efficacité la mission d'inspection, pourquoi avez-vous donc signé la résolution ?

Eh bien... nous avons finalement décidé que la priorité était d'obtenir un consensus, même si c'était au prix de l'efficacité des missions d'inspection. C'est une décision bien difficile que le président Bush a dû prendre !

Je vais vous donner un autre exemple des difficultés que la France nous a faites au Conseil. L'un des rares moyens dont

nous disposons pour déceler des programmes d'armes de destruction massive, c'est d'interroger les Irakiens qui en sont responsables. Mais dire la vérité, aujourd'hui, pour un scientifique irakien, signifie la peine de mort ! Voilà pourquoi les États-Unis ont tellement insisté sur le principe que les Irakiens devaient pouvoir être interrogés, en toute sûreté, hors de leur territoire. Or un haut responsable français s'est opposé à nous, en nous accusant de vouloir organiser de la « désertion légale » ! Mais, enfin, il s'agit de désertion d'un État totalitaire, où des gens sont assassinés ! Je n'aurais jamais pu imaginer qu'un pays comme la France puisse stigmatiser comme un péché - et non comme une bonne action - le fait de fournir de la sécurité à ces témoins essentiels, afin de leur permettre de dire au monde la vérité...

Pourquoi, selon vous, le président Chirac a-t-il pris cette position ? Pensez-vous qu'il ait eu vraiment tort de déclarer, au sommet de la Francophonie à Beyrouth, que cette région « n'avait vraiment pas besoin d'un conflit supplémentaire » ?

Pourquoi Chirac s'est-il opposé à nous ? Franchement, je n'en sais rien... L'un de mes amis français m'a expliqué que le président Chirac a baigné toute sa vie dans les affaires du Golfe persique, et qu'il entretenait des liens quasi familiaux avec de nombreux leaders de cette région...

Sur la déclaration de Chirac à Beyrouth, il n'y a pas de doute que, faire la guerre, c'est toujours une affaire sérieuse. Il convient, avant d'entreprendre une action militaire, de bien évaluer tous les facteurs et, surtout, toutes les inconnues. En politique, ça demande du coffre que d'arriver à une conclusion sur un problème donné et de prendre ensuite toutes les mesures pour l'atteindre, même si elles peuvent paraître très risquées ! Il y a aussi le fait qu'historiquement la relation franco-irakienne est totalement différente de la relation qu'a l'Amérique avec l'Irak.

Mais, pourtant, on se souvient que les relations

entre les États-Unis et l'Irak étaient excellentes au temps où vous étiez sous-secrétaire au Pentagone... N'avez-vous pas soutenu militairement Bagdad dans sa guerre contre l'Iran ?

Je n'ai jamais aimé cette poli-

tique. Je pense que ce fut une erreur... Soutenir l'Irak n'avait aucun intérêt : l'Irak n'avait de toute façon aucune chance de gagner. Si on peut, à la rigueur, comprendre la tactique consistant à soutenir un moindre mal (NDLR : « lesser evil », l'Irak) dans son conflit contre un plus grand mal (« greater evil », l'Iran), la moindre des choses eût été d'arrêter toute relation avec le moindre mal, une fois la guerre finie.

Pour reprendre votre expression, quel est le moindre mal et quel est le plus grand mal aujourd'hui : l'Irak, l'Iran ou la Corée du Nord ?

(Sourire.) Eh bien, tous les trois font partie de l'« axe du Mal ». Je vous fais remarquer que cette formule – dont vous, les Européens, vous êtes beaucoup moqués – a encore gagné en force de conviction, par rapport à l'époque où elle a été prononcée (NDLR : par le président Bush lors de son discours sur l'état de l'Union, devant le Congrès, en janvier dernier). Car nous savons aujourd'hui que la Corée du Nord possède des armes de destruction massive et qu'elle les exporte clandestinement, notamment vers l'Iran, pays mêlé étroitement au terrorisme. Il s'agit donc bien d'un véritable axe !

Si la mission des inspecteurs internationaux remet à l'ONU un rapport disant : Nous n'avons rien trouvé, que ferez-vous ?

L'Unmovic peut dire qu'elle n'a rien trouvé, mais elle ne pourra pas dire qu'il n'y avait rien à trouver...

Mais l'ancien inspecteur Scott Ritter a écrit qu'en 1998 97 % des capacités de l'Irak en matière d'armes de destruction massive avaient déjà été détruites...

Scott Ritter n'avait absolument aucun moyen à sa disposition pour le savoir. Je suis abasourdi de voir que cet homme puisse être pris au sérieux !

Si l'Irak avait poursuivi son programme nucléaire, vous l'auriez détecté, en raison de l'émission dans l'atmosphère de rayons gamma...

Je vous rappelle qu'en Corée

Mais, aujourd'hui, vous ne pouvez pas dire que l'Irak n'applique pas à la lettre la résolution 1441...

Mais si, je le dis ! La résolution exige le désarmement de l'Irak, et je ne constate pas que l'Irak soit en train, en ce moment, de désarmer. Ils nous ont fourni une liste, en déclarant qu'ils ne possédaient aucune arme interdite : il n'y a donc pas de désarmement ! Nous allons maintenant soigneusement étudier les milliers de pages de leur déclaration. Si j'avais à parier, je dirais que nous allons prouver bientôt que ces documents ne sont ni complets ni sincères. Nous allons découvrir des armes – ou des programmes – dont cette liste ne fait aucune men-

Vous voulez dire que vous ne savez pas ce que le président Bush va décider...

Ce qui est sûr, c'est que lorsque nous serons tombés sur une violation flagrante de la résolution par les Irakiens, nous en débattrons immédiatement avec la France, ainsi qu'avec d'autres pays. Ces discussions auront lieu au sein du Conseil de sécurité, mais aussi en dehors. Une fois les discussions achevées, je ne pense pas que les États-Unis auront besoin d'une nouvelle résolution pour passer à l'action contre l'Irak.

Vous savez, nous ne déciderons d'agir militairement contre l'Irak que le jour où nous détendrons des preuves très convaincantes, que nous communiquerons immédiatement à nos alliés. Et vous verrez que ce jour-là la France viendra là-bas avec nous !

« En détruisant Saddam, nous détruirons aussi le mythe de l'impérialisme américain »

nous n'avons rien vu ! Il est en réalité très difficile de déceler un programme nucléaire clandestin. Avant 1991, l'Irak, signataire du traité de non-prolifération nucléaire, soumettait ses installations aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces inspections se sont révélées incapables de déceler alors le programme nucléaire irakien, pourtant déjà bien avancé à l'époque.

tion !

Si vous décidez qu'il y a lieu de faire la guerre à l'Irak, irez-vous, ou non, préalablement, devant le Conseil de sécurité de l'ONU ?

Ma lecture de la résolution est que nous n'avons pas besoin d'une nouvelle résolution pour faire la guerre. Mais vous savez, je ne suis pas un expert en la matière...

Opposition groups map Iraq's future

Michael Howard and Brian Whitaker

Key opponents of Saddam Hussein begin a three-day meeting in London today to hammer out a common political platform for the future of a post-Saddam Iraq.

More than 300 delegates from all sections of Iraqi society – including Shia, Kurds, Sunni, Turkomans and Assyrian Christians – will gather at a London hotel for what many view as a crucial chance to iron out their differences, with an American military strike on Baghdad in prospect.

The US and Britain, the main supporters of the conference, hope that a show of unity will exert more pressure on the Iraqi president.

Representatives of the five permanent members of the

UN security council, plus observers from Iraq's neighbours and the European Union are also expected to attend.

"The plan is to agree on a joint manifesto for the opposition, to agree on a vision of a future Iraq, and to establish a council to follow through our decisions," said Hamed al-Bayati who heads the preparatory committee for the conference and is also a member of the largest Shia opposition group in the south.

The meeting will also consider a draft document called the Transition to Democracy in Iraq, drawn up by the main opposition parties and prominent independent figures in exile. A joint communique is expected to endorse a democratic, possibly federal future.

Preparations for the conference have been plagued by in-

fighting. Rifts within the Bush administration have made life difficult for the opposition groups as they struggle to reconcile their conflicting agendas.

With US rhetoric for "regime change" increasing by the day, the neo-conservative hawks in the Pentagon locked horns with the state department and the CIA over which opposition groups to support, who to back as potential leaders, and which administrative system was best able to hold the country together, post-Saddam. But Iraqi opposition groups have welcomed Mr Bush's appointment of Zalmay Khalilzad as special envoy and ambassador at large for "free Iraqis". He will be America's chief point man for the Iraqi opposition.

For most of the opposition, the overthrow of the Iraqi

president is now a foregone conclusion, but they are reluctant to be associated too closely with Washington, for fear it will cost them support among ordinary Iraqis.

"This conference is made in Iraq, by Iraqis," said Hoshiyar Zebari of the Kurdistan Democratic party (KDP), one of the two groups controlling the self-rule area of northern Iraq. "It is financed by the opposition and organised the opposition."

Currently, the powerhouse of the opposition is the so-called "group of four," a loose alliance of Sciri, the two Kurdish groups controlling northern Iraq, the KDP, the Patriotic Union of Kurdistan, and finally the Iraqi National Accord, a collection of mostly ex-Ba'athist exiles which has strong links with Washington.

IRAK Les principaux opposants au régime de Bagdad sont réunis ce week-end à Londres, sous l'égide de Washington, pour préparer l'après-Saddam

L'opposition irakienne se cherche un avenir

Quelque 300 à 350 participants représentant les principaux mouvements de l'opposition irakienne se réunissent ce week-end à Londres pour un congrès de « l'après-Saddam Hussein ».

Claude Lorieux

Et si, tout bien pesé, George Bush n'attaquait pas Saddam Hussein ? Cette hypothèse hante les chefs de l'opposition irakienne, ceux qui se retrouvent aujourd'hui et demain à Londres, et ceux qui, comme le Parti communiste et la Dawa (islamiste), ont préféré s'abstenir.

Les Américains n'ont pourtant pas ménagé leurs efforts pour convaincre cette myriade de partis et de groupuscules, dont le soutien peut leur être utile pour abattre la Maison Saddam, et, une fois ce résultat acquis, pour organiser l'« Irak libéré ».

En août dernier, six grandes organisations d'opposition avaient été solennellement reçues par tout ce qui compte à Washington : Conseil de sécurité nationale, Pentagone, Département d'État et CIA.

Aux représentants des partis kurdes et chiïtes, des monarchistes et du Conseil national

irakien d'Ahmad Chalabi, les Américains avaient adressé ce message : « Vous nous voyez unis. Soyez le également. » Washington avait réclamé la tenue d'un congrès de l'opposition, qui, faute d'accord pour se tenir en octobre à Bruxelles, s'ouvre aujourd'hui dans la capitale britannique. Un diplomate occidental témoigne que « tous les opposants ont été soumis à des pressions considérables de la part de Washington ». Pour saluer son succès, la Maison-Blanche vient d'offrir à l'opposition irakienne « démocratique » 92 millions de dollars d'aides sous forme d'équipements militaires et d'entraînements.

Ce n'est pas pour autant que les « anti-Saddam » se lanceront la fleur au fusil contre l'armée du régime baasiste. « Qui vous dit que nous faisons confiance aux Américains ? » rétorquait Massoud Barzani à un journaliste qui l'interrogeait, mercredi à Téhéran, sur l'attitude des Kurdes irakiens vis-à-vis des États-Unis. A force d'être manipulés successivement par les Britanniques,

les Iraniens et les Américains, les opposants irakiens se méfient de leurs puissants « amis de passage ».



Le Conseil national irakien, dirigé notamment par Ahmad Chalabi, est basé à Londres et dispose d'un fort soutien du Pentagone. (Photo Reuters.)

Avertissement syrien contre la guerre en Irak

Le président Bachar al-Assad a donné le ton de sa visite demain à Londres, la première d'un chef d'État syrien, en avertissant qu'une frappe américaine en Irak favoriserait le terrorisme et en apportant son soutien aux groupes radicaux palestiniens, auteurs d'attentats anti-israéliens.

Dans une interview au quotidien *The Times*, Bachar al-Assad a estimé que le Hamas et le Jihad islamique, qui ont des bureaux à Damas, « expriment les vœux de millions de Palestiniens à l'intérieur des territoires occupés ». Il a aussi estimé qu'une guerre en Irak entraînerait une grave crise économique et créerait un « terrain fertile pour le terrorisme ».

L'un des premiers faits d'armes de l'armée royale irakienne, dès 1932, fut de massacrer les chrétiens assyro-chaldéens que l'Angleterre, puissance mandataire, avait mobilisés dans ses milices locales. Les chefs du Mouvement démocratique assyrien, qui participent à la coalition patronnée par Washington, n'ont pas oublié.

En 1975, le chah d'Iran, qui soutenait la rébellion du général Moustafa Barzani (le père de Massoud Barzani), règle ses différends frontaliers avec Saddam Hussein et lâche les Kurdes. La révolte s'effondre.

En mars 1991, l'arrêt de l'offensive alliée permit à l'armée irakienne de se retourner contre les Kurdes et contre les Chiïtes, également révoltés. Bilan : au

nord, la fuite dramatique de centaines de milliers de civils kurdes en direction des montagnes iraniennes et turques : au sud, une répression féroce, dont les villes saintes de Najaf et de Kerbela portent aujourd'hui encore des stigmates. Dans *La Question irakienne* (Fayard), le chercheur Pierre-Jean Luizard écrit : « Il ne fait pas de doute en tout cas que les États-Unis ont décidé, non seulement de ne pas intervenir lors de l'Intifada de mars 1991, mais aussi qu'ils ont permis au régime (irakien), en violation des termes du cessez-le-feu, d'utiliser toute sa puissance de feu, ses hélicoptères et même l'arme chimique pour écraser le soulèvement. » Des militaires alliés assisteront à

l'exécution de rebelles chiïtes par la Garde républicaine, juste de l'autre côté de la ligne de démarcation !

Nouveau lâchage en 1996 : réagissant à une incursion militaire iranienne, l'armée irakienne pénètre, pendant quelques jours, dans la zone autonome kurde d'Irak du Nord, avec, soit dit en passant, l'assistance des hommes de Massoud Barzani ! La Garde républicaine « nettoie » Irbil, la capitale kurde, des dissidents qui s'y activaient avec leurs amis de la

CIA. Des dizaines d'opposants furent tués. D'autres s'exilèrent. Washington étudia l'éventualité d'une riposte militaire...

Tant de fois échaudés, les chefs de l'opposition refusent de faire les frais d'une sorte de guerre virtuelle. Un responsable kurde assure que « *tout le monde se lancera dès que l'US Air Force commencera à bombarder* ». Avant, c'est autre chose ! Le diplomate occidental précéda doute fort que les forces de l'opposition s'engagent seules. Les pechmergas (com-

battants kurdes) de Barzani et de Talabani aussi bien que les quelque 30 000 soldats de l'Assemblée suprême de la révolution islamique basés en Iran, attendront de voir venir. Raïd Fahmi, membre du comité central du parti communiste irakien souligne en effet que « *dès que les Kurdes s'engageront, ils s'exposeront aux représailles de l'armée irakienne, qui est à une demi-heure de route des grandes villes de la zone autonome* ».

Massoud Barzani a beau mé-

nager sa confiance à Washington, il reconnaît sans peine qu'« *en ce moment (ses) intérêts et ceux des Américains ne sont pas très différents* ». Les congressistes de Londres ont deux jours pour le confirmer, deux jours « *pour réfléchir ensemble aux structures de l'Irak d'après Saddam Hussein* », résume un participant. Et c'est là que les difficultés commencent...

Planning for life after Saddam: 50 opposition groups - and the US

Conference delegates vie for political role in new Iraq

Michael Howard

They came, deep in discussion, often arm-in-arm, along the narrow corridor to the conference arena: a beturbanned Shia cleric in flowing brown robes debating Saddam's war crimes with a sharp-suited former general of the Republican Guard; a Kurdish rebel in cummerbund and baggy trousers mulling the finer points of federalism with a leader of Iraq's Turkoman community.

Then came the dapper figure of Zalmay Khalilzad, an American of Pashtun-Afghan origin who is President Bush's newly-appointed envoy to "free Iraqis," flanked by crew-cropped heavies whispering agitatedly into their lapels. They were followed by a gaggle of "diplomatic observers" and earnest-looking human rights activists.

Inside the hall at London's Metropole hotel, more than 300 delegates representing 50 groups, all claiming to be the real voice of the Iraqi people, called for a democratic, pluralist, and possibly federal, future for their country.

On the rain-splashed Edgeware Road, small groups of demonstrators struggled to raise their voices above the traffic and each other to de-

nounce the proceedings as either a tool of western imperialism or as an unholy congress of infidels, depending on whether they belonged to the Iraqi Communist Workers Party or the Islamist Hizbut Tahrir. "Welcome to the future of Iraq," said a clearly delighted Sunni Arab delegate, a defector from the ruling Ba'ath party. "If anyone doubted Iraqis' commitment to freedom of speech, and diversity, then all this proves them wrong."

The purpose of the three-day meeting, which ends today, is to unite the notoriously fractious Iraqi opposition around a common political platform for a post-Saddam future. Many of those present say it is their big chance to put their house in order before an

American attack on Baghdad. Indeed, the gathering assumes that the overthrow of the Iraqi president is a done deal.

Delegates were working late into the night to agree a set of principles for a "new Iraq" and appoint a coordinating committee which will act as the official voice of the Iraq opposition. The committee will comprise some 40 to 50 members, "It will represent all Iraq but will not constitute a government in exile," stressed Hoshyar Zebari of the Kurdistan Democratic Party, one of the two groups controlling the Kurdish enclave in northern Iraq. "That would send the wrong signals to those currently in Iraq who will take part in the country's future."

It is clear that difficult decisions over the precise charac-



Delegates at the three-day Iraq opposition conference in London Photograph: Stefan Rousseau/PA

ter of a new government, its people and personalities, are being left to a later date. Hamed Al Bayati, a member of the Supreme Council for the

Islamic Revolution in Iraq, which represents the country's Shia majority, said: "We all hope this will be the last major gathering of Saddam's oppo-

nents that takes place in exile. The next one should be in a liberated Baghdad."

The road to this conference has been a long and troubled one. Clashing political priorities and personal rivalries among the main opposition groups have been exacerbated by infighting among American officials over which figures and groups to support.

One of the highlights so far has been the address by the only woman delegate invited to speak. Safia Al Suhale is perhaps a fine symbol for a future Iraq. A Shia Arab who is married to a Sunni Kurd, she has

given her son both a Kurdish and an Arabic name. Surveying the hall, she regretted the absence of women and said any new Iraq would be meaningless unless women were al-

lowed to play a role. Even the bearded clerics applauded.

But the suspicion is that the real decisions are being made behind closed doors. Though conference organisers were eager to stress the "observer role" of the Americans, Zalmay Khalilzad spent much of the day receiving visitors in his rented suite. "We are not dictating what is going on at the conference, merely putting forward our point of view," said one US official.

Some delegates were less than happy. "Everything should be out in the open," said Dr Mahmoud Osman a veteran independent Kurdish politician. "That is what democracy is really about. And that is how we should be behaving. Otherwise Saddam has nothing to fear."

December 16 2002

The Guardian

L'ombre pesante de l'armée

JOUISSANT d'un statut rare dans une région où la démocratie a du mal à s'imposer, la Turquie possède, en apparence, tous les attributs de celle-ci : une vraie alternance politique, une société civile contrastée, un secteur privé dynamique. Elle fut dotée de ses institutions actuelles par Mustafa Kemal, jeune officier résolu à forger sur les cendres de l'empire, en 1923, une République inspirée du modèle occidental.

Depuis lors, l'armée n'a jamais cessé de tirer les ficelles du pays.

En Turquie, c'est l'armée qui décide des grandes orientations de la politique étrangère et détermine les règles du jeu politique. A trois reprises par le passé elle est intervenue brutalement - en 1960, 1971, 1980 - au nom de la « sécurité nationale ». Au quotidien, l'armée contrôle la vie universitaire par l'intermédiaire du Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK) et surveille les médias par le biais du Haut Conseil de la radio et de la télévision (RTÜK). Elle est un acteur économique de poids qui investit, tant dans l'agroalimentaire que dans l'automobile. Enfin, éloignée des querelles et des scandales inhérents aux partis politiques traditionnels, largement discrédités auprès de la population, l'armée est une valeur sûre, certaine-

ment l'institution la plus respectée. Ses recommandations, édictées lors de la réunion mensuelle du Conseil de sécurité (MGK) - composé de quatre représentants du pouvoir civil et de cinq généraux -, sont « prioritaires » selon la Constitution issue du coup d'Etat de 1980, toujours en vigueur.

Dix-huit de ces « recommandations » suffirent, le 28 février 1997, à écarter le premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, dont le Parti de la prospérité (Refah) avait pourtant remporté les législatives de décembre 1995 et les municipales de mars 1994. Soupçonné de vouloir attenter à la laïcité de l'Etat - un des six principes énoncés jadis par Atatürk et dont les militaires se sont faits les gardiens -, le *hodja* (« maître » dans un sens religieux) dut quitter son poste. Dans la foulée, ce vieil acteur de la scène locale - il avait été membre de plusieurs coalitions gouvernementales dont celle de Bülent Ecevit, qui endossa l'intervention à Chypre en 1974 - fut interdit de politique et son parti barni. Cinq ans plus tard, voici les tenants de l'islam politique revenus

au pouvoir avec la victoire, aux législatives du 3 novembre, du Parti de la justice et du développement (AKP), formé par d'anciens compagnons du *hodja*.

Mais ceux-ci ont tiré les enseignements du passé : au lieu de se rendre dans la République islamique d'Iran pour leur première visite - ce qu'avait fait Necmettin Erbakan -, les dirigeants du parti AKP, Abdullah Gül, le premier ministre, et Recep Tayyip Erdogan, le chef du parti, ont fait de l'Europe leur destination prioritaire, s'engageant à mener leur pays sur la voie de l'intégration, à respecter les préceptes du FMI et à préserver la laïcité. Car l'armée est là, qui veille. Au lendemain de l'élection, le chef d'état-major, le général Hilmi Özkök, a certes salué « le choix du peuple ». Mais il a lancé une mise en garde quelques jours plus tard, à l'occasion des commémorations du 64^e anniversaire de la mort du « père de la nation » : « *Suprême Atatürk, aie confiance et dors en paix, les forces armées sont toujours aussi déterminées à protéger la République (...) de tous les dangers, en particulier l'islam radical et le séparatisme.* »

Le Monde

DIMANCHE 15 - LUNDI 16 DÉCEMBRE 2002

Le révélateur kurde

LA GUERRE CONTRE LES AUTONOMISTES A ENCOURAGÉ UNE RELATION TROUBLE ÉTAT-MAFIA

LE respect des droits culturels de la minorité kurde - entre 12 et 15 millions de personnes - est l'objet d'un suivi attentif par les Quinze. Il figure en effet parmi les « critères de Copenhague » (la mise en place d'un Etat de droit) que la Turquie est invitée à remplir dans la perspective de rejoindre un jour l'Union européenne. Le dossier progresse à petits pas.

Une loi autorisant l'enseignement et la diffusion de la langue kurde, jusque-là non autorisés, a été votée par l'Assemblée sortante en août 2002 - en même temps que l'abolition de la peine de mort -, ce qui constitue une indéniable avancée. Bientôt, des émissions en kurde seront diffusées par la télévision d'Etat, à raison de deux heures par semaine. Mais de nombreux jeunes Kurdes poursuivis en justice pour avoir manifesté en faveur de ce droit sont toujours sous le coup de procédures judiciaires.

Le 30 novembre, l'état d'urgence en vigueur au Kurdistan depuis le début du conflit opposant la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) à l'armée régulière a été levé. Au bout de

quinze ans (1984-1999) et 35 000 morts, la guerre a pris fin avec l'arrestation au Kenya, en février 1999, d'Abdullah Öcalan, le chef des rebelles, aujourd'hui enfermé à vie dans la forteresse-prison d'Imrali, un îlot en mer de Marmara. L'organisation, structurée selon le principe du culte de la personnalité, s'est aussitôt effritée.

Médusé, le public venait de découvrir « l'Etat profond »

Mais si les armes se sont tues, la région est dévastée. La guerre a traumatisé le pays, accentuant le fossé économique, éducatif et culturel entre l'ouest et l'est (avec un niveau de vie douze fois moins élevé au Kurdistan) et contribuant à renforcer le sentiment de certains Kurdes, constitutionnellement détenteurs des mêmes droits que les Turcs, de n'être que des citoyens de seconde zone. Près de

deux millions de déplacés sont venus grossir les bidonvilles d'Istanbul, d'Ankara, d'Adana ou de Mersin.

Enfin, l'affrontement militaire a coûté cher au pays : entre 8 et 12 milliards de dollars par an. Avant tout, sous couvert de lutte antiterroriste, il a engendré une relation délétère Etat-mafia à l'origine de maints assassinats commandités et de trafics en tout genre. Des « groupuscules ultranationalistes illégaux ont infiltré l'Etat et sont devenus incontrôlables », expliquait ainsi Kutlu Savas, à l'époque inspecteur en chef du gouvernement, dans un rapport officiel en 1998. La découverte, près de la localité de Susurluk (entre Izmir et Istanbul) en novembre 1996, d'une voiture accidentée, le coffre bourré d'armes, de drogue et de vrais-faux papiers, avec les corps d'un mafieux d'extrême droite recherché depuis douze ans par Interpol, du sous-chef de la police d'Istanbul et d'un député choqua l'opinion publique. Ce scandale acheva de décrédibiliser les partis turcs traditionnels, massivement rejetés par l'électorat aux législatives du

3 novembre. Médusé, le public venait de découvrir « l'Etat profond » (*derin devlet*), sorte d'alliance triangulaire informelle entre politiciens, organes de sécurité et chefs de bande (*cete*), parrainée au plus haut niveau.

Victime du « complexe de Sèvres », lorsque l'empire ottoman faillit être dépecé par les puissances alliées victorieuses en 1920, la République de Kemal Atatürk rechigne à reconnaître aux Kurdes le droit à une représentation politique. Le parti pro-kurde Dehap, sous le coup d'une procédure d'interdiction, a néanmoins été autorisé à présenter des candidats lors des dernières élections. Mais le système électoral en vigueur requiert des partis une représentation de 10 % à l'échelon national pour pouvoir siéger au Parlement, laissant de côté 45 % des votes. Ainsi malgré des scores impressionnants - de 30 à 57 % - dans les régions du Kurdistan de Turquie, le Dehap n'a recueilli que 6,2 % des voix à l'échelon national et n'est donc pas représenté.

M. Jé.

La victoire du parti islamiste, avec 34 % des voix (dont 17 % provenant des « déçus » d'autres partis), scelle l'échec de toute une classe politique, laminée lors des élections. Né il y a quinze mois à peine, l'AKP a grandi sur le terreau de la crise économique et du désenchantement envers les partis traditionnels. Ces derniers se sont englués dans des affaires de corruption, notamment bancaire, qui ont servi de déclencheur à la débâcle financière de l'hiver 2001-2002, quand la monnaie locale perdit 50 % de sa valeur par rapport au dollar et que le « trou » causé par le siphonnage des fonds bancaires atteignit près de 40 milliards de dollars. La formation du premier ministre sortant, Bülent Ecevit, n'a recueilli que 1,2 %.

Soixante-dix-neuf ans après sa fondation sur les décombres de l'Empire ottoman, le système kémaliste ne recueillerait donc plus l'adhésion de la population ? Et comment expliquer que dans un pays tellement acquis à la laïcité, l'islam politique rencontre un tel succès ? Professé par 98 % des Turcs, l'islam s'exprime, depuis Atatürk, dans un cadre défini par l'Etat, lequel rétribue les imams, finance les écoles coraniques et fait figurer l'appartenance religieuse sur la carte d'identité. Rejetée dans la sphère privée, la reli-

gion va pourtant, dès les années 1950, retrouver une dimension politique avec la création, en pleine guerre froide, des « associations anticommunistes », où les sympathisants de l'islam politique – dont l'actuel chef de l'AKP, qui y milita dans les années 1970 –, commencèrent à s'organiser.

De leur côté, les militaires, soucieux de créer le consensus idéologique nécessaire à la justification de leur intervention, se mirent à utiliser le facteur religieux. Les discours du général Kenan Evren, le principal instigateur du coup d'Etat de 1980, étaient ainsi émaillés d'allusions dévotes.

Entre 1982 et 1991, 5 000 écoles coraniques furent créées, contre 270 écoles laïques pour la même période. A la suite d'une recommandation du Conseil de sécurité de 1982, les cours de religion devinrent obligatoires.

Petit à petit, des éléments religieux furent introduits dans la gestuelle des partis laïques. Lorsqu'il était premier ministre (de 1997 à 1999), Mesut Yılmaz, le chef du Parti de la Mère patrie (ANAP, centre-droit), se fit ainsi photographe à sa sortie d'une mosquée tandis que Tansu Ciller, vitrine de la Turquie moderne à l'extérieur, fit campagne pour les législatives d'avril 1999 en distribuant des fou-

lards. Et la greffe a pris.

Largement saluée sur place – y compris par les milieux financiers avides de stabilité –, la victoire des islamistes suffirait-elle à mettre la Turquie sur les rails du changement ? Le contrat européen, auquel l'ensemble du pays adhère, suppose que les généraux acceptent de réduire leur emprise sur la vie politique. Y sont-ils prêts ? S'exprimant récemment dans la presse (*Hürriyet* du 9 décembre), le nouveau ministre turc de la défense, Vecdi Gönül, expliquait : « En Occident, les civils ont fondé l'armée, chez nous ce sont les militaires qui ont fait les civils. »

Marie Jégo

L'occupation turque contredit les critères de Copenhague

Ankara perd la main sur Chypre

Copenhague :
de l'un de nos envoyés
spéciaux Philippe Gélle

Le sentiment de victoire est manifeste dans le camp chypriote grec, à l'issue du sommet de Copenhague. La République du sud de l'île, seule reconnue internationalement, a été invitée à rejoindre l'Union européenne malgré l'échec des pourparlers de dernière minute sur la réunification.

« Nous attendions depuis longtemps ce jour historique », a souligné le président Glafcos Clérides. Il scelle le succès d'une stratégie mûrement réflé-

chie et mise en œuvre, consistant à mener en parallèle, mais de façon bien séparée, deux processus : la marche vers l'Europe, considérée comme une garantie de sécurité, et la négociation intercommunautaire pour mettre fin à vingt-huit ans de partition. Depuis l'intervention armée d'Ankara en 1974, la République turque de Chypre du Nord (RTCN), présidée par Rauf Denktash, entretient 35 000 soldats turcs sur son

territoire.

L'île d'Aphrodite va-t-elle donc entrer divisée dans l'UE ? Les Quinze ne le souhaitent pas, qui appellent les deux parties à conclure leurs discussions sur le plan de paix de l'ONU

d'ici au 28 février prochain. C'est la date limite prévue pour une élection présidentielle au sud, qui doit voir M. Clérides se retirer de la vie politique. Mais la pression du calendrier est

**De politique,
le rapport de forces
sur la question chypriote
est devenu juridique**

ailleurs. A Copenhague, les Européens ont promis à la Turquie d'entamer ses négociations d'adhésion à l'UE fin 2004 « si elle remplit les critères politiques » préalables : ceux-ci

renvoient à des principes démocratiques qui s'accroissent mal d'une occupation militaire.

Les Chypriotes grecs l'ont aussitôt relevé : « Le jour où

Ankara respectera les critères de Copenhague, ce sera une très bonne nouvelle pour nous, a expliqué George

Vassiliou, chef des négociations avec l'UE. Je ne peux pas imaginer que cela puisse aller de pair avec l'occupation de Chypre. La méthode la plus facile pour la Turquie de démon-

strer qu'elle se soucie des droits de l'homme serait d'annoncer la solution du problème chypriote. » Jacques Chirac a également souligné qu'il reste à la Turquie « beaucoup de travail sur le terrain », pour satisfaire aux « exigences de la démocratie ».

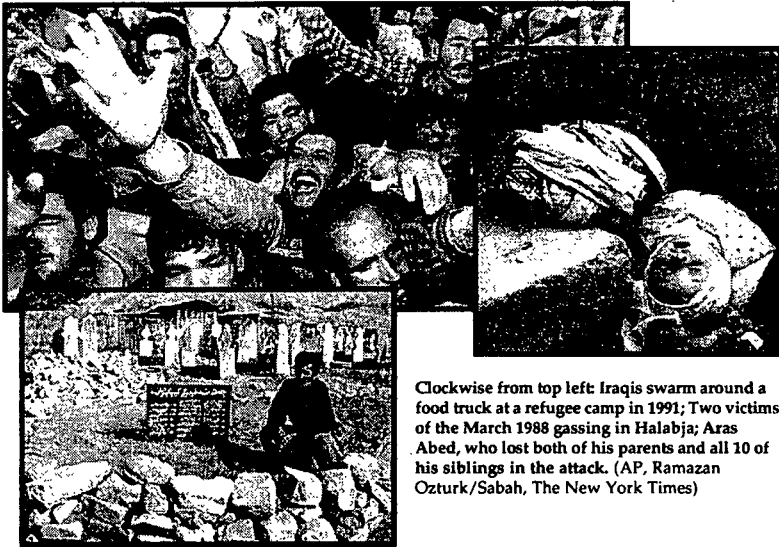
Faute d'avoir abattu à temps la carte de Chypre, Ankara a perdu la main : de politique, le rapport de forces est devenu juridique. Si les Chypriotes grecs assurent qu'ils n'utiliseront pas leur droit de veto contre son adhésion, c'est qu'ils ne devraient même pas en avoir besoin : difficile d'imaginer que la Turquie ait la moindre chance devant l'Europe des Vingt-Cinq, si elle se présente fin 2004 sans avoir réglé la question chypriote.

Le changement est déjà perceptible. Le Sud, qui n'avait guère œuvré jusqu'ici au rapprochement des communautés, a promis des « mesures audacieuses » pour favoriser un accord et partager les « bienfaits » de l'adhésion. Il espère que les habitants du Nord « voteront avec leurs pieds », comme les Allemands de l'Est. Si la partie turque voit son intérêt, elle devrait accepter le plan de l'ONU : non seulement il reconnaît nombre de faits accomplis, mais il ferait passer Ankara du statut « d'occupant » à celui de « garant » de la paix.

The Wild Card in a Post-Saddam Iraq

They've been gassed by Saddam Hussein and betrayed by the United States. But today, the Kurds have economic prosperity and representative government in northern Iraq - and they intend to keep it.

By Peter W. Galbraith, 12/15/2002



Clockwise from top left: Iraqis swarm around a food truck at a refugee camp in 1991; Two victims of the March 1988 gassing in Halabja; Aras Abed, who lost both of his parents and all 10 of his siblings in the attack. (AP, Ramazan Ozturk/Sabah, The New York Times)

In Zawita, Iraq, an army is preparing for an American invasion. Shouldering shiny new AK-47s, camouflage-clad recruits march smartly around a parade ground. Nearby flies the tricolor flag with sun emblem of the land they are pledged to defend. As the recruits pass the reviewing stand, they shout out its name: Kurdistan.

Kurdistan is the wild card in any US plans for Iraq. Protected by American F-16s since a failed uprising at the end of the Gulf War, the Kurds today govern a Vermont-sized territory inside Iraq, stretching along Iraq's northern border with Turkey, from Syria to Iran. With five airfields, an extensive internal road system, and some territory only 100 miles from Baghdad, Kurdistan offers US military planners a potential base for operations. Unlike reluctant American allies Saudi Arabia and Turkey, the Kurds have no hesitation about supporting the United States in a war against a dictator whom they hold responsible for the murder of upward of 100,000 of their compatriots.

Most important, the Kurds possess considerable military assets. The army that I watched training in July in Zawita is under the command of Masood Barzani, the leader of one of two Kurdish political parties that divide the north into almost equal-sized mini-states. Barzani's Kurdistan Democratic Party can field 65,000 disciplined, albeit lightly armed, troops. Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, commands a roughly comparable force from his base in Sulamanyeh, a city close to the Iranian border. By contrast, Afghanistan's Northern Alliance - to whom the Kurdish militia is often compared - had only 5,000 troops at the start of last year's campaign to oust the Taliban.

Kurdistan is home to nearly 4 million people, virtually none of whom wants to be Iraqi. For President George W. Bush, who speaks of a democratic and unified Iraq to follow a deposed Saddam Hussein, this creates a dilemma: How do you build a democratic Iraq when a sizable part of its 22 million people want to have nothing to do with the country?

Kurdish dreams are Turkey's nightmare. It took Turkey 15 years, from 1984 to 1999, to defeat an uprising in its Kurdish-majority southeastern region. The Turkish military fears that creation of a sovereign Kurdistan in northern Iraq could rekindle separatist sentiment in Turkey and has warned it will intervene militarily if the Kurds of Iraq proclaim their independence. Iran and Syria, each having substantial Kurdish minorities, are happy to support Iraq's Kurds as a means of destabilizing Hussein but fearful of them being too successful. And many Arabs see American support for the Kurds as part of a larger US-led conspiracy to weaken the Arab world by breaking up Iraq, seeing no inconsistency in their support of Palestinian self-determination while denying the same right to Iraq's Kurds.

To keep Kurdistan from destabilizing the region, Bush must win the confidence of the Kurds themselves. It will not be easy. He will have to persuade the Kurds that their future should be linked to a country that gassed them and committed genocide against them. He will need to work with Kurdish leaders, with a history of bad blood between them, who are now trying to cooperate but could fall out over the spoils of an allied victory. And he will have to overcome a legacy of American cynicism and indifference in

its dealings with the Kurds, not the least of which was his father's decision to walk away from a Kurdish rebellion that he encouraged as president.

A separate Kurdistan already exists, and its people will not willingly give it up. A few months ago, I traveled to northern Iraq to find out what Kurdistan is like today and to talk to its leaders. It was my ninth visit since 1984, but my first in nine years. Like others in the Middle East, Kurds begin their discussions of the future with the past. But they don't revisit centuries-old history. They start with the reign of Iraqi dictator Saddam Hussein.

In September of 1980, Hussein launched a surprise invasion of Iran, anticipating that revolutionary turmoil and the ongoing crisis over Iran's detention of American hostages would lead to the quick collapse of its much larger neighbor. It proved a fatal miscalculation, producing an eight-year war that cost more than 1 million lives. By 1983, Iran was beginning to overpower Iraqi defenses, making use of human-wave assaults by troops who were told that dying on the front line guaranteed prompt entry into paradise. To counter these assaults, the Iraqis began using mustard gas and, as the war progressed, developed and began using more lethal nerve gases - potent agents that, used in even minuscule doses, produce paralysis and death.

In 1987, Hussein turned his chemical weapons on the Kurds, who the year before had embarked on one of their periodic rebellions against rule from Baghdad. The effects were devastating. In a single attack on March 16, 1988, on the eastern city of Halabja, more than 5,000 Kurdish men, women, and children died horrific deaths as nerve gas seeped into cellars where hundreds huddled or caught up with those trying to outrun the gas on the city's dusty streets.

A few months later, I encountered the survivors of what proved to be the final gas attacks on the Kurds. On August 25, 1988 - five days after the Iran-Iraq war ended - Iraq launched a massive attack on Kurdish villages along its border with Turkey. Within days, 65,000 refugees had crossed into Turkey.

As the Iraq expert for the Senate Foreign Relations Committee, I was asked by the then chairman, Senator Claiborne Pell, to investigate. Joined by Chris Van Hollen (then a junior committee staffer and now a congressman-elect from Maryland), I visited the refugees along Turkey's rugged 207-mile border with Iraq.

By the time we arrived in early September, some refugees were sheltered in Turkish-run tent cities while others remained in the open in desolate high mountain valleys fringed with patches of snow. They seemed numb as they described how helicopters and fixed-wing aircraft flew over their homes, dropping "quiet" bombs. Smoke smelling of "burnt almonds" or "rotten onions" wafted across the landscape. People dropped dead. Those brave enough to venture close to the corpses noticed "blue lips" and sometimes small amounts of blood. Because these were not the first such attacks, the survivors knew better than to touch the corpses; nerve agents can kill on contact. Men fled, leaving the bodies of their wives and young children to scavenging animals.

Before we left for Turkey, Senators Pell, Al Gore, and Jesse Helms had introduced legislation to impose comprehensive economic sanctions on Iraq for its use of chemical weapons. The Prevention of Genocide Act of 1988 unanimously passed the US Senate just one day after being introduced. Van Hollen's and my report on the gassings was intended to boost the bill's prospects in the House of Representatives.

Kurdish leaders knew all about the legislation. For the first time, it seemed the United States was poised to take action on their behalf. Indeed, at one refugee camp, Van Hollen and I were feted with an enthusiastic pro-American demonstration.

The Kurds were to be disappointed. The Reagan administration, which had been providing Iraq with \$700 million a year in credit guarantees, saw Hussein's Iraq both as a potential security partner in the volatile Persian Gulf and as a promising market for American products and investment.

Secretary of State George Shultz denounced Iraq's use of chemical weapons, but others in the administration seemed more concerned about the Iraqi reaction should the sanctions become law. (Senate passage of the Pell legislation produced the biggest anti-American demonstration in Baghdad in 20 years.) Working with the Republican House leadership and some House Democrats, the administration was able to water down and ultimately defeat the Prevention of Genocide Act.

While past error is no indication of future action, the Kurds have not forgotten that Secretary of State Colin Powell was then the national security adviser who orchestrated Ronald Reagan's decision to give Hussein a pass for gassing the Kurds. Dick Cheney, then a prominent Republican congressman and now vice president and the Bush

administration's leading Iraq hawk, could have helped push the sanctions legislation but did not.

In the event of a new war with Iraq, the Kurds worry that Hussein may again target them with weapons of mass destruction. Even if the United States suppresses Iraqi air power, Iraqi artillery can still fire shells loaded with chemical weapons or biological agents into Kurdish cities, most of which are just a few miles from the Iraqi front lines that separate the Kurdish-controlled region from the rest of Iraq.

American troops would arrive in the region vaccinated for smallpox and anthrax and equipped with protective clothing for chemical weapons. The Kurds have no such protection. Dr. Ali Said, dean of the Sulamanyeh University Medical School in the Kurdish-controlled city of the same name, studied the medical consequences of the chemical-weapons attacks in the 1980s. He believes a poison-gas attack on Sulamanyeh on the scale of the one carried out against Halabja in 1988 would kill 200,000 people.

In August of this year, Kurdish leaders met with Defense Secretary Donald Rumsfeld and spoke to Cheney on a video hookup at his secure location. They emphasized that 3.8 million people live in Kurdish-controlled territory and asked the United States to provide the Kurds with antibiotics, smallpox vaccines, and chemical-weapons protective gear. As of press time, they had received no answer.

Welcome to Kurdistan, Mr. Ambassador," Mohammed Ihsan, a Cabinet minister in Barzani's administration, greeted me as I returned to Dihok this summer.

Kurdistan today is more prosperous than it has ever been. Ihsan is one of many Kurds to describe these times as Kurdistan's golden age. In Dihok, Ihsan takes me to a superstore with a stunning array of fresh produce, the latest in electronic equipment, and racks of elegant suits from the world's best-known designers. We lunch at a newly built luxury hotel, where I check my e-mail at one of Kurdistan's ubiquitous Internet cafes. (Because UN trade sanctions also apply to the Kurdish-ruled part of Iraq, the server had to be smuggled in. Ihsan, a British-educated historian, told me he spent four days locked in a room with the manuals to get the Kurdistan Internet running.) Later we drove by brand-new palatial homes built by Kurdish businessmen just 2 miles from the front line with the Iraqi Army.

The countryside also looks different. Villages destroyed by Hussein in the 1980s have been rebuilt. Pine seedlings, planted by the Kurds with UN funding, are beginning to transform barren hillsides. In the 1980s, the depopulation of the countryside made Kurdistan prone to intense summertime dust storms; this summer, the once barren valleys glowed yellow as a bumper crop of wheat ripened.

I was struck by the number of villages built around the Catholic and Orthodox churches of Kurdistan's Chaldean and Assyrian minorities. Ihsan, whose portfolio includes human rights, took pride in underlining his government's commitment to tolerance as evidenced by the support given to restoring religious institutions.

I did not first go to Kurdistan to ferret out atrocities. But I found them at almost every turn.

In the 1980s, many Americans considered the Iran-Iraq war little more than a far-off affair between two despicable regimes, but strategists worried about the consequences should either side achieve a decisive victory. The Reagan administration wanted neither a triumphant Iraq dominating the Persian Gulf nor a victorious Iran spreading its Islamic revolution to Iraq's Shiite Muslims and potentially threatening the pro-Western monarchies on the Arabian peninsula. Thus, at different times the White House helped the Iraqis and the Iranians stave off defeat.

The Kurds were a key factor in the conflict. An ancient people who speak an Indo-European language most akin to Persian, the Kurds never accepted being part of Iraq, an artificial state formed by the merger of three disparate Ottoman provinces as part of the World War I peace settlement. At various intervals in the 20th century, the Kurds took advantage of perceived weakness in Baghdad to stage uprisings aimed at winning greater autonomy or even independence. Most of these rebellions were put down with considerable brutality.

Kurdish grievances in an Arab-dominated Iraq became more intense when Saddam Hussein took effective control of the country in 1969. The central tenet of Hussein's ruling Baath Party is a belief in the existence of a single Arab nation stretching from the Indian Ocean to Morocco's Atlantic coast. To enhance Iraq's claim to lead this Arab nation, Hussein has moved to strengthen the Arab identity of his own very multiethnic country. This has led to forced assimilation, deportation, and genocide. And the Kurds have been Hussein's principal victims.

In 1986, the Kurdish leaders capitalized on a series of Iraqi setbacks in the war with Iran to stage a new rebellion. For Hussein, this was treason precisely at Iraq's moment of greatest peril, and it provided a convenient pretext to reshape Iraq as a more Arab state.

In 1987, I traveled to Iraqi Kurdistan to assess how the Kurdish insurgency was affecting Iraq's prospects in the war with Iran. I was accompanied by Haywood Rankin, a political officer at the US embassy in Baghdad, and a heavy Iraqi military escort; we realized something was terribly wrong as we passed the last Arab town, Jalawla, and entered the Kurdish area.

There was nothing there. Villages and towns that showed on our map had disappeared. In a few places, we saw bulldozers parked near damaged houses. Other villages had already been reduced to rubble. In the effort to eradicate a millennia-old Kurdish presence, Iraqi forces had flattened cemeteries, burned orchards, and filled in wells. By 1990, Hussein's forces had obliterated more than 4,000 villages, depopulating rural Iraqi Kurdistan.

Some of the villagers were relocated to sprawling new settlements, called "victory cities"

but bearing many resemblances to concentration camps. There, populations subsisted on meager Iraqi rations, were mostly unemployed, and remained under the watchful eye of the Iraqi security services.

These turned out to be the lucky Kurds. During the March 1991 rebellion that followed the Gulf War, the Kurds took over the local headquarters of the Iraqi secret police, the Baath Party, and the army. These yielded a trove of documents that the Kurds carted away to the mountains.

Jalal Talabani told me of the documents when I was in northern Iraq during the 1991 uprising. On a subsequent trip, he agreed to send them out of Iraq, and I arranged for 14 tons to be flown to Washington, where they entered the files of the Senate Foreign Relations Committee.

The Kurdish files contained copies of orders for a large-scale operation code-named *al-anfal* (the reference is to a Koranic verse interpreted by some as allowing Muslim warriors to plunder and ravage the infidel). The orders made large parts of Kurdistan free-fire zones, where any human present should be killed.

The documents record how these orders were carried out. In examining them, I was struck by the contrast between the banality of the records and the evil of the acts described.

In one tattered yellow folder, I found the interrogations of four shepherds who had been caught grazing their sheep in a forbidden area of Kurdistan. This was followed by a message instructing the secret police to carry out paragraph five of the Baath Party circular telegram for the north. Next came four death certificates and then receipts from family members as they claimed the bodies. In another case, a ledger book with a floral cover was used to record executions. The first entry listed 24 men, 34 women, and 54 children who were dispatched after surrendering to a special military unit.

The Iraqi security forces videotaped their executions and torture sessions. Initially, I supposed that this reflected a sadistic enjoyment, but after talking to Kurds and Arabs, I came to see it differently. Saddam Hussein has created a bureaucracy of killing. The executioners wanted to record their achievements to show the head office how well they were doing their jobs.

The Kurds have no friends but the mountains," goes an ancient Kurdish saying. In the past, the Iraqi Kurds have accepted help from Iran, Turkey, and Syria in their struggle with Baghdad. But they have never been under any illusions about the motives of these regional powers, all of which have large Kurdish populations and all of which oppose Kurdish nationalism.

The one country the Kurds have trusted is the United States - all too often to their sorrow. It is one reason why the Kurds now seek concrete commitments of US protection in the event of war and American support for their aspirations after it is over.

Henry Kissinger, national security adviser and secretary of state in the Nixon and Ford administrations, is a household name in Kurdistan, remembered not as a global strategist but as the architect of a cynical double-cross of a Kurdish insurgency. In the early 1970s, the shah of Iran pushed the Kurds to break off autonomy talks with Hussein and resume a rebellion that had begun in 1961. At the shah's behest, Kissinger agreed to a CIA-run program of covert assistance to the Kurdish guerrillas, or *peshmerga* (literally, "those who face death"). While the Kurds didn't trust the shah, they were reassured by the American involvement, and in 1974 resumed their rebellion.

A year later, Hussein traded a boundary settlement sought by Iran for an end to Iranian (and US) support for the Kurds. The rebellion promptly collapsed, and tens of thousands of Kurds fled to Iran. (Some came to the United States, where they formed a potent lobby on Kurdish issues.) A US House committee recorded Kissinger's cavalier reaction to the ensuing suffering: "Covert action should not be confused with missionary work."

Sixteen years later, on February 15, 1991, President George H. W. Bush, then in the midst of the Gulf War, used a pep rally at the Raytheon plant in Andover, Massachusetts, to urge the Iraqi military and the Iraqi people to take matters into their own hands and force Hussein to step aside. The Kurds assumed he really meant it, and a few days after the Gulf War ended, they staged an uprising that took over the entire north of Iraq.

When I visited Kurdistan shortly thereafter, I found a people euphoric at their freedom, despite their peril from the Iraqi military. One night, I sat with Jalal Talabani as he spoke to the leading citizens of Dihok, a pleasant city of 350,000 snuggled into a valley not far from where Iraq joins Turkey and Syria. The men debated how to establish a Kurdish administration, rights for non-Kurdish minorities, and justice for those who had collaborated with Hussein's killing machine.

Later that night in Dihok, Talabani pressed me on the likelihood of American intervention to protect the Kurdish rebels. In a conversation punctuated by the explosion of incoming Iraqi artillery on a defenseless city, I could provide little hope.

Concerned that the rebellion's success might lead to the breakup of Iraq into a Kurdish state in the north and Shiite state in the south, which could destabilize the region, President Bush and his key advisers had already decided to leave the Kurds to their fate.

Apparently, it made no difference that this was a rebellion the president had called for, or that the Iraqis were crushing it with military helicopters that General Norman Schwarzkopf, the US commander, had with much swagger ("You fly, you die") promised to destroy.

The Kurds, who understood Hussein's regime better than George Bush, fled the cities

before the Republican Guards moved in. As Talabani and I drove out of Dihok the morning it fell, we passed tens of thousands of refugees. It was Easter Sunday; I still remember the anguish in the voice of one young man who stuck his head into my commandeered Iraqi Army land cruiser, said, "George Bush is the devil," and quickly disappeared.

The Turkish president, Turgut Ozal, himself of part-Kurdish origin, refused to let the Kurds into Turkey. He did, however, allow television cameras to reach the Kurds, and the images of mass suffering shocked the world. The outrage forced Bush to intervene once again in Iraq, ultimately leading to the creation of a US-protected safe area for the Kurds in northern Iraq. By the end of 1991, forces loyal to Masood Barzani and Jalal Talabani had enlarged the Kurdish area to include the major cities of Irbil and Sulamanyeh.

By not intervening in support of the rebellion he had called for, George H. W. Bush placed a higher priority on the unity of Iraq than on the overthrow of Saddam Hussein. Forced to rescue Kurds endangered by the uprising's collapse, Bush established the nucleus of the first de facto Kurdish state in modern history. The current President Bush now confronts the legacy of his father's inaction and actions. The existence of Kurdistan complicates planning for war and, even more, Bush's hope of creating a unified and democratic Iraq afterward.

Kurdistan has two governments, a legacy of a civil war fought between Barzani and Talabani in the mid-1990s. In 1992, Kurdistan had the only genuinely free elections ever held in Iraq, and they produced a tie between Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Complex power-sharing arrangements degenerated into fighting in a place with no experience of democratic compromise. Today, Talabani runs his version of the Kurdistan Regional Government from the eastern city of Sulamanyeh, while Barzani has his capital to the north in Irbil. The two administrations control territories of comparable size, each home to nearly 2 million people.

In 1998, Madeleine Albright, then the secretary of state, brokered a peace accord between the two Kurdish parties, and cooperation between them has gradually increased. On October 4, 2002, the two parties were able to reconvene the Kurdistan Regional Assembly, which though elected in 1992 had not met since 1995, to begin public discussion of a constitution for the whole Kurdistan region. And, today, the KDP and PUK governments compete primarily in how many services they provide their own people.

Barham Salih, the PUK prime minister, emphasizes how his government has built four times as many schools in the last 10 years as successive Iraqi regimes had built in the previous 70. Nerchivan Barzani, Masood's nephew and the KDP prime minister, points to the major public works projects undertaken by his government. These include an elegant reconstruction of the building housing the Kurdistan Assembly and the conversion of the vast Iraqi military complex in Irbil into a leafy park, complete with swimming pools. (In excavating for the pools, the Kurds came across the remains of hundreds of *anfâl* victims, which were reburied in a local cemetery.)

Both governments have opened new medical schools, doubling the number of doctors in Kurdistan since the first class of physicians graduated in 1998. (The schools, whose faculties instruct in English, are accredited by the British Medical Association.)

Both prime ministers point to the robust Kurdish media to buttress their claim to have created one of the freest societies in the region. Both the KDP and the PUK run satellite television networks, and there are numerous local television and radio stations. The print media are diverse, with publications ranging from Islamist to communist. While Iraqi television can be seen in large parts of Kurdistan, its "all-Saddam, all-the-time" programming ensures that no one watches.

With a school system that teaches in Kurdish and the rise of Kurdish media, Arabic is disappearing in the north. Even more pronounced is the disappearance of an Iraqi identity. After 11 years of freedom, the younger generation has no real memory of being Iraqi; for the older generation it is only a bad memory.

Pentagon planners are as concerned about the consequences of rapid collapse of Saddam Hussein's regime as they are about prolonged resistance. More than 80 percent of Iraq's people are Shiites, Kurds, Assyrians, or Chaldeans, religious and ethnic groups brutally suppressed by the regime. So Hussein's base is limited to part of the 20 percent that is Sunni Arab, and even there Hussein commands more fear than loyalty. If war comes, few may want to put their lives on the line in a losing cause.

Except in the north, where stable opposition governments already exist, there is no clear alternative to Hussein. In the mid-1990s, Washington supported the Iraqi National Congress, a coalition of opposition groups, including the Kurds, headed by a charismatic and articulate banker, Ahmed Chalabi. While Chalabi still enjoys the support of influential deputy defense secretary Paul Wolfowitz, the State Department and the CIA each have other favorites. As a result, the Iraqi opposition is in more disarray than ever, and Pentagon planners are desperately trying to figure out what they will do if Hussein falls before they are ready.

Barzani and Talabani are determined to settle Kurdistan's status before the regime changes. While Chalabi secured agreement in principle within the Iraqi National Congress as far back as 1992 for a Kurdish self-governing unit within a federal Iraq, Arabs and Kurds never agreed how much power would be allowed to the Kurdistan Regional Government. With the Iraqi National Congress in limbo, the Kurds intend to settle the issue of how power is divided between Baghdad and Kurdistan on their terms. Not surprisingly, they plan to give away virtually none of the independence they now enjoy.

In July, I had long conversations with both Barzani and Talabani about federalism. They see federalism as a "bottom up" system, in which Kurds and Arabs establish their own

regional governments and then delegate limited powers to a central government. Because Arabs seem unwilling to agree to this concept, the two leaders have decided to make it a legal reality in Kurdistan by writing their own constitution.

Under the draft constitution prepared by Barzani's KDP and accepted in principle by Talabani, there will be a single Kurdistan Regional Government with its own elected assembly and president. The Kurdistan Regional Government would write its own laws, control the budget for the region, raise taxes, have its own police, run the region's schools and universities, and own the natural resources of the area. Most controversial, the Kurds intend to retain their militias as a Kurdistan self-defense force, a bit of insurance in case George Bush's dream of a democratic Iraq proves a chimera.

The Kurdish draft constitution would leave only a few powers to a central government in Baghdad. It would control foreign affairs, collect customs duties, and issue a currency. This is not much on which to build a common state of Kurds and Arabs. The Kurds do propose that they receive a proportionate share of Iraq's vast oil wealth, and the promise of cold cash may do the most to preserve a loose union with Iraq's Arabs.

The real question is how long Iraq can survive when such a sizable part of its population has (an entirely justified) antipathy to its existence. The Kurdish leaders insist they do not seek independence, but their actions and words say otherwise. In Sulamanyeh, I listened as the PUK prime minister, Barham Salih, insisted to a British television interviewer that he was not only a Kurd but also an Iraqi. "As long as I am condemned to live within these borders," he said, "I will be a loyal Iraqi."

Over the long term, holding Iraq together may be even more difficult than dealing with the consequences of the breakup. Instead of trying to marry an as yet unformed Arab administration with an existing Kurdistan government, President Bush may do as well to think about how to manage the separation of Arabs and Kurds, and in particular how to alleviate Turkey's concerns.

If United States planning goes awry in Iraq, it will probably be over Kirkuk. At the edge of the Mesopotamian plain, Kirkuk has been continuously inhabited for 3,000 years. Roman columns appear as architectural highlights in more recent buildings, and its impressive walled citadel is a maze of narrow winding streets passing by crumbling palaces and ancient archways. Considered by many Kurds as their Jerusalem, Kirkuk would become the capital of Kurdistan under the new constitution.

Saddam Hussein still controls Kirkuk, and over the last decade he has been expelling the city's Kurds to the Kurdish-controlled region and settling Arabs in their houses. Kirkuk is also home to a sizable Turcoman population. The Turcomans are ethnic Turks who were left behind in Iraq when the Ottoman Empire collapsed after World War I. As the end game approaches in Iraq, Turkey has developed a keen interest in their fate.

The Kurdish attachment to Kirkuk is not just sentimental. Kirkuk sits on Iraq's oldest producing oil field, one with 10 billion barrels of proven reserves. Currently, the Kurds control only a few minor producing oil wells. Kirkuk's oil would give the Kurds the means to establish an economically viable state. The Kurdish leaders understand this, but so do the Turkish general staff and the Iraqi Arabs.

Kirkuk could explode in many different ways. Both the PUK and the KDP might be tempted to seize the city as Hussein's authority crumbles. Although the two parties talk of a coordinated military strategy, they could easily fall out over who gets control of this richest of Kurdish territories. Iraq's Arabs would be reluctant to surrender Kirkuk, and a successor regime in Baghdad might fight to get it back.

Most ominously, Turkey has proclaimed Kirkuk one of its two red lines in Iraq. If the Kurds take Kirkuk, Turkey says it will intervene militarily to stop them. (The other Turkish red line triggering intervention would be if the Kurds declared independence.) Even before any military campaign against Hussein were finished, today's Bush administration might see fighting between its most important ally in the region and its most important friend in Iraq.

Leaked Pentagon war plans indicate that the United States might deploy forces to the north so as to forestall any Turkish military intervention. This could defuse the Kirkuk issue for the short term. Over a somewhat longer period, there would be a desperate need for intensive diplomacy aimed at structuring a deal among Arabs, Kurds, and Turcomans that creates a process to resolve the city's future. Since all three groups assert they are Kirkuk's largest nationality, a census (or referendum) could be held to decide if the city should join Kurdistan, remain in Arab Iraq, or have some third status. Of course, any census or other process would have to exclude Arabs imported to replace deported Kurds. Whatever the process, the Kurds would have to agree in exchange not to take the city militarily, and Turkey would have to agree not to intervene.

Every day I say a prayer for Saddam Hussein's long life," a Kurdish shopkeeper told me, "and when he dies, I pray he is tortured for all eternity." Like many Kurds, the man lost family to Hussein's executioners in the 1980s. But he expressed a widespread anxiety about how war, and what follows, may affect Kurdistan's golden age. If war comes, Saddam Hussein may wish to use his weapons of mass destruction against the United States, but he has neither the aircraft nor the missiles to reach American soil. He can hit Kurdistan, and the Kurds know it.

But the Kurds worry not just about their enemy, Hussein, but also about their friend, the United States. The Turkish general staff recently put out word that in the event of war, they would send troops up to 60 miles inside Iraq to protect Kurdish refugees. Since the area in question is controlled by the two Kurdistan regional governments and does not have any Kurds needing protection, the Turkish initiative is transparently intended to intimidate the Kurds.

The Kurds count on the United States to restrain Turkey, as well as to defend them from

Hussein's vengeance. But they realize that as compared with NATO ally Turkey, they count for little in America's larger strategic calculus. They appeal, therefore, to America's conscience. From Henry Kissinger's betrayal of their rebellion in the 1970s to George H. W. Bush's decision to snub the 1991 uprising, they have seen the cynical side of US foreign policy.

From George H. W. Bush's son, they hope for better. They regard Bush as a man with a strong (and often articulated) sense of good and evil. They hope he will grasp the justice of their cause.

George W. Bush says he wants a democratic and unified Iraq to follow a deposed

Saddam Hussein. Some in his administration suggest that the United States would re-create Iraq (as it did Germany after World War II) as a model Arab democracy. Having endured genocide and gas from Hussein and repression from his predecessors, the Kurds want neither an Arab Iraq nor a unified one.

A just peace, for the Kurds, is one in which they continue to govern their own land.

Peter W. Galbraith, a former US ambassador to Croatia, is now a professor of national-security studies at the National War College in Washington, D.C.

Turkey moves closer to entry negotiations

By Thomas Fuller

International Herald Tribune

COPENHAGEN: After a day of harsh words and continuous lobbying, Turkey won a small but important concession from European leaders here Friday in its quest to join the European Union.

Union officials announced they would open negotiations for Turkish membership after December 2004 if Ankara met conditions on such issues as human rights and the removal of the military from civilian life.

EU leaders then added "without further delay" to their communiqué, according to the German foreign minister, Joschka Fischer.

The additional words — although not quite the firm date that Ankara had sought — brought Turkey one step closer to beginning talks on joining the expanding Union.

"Despite everything, the uncertainties have been removed, and I think the point Turkey has reached is a success," said Recep Tayyip Erdogan, the head of Turkey's governing party.

Turkish officials began the day by charging that they were being treated differently from the 12 other candidates for membership. Turkey has been an official candidate since 1999 but has not entered into formal negotiations. Two other candidates, Bulgaria and Romania, are already expected to join the Union in 2007.

"There is a prejudice against us," the Turkish prime minister, Abdullah Gul, said in a statement.

But as the day wore on — and perhaps as it became clear that they were winning some concessions — the Turks became more conciliatory.

"If Turkey joins the EU it will prove that a Muslim coun-

try can be democratic, transparent and comfortable with the modern world," Gul said. "This will enrich the European Union."

"We're not upset," Gul said later. "But it could have been a better decision. We will do our utmost to start talks in 2004, December."

Analysts and some EU officials said the Turks had realized that they had campaigned too aggressively in recent weeks — tactics that had emboldened some EU opponents to speak out against offering a firm date.

"There has been strong pressure from Turkey, which many didn't like," said the Italian prime minister, Silvio Berlusconi, a strong supporter of Turkish membership himself.

Among the countries hesitant to give Turkey a firm date to begin negotiations were Austria, Denmark, Finland, the Netherlands and Sweden, diplomats said.

Officials also said some leaders resented Turkey asking President George W. Bush to lobby on their behalf.

"Sometimes our friends in Washington, D.C., have a heavier hand than the situation might require and this might have been one of those occasions," said Pat Cox, president of the European Parliament.

The United States is eager to bolster its alliance with Turkey as it prepares for a possible war in Iraq.

The White House spokesman, Ari Fleischer, welcomed Friday the EU decision on Turkish membership talks.

"Turkey's continued evolution towards Europe demonstrates for the continent and for the world that Islam and democracy are fully compatible," he said.

The Union repeated that Turkey was "destined" to join the EU Friday.

"Turkey is a candidate state destined to join the Union on the basis of the same criteria as applied to the other candidate states," said a draft declaration, which closely followed the wording of the text that accepted Turkey as a candidate in 1999.

But even if Turkey were to begin membership negotiations in 2005, it is unlikely that it could be admitted into the club before the end of the decade.

The 10 Central European and Mediterranean countries invited to join the Union on Friday have been engaged in detailed negotiations for the past four years. Prospective members of the Union must transpose the 80,000 pages of EU laws into their own legal system, an extremely time-consuming task, especially for countries with relatively weak legal systems.

Chancellor Gerhard Schroeder of Germany said Friday that he was skeptical Turkey would be able to join the Union before the end of the decade.

"That is very ambitious and, if anything, too optimistic," he told German television.

On the sidelines of the summit, Valéry Giscard d'Estaing, the former president of France, did not budge from his position that Turkey was not part of Europe.

"I have nothing to add and nothing to take back," he said in response to a question by a Turkish reporter late Thursday.

Giscard stirred controversy last month by breaking with the official policy of the Union and saying that the admission of Turkey would spell the end of the Union.

Giscard said the borders of Europe should be defined as "the parts of Europe that are culturally European."

■ New hopes for Erdogan

Turkey's Parliament approved constitutional amendments Friday that would allow the nation's most popular politician to run for Parliament and become prime minister. The Associated Press reported from Ankara.

Recep Tayyip Erdogan's party swept elections last month, but Erdogan was banned from running because of a criminal conviction for reading a poem that the courts said incited religious hatred.

Erdogan's Justice and Development Party has roots in Turkey's Islamic movement but denies it has an Islamic agenda.

Parliament voted Friday, 440 to 18, to change a clause in the constitution that barred candidates who had been convicted of engaging in illegal "ideological and anarchic activities." The new clause still bans those convicted of terrorism.

International Herald Tribune
Saturday-Sunday, December 14-15, 2002

The Last Word Barham Salih

'We Need to Be In Baghdad'

THE ETHNIC KURDISH NORTHERN THIRD OF IRAQ HAS been independent of Saddam Hussein's rule for a decade, thanks to a U.S.- and British-enforced no-flight zone. But as America gears up to force a regime change in Baghdad, Kurdish groups fear they could be left out of the political process. The Kurds are the largest Iraqi opposition force, with up to 70,000 soldiers on the ground. But because neighboring Turkey fears that

a powerful—or even independent—Kurdish entity in Iraq will incite separatism among its own Kurdish minority, Washington has been cautious about including Kurds in its plans for war or even the subsequent peace. Barham Salih, prime minister of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two political groups controlling Iraqi Kurdistan, spoke to NEWSWEEK's Owen Matthews about the Kurds' uneasy position. Excerpts:

NEWSWEEK: Do you want independence for Kurdistan?

SALIH: The Kurds have chosen—our future lies within Iraq. We are ready to be at the forefront of a democratic, federal Iraq. We want a real say in the country's future. We will not allow others to decide the future of this country, which history has made us part of.

Is Iraq a viable state?

Iraq is already divided along ethnic lines—Kurds, Sunni and Shiite Arabs, and it is growing more polarized because of the ethnically divisive policies of [Saddam's] regime. If they want [Kurds] to be Iraqis, they must deal with us as full-fledged citizens of Iraq. Iraq cannot be united unless all its constituent elements feel included. We have a lot to contribute—our success in building civil society and self-government. [Iraqi Kurdistan] is a bright spot of freedom in the heart of the Middle East. For 80 years we have been excluded, and they ask us to call ourselves Iraqis. This is a bit much, I think. Now the tables are turning—the perennial victims of Iraq, the Kurds, may turn out to be its saviors.

Are you concerned that the United States might support another Arab strongman to replace Saddam?

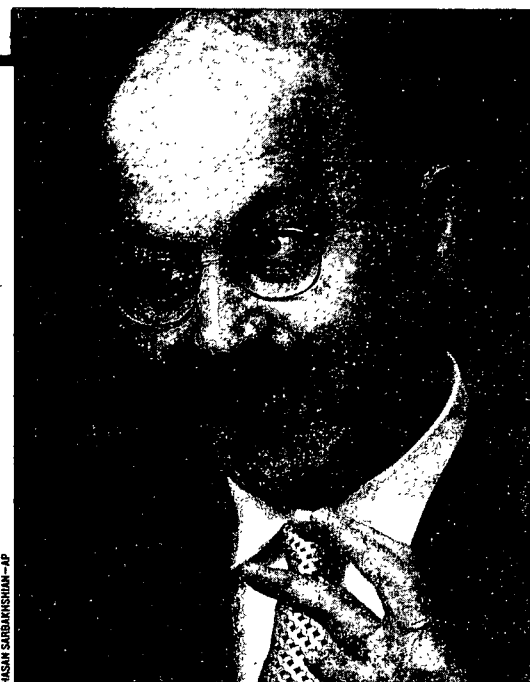
What we have heard from the U.S. is that they support a democratic vision for Iraq. I personally heard the vice president say that the U.S. will not risk its servicemen to replace one dictator with another. The Humpty Dumpty of Iraqi dictatorship cannot be put together ... Iraq has been a miserable failure. To ensure reform we need fundamental change. Another dictator will just continue the pattern of internal repression and external aggression. Unless we have a democratic and pluralistic regime, Iraq will be at war with itself and its neighbors.

That the Kurds are distrustful is natural—we have been left in the cold so many times we are very concerned that it will happen again

The United States has failed to support Kurdish uprisings against Saddam in the past. Do you trust U.S. assurances now?

That the Kurds are distrustful is natural—we have been left in the cold so many times we are very concerned that it will happen again. We have had so many bitter experiences. We are living on the margins of history; we have been fighting for survival. We inherited a totally devastated land [after the failure of the 1991 uprising] and look what we have achieved with limited resources ... This is a success story we can take pride in. We are reluctant to risk what we have achieved here.

The U.S. Congress has allocated funds for an exile Army, with troops reportedly already



recruited from the Kurdish area. How does this fit in with your own forces?

We have consulted with the U.S. on this. There are shady things going on—this should be about freedom. Mercenaries won't do the job. The U.S. has to go into partnership with the Kurdish freedom fighters.

Turkey is nervous that your forces will take the oil-rich city of Kirkuk and declare it the Kurdish capital. Will you?

Kirkuk is a symbol of Iraq's failure as a state. It's also symbolic of the suffering of the Kurdish people of Iraq. In order for Iraq to be peaceful we need the injustice which befell Kirkuk [when non-Arabs were expelled by Saddam] to be reversed. All the people of Kirkuk should be allowed to return—Kurds, Turkmen, Assyrians. Ethnic cleansing should not be allowed to stand. Kirkuk should be a city of Kurdistan, but inhabited by many peoples.

The Kurds seem to be becoming more assertive than in the past.

We are now seeing the future of Iraq being decided, so we have to articulate our position. Since we are part of this country, we have to play a central role in shaping its politics. We will not be safe until there is a democratic regime in Baghdad. We cannot afford another 80 years of tyranny. Our current situation is not sustainable. This is a dead end, even though we have achieved a remarkable success here by every indicator. For this to be sustained there has to be a democratic regime. We need to be in Baghdad—that is the only way forward. We can have a civil society based on democratic process in the heart of the Islamic Middle East where people are not shy to say, "Yes, we are friends with the U.S." Our time has come.

Les «Irakiens libres» attirent les foules

Réunie à Londres, l'opposition a été encouragée à parler d'une seule voix.

Londres envoyés spéciaux

Devant une salle comble, l'agent de sécurité britannique refuse toute nouvelle entrée. A son deuxième jour, la conférence de l'opposition irakienne, qui a commencé samedi à Londres, croule sous le nombre. Trop d'invités surprise se sont ajoutés à une liste déjà bien longue. Un dirigeant kurde, qui accompagne une personnalité étrangère, insiste: «C'est un délégué américain. Vous ne pouvez pas l'empêcher d'entrer.» Une qualité qui demeure le meilleur des sésames pour un sommet où les Etats-Unis opèrent à la fois à visage découvert et dans la coulisse.

Divergences. Toutes les composantes de l'administration américaine sont représentées, du Pentagone au département d'Etat, en passant par la Maison Blanche et des officines plus occultes, chacune disposant d'un relais ou d'un allié irakien dans la place. «Samedi soir, les Américains se disputaient encore entre eux», rapporte un opposant. Divisés sur le choix des acteurs appelés à agir sur la scène irakienne, les responsables américains s'étaient en principe mis d'accord pour parler d'une seule voix. Dans ce but, un émissaire spécial a même été désigné auprès des «Irakiens libres» par George Bush: Zalmay Khalizad, déjà en charge du dossier afghan. On devine qu'il n'a pas encore réussi à faire taire toutes les divergences de ses propres rangs.

Comme le souligne Goran Talabani, un «libéral» qui participe à un groupe de réflexion sur la démocratie, cette conférence «constitue le troisième volet de la politique américaine après le feu vert donné à George Bush par le Congrès et la résolution 1441 du Conseil de sécurité».

Premier succès. «Les Améri-



Samedi, à la conférence. La qualité d'Américain restait le meilleur sésame pour y pénétrer.

caïns attendaient de l'opposition irakienne qu'elle délivre un message d'unité et se dote d'une structure commune», ajoute-t-il. Deux objectifs modestes qui devraient être atteints. «La conférence a pu se tenir et c'est déjà un premier succès. Il n'y a pas eu d'affrontements entre nous et c'est un second succès», souligne Bakhtiar Amin, directeur d'une organisation kurde pour les droits de l'homme.

Il faut dire que les sujets qui fâchent n'ont été abordés qu'en termes très généraux. «Il n'était pas prévu de former un gouvernement provisoire», insiste Hoshyar Zibari, un haut responsable du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani. Pas de vote non plus. Les rares décisions prises l'ont été par «consensus». Réduite à deux ou trois pages, la déclaration finale ne devrait réitérer que des grands principes déjà approuvés lors de précédentes conférences: fédéralisme, démocratie, respect du pluralisme religieux ou ethnique.

Les principaux partis ont préféré ne pas se prononcer sur le volumineux projet de «transition démocratique» élaboré par une trentaine d'experts et beaucoup trop explosif à leurs

yeux. En revanche, à la demande des Etats-Unis, les délégués doivent constituer un comité de suivi, première ébauche d'un Parlement en exil. Un exercice difficile qui donne lieu à d'âpres marchandages entre les cinquante organisations présentes. «Il y aura entre 30 et 40 membres», a annoncé un porte-parole kurde aussitôt interrompu par Hamid al-Bayati, un responsable chiïte: «Arrondissez à 45, cela me fera 5 membres de plus.» A ce jeu, chacun peut contester la représentativité de l'autre.

Passé. A la tribune, samedi, Ahmed Chalabi, principal dirigeant du Congrès national irakien (CNI), a regretté «l'absence de jeunes» dans une assistance très largement composée d'exilés de longue date. Peu de femmes également, comme l'a déploré Safia al-Souhale. Malgré quelques anciens drapés dans leurs abaya brodées d'or, les chefs des grandes tribus étaient peu représentés. «C'est une grave erreur, s'est exclamé un intellectuel chiïte. Car un seul de ces cheikhs rassemble plus de partisans que la plupart des organisations présentes.» Certaines figures indépendantes reprochaient aussi à cette opposi-

tion, ancrée depuis longtemps dans l'exil, d'être bien loin des aspirations des «Irakiens de l'intérieur». Comme Kanan Makiya qui déclarait: «Ces hommes appartiennent au passé. Personne ne peut prétendre représenter quoi que ce soit, à part les Kurdes qui disposent de leur Parlement.»

Au-delà des divergences idéologiques et d'intérêt apparaît aussi une fracture entre une opposition purement politique et des partis appuyés sur le terrain par une force militaire, notamment les deux grands partis kurdes et l'Assemblée suprême de la révolution islamique. Ainsi, un axe politique est en train de se dessiner entre Kurdes et Arabes chiïtes. «Parlons plutôt d'un axe des larmes car nous sommes, les uns et les autres, les principales victimes de Saddam et les exclus depuis huit décennies du système politique irakien», précise Bakhtiar Amin. Des forces qui partagent un rejet d'un éventuel protectorat américain ●

CHRISTOPHE BOLTANSKI
et JEAN-PIERRE PERRIN

Hamit Bozarslan, codirecteur de l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman

« L'Europe est la seule chance de la Turquie »



MEHMET GÜLBİZ/SIPA

Ankara 2002. A la parade annuelle d'anniversaire de la République, sous le regard de son fondateur.

La victoire du Parti de la Justice et du développement aux dernières élections turques signe-t-elle la fin du kémalisme ?

En réalité, le kémalisme est mort en 1945 avec le passage au pluralisme. Il s'est ensuite perpétué comme religion, comme un système métaphysique auquel adhère une partie de l'armée, de l'establishment et de l'intelligentsia, et d'autre part comme un esprit de corps utilisé par les militaires pour forger une solidarité. Le kémalisme tient aussi lieu de culture politique complètement creuse, sans rapport avec la réalité turque actuelle.

Quelles sont les formes de cette religion ?

Comme toute religion, le kémalisme est contradictoire, avec, d'un côté, la modernité et la laïcité et, de l'autre, l'exaltation

de la nation et la sacralisation de l'Etat, à certains moments des penchants pour un discours racial... Vous avez à la fois une adhésion au modèle occidental en tant que civilisation et un rejet de ce même modèle en tant que système politique.

Par rapport à l'islam, le kémalisme n'est pas non plus très clair. Il a eu parfois recours à des références religieuses pour légitimer l'Etat. A d'autres moments, les religieux ont été la cible d'une répression très dure. Le coup d'Etat militaire de 1980, perpétré au nom du kémalisme, a été justifié en faisant appel au Coran. Depuis 1995, les militaires mettent en exergue des déclarations anti-islamiques de Mustafa Kemal. On peut donc être kémaliste et pro-occidental, kémaliste et anti-impérialiste, kémaliste et pro-américain, kémaliste et laïque, kémaliste et islamiste...

Plus encore que la laïcité, Mustafa Kemal n'a-t-il pas créé une religion nationale, une sorte de « gallicanisme » musulman ?

Tout à fait. Si vous voulez résumer sa conception de la religion, vous arriverez à la phrase suivante : Dieu merci, nous sommes tous musulmans, donc turcs, donc nous pouvons tous être laïques. Il avait à la fois la volonté de nationaliser la religion, de transformer, par défaut, la religion en base de loyauté envers l'Etat, et de contrôler l'espace religieux. Paradoxalement, ce sont certains islamistes qui réclament une laïcité totale en demandant que l'Etat se retire de l'espace religieux.

La phrase d'Atatürk pourrait donc être prononcée par le chef de l'AKP...

Il pourrait même aller plus loin : puis-

que l'objectif de Mustapha Kemal était la laïcité, réalisons-le.

Les militaires sont-ils prêts à accepter l'exercice du pouvoir par un parti islamique ?

Le verdict des urnes a été clair, même s'il s'agit plus du rejet de l'ancien système que de l'adhésion à un parti ancien, même islamiste. Les militaires ont été obligés d'accepter ce résultat mais ils n'ont pas désarmé. Au contraire, ils ont envoyés ces derniers temps au gouvernement des signes extrêmement forts de leur « vigilance » par exemple sur le port du foulard.

N'est-ce pas là la manifestation d'une des contradictions des élites pro-occidentales, tentées par la démocratie donc rejetant le régime militaire, mais hostiles à l'islamisme, appelant donc les militaires à la rescousse ?

C'est aussi la manifestation des contradictions du système démocratique, tel qu'appliqué en Turquie. La démocratie signifie la perte des référents kémalistes dans la société, y compris la laïcité telle que les kémalistes la comprennent. Soit on a la démocratie, soit on a la laïcité. On a l'impression qu'il y a une incompatibilité entre les deux. La question aujourd'hui est de trouver un contrat social qui permette d'avoir la sécularisation et la démocratie. Les militaires ne peuvent pas être les garants de la démocratie et de la laïcité.

La perspective européenne ne constitue-t-elle pas une atteinte au pouvoir des militaires ?

Sans être totalement manichéen, je dirais que les militaires constituent le principal obstacle au respect des critères de Copenhague. La fin du rôle de l'armée comme arbitre et superviseur de la vie politique est liée à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Les militaires ont intérêt à ce que la Turquie soit candidate à l'UE, au nom de la modernité, et n'ont aucun intérêt à ce qu'elle en soit membre, afin de préserver leur pouvoir.

Une chose est sûre : sur aucun dossier important, les militaires n'ont accepté des réformes de fond. Tout ce qui a été obtenu l'a été par la création d'un rapport de force entre la Turquie et l'Europe. Sur Chypre, l'armée a rejeté toute possibilité de compromis et a contraint le

gouvernement de l'AKP à la fermeté. Cette Turquie officielle ne parvient pas à se projeter dans l'avenir en tant que société démocratique. D'où la non-transformation des structures de pouvoir et d'autorité. Dans ces conditions, l'inertie et l'immobilisme deviennent une ressource politique, avantageuse pour les militaires, pour une partie de l'establishment et de l'intelligentsia qui est complètement déboussolée, qui a peur des islamistes mais ne peut pas abandonner l'islam, qui se veut occidentale mais déteste le modèle politique occidental.

La victoire de l'AKP représente-t-elle une rupture avec cette inertie ?

Elle marque à la fois un rejet de l'immobilisme et l'incapacité à rompre avec lui. L'AKP est une coalition hétéroclite dans laquelle on retrouve une partie de la bourgeoisie d'Istanbul, une partie de la gauche, y compris radicale, une partie des islamistes... L'opinion elle-même est déboussolée parce que la Turquie vit depuis une trentaine d'années dans un climat de violence où, tour à tour, une partie de la population a été désignée comme l'ennemi de l'intérieur (les Kurdes, les islamistes, les communistes...).

Comment définiriez-vous l'AKP ?

La référence politique de ce parti n'est pas Hassan Al Banna, le fondateur des Frères musulmans, mais Konrad Adenauer. Cela veut dire que l'AKP se considère comme la droite turque, obligeant - si tout se passe bien - la gauche à se structurer comme telle. Une droite qui ne peut pas abandonner la religion, au moins comme référence culturelle, mais qui s'inscrit dans un contrat social. L'AKP deviendrait

un courant ultranationaliste favorable à un rôle mondial de la Turquie dans toutes les régions turcophones ou ayant appartenu à l'Empire ottoman, de l'Extrême-Orient aux Balkans.

Inversement, diriez-vous que la Turquie est une chance pour l'Europe ?

Tout dépend de l'acceptation ou non par la Turquie des critères de Copenhague. Si la feuille de route est claire, mettant à plat toutes les questions brûlantes, sans tabou ni autocensure, l'intégration d'une Turquie démocratique serait tout à fait bénéfique. Elle montrerait que même des acteurs entrant dans l'arène politique en tant qu'islamistes peuvent se dissoudre dans la démocratie, et que l'Europe, et partant l'Occident, ne se définissent pas par des critères religieux. C'est très important dans le Moyen-Orient actuel. Et pour les dix ou douze millions de musulmans vivant en Europe.

Le rapport à la mémoire devrait-il être inclus dans cette feuille de route ?

C'est essentiel pour que la Turquie puisse se sentir en paix dans son cadre territorial actuel et en paix aussi avec son histoire. Il faut que l'Etat cesse d'imposer un discours officiel, une vérité officielle sur ce qui s'est passé lors de la dissolution de l'Empire ottoman et notamment sur le sort fait aux Arméniens.

Pour certains en Europe, la Turquie kémaliste était le modèle de l'Etat musulman laïque. Paradoxalement, c'est maintenant la rupture potentielle avec le kémalisme qui pourrait faire de la Turquie cet exemple tant recherché.

Le scénario optimiste ouvrirait la possibilité d'une démocratisation du monde musulman, avec l'intégration des acteurs islamistes renonçant à la violence et s'affir-

La fin du rôle de l'armée comme arbitre et superviseur de la vie politique est liée à l'entrée du pays dans l'Union européenne

un parti de droite dans lequel les électeurs trouveraient des références religieuses d'identification. Il serait un instrument de la démocratisation et de la sécularisation.

C'est le scénario optimiste.

Si les militaires n'interviennent pas ou mieux sont marginalisés, si la gauche ne cède pas à la tentation de l'ultra-nationalisme et de l'ultra-kémalisme, si le processus de rapprochement avec l'Union européenne se poursuit, etc.

L'Europe est donc une chance pour la Turquie ?

Je pense que l'Europe est la seule chance de la Turquie. Parce que les lignes de fracture internes sont béantes, la Turquie a besoin d'un contrat social qui ne peut exister sans la démocratisation et sans le rapprochement avec l'Europe. Les militaires pensent avoir une solution de rechange avec l'alliance privilégiée avec les Etats-Unis mais cette alliance est fragile. Si les Etats-Unis installent en Irak un régime « ami », la valeur stratégique de la Turquie s'en trouvera diminuée.

Il existe d'autre part au sein de l'armée

firmant sur la scène politique avec une référence religieuse. A l'inverse, des régimes autoritaires, comme la Tunisie de Ben Ali, la Turquie des militaires ou l'Irak de Saddam Hussein ne peuvent être des garanties ni pour la démocratie, ni même pour la laïcité.

Propos recueillis par
Daniel Vernet

UN SPÉCIALISTE DE LA QUESTION KURDE

Né à Lice, en Turquie, le 11 octobre 1958, Hamit Bozarslan a fait toutes ses études supérieures en France. Historien, politologue, spécialiste du Moyen-Orient, il est codirecteur de l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman, auprès de l'Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris. Il a soutenu sa thèse de doctorat intitulée « Courants d'idées dans l'Empire ottoman, 1908-1918 », sous la direction de François Furet. Il a travaillé au Centre Marc-Bloch de Berlin et à l'université américaine de Princeton. Il est spécialiste de la question kurde.

L'opposition irakienne en exil tente de présenter un front aussi uni que possible

Réunis à Londres, les délégués d'une cinquantaine de courants s'efforcent de constituer une alternative crédible au régime de Saddam Hussein, non « parachutée » par les Américains

LONDRES

de notre correspondant

L'opposition irakienne en exil vit déjà dans « l'après-Saddam Hussein ». Elle tente d'imaginer ce que seront les lendemains d'un effondrement du régime à la suite d'une intervention militaire, qu'elle juge probable, des Etats-Unis et de leurs alliés. Elle s'efforce également de présenter un front à la fois aussi uni que possible et représentatif de sa diversité politique, ethnique et religieuse. Dans cet esprit, quelque 300 délégués appartenant à une cinquantaine de courants de l'opposition, dont une centaine de personnalités indépendantes, ont tenu un congrès du 14 au 16 décembre dans un grand hôtel de Londres où ils devaient présenter, lundi, une déclaration commune.

Comment s'organiser en vue du jour J de la chute du dictateur ? Quel structure mettre en place pour combler un éventuel vide du pouvoir ? A quoi ressembleraient les institutions de transition ? Quels dirigeants devraient être jugés ? Comment transformer l'Irak en une démocratie ? Autant de questions-clés auxquelles l'opposition en exil s'est employée à

apporter des débuts de réponse en se fondant sur un gros rapport établi en septembre et octobre par 32 personnalités et intitulé : « Transition vers la démocratie en Irak ».

L'EMBRYON D'UN GOUVERNEMENT

Six principaux mouvements ont préparé depuis des semaines cette réunion : le Congrès national irakien (CNI) d'Ahmed Chalabi, fortement soutenu par le Pentagone ; le Mouvement de l'entente nationale (MEN), qui regroupe d'anciens militaires et des personnalités civiles ; le Mouvement pour la monarchie constitutionnelle (MNC) d'Al-Charif Ali Ben Al-Hussein ; le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani ; l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani ; le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) de l'ayatollah Hakim, le plus influent des groupes chiites d'opposition, basé à Téhéran. Un septième groupe, Al-Daoua Al-Islamiya, a rejoint tardivement la réunion. Il est issu d'une scission du parti islamiste chiite Al-Daoua, qui a, lui, boycotté la réunion en la jugeant trop aux ordres de Washington.

Chacun s'accorde sur un premier principe, totalement conforme aux vœux américains : il n'est pas question de former un gouvernement provisoire en exil. Les opposants de l'extérieur ne veulent pas donner le sentiment au peuple irakien qu'ils seraient « parachutés » - pour reprendre un mot d'Ahmed Chalabi - à Bagdad, dans les fourgons de l'armée américaine. Les délégués ont envisagé la constitution d'un « comité consultatif » d'une trentaine de membres incluant un exécutif plus restreint, appelé « comité de suivi » et comprenant les chefs des grands mouvements. Cette instance tenterait de cimenter l'opposition et pourrait être l'embryon d'un futur gouvernement de transition.

Deuxième idée : pour rassurer l'immense majorité des responsables du parti Baas et des militaires, et obtenir au moins leur neutralité, les délégués veulent isoler au maximum Saddam Hussein et son proche entourage. Ils auraient établi une liste de 49 dignitaires considérés comme criminels et devant passer en jugement. Outre le président et ses deux fils - Oudaï et Qousaï -, la tête de cette liste comprendrait notamment le vice-président, Taha

Yassin Ramadan, et Izzat Ibrahim Al-Douri, numéro deux du Conseil de commandement révolutionnaire. Tous les autres responsables du parti et de l'armée bénéficieraient d'une amnistie générale.

La marche vers l'unité de l'opposition n'est pas facile. Chacun manifeste ses propres soucis. Les indépendants estiment ne pas avoir assez voix au chapitre face aux partis. Les sunnites, minoritaires en Irak, mais au cœur du pouvoir depuis des décennies, se plaignent du rôle dominant des chiites (60 % de la population) et des Kurdes. Ces derniers insistent sur la nécessité de bâtir un véritable Etat fédéral. Hostile à une intervention américaine, mais contraint de s'y résigner, le CSRII s'oppose à « toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak ». Kurdes et chiites s'entendent pour rejeter la création par Washington d'une force militaire irakienne qui concurrencerait leurs propres combattants. Une chose est sûre : les Etats-Unis ont parrainé cette réunion et feront tout pour que ses participants resserrent les rangs face à leur ennemi commun.

Jean-Pierre Langellier



(Photo Reuter.)

Saddam's opponents agree on blueprint for a federal state

Reuters

LONDON: Opponents of President Saddam Hussein on Sunday agreed on a political blueprint for Iraq's future, calling for a federal and tolerant government in the event the Iraqi leader is toppled.

After two days of talks in London, about 330 delegates representing six opposition groups recognized by the United States hammered out a declaration for a post-Saddam Iraq.

The final draft, which was not expected to be made public until Monday, vows to refuse foreign guardianship and occupation of Iraq if Saddam is toppled. It also declares that Iraq's new government should be a federal democracy, that Islam should remain the state

religion and that the country must be allowed to produce as much oil as its capacity permits.

The delegation continued late Sunday to debate the make-up of a 40- to 45-

member leadership committee that could act as an interim administration.

Tens of thousands of Kurds who have been driven from their homes under Saddam would have the right to return to their original cities and villages, and Kurds who have been subject to attacks by the regime would be entitled to compensation, the group said.

The declaration also recognizes that Shiite Muslims, who are a majority of the Iraqi population, have suffered official discrimination that has excluded them from the political and social system.

Washington has modeled the London

meeting on one staged in Germany a year ago to forge an interim government in Afghanistan following the collapse of the Taliban government. Not all of the Iraqi opposition chose to take part in the London meeting, and the extent to which Iraqi delegates have support in their homeland is unclear.

Saddam has dominated Iraq for 30 years, and most of the delegates have

been in exile for decades.

The opposition is split, and includes the most pro-U.S. wing, led by the former banker Ahmad Chalabi, and the Tehran-based Supreme Council of Islamic Revolution in Iraq, which claims better organization and more following inside Iraq.

The Supreme Council of Islamic Revolution in Iraq, the Kurdistan Democratic Party, the Patriotic Union of Kurdistan and former members of Saddam's Ba'ath Party have formed a loose alliance known as the Group of Four.

The Group of Four is opposed to the two remaining groups at the conference: the Iraqi National Congress, which is led by Chalabi, and a monarchist movement.

"What you are seeing at this conference is parliamentary procedure in motion to come up with an authority ready to fill any vacuum in Iraq," Chalabi said.

International Herald Tribune
Monday, December 16, 2002

IRAK Les incertitudes de l'après-Saddam

Entre le meilleur et le pire

Face à la suprématie technologique et à la détermination des États-Unis, Saddam ne peut opposer que la ruse : il se montre très conciliant, « avale les couleuvres », accepte l'humiliation pour échapper à la guerre... En attendant l'arrivée

de la saison chaude qui rendra plus difficile un conflit qui obligerait les soldats d'enfiler des combinaisons de protection contre les armes non conventionnelles. Ce faisant, il aura gagné un an. Puisqu'à l'automne 2003 George Bush sera engagé dans le renouvellement de son mandat et accordera la priorité à l'économie.

proposer dans une grande ville afin d'organiser la résistance du dernier carré de ses fidèles qui auront tout à perdre avec lui. Cette posture est censée faire durer la guerre et enliser les forces américaines dans l'attente d'inévitables bavures qui ne manqueraient pas de soulever les opinions publiques arabes et occidentales.

Dans cette hypothèse, l'armée américaine courrait deux lièvres à la fois : à la chasse de Ben Laden s'ajouterait alors celle de Saddam. Et l'Irak rejoindrait l'Afghanistan comme foyer d'instabilité où les Américains tenteraient de faire régner l'ordre. Leurs lignes de défense seront allongées, au risque d'une guerre d'usure qui les épuiserait et réactiverait, à terme, la tentation du désengagement et du repli.

En revanche, une éviction rapide du raïs irakien aura pour effet de clarifier la situation et de soulager les régimes arabes qui n'auront pas à justifier leur inertie face à l'offensive américaine. Car un enlèvement de la

guerre rendra intenable la position de la plupart des régimes, suspectés par leur opinion publique de « complicité » avec « l'agresseur » américain. D'autant plus que plusieurs pays auront accordé des facilités militaires à l'armée américaine. Les deux chefs « rebelles », Ben Laden et Saddam Hussein, risquent de partager un constat très amer, celui de la « trahison » des leurs. Malgré son antimécanisme, justifié par un alignement systématique sur Israël, la Oumma islamique ne s'est toujours pas mobilisée pour répondre aux appels au djihad lancés par Ben Laden, bien qu'une minorité endoctrinée et très active ait rejoint ses rangs pour se transformer en redoutables kamikazes. Et les masses arabes resteront, sans doute, bien sourdes aux appels de Saddam destinés à créer des diversions pour détourner l'armée américaine de ses objectifs dans l'ancienne Mésopotamie.

Pourtant, les Arabes ne partagent pas les convictions de Washington, qui n'a pu présen-

ter une seule preuve tangible sur la collusion entre Saddam et Ben Laden. D'autant plus que les hommes d'al-Qaida trouvent refuge davantage au Pakistan, en Iran, en Arabie, au Yémen que dans la partie de l'Irak contrôlée par Saddam. Bagdad n'a jamais commandité l'assassinat de centaines de ressortissants américains, telle la Syrie, ni financé l'islamisme international, à l'instar de Riad qui vient de le reconnaître en promettant de s'amender. Mais les motivations inavouées de Washington font du conflit annoncé et du changement de pouvoir à Bagdad une étape sur la route de Riad, le foyer ardent de la doctrine islamiste, entretenue, exportée et financée par la mouvance wahhabite qui constitue une partie intégrante du régime saoudien. En « libérant » les deuxièmes réserves mondiales de pétrole, Washington serait alors en mesure de peser sur Riad et de dicter ses conditions : le désarmement de la doctrine wahhabite responsable des attentats du 11 sep-

PAR
ANTOINE BASBOUS

LE FIGARO LUNDI 16 DÉCEMBRE 2002

tembre, la dissociation entre islamisme et pétrodollar pour parvenir à l'arrêt du financement de la mouvance islamiste internationale.

En admettant que l'éviction de Saddam se passe selon le meilleur scénario américain, comment envisager « le jour d'après » ? Trois hypothèses peuvent alors se présenter : Washington installe un gouvernement autoritaire allié qui se substitue à celui de Saddam ; il opte pour une fédération entre les trois principales entités nationales (chiite, sunnite et kurde) sous l'égide d'un triumvirat ou d'un prince hachémite ; il laisse les Irakiens s'exprimer dans les urnes, au risque d'élire, aujourd'hui ou demain, un pouvoir islamiste ou nationaliste belliqueux, ombrageux ou jaloux de son indépendance.

Dans cette dernière hypothèse, quelle serait la réaction de Washington qui n'a pas montré, par le passé, un empressement pour prescrire la démocratie à ses alliés arabois-lamiques ? Mais la démocratie ne se décrète pas au journal officiel. Elle résulte d'un long apprentissage et d'une adhésion à des valeurs intrinsèques.

En tout état de cause, le choc prévisible, surtout s'il est suivi d'une défaite de l'arabisme (version Saddam) et de l'islamisme (version wahhabite de Ben Laden), ne manquera pas de remettre en cause ces deux idéologies qui dominent l'espace arabe depuis le lendemain des indépendances en supprimant les libertés publiques et privées au nom de la lutte pour de justes causes. Comme si ces deux valeurs étaient incompatibles !

Conclusion : les élites ont souvent fui leurs pays pour s'installer en Occident. Ce qui a contribué à la fossilisation des régimes arabes, dont les opinions publiques sont nostalgiques de la grandeur passée et désireuses de renouer avec elle. En cas de remise en cause, elles seront contraintes d'explorer de nouvelles voies et de rompre avec la médiocrité du « système arabe » en vigueur, en ouvrant des horizons plus prometteurs.

C'est alors que les élites arabes en exil, donc en contact avec la modernité, pourraient entrer en action pour promouvoir un nouveau mode de gouvernance qui allie modernité et valeurs authentiques de l'espace arabo-islamique. Les plus optimistes pensent que le choc suscité par l'effondrement de certains régimes pourrait déboucher sur un processus et sur une dynamique de renaissance arabe. Les pessimistes, qui plaident pour le statu quo, redoutent au contraire le chaos et l'amplification du terrorisme.

* Politologue et directeur de l'Observatoire des pays arabes. Auteur de *L'Arabie saoudite en question. Du wahhabisme à Bin Laden*. Ed. Perrin.

Exilé à Téhéran, l'ayatollah Hakim attend l'après-Saddam Hussein

TÉHÉRAN

De notre envoyé spécial

Dans une ruelle, au centre de Téhéran, l'ayatollah Mohammed Baqir Al-Hakim attend depuis vingt-deux ans de pouvoir revenir dans son pays, l'Irak. Exilé depuis 1980, craignant pour sa vie après avoir été emprisonné à deux reprises par le régime de Saddam Hussein, ce chiite de 63 ans esquisse un sourire au-dessus de sa barbe grise à la question de savoir si le retour est proche. « Je m'y prépare depuis vingt ans et j'espère que ce sera le plus tôt possible », répond-il en égrenant les boules de son passé-temps.

L'opposition irakienne réunie à Londres

Reporté à plusieurs reprises, en raison des rivalités internes, le congrès de l'opposition irakienne doit se tenir les samedi 14 et dimanche 15 décembre, à Londres. Quelque 320 délégués – pour les deux tiers d'entre eux, des représentants d'organisations politiques ; pour le reste, des personnalités indépendantes – y sont attendus. L'un des protagonistes de la rencontre, Ahmed Chalabi, du Congrès national irakien (CNI), s'est prononcé, dès vendredi, pour la mise en place d'un « gouvernement provisoire » dès le début d'une opération militaire contre le régime de Saddam Hussein.

Boycottant ces assises parmi plusieurs autres organisations, le parti islamiste Al-Daoua a dénoncé un congrès « aux ordres des Etats-Unis ». – (AFP.)

Né dans la ville sainte de Najaf, fils du célèbre imam Mushin Al-Hakim, l'homme au turban noir estime représenter la communauté chiite de l'Irak, soit 60 % de la population. Président depuis 1986 du Conseil suprême

de la révolution islamique en Irak (CSRII), l'ayatollah Hakim n'a cessé de dénoncer les « crimes » de Saddam Hussein, que ce soit pendant la guerre de huit ans contre l'Irak (1980-1988), puis lors de l'assèchement des marais, où vivait une partie de cette communauté, ou lors de la révolte de 1991 au cours de laquelle, selon ses chiffres, 400 000 chiites furent massacrés. 250 000 autres ont fui en Iran pour échapper à la répression. Il fustige les difficultés pour ses fidèles de célébrer les fêtes religieuses et la mise à l'écart des leaders chiites.

« C'est un dictateur et notre mission, notre devoir, est de débarrasser le pays de ce régime tyrannique qui pratique la discrimination raciale. On veut sauver le peuple de l'oppression. » Pour lui, la guerre n'est cependant pas la meilleure solution, et il n'entend pas cautionner l'intervention américaine. « Nos activités ne sont pas coordonnées avec celles des Américains », fait-il remarquer. Il refuse de dire si les quelques milliers d'hommes dont il affirme contrôler les actions sur le terrain (les brigades Badr) vont prêter main forte aux GI. « On n'accepte aucune attaque militaire. Ce que nous voulons, c'est une solution pacifique, c'est-à-dire la mise en application de la résolution 688 des Nations unies [condamnant la répression

irakienne] qui permettrait de faire plier Saddam Hussein. »

A défaut, il n'y a que la guerre, et l'ayatollah Hakim accepte de s'y résoudre, même s'il craint



« Nos activités ne sont pas coordonnées avec celles des Américains »

MOHAMMED BAQIR AL-HAKIM

qu'elle ne cause beaucoup de pertes parmi les civils. « Les soldats irakiens seront dans les villes. La population sera un bouclier et les combats se dérouleront dans les rues. Ils ont même dissimulé les radars à l'intérieur des villes. C'est sûr, il y aura beaucoup de pertes civiles. C'est ce que cherche le régime irakien », explique-t-il.

« AU PEUPLE DE DÉCIDER »

Quel rôle entend jouer ce religieux dans l'après-Saddam Hussein ? « C'est au peuple de décider. Tout le monde devra avoir sa place dans le futur gouvernement. Je souhaite qu'il y ait des élections libres et que le peuple choisisse ses leaders et qu'il y ait un régime démocratique, parlementaire avec une réelle décentralisation », souligne-t-il, tout en faisant remarquer que « l'islam doit cependant être respecté, ainsi que les minorités ». A l'avenir, il n'aspire qu'à « pratiquer des activités religieuses mais, si le peuple le désire, je prendrai des responsabilités politiques », indique-t-il, sans préciser s'il a pour objectif l'instauration d'une République islamique comme en Iran.

Mais malgré sa notoriété, quelle

influence réelle peut-il exercer dans son pays, et quel est son degré d'indépendance vis-à-vis de ses protecteurs iraniens ? A l'origine, les Américains se sont méfiés de cet interlocuteur, même si une invitation lui a été envoyée pour participer à la rencontre, au mois d'août, à Washington, de l'opposition irakienne. Depuis que des renseignements auraient été fournis au Pentagone sur les moyens de destruction bactériologiques et chimiques dont disposerait Saddam Hussein, l'administration Bush aurait considérablement assoupli sa position, même si l'ayatollah Hakim dénie toutes véritables relations et exprime des réserves à l'égard de la politique de Washington.

Une délégation du CSRII a été envoyée à Londres pour participer à la nouvelle rencontre de l'opposition irakienne. Des réunions du CSRII ont cependant déjà eu lieu avec d'autres groupes d'opposition, notamment les Kurdes. Un projet de gouvernement a été mis sur pied. Le CSRII entend bien avoir son mot à dire dans l'avenir de l'Irak. Et l'ayatollah Hakim sait qu'il faut compter avec lui.

Michel Bôle-Richard

Le Monde

15 - 16 DÉCEMBRE 2002

Turkey's refusal to release Zana angers EU parliament

Turkish Daily News December 18, 2002

Oswaldo Jose Paya Sarditas, the winner of this year's Sakharov Prize, awarded for freedom of thought, was able to travel to France on Monday to receive the award. He was granted a last-minute visa to travel from Cuba after pressure from Spain and the European Parliament. In order to mark the 15th anniversary of this award, previous winners have been invited to attend the special ceremony. Turkish authorities, however, have refused to let Leyla Zana, a prisoner and former Sakharov prize winner, to travel to Strasbourg for the occasion.

According to a report of euobserver.com, Sarditas, 50, founder of a nonviolent pro-democracy movement in Cuba, received the Sakharov prize at noon yesterday, presented by European Parliament president Pat Cox. As a result of his openly critical attitude towards Cuba's ruling regime he has been arrested and imprisoned several times.

European Parliament: Turkey's response "unsatisfactory"

Past Sakharov Prize winner and former pro-Kurdish deputy Leyla Zana was not able to attend this year's ceremony, as she is currently held prisoner in Turkey. European Parliament presidential spokesperson David Harley said that the response given by the Turkish government was "unsatisfactory" and this issue would be discussed during the conference of presidents this week.

Leyla Zana was the winner of the 1995 Sakharov Prize. In 1994, together with other MP's of Kurdish origin, she was sentenced to 15 years' imprisonment. The Sakharov Prize is intended to honour individuals or institutions which have made significant contributions to the cause of human rights. The prize is named after the late Soviet dissident physicist Andrei Sakharov.

* * * *

Talabani and Barzani Remarks at Opposition Meeting

KURDISTAN NEWSLINE (PUK) December 18, 2002

London, Dec. 17 -- Members of the Iraqi opposition parties and individuals concluded their conference(Dec.14-17)by agreeing to a blueprint for the future of Iraq, liberated from the clutches of the genocidairs of the totalitarian Baathist regime. A steering committee was elected to coordinate the work of the opposition forces of the free Iraqis and promote the implementation of the principles and issues agreed upon by the conference.

Jalal Talabani

In his keynote address to the conference the Patriotic Union of Kurdistan leader Jalal Talabani described the event as a historic landmark conference aiming at mapping out a new post-dictatorship Iraq based on the core values of democracy, federalism, human rights and common citizenship.

"Although some opposition forces have declined to participate in the convention, those present represent the overwhelming political forces active at home and abroad expressing the wishes of the people of Iraq for liberation from despotism which has caused such plight unequal in history even as far back as Hulego. What is needed is the change of regime, which has waged a racist aggression against the Kurdish people, and has invaded the neighboring countries of Iran and Kuwait. These wars and misrule have caused immense misery to the people, destabilized the region and brought about the disunity of Iraq with its failed political and economic consequences. The antidote to the totalitarian infection is a new Iraq where the state exists for its citizens, and not vice-versa. Our basic task is to rebuild and reunite the country and the only way to make progress in that regard is to base it on the foundation of a democratic and federal system. The history of many countries shows us that federalism is the best formula for keeping a country intact. It is a civilized pragmatic system practiced in more than seventy states of our world. Federalism does not threaten unity; on the contrary it reinforces it. Federalism means a democratic framework within which to solidify ties among Arabs, Kurds, Turkomen and Assyrians in a free and united state."

Mr. Talabani said, "the Kurdish people uphold the unity of ranks and purpose of the opposition. The Kurdistan political forces have been consistent in this regard as they have demonstrated in all Iraqi conferences held so far. We would have preferred for this conference to convene on Kurdistan territory but circumstances did not permit that. But Kurds are your

fellow citizenship and religious partners. They expect your support for their legitimate rights and the removal of oppression and an end to the policies of ethnic cleansing practices against them. I remind the Muslims that the dictatorship regime has disfigured the name of Islam by using the name of "Anfal" in its campaign of genocide, killing more than 200,000 innocent women, children and old people whose only crime was being Kurdish."

Mr. Talabani added: "We don't claim to represent all the Iraqi opposition. There are forces not present which have fought bravely against the dictatorship. We call for a civilized discourse among all the opposition forces.

We are confident that the conference will strive to achieve the aims the steering committee has already adopted i.e. a unified political message for all Iraqis. We must also recognize the existence of a large opposition political force inside Iraq which has not been able to mobilize itself or to attend this conference. We must not ignore the role of this significant force which will be partners with us in bringing the comprehensive democratic change."

The Kurdish leader concluded: "We wish to bring about the change by Iraqi efforts. At the same time, we must be realistic and admit that, though Iraqis have made huge sacrifices throughout many decades, we haven't been successful in achieving our goals. And now since the Iraq case has been internationalized and according to international resolutions, we have every right to seek international and regional support for the liberation of Iraq. We must not shy away from asking such assistance in order to end the dictatorship and achieve a democratic and federal system which guarantees human rights.

Masoud Barzani

The leader of the Kurdistan Democratic Party Masoud Barzani, in his speech at the opening session of the conference, hailed the gathering as "the authentic expression of Iraqi national unity". He added: "The Iraqi regime has trampled upon all its political agreements, commitments and international treaties. We have drawn a lesson that, in spite of all our wounds and the suffering of our Kurdish people, our remaining within the Iraqi state is a reasonable solution for Iraq. All those who have participated in the evolving Kurdistan experiment in the last decade have no hesitation in getting involved in the mission to bring democracy to Iraq.

The Kurdish people have taken valuable lessons from this experience and that of its long story. They recognize that the federal concept is the most suitable solution. Hence the people of Kurdistan, through the unanimous vote of approval for this concept by the Kurdistan National Assembly, chose this formula as the ideal formula for coexistence in a democratic Iraq."

He added: "we found that democracy is the ideal solution to the problem of government and the Kurdish issue. We worked to renounce all forms and methods of violence and terrorism. We fought only when we were attacked and when fighting was imposed on us and on our peaceful people."

He continued: "Throughout our lengthy experience, we spread the spirit of tolerance, brotherhood, and coexistence among the Arab, Kurdish, Turkomen, Assyrian, and Chaldean sons of the same homeland. We always believed that negotiations and dialogue are our only way to solve problems whenever we sense readiness on the part of the central government to accept negotiations and dialogue."

The KDP leader said: "Kurdistan became a haven for anyone who sought to preserve his or her dignity. He added: "All Iraqis have the right to learn from the Kurdish people's experience in managing their affairs and establishing a multi-party political system under which the freedom of expression was secured, people's dignity was preserved, and law prevailed on the basis of justice, equality, and solution of problems through dialogue."

The KDP leader called for introducing a federal system "because it represents a civilized and balanced solution that guarantees everyone's rights."

He said: "The aim is the same, no matter how the interpretations vary. We should unite our ranks for the sake of the future, instead of making ourselves captive to the past and to its flaws.

Also, we should rise above minor disagreements so that the Iraqis will look to us as competent people in introducing democracy, political pluralism, justice, and equality and in creating the desired civil society."

* * * *

Opposition Proposal for Transitional Phase for Post-Saddam Iraq

Brayati (Arbil) December 17, 2002

1. The transitional phase

The transitional phase is the period which comes between the establishment of the coalition authority after the overthrowing of the regime and the holding of elections with a view to establishing democratic state institutions to enact a permanent constitution which will be decided by the people. It should not exceed two years after the date of the establishment of the coalition authority.

2. General principles of the transitional phase institutions.

A. The people are the source of power and the basis of its legitimacy. b. The independence of Iraq, its sovereignty and unity of its people and land. c. The separation of the three authorities: legislative, executive and judiciary. d. Islam is the religion of the state and is the basic source of legislation. e. Democracy (including freedom of expression and organizing demonstrations) and political pluralism. f. The adoption of the system of federalism g. The Iraqi people comprises two major nations. h. The Iraqis are equal before the law regarding their rights and duties. Religious and ideological freedoms are guaranteed. The religious and sectarian rituals and practices are held in respect. I. The elimination of violence and discrimination on ethnic, tribal or religious bases; prevention of terror and exploitation in all its shapes and forms and propagation of a spirit of ethnic and religious tolerance. j. Establishment of strong and balanced relations with the Arab and regional states and others, particularly with the neighboring states, so that Iraq will regain its legitimate foothold in the international community in such a way as to serve the higher national interests and peace and stability of the region and the world. k. Commitment to international charters and resolutions on human rights, the United Nations resolutions and the declarations of the Arab League and those of the Organization of the Islamic Conference.

3. The Transitional National Assembly

The Transitional National Assembly comprises the representatives of the constituents of the Iraqi people on ethnic, religious, partisan bases, and on political and social affiliations, geographical diversity as well as those who have the capability and expertise to carry out the task of legislation during the transitional phase and to monitor the work the executive authority.

4. The Sovereignty Council The Sovereignty Council comprises three leaders with honorable backgrounds of [political] struggle, who are well known for their integrity and honesty. The council will assume the leadership of the state during the transitional phase.

5. The transitional government A civilian coalition government that represents the constituents of the Iraqi society and its political path will be established. It will include political, competent people whose patriotism and honesty are impeccable.

6. The constitution of the transitional period A constitution will be drafted for the transitional phase. It will be prepared by a committee comprising competent and learned experts.

7. The permanent constitution project a. The Transitional National Assembly will form a committee of specialists, experts, academics, experts in law, professors, political figures and religious scholars, who represent the ethnic make up, and the political and sectarian parties and affiliations in Iraq. The draft permanent constitution will be submitted to the people for ratification in a general referendum. b. The people of Iraq will be asked to decide on a political system, whether a monarchy or a republic.

* * * *

U.S. campaign against Iraq poses dilemma for Turkey, battling economic crisis

Dec 25, 2002 By SELCAN HACA OGLU Associated Press

ANKARA, Turkey - NATO's sole Muslim member and a key U.S. ally continued on Wednesday to discuss whether to fully support a U.S.-led campaign against neighboring Iraq. Struggling through an economic crisis, Turkey, heavily reliant on the U.S. defense industry and Washington's political and economic support, appears to have little room to maneuver.

Its government leaders met for a third consecutive day on Wednesday to discuss Iraq. Deputy Premier Abdullatif Sener refused to comment on reports Wednesday in two Turkish newspapers, Hurriyet and Zaman, that the United States has

asked Ankara to allow the deployment of as many as 80,000 U.S. soldiers in areas close to Iraqi border for five years. The newspapers said Turkish generals and civilian leaders were debating terms for allowing U.S. planes to use sprawling Incirlik air base, in south-central Turkey, and four other bases. The use of two Mediterranean ports for supplies were also on the agenda, they said.

Parliament on Wednesday renewed permission for U.S. and British planes to use Incirlik air base to patrol a no-fly zone over northern Iraq. Allied planes take off from Incirlik to monitor the zone established to protect Kurds. Parliament has extended the mandate for the patrols every six months since the end of the 1991 Gulf War when the zone was established.

Deputies voted by a show of hands in favor of extending the permission.

Iraq has frequently criticized Turkey for allowing its base to be used. U.S. warplanes have bombed sites in Iraq several times this year after Iraqi gunners threatened the patrol aircraft. Foreign Minister Yasar Yakis urged Iraq to fully cooperate with the United Nations to solve the latest standoff.

"We hope Iraq problem is solved within the U.N. system as soon as possible," Yakis told parliament.

Incirlik was a staging point for U.S. attacks on Iraq during the 1991 Gulf War and hosts some 50 U.S. warplanes monitoring Iraqi skies. Washington regards Turkey's support crucial to any military campaign against Iraq and key to its argument that the war on terrorism is not a war on Islam.

But the pro-Western Turkish government formed by an Islamic-rooted party has its own difficulties of explaining a war against another Muslim country, Iraq, both to its grass roots and to the Muslim world.

The rise in crude oil prices over concerns of disruption of oil supplies from Iraq and the possibility of fighting in a war is expected to increase demand for U.S. dollar and shake confidence. That would complicate the government's handling of heavy debt which accounts for around 90 percent of gross national product. Turkey is one of the International Monetary Fund's biggest borrowers, and the IMF's continued backing is a must for Turkey's recovery, after its economy shrunk by 9.4 percent in 2001.

"Turkey has no choice but say 'yes,'" Cuneyt Ulsever, an analyst for Hurriyet, said in an interview. "Remember, the U.S. has the biggest influence in the IMF too."

However, despite losing what it says has amounted to US\$40 billion in loss of trade with Iraq over the past decade, Turkey does not want to be alienated by its most powerful ally. Turkey also fears that an independent Kurdish state could be formed in the area if Saddam Hussein is ousted. Prime Minister Abdullah Gul was quoted as saying Wednesday that Turkey would triple its military forces in northern Iraq from 10,000 to 30,000 to try to deter any attempt to establish an independent Kurdish state, Hurriyet reported.

"It seems like the government will be realistic and support the U.S. as much as it can," wrote Oktay Eksi, chief commentator of Hurriyet, on Wednesday. "Because if not, no one would ask Turkey about its opinions on what should happen after Saddam, or take into consideration its interests." Turkey fears that a Kurdish independence could revive fighting with Turkish Kurdish rebels who fought for autonomy for 15 years in southeastern Turkey.

Turkey is also preparing for an avalanche of refugees if war breaks out with Iraq.

During the 1991 Gulf War, about 500,000 Iraqi Kurds had huddled on the rugged Turkish-Iraqi border. This time, Turkey is looking to move up to 15 miles into northern Iraq to build camps for as many as 200,000 people, a move that would keep the refugees out of Turkey.

Turkey, for now, is standing by its close ally, Washington.

But for some, Muslim brotherhood is more important.

"Iraq is a Muslim country. We are against the killing of Muslims," said Muharrem Demirkol, a 33-year-old shopkeeper. "OK, Saddam has to go if the people there are to live in prosperity. But this war will not only remove Saddam from power but also kill innocent people. I am against Turkey's joining the U.S. in this war."

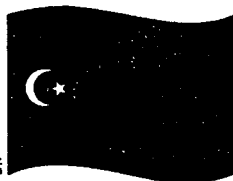
* * * *

Télérama

Mercredi 18 décembre 2002

Turquie

Sa possible adhésion à l'Europe ravive la peur de l'Occident chrétien



Ce pourrait être un débat des plus pragmatiques : la Turquie remplit-elle ou non les critères économiques et politiques pour intégrer l'Union européenne ? Ou fondé sur d'autres arguments : l'élargissement, poussé trop loin, ne consacre-t-il pas une définition de l'Europe comme simple zone de libre-échange ? Mais, à la faveur du contexte international, cette controverse prend un autre tour, idéologique : le choc entre Islam et Occident. Ce qui en dit long sur notre inconscient collectif.

Au printemps, l'écrivain Renaud Camus publiait une réflexion parfois pénétrante, souvent hautaine et toujours désabusée, *Du sens* (éd. P.O.L.). Sur 552 pages, sa démonstration tournait autour d'une question pour lui essentielle : la Turquie doit-elle, ou non, faire partie de l'Union européenne ? Fustigeant les ravages du « politiquement correct », Renaud Camus déplorait l'impossibilité de donner pour motif à son refus d'accueillir un tel pays « que la Turquie est étrangère à l'Europe, que les Turcs ne sont pas des Européens, que leur histoire et leur culture ne font pas partie de la culture et de l'histoire européennes ».

Dès l'automne, l'essayiste se trouva contredit. L'étrangereté (terme forgé par Renaud Camus) de la Turquie fut précisément l'objet du pavé dans la mare – en l'occurrence un entretien au *Monde* – lancé par Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention sur l'avenir de l'Europe : la Turquie n'a pas sa place parmi nous. Les raisons invoquées dédaignent l'économie (forte de près de 68 millions d'habitants, l'ex-Sublime Porte offre un marché si alléchant que le *Financial Times* se demande quelle mouche a bien pu piquer VGE !). L'argumentaire de l'ex-président de la République revendique

Chronologie

1949 : La Turquie est membre du Conseil de l'Europe.

1963 : Accord d'association avec la CEE, qui affirme la « vocation » européenne de la Turquie.

1995 : Accord d'union douanière entre la Turquie et l'UE.

1999 : Au sommet d'Helsinki, le Conseil européen reconnaît officiellement le statut de candidat à part entière de la Turquie.

ce qui ne semble plus inavouable depuis les attentats du 11 septembre 2001 : une défiance d'ordre culturel et cultuel.

La doctrine Giscard réactive les préjugés d'une Europe mal remise de sa peur ancestrale des mahométans du Bosphore, dont elle fit jadis des têtes de Turcs : ces effigies enturbannées sur lesquelles on exerçait sa force dans les foires... Dès qu'il s'agit d'Islam, les vieux souvenirs scolaires sonnent à plein souffle du cor, tel Roland à Roncevaux. Dans son entretien au *Monde*, qui condense des siècles d'a priori religieux et idéologiques, VGE récuse la Turquie au prétexte que le Maroc s'engouffrerait aussitôt dans la brèche. On retrouve ici la crainte du retour de Tariq ibn Ziyad, ce chef musulman qui donna son nom à Gibraltar (djabal al-Tariq) en soumettant l'Espagne (711). Ses successeurs ne furent délogés qu'en 1492

(reprise de Grenade). Mais l'Europe tremblait alors devant d'autres infidèles, en son flanc oriental, où Constantinople était tombée (1453).

Et quelle menace ! Au château de Cracovie, une toile immense de l'atelier de Tommaso Dolabella (vers 1630) représente la bataille de Lépante, en 1571, lorsque l'Europe chrétienne fit sauter le verrou turc en Méditerranée. Il faut voir la représentation de ces ennemis jetés à l'eau, avec leur tête monstrueuse (entre le loup et l'ours), avec leur appendice caudal rouge vif ! En 1683, rebelote. Les Ottomans encerclent Vienne. Le roi polonais Jean Sobieski les disperse. →

→ C'est la fameuse création, par les pâtisseries de la capitale de l'Empire des Habsbourg, du croissant, qui nous invite à bouffer du musulman, en un acte d'anthropophagie symbolique sans doute plus constitutif qu'on ne croit de l'identité européenne...

Le problème n'est donc pas tant que la Turquie serait hors d'Europe (Troie et sa guerre homérique, Nicée et son concile œcuménique de 325, qui fixa le credo chrétien, sont en Anatolie). Le fond de l'affaire, c'est que les Turcs nous apparaissent comme des intrus à rejeter dans des ténèbres qu'ils n'eussent jamais dû quitter. Le délire n'est pas loin : « L'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, cela voudrait dire que les frontières de l'Europe seraient l'Irak et l'Iran », s'insurge le député UDF Maurice Leroy (Le Monde, 5 décembre). Avec la Turquie, l'Europe serait aussi voisine de la Géorgie, vieux pays chrétien (sainte Nino) et mythologique (Jason y chercha la Toison d'or). Mais M. Leroy l'ignore. Et il ne semble pas s'apercevoir que l'intégration de Malte nous fera désormais frontaliers de la Libye, ou que celle de Chypre nous rapprochera étonnamment de la Syrie...

VGE et ses ouailles redoutent avant tout de voir bientôt 100 millions de Turcs musulmans peser sur le destin d'une Union européenne considérée comme un club chrétien. Voici la mauvaise pente des répulsions hâtivement théorisées en choc des civilisations : le facteur religieux – ou prétendu tel – semble déjà l'une des pierres d'achoppement de l'Europe à venir. Les démocrates-chrétiens, aiguillonnés par Jean-Paul II – qui a reçu Giscard au Vatican –, ont élaboré un projet de Constitution européenne qui stipule que « les citoyens de l'Union sont conscients de ce que l'Europe doit à son héritage religieux » (notons que l'expression, épuratoire, induit un ordre décroissant subliminal : catholique, luthérien, à la rigueur orthodoxe, voire juif, mais sûrement pas musulman). Romano Prodi, le président de la Commission européenne, propose en revanche ceci, dans son propre projet de Constitution : « L'Union européenne est constituée par les Etats et les peuples européens qui partagent de façon solidaire une même communauté de valeurs et s'engagent à promouvoir la paix, la sécurité et le progrès dans l'Europe et dans le monde. »

Dans le premier cas, les démocrates-chrétiens envisagent la question ainsi : qu'est-ce que ce fut toujours d'être européen (donc chrétien) ? Dans le second cas, Romano Prodi tente une autre approche : que voudrait-on que ce soit d'être européen ? D'un côté il suffit d'avoir vu le jour en Europe, ce qui peut exclure la Turquie ; de l'autre côté, il faut s'armer d'un désir d'Europe pour en être et c'est le fameux « référendum » de chaque instant jadis évoqué par Ernest Renan à propos de la nation, qui laisse alors toutes ses chances à la Turquie. L'intégration de ce pays renvoie donc à notre capacité de penser l'Europe, ce qui dépasse de loin le simple examen, si important soit-il, d'une candidature : quid du respect des droits de l'homme (chasse aux Kurdes), de l'introspec-

tion sur son passé (massacre des Arméniens), d'une Constitution arbitraire promulguée par les militaires en 1982 ?...

Ceux qui diabolisent la Turquie, ou ceux qui se montrent accueillants au nom de la dédramatisation qui en résulterait (« Nous ne pouvons pas dans le même temps appeler à la constitution d'Etats musulmans séculiers et dire non à la Turquie » [1]), demeurent persuadés, par-delà leurs différences d'approche, que l'Europe est un regroupement dont les membres finiront par tant se ressembler que cela tiendra lieu de ciment. Or rien ne serait plus faux, a écrit Régis Debray, que de « confondre l'union, nécessaire, avec l'unité, impossible, d'une vivante mosaïque qui a toujours eu pour ressort de son dynamisme historique ses différences et ses concurrences. L'Europe a vécu de et par ses contrastes nationaux. Les supprimer serait l'annihiler. Une Europe unifiée est une non-Europe, quelque chose comme un cercle carré » (2).

Une non-Europe, c'est celle qui se bâtit sous nos yeux, avec un élargissement sans approfondissement. Tout le contraire de ce que voulait Charles de Gaulle, qui lutta de son verbe (immense) et de son poids (relatif) contre un méli-mélo de béni-oui-oui de Washington. Affirmant volontiers : « Je me demande quelquefois si je ne suis pas le seul Européen », de Gaulle espérait fonder une association étroite et politique capable d'offrir au monde un contre-modèle : un capitalisme non point sauvage mais tempéré, une paix fondée sur le consentement et non sur les gesticulations martiales d'un empire. Au lieu de quoi, on se retrouve avec une Europe non-puissance, un mol espace de prospérité, qui signe le triomphe des vues anglo-saxonnes expertes en bâtons dans les roues d'une véritable Europe européenne. Et donc favorables à l'arrivée d'une Turquie devant couler à elle seule la moindre tentative politique, de toute façon bien tardive, d'en arriver au modèle gaullien. Voici pourtant que l'ancien ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin, Hubert Védrine, se réveille : « L'Union a besoin de retrouver une identité claire, certes politique, mais aussi territoriale » (Le Monde, 6 décembre 2002).

Où retrouver une identité claire, politique et territoriale ? Peut-être dans ce magnifique exercice de géographie transcendante auquel se livra Charles de Gaulle, le 25 octobre 1968, au palais présidentiel d'Ankara – ce devait être son dernier voyage officiel à l'étranger : « Voici la Turquie, maîtresse des détroits entre l'Europe et l'Asie antérieure, étendue tout au long du vaste plateau d'Anatolie, au contact de trois continents, gardienne de plusieurs des portes par où, dans cette région de la Terre, passe la paix ou peut passer la guerre, par conséquent détentrice de larges et fécondes possibilités mais, en même temps, exposée aux plus graves éventualités. Voici la France, ouverte à la fois sur l'Atlantique, les mers du Nord et la Méditerranée, centre d'un Occident que forment avec elle les pays du Rhin et du Danube, les îles Britanniques, les péninsules Italienne et Ibérique, à portée de tout ce qui va, vient, navigue, vole, entre l'Ancien et le Nouveau Monde » (3).

Et si l'Europe manquait de visionnaires du grand large plutôt que de gardes-frontières chicaneurs ? ● Antoine Perraud

(1) Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, La Tribune, 26 novembre 2002.

(2) In A demain de Gaulle (éd. Gallimard, 1990).

(3) In Discours et messages (éd. Plon, 1975).

“L'Europe a vécu de et par ses contrastes nationaux. Les supprimer serait l'annihiler.” Régis Debray

LE FIGARO
17 DÉCEMBRE 2002

TRAIT POUR TRAIT *Le chanteur kurde Sivan Perwer reçoit le prix du Centre international pour les minorités ethniques*

A voix nue

Vianney Aubert

C'était il y a quelques semaines, une barbe soigneusement taillée, des yeux fins comme des amandes scrutant discrètement les passants dans les rues de Diyarbakir, principale ville kurde de Turquie. Le visage de Sivan Perwer, exilé depuis plus d'un quart de siècle, enfin autorisé à jeter un œil sur sa terre natale. Pour la première fois, le plus célèbre des chanteurs kurdes pouvait s'afficher librement sans craindre d'être arrêté.

Mais ce n'était qu'une révolution de papier. Une campagne d'affichage pour la promotion de son dernier album. Un trompe l'œil en quatre par trois, comme disent les publicitaires. Car rien n'a vraiment changé. Sivan Perwer n'est jamais retourné sur la tombe de sa mère. Il vit en Allemagne. Il n'a pas le droit de chanter en Turquie. La télévision ne diffuse aucun de ses clips. Même ses chansons d'amour sont censurées.

Seul son visage n'est plus une énigme depuis qu'il a quitté la clandestinité dans laquelle il vécut au pays du croissant. Là-bas, il apparaissait sans prévenir à la fin des concerts et disparaissait aussi vite, au nez et à la barbe de la police turque. Ce jeu du chat et de la souris avec les autorités dura jusqu'à l'été 1976, quand de guerre lasse il se résolut à l'exil.

« C'était devenu impossible, je passais mon temps à fuir. Ne pas me faire prendre occupait toutes mes pensées, je n'avais plus le temps d'organiser des concerts secrets. Il fallait que je sorte pour continuer à chanter. Si le risque n'avait été que l'emprisonnement, je serais resté mais tout ce que j'avais fait m'aurait conduit à la pendaison. »

Au début des années 70, alors qu'il était interdit aux Kurdes de parler leur langue, la voix de Sivan Perwer avait jailli comme un jet de vinaigre craché à la face des autorités turques. Aucun producteur n'avait voulu se risquer à ses côtés. Alors, ses chansons souvent engagées avaient été enregistrées sur de petits magnétophones, les cassettes dupliquées artisanalement et distribuées clandestinement.

Et bientôt, dans tout le Kurdistan, du mont Kurde qui surplombe le golfe d'Alexandrette jusqu'aux villages d'Iran, il n'y avait plus une maison qui n'écoutât pas Sivan Perwer. Lors des perquisitions, souvent un enfant courait au fond du jardin enfouir les bandes magnétiques compromettantes car à cette époque, la détention d'une simple cassette coûtait la prison. Les combattants kurdes d'Irak blessés demandaient à défaut d'anesthésiant à se faire opérer au



« Le peuple m'a donné une légitimité et la fierté de chanter dans ma langue », affirme Sivan Perwer, qui a cependant toujours refusé la récupération partisane. (Photo Martine Archambault/Le Figaro.)

Il vit en exil depuis un quart de siècle. La télévision turque ne diffuse aucun de ses clips. Même ses chansons d'amour sont censurées.

son de sa voix pour se donner du courage. Les jeunes apprennent encore le nom kurde des villes « turquisées » en écoutant ses chansons. Les spectateurs des matches de football reprennent ses paroles dans les tribunes des stades.

« Le peuple m'a donné une légitimité et la fierté de chanter dans ma langue », affirme Sivan Perwer, qui a toujours refusé toute récupération partisane, n'hésitant pas à critiquer ouvertement les dirigeants du PKK (Parti des travailleurs kurdistanais) qui ont longtemps jalosé sa popularité. Dans ce pays où la terre fourmille de légendes, il est devenu aussi populaire que Mam et Zin, les deux amants dont les amours tragiques sont chantées depuis des siècles par des générations de « dengbêj », ces bardes itinérants détenteurs de la culture orale.

Un jour dans un village, pour faire plaisir à un chef de famille qui possédait un grand nombre de ses cassettes, Sivan Perwer se saisit d'un timbur (petit luth kurde) et se met à chanter. L'homme, énervé, l'interrompt : « Mais tu n'as pas le droit de copier Sivan. » « Cela ne servait à rien que je lui dise que c'était moi. De toute façon, il ne m'aurait pas cru », glisse Sivan Perwer. L'imagination l'a hissé au rang des héros des chansons de geste, preux guerriers dotés d'une force herculéenne qui hantent l'imaginaire kurde. « Comme j'étais contraint de cacher mon identité,

je rencontrais des gens qui me disaient : Si tu voyais Sivan, il fait au moins deux mètres. C'est un géant, même la police turque tremble devant lui. » Du haut de son mètre soixante, Sivan Perwer sourit malicieusement.

Jeune, il n'avait jamais imaginé devenir musicien. Comme tous les Kurdes, son enfance près d'Urfa avait été bercée par les chants. « La musique chez les Kurdes c'est toute la vie. Quand un garçon demande la main d'une jeune fille. Le père de la fille lui répond : « D'accord, mais as-tu seulement une belle voix ? » Son père, petit propriétaire terrien, jouait de la flûte de berger. Alors parfois, un voisin, le cœur triste, s'invitait pour écouter quelques couplets d'une rengaine populaire qui le soulagerait de sa peine. D'autres soirs, Sivan Perwer s'endormait en écoutant les « dengbêj » se relayer jusque tard dans la nuit, psalmodiant les grandes épopées de l'histoire kurde.

Mais lui, qui à l'école recevait des claques dès qu'il prononçait un mot en kurde, rêvait de combats. A l'âge de sept ans, il s'était opposé à son père, qui voulait l'envoyer à l'école coranique. « Les Kurdes étaient des gens très croyants qui priaient à longueur de journée mais cela ne changeait rien. » Il voulait se forger une conscience politique. Il voulait apprendre, acquérir des connaissances,

comprendre. Il partit à l'université d'Ankara étudier les mathématiques et se mêler aux militants kurdes.

Dans la capitale turque, où revendiquer son appartenance au peuple kurde revenait à « porter une chemise enflammée », sa voix, ce cadeau si précieux pour un Kurde, devint une arme. Sans qu'il en prenne tout de suite conscience. « Je suis un homme simple. Je ne voulais que chanter dans ma langue, donner à mes enfants des prénoms traditionnels kurdes. C'était tout. »

Dernier disque : Sarê (Sesplak 2002)

BIO EXPRESS

1955. Naissance près de Urfa (Turquie)

1976. Fuit la Turquie et s'installe en Allemagne

2000. Concert au Théâtre de la Ville à Paris

2001. Tournée au Kurdistan irakien

2002. Projet de création d'une Fondation pour la sauvegarde de la culture kurde, près de Cologne (Allemagne),

IRAK Les Etats-Unis envisageraient de déployer 90 000 hommes aux confins de la Turquie afin d'ouvrir éventuellement un véritable « front nord » contre Bagdad

Manœuvres turques à la frontière irakienne

LE FIGARO 17 DÉCEMBRE 2002

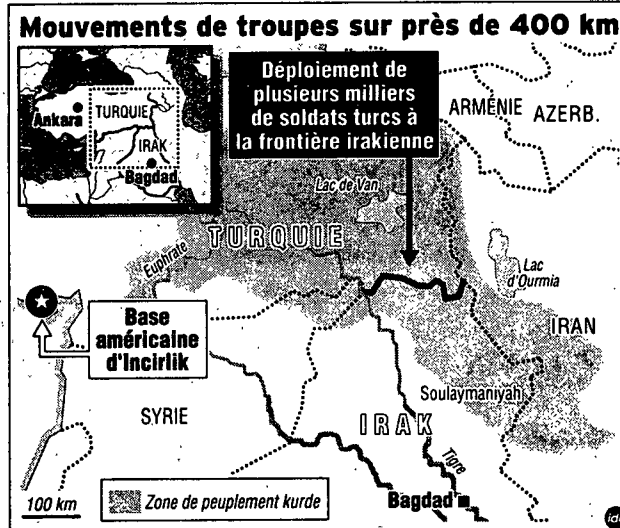
Istanbul :
de notre correspondant
Eric Biegala

L'armée turque s'est redéployée près de sa frontière avec l'Irak pour se tenir prête en cas d'action militaire contre Bagdad. Selon un officier supérieur turc cité par l'agence Reuters, le mouvement de troupes concerne plusieurs milliers d'hommes et d'importantes unités du Génie capables de lancer des ponts sur le Tigre.

Une cinquantaine de poids lourds ont par ailleurs pénétré en Irak en provenance de la base américaine d'Incirlik, située dans le sud-est de la Turquie. Selon la chaîne de télévision NTV, ce convoi acheminerait des équipements d'observation et de combat, destinés aux Peshmergas kurdes, actuellement encadrés par plusieurs centaines d'agents américains dans le nord-irakien.

L'ancien premier ministre, Bülent Ecevit, a de son côté confirmé l'objet des récentes consultations américano-turques sur l'Irak. Vendredi, le quotidien *Hürriyet*, proche de l'appareil sécuritaire, révélait que Washington avait demandé d'utiliser six bases aériennes et douze ports dans le cadre d'une éventuelle opération dans le pays voisin. Les Etats-Unis souhaiteraient aussi prépositionner 90 000 soldats en Turquie afin d'ouvrir un véritable « front nord » contre l'Irak. « Nous n'avons pas donné de réponse (aux Américains), nous avons dit que nous étudions la demande », a déclaré M. Ecevit au quotidien qui rappelle que le président du parti de la Justice et du Développement (AKP) au pouvoir, Recep Tayyip Erdogan, a évoqué l'idée d'un référendum sur la question.

L'annonce du déploiement



de troupes turques à la frontière s'explique par la volonté d'établir de façon préventive en Irak une dizaine de camps pour accueillir d'éventuels réfugiés kurdes irakiens. Ankara veut éviter la répétition de l'exode de 1991, lorsque la Turquie avait dû accueillir 500 000 réfugiés poussés par les troupes de Saddam Hussein après que les Alliés eurent refusé d'appuyer la rébellion kurde.

La création d'une « zone tampon humanitaire » dans le nord-irakien serait également le prétexte rêvé pour permettre à la Turquie d'y renforcer son dispositif militaire. Ankara dispose déjà de plusieurs milliers d'hommes dans la région, appuyés par des chars. Son objectif principal reste d'empêcher la pérennité d'un Kurdistan irakien autonome, Saddam Hussein ne contrôlant plus la région depuis 1991.

Selon la presse turque, Ankara exige, en échange de son aide contre Saddam Hussein, non seulement une très solide aide financière (évaluée à 25 milliards de dollars sur plusieurs années) mais aussi un contrôle politique sur le Kurdistan irakien. « Nous essayons d'éviter que les Américains arment et soutiennent

les Peshmergas kurdes », explique au *Figaro* une source proche des services de renseignement turcs, anciennement en poste en Irak. A la mi-novembre, une importante délégation de la CIA, conduite par son directeur adjoint John Mac Laughlin s'était rendue à Ankara puis dans le nord irakien... Le message des Turcs avait été de la même eau.

Le problème pour les Américains est qu'ils ont le choix entre deux solutions qui, chacune, renferme un certain nombre de dangers. Soit ils s'appuient sur des supplétifs kurdes irakiens, soit ils comptent sur l'aide de l'armée turque dans le nord de l'Irak.

Dans le premier cas, Washington se mettrait à dos la Turquie et risquerait de se priver de ses bases aériennes dans ce pays. De crainte de voir surgir un Kurdistan indépendant, Ankara pourrait être tenté d'impliquer directement son armée dans la région. Certains cercles proches de l'état-major turc ne dissimulent guère leurs vues sur le pétrole nord-irakien.

Dans le second cas, en « embauchant » l'armée turque pour faire la police dans la région, Washington prendrait le risque d'activer une réaction militaire des organisations kurdes qui disposent de 50 000 à 70 000 hommes mobilisables.

En septembre, la CIA semble avoir réussi à faire revenir en Irak du nord - via la Syrie - les quelques centaines de combattants kurdes qu'elle employait en 1996 et qu'elle avait dû évacuer en catastrophe sur l'île de Guam, suite à une offensive des troupes de Saddam Hussein. Les cinquante camions du week-end pourraient leur être destinés.

La possible offensive en Irak inquiète Ankara

La Turquie masse des troupes à sa frontière et monnaie son soutien à Washington.

18 DECEMBRE 2002

Ankara/Diyarbakir
envoyés spéciaux

Les autorités turques restent hostiles à une opération américaine en Irak, mais, le cas échéant, elles exigent d'être partie prenante. «S'il doit y avoir une intervention, nous risquons de nous trouver face à des faits accomplis menaçant directement nos intérêts et notre sécurité si les forces turques ne sont pas présentes en Irak du Nord», souligne Seyfi Tashan, président de l'Institut de politique étrangère, organisation traditionnellement proche des positions de la diplomatie turque. Un responsable de l'état-major reconnaissait hier, dans une déclaration à l'agence Reuters, que «les forces armées turques se préparent pour une possible opération en Irak». Déployée le long des 472 kilomètres de frontière montagneuse entre les deux pays, la Deuxième Armée a, depuis quelques jours, considérablement renforcé son dispositif avec, selon des sources locales, quelque 15000 hommes en plus et du nouveau matériel lourd. Ces forces ont été mises en état d'alerte depuis le week-end. Par ailleurs, des troupes turques, notamment plusieurs centaines d'hommes des commandos, opèrent déjà dans la zone kurde en Irak du Nord. «Ils ne se cachent même plus et on les voit dans les rues», témoigne un chauffeur de taxi arrivant de Zakho, ville toute proche de la frontière turque.

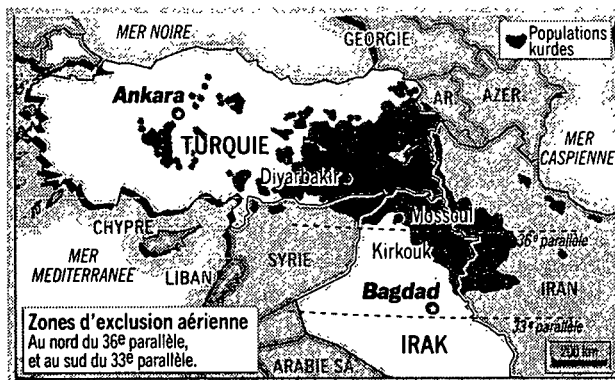
«Les visées stratégiques américaines en Irak représentent pour nous des risques majeurs.»
Un haut gradé turc.

te de polémiquer ouvertement, mais, si la crise s'exprime de façon feutrée, elle n'est pas moins bien réelle. «Les visées stratégiques américaines en Irak représentent pour nous des risques majeurs», affirmait récemment un haut gradé turc. Washington craint qu'une intervention turque en Irak ne complique encore un peu plus la donne, entraînant des réactions très hostiles de la Syrie comme de l'Iran. Ankara, de son côté, s'inquiète des contrecoups écono-

Des commandos de l'armée turque. le 29 novembre à Cukurea. à quelques centaines de mètres de la frontière avec l'Irak. 15000 hommes supplémentaires et du matériel lourd ont été déployés.

miques d'une guerre sur sa frontière sud-est et d'un éventuel afflux de réfugiés, comme en 1991. Mais la principale préoccupation reste la proclamation d'un Etat kurde en Irak du Nord dans la zone protégée par les Nations unies où quelque 3,5 millions de Kurdes bénéficient, depuis 1991 déjà, d'une quasi-indépendance de fait. Selon Ankara, cela pourrait rallumer les velléités «séparatistes» parmi les quelque 15 millions de Kurdes turcs, dont une bonne partie est concentrée dans le sud-est du pays.

Présence turque. Les autorités turques ne cachent pas ne pas avoir confiance dans les Américains pour rétablir l'autorité d'un nouveau régime fédéral et démocratique sur l'ensemble du territoire irakien. «Ils assurent être contre une indépendance kurde, mais ils peuvent se faire forcer la main et, pour cela, nous devons impérativement être là aux côtés des Américains», insiste Seyfi Tashan. Une présence que la Turquie veut justifier aussi au nom de la défense des intérêts de la minorité dite «turcomane» en Irak du Nord – entre 1 et 2 millions de personnes –, dont bon nombre vivent dans la ville pétrolière de Kirkouk, toujours sous le contrôle de Bagdad,



mais revendiquée de longue date, tout comme celle de Mossoul, par les deux formations kurdes au pouvoir au Kurdistan d'Irak. «*La Turquie doit être là pour contribuer à la stabilisation de l'Irak après Saddam et pour aider les Turcomans*», affirmait, la semaine dernière à Ankara, Cünyet Mengü, un des représentants du Conseil du front turcoman qui a désormais rejoint le regroupement de l'opposition irakienne.

«*Si vous êtes 60000, nous devons être plus nombreux*», titrait, hier, le grand quotidien populaire *Hurriyet* en s'adressant aux Américains, affirmant que telle sera la condition posée par An-

kara pour une opération à partir de son territoire. Outre l'utilisation d'une demi-douzaine de bases aériennes turques, le Pentagone souhaiterait déployer sur «le front nord» quelque 90000 hommes, 60000 en Irak et les 30000 restants sur le territoire turc. Les autorités d'Ankara semblent décidées à faire monter les enchères, aussi bien en matière d'aides économiques que sur le plan politique. Après avoir rencontré le Président George W. Bush, la semaine dernière à Washington, Recep Tayyip Erdogan, le leader de l'AKP (Parti de la justice et du développement, issu du mouvement islamiste) qui vient de remporter les élections, a évoqué un éventuel référendum. Son résultat serait acquis d'avance, puisqu'une écrasante majorité des Turcs - 83 %, selon une enquête menée par l'institut américain Pew - s'oppose à ce que leur territoire serve à une opération contre l'Irak. Il a ensuite aban-

onné cette idée tout en évoquant un indispensable vote du Parlement où son parti dispose de 362 sièges sur 550.

Couac sans précédent. Les tiraillements au sein du pouvoir turc étaient apparus dans toute leur évidence il y a quinze jours lors de la visite à Ankara du sous-secrétaire américain à la Défense, Paul Wolfowitz. Le responsable de la diplomatie turque, Yasar Yakis, avait évoqué «une pleine coopération ainsi que l'ouverture de l'espace aérien turc et l'utilisation des bases». Deux heures plus tard, un communiqué du général Yasar Büyükanit, numéro deux des forces armées, désavouait ouvertement le ministre, précisant «qu'aucune décision n'avait encore été prise». Puis, un communiqué des Affaires étrangères a souligné que «les propos du ministre reflétaient ses opinions personnelles». Un couac sans précédent ●

RAGIP DURAN et MARC SEMO

Rendez-vous au Kurdistan pour l'opposition irakienne

Le comité de suivi, élaboré après de laborieux marchandages à Londres, doit se retrouver le 15 janvier à Erbil.

Londres envoyé spécial

Après Washington et Londres, l'opposition irakienne s'est donné, hier, un nouveau rendez-vous: le 15 janvier à Erbil, dans le Kurdistan d'Irak. Trois jours de difficiles marchandages, à Londres, ont été nécessaires pour mettre sur pied un Comité de suivi et de coordination, organe représentatif des principales factions de cette opposition, qui devrait donc s'installer prochainement sur le sol irakien. Ce comité sera ainsi aux premières loges dans l'hypothèse d'une offensive américaine contre le régime de Saddam Hussein. Et, en même temps, il apparaîtra moins lié aux Etats-Unis, plus proche des «*Irakiens de l'intérieur*», dont il espère le soulèvement.

Part du lion. Dans ce comité de suivi, qui compte 65 membres, les chiites islamistes et les Kurdes se taillent la part du lion. Les premiers obtiennent 33 % des sièges, ce qui consacre l'Assemblée suprême de la Révolution islamique (ASRII, très

proche de l'Iran), comme le premier parti de l'opposition. Avec environ 25 % des sièges,

les partis kurdes détiennent un poids qui dépasse largement leur pourcentage dans la population. Les Kurdes ont un autre grand motif de satisfaction: la «*déclaration politique*» qui leur reconnaît un droit à l'autodétermination sous le

contrôle de la législation internationale. Le texte, qui prévoit l'instauration d'un «*Etat démocratique*», décrit aussi le système fédéral comme une base appropriée pour «*résoudre le problème kurde*». On imagine le mécontentement de la Turquie (lire ci-dessus). Est-ce pour cela que la minorité turcomane, alliée traditionnelle d'Ankara, a été surreprésentée? Elle obtient, en effet, 6 sièges.

Nominations. Certaines nominations au sein du comité

Le comité de suivi compte 65 membres. Les chiites islamistes ont obtenu 33% des sièges. Les partis kurdes auront environ 25% des sièges.

ont fait grincer les dents. Comme celle de Wafiq Al-Samma-raï, longtemps chef des puissants renseignements militaires de Saddam, ou celle de Saad Al-Bazzaz, qui fut un proche de Oudaï - le fils aîné du raïs irakien. «*C'est honteux. Quelles que soient les raisons de ces nominations, elles sont mauvaises*», s'insurge Bakhtiar Amin, responsable d'une association kurde des droits de l'homme. Les principaux leaders ont donné une conférence de presse qui devait symboliser leur unité. Les observateurs ont plutôt remarqué leurs divisions. Le religieux chiite Abdelaziz Al-Hakim, représentant du chef de l'ASRII, qui avait préféré rester à Téhéran, s'est attaché à nier tout lien de son organisation avec les Etats-Unis, affirmant que ses combattants n'avaient aucun besoin ni d'«*armes, ni de camps d'entraînement américains*». Jalal Talabani, lui, a prononcé l'exclusion des compagnies pétrolières ayant collaboré avec Saddam ●

JEAN-PIERRE PERRIN

18 DECEMBRE 2002



Irak : l'opposition tente de s'accorder sur un « Etat démocratique et fédéral »

A Londres, ses divers courants ont adopté une déclaration définissant l'après-Saddam Hussein

LONDRES

de notre correspondant

Réunis en congrès depuis samedi à Londres, à l'initiative des Etats-Unis, quelque 300 délégués de l'opposition irakienne ont fait la démonstration lundi 16 décembre de leur difficulté à s'entendre pour assurer une relève du pouvoir à Bagdad. Malgré les pressions de Washington, les divers courants ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur la composition d'un « comité de suivi et de coordination » de 50 membres ni sur celle, d'un « exécutif » qui pourrait constituer l'embryon d'un gouvernement de transition. « Nous espérons présenter la liste complète de ce comité mardi matin », prédisait lundi Hoshiar Zebari, porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Dans la nuit de lundi à mardi, les délégués sont tout de même parvenus à adopter une « déclaration politique » définissant l'Irak de l'après-Saddam Hussein comme un « Etat démocratique, parlementaire, pluraliste et fédéral ». Cette déclaration dénonce les « pratiques terroristes et

répressives » de Saddam Hussein, y compris « la persécution » des musulmans chiites et « l'épuration ethnique des Kurdes ». Elle appelle à la participation « de toutes les composantes du peuple irakien » dans le processus de reconstruction du pays. Elle décrit le système fédéral comme une base pour « résoudre le problème kurde » à l'intérieur d'un Irak uni.

LES PHASES DE TRANSITION

Ce texte demande aussi à la « communauté internationale » d'aider les Irakiens à se libérer de « l'actuel régime de dictature » et rejette « toute forme d'occupation de l'Irak, toute administration militaire étrangère ou locale ou tout mandat étranger » sur l'Irak.

Avant de parvenir à cette déclaration générale, les délégués étaient partagés entre un double souci : intégrer dans les futures institutions toutes les composantes politiques, ethniques et religieuses de l'opposition, et, malgré cela, demeurer efficaces. Selon Ahmed al-Bayati, représentant à Londres

du Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (CSRII), le « comité de suivi » serait composé pour 66 % d'Arabes (33 % de Chiites, 33 % de nationalistes et de démocrates), 25 % de Kurdes, 6 % de Turcomans, 3 % d'Assyriens. La difficulté d'établir une liste de noms n'est qu'un problème « logistique », assuraient certains délégués, qui sera réglé lorsque les participants à la conférence auront pu contacter leurs « amis de l'intérieur ».

La « déclaration politique » fait écho à un document de 98 pages, intitulé *La transition vers la démocratie en Irak*. Ce texte reprend les principes adoptés lors d'une conférence de l'opposition en octobre 1992 à Salahuddin, au nord de l'Irak, et réaffirmés en août 2002 lors d'une rencontre entre les principaux groupes d'opposants et des responsables de l'administration Bush. En septembre et en octobre, un groupe de travail de trente-deux experts irakiens, pour la plupart juristes, s'est réuni à plusieurs reprises en Grande-Bretagne, à

l'instigation du département d'Etat américain pour détailler les étapes du passage à la démocratie dans leur pays. Le document, présenté au début de la conférence de Londres, est le fruit de leurs travaux. Les principales têtes de chapitre concernent les phases de la transition, la démocratisation et la société civile, la réforme de l'armée, de la loi et du système judiciaire, la Constitution de l'Etat.

Selon ce document, un tribunal spécial jugera les principaux dignitaires du régime actuel coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Une commission Vérité et Réconciliation, sur les modèles sud-africain et rwandais, entendra les témoignages de toutes les victimes d'exactions. Le pays sera « débaassé » et l'actuel parti unique (le Baas) démantelé. L'Irak de demain sera un Etat fédéral qui protégera les droits des minorités. Sa Constitution garantira la diversité et l'égalité religieuses.

Jean-Pierre Langellier

Berlin embarrassé par le rapport irakien remis à l'ONU

Des entreprises allemandes auraient armé Saddam Hussein

Berlin : de notre correspondant

« Nous n'avons pas signé ces contrats avec la lune », a déclaré un responsable irakien. Les 12 000 pages remises par Bagdad au conseil de sécurité de l'ONU contiennent les noms de 80 entreprises, laboratoires et citoyens allemands qui ont livré, depuis 1975, des composants militaires à l'Irak. L'Allemagne figure ainsi en tête de liste des « suspects », devant les Etats-Unis qui ne sont représentés que par 24 sociétés américaines.

Le correspondant à Genève de la *Tageszeitung*, Andreas Zumach, a pu consulter le chapitre « importations » de cette liste et le comparer aux dossiers constitués de 1991 à 1998 par la commission de contrôle des Nations unies (Unscm). Selon lui, les exportateurs allemands sont les mêmes dans les deux cas, sauf quelques entreprises qui sont entrées sur ce marché après 1998. Certaines ont continué leurs livraisons jusqu'à l'an dernier.

Ce journaliste avait jusqu'à hier une longueur d'avance sur le gouvernement allemand qui a en-

fin reçu une copie abrégée de la liste. Mais le ministère de l'Economie indique qu'on attendra le rapport officiel du gouvernement Schröder sur l'armement irakien. Les meilleures adresses de l'industrie allemande figurent dans ces pages, comme Messerschmitt-Bölkow-Blohm (l'ancêtre de la Dasa), Daimler-Benz, Interatom, Degussa, Leybold, Klöckner, Gildemeister, Hochtief, Preussag et Siemens. Nos voisins n'ont vraiment pas de quoi être fiers. Toujours selon Zumach, Washington veut user de ces éléments à charge pour faire monter la pression sur l'Allemagne.

L'administration américaine aurait promis un traitement de faveur à un haut responsable irakien après la chute de Saddam Hussein contre des révélations croustillantes sur la coopération industrielle germano-irakienne. Les Allemands arguent, de leur côté, que les Américains ont fourni à l'Irak des éléments qualitativement supérieurs, notamment de la botuline, des spores d'anthrax, des colibacilles et le virus de la fièvre du Nil, plus des composants nucléaires. Mais seulement jusqu'en 1991. Avec la bénédiction de Ronald Reagan puis de George Bush senior.

J.-P. P.

Wednesday, December 18, 2002

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Iraqi exiles name panel to rule after Saddam falls

The Associated Press

LONDON: Iraqi exiles ended a conference here Tuesday with agreement on a committee they hope could replace Saddam Hussein's regime in Baghdad and plans to meet next in Kurdish-controlled northern Iraq.

After a meeting following the official conclusion of the conference, organizers released a list of the 65 members of the committee. Shiite Muslims, largely denied political power under Saddam, held nearly half the seats, 32, one fewer than delegates had said going into the last session.

The list included key leaders such as Ahmed Chalabi, head of the Iraqi National Congress, Iyad Allawi, leader of the Iraqi National Accord and Abdelaziz Hakim, whose brother, Ayatollah Baqir Hakim heads the Iran-based Shiite group the Supreme Council for

the Islamic Revolution in Iraq.

Chalabi said exiles would reconvene Jan. 15 in northern Iraq, which slipped from Saddam's control after the 1991 Gulf War, to decide on the committee's leadership. The meeting is expected to take place in Irbil.

The committee is to formulate unified policies and act as a conduit between Iraqi dissidents and the international community until Saddam's possible ouster and beyond. Many believe it could form the basis for a post-Saddam transitional government.

Documents issued at the end of the conference suggested a three-man Sovereign Council to lead the transitional period. No candidates for the council were discussed publicly.

The closing session of the conference was marred by a walkout of delegates representing five Shiite groups, who said they were opposed to the apparent dominance of the largest Shiite party, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq. In the end, the council got only 8 of the 32 Shiite seats.

But the dissident leader and the U.S. envoy, to the exiles, Zalmay Khalilzad, said the conference had offered new hope for Iraqis determined to change Saddam's three-decade-long rule of the embattled Arab country.

The White House press secretary, Ari Fleischer, said: "The conference represents a strong statement of the aspira-

tions of Iraqis — inside Iraq and throughout the world — for a better future. We support these aspirations and look forward to working together with all Iraqis to help achieve them."

Conference delegates and U.S. congressmen have expressed concern that a post-Saddam Iraq could descend into chaos. Chalabi said the London conference was sending a strong message to Washington that the Iraqi exiles could forge a united front.

The Shiite walkout indicates the sharp divides separating Iraqi Shiites, who represent 60 percent of Iraq's 22 million population and are split along conservative Islamic and liberal lines.

Massoud Barzani, head of the influential Kurdistan Democratic Party, said during a news conference that the meeting was a success in that it represented the majority of Iraqis. But he added: "There are some other forces and people who have not joined us. These people have a long history of struggle against the dictatorship and we will continue our discussions with them."

He called for "tolerance, forgiveness" and putting Iraq's national interests first. "We are for a new Iraq, an Iraq for all," Barzani said.

Intense lobbying over the form and membership of the committee forced the three-day London conference to stretch out to five days.

Immatriculation obligatoire pour des milliers d'étrangers aux Etats-Unis

WASHINGTON

de notre correspondant

« Des milliers d'Américains, ainsi que de nombreux ressortissants d'autres pays, ont trouvé la mort dans des attentats terroristes », rappelle la notice destinée aux visiteurs francophones aux Etats-Unis. « En conséquence, ajoute ce document, le service d'immigration et de naturalisation (INS) est requis de procéder, dans l'intérêt de la sécurité nationale et de l'ordre public, à l'immatriculation de certaines personnes. » Le programme d'immatriculation auquel se réfère la notice de l'INS résulte de la loi Patriot, adoptée il y a un an. A ce jour, il s'applique aux ressortissants de vingt pays, presque tous arabes ou à majorité musulmane.

DEMANDES D'EXPULSION

Les terroristes du 11 septembre 2001, entrés avec des visas d'étudiant, se sont déplacés dans le pays sans être surveillés. Des dizaines de milliers de visiteurs, une

fois admis aux Etats-Unis, échappent à tout contrôle. Porteurs de visas de tourisme, d'études ou de travail temporaire, ce ne sont ni des résidents, titulaires de la fameuse « carte verte », ni des réfugiés politiques. John Ashcroft, ministre de la justice, veut pouvoir retrouver les étrangers qui se révéleraient suspects au vu d'informations des services de renseignement après leur arrivée sur le territoire. Pour cela, lorsque les ressortissants d'une série de pays « à risque », de sexe masculin et âgés de plus de 16 ans, se présentent à la frontière, ils sont désormais soumis à un interrogatoire et photographiés, et leurs empreintes digitales sont relevées. Obligation leur est faite de signaler tout changement d'adresse.

Ces dispositions s'appliquent aux nouveaux entrants, mais un programme spécial a été lancé pour ceux qui sont déjà aux Etats-Unis. Quelque 10 000 Iraniens, Ira-

kiens, Syriens, Libyens et Soudanais devaient se rendre dans les bureaux de l'INS, lundi 16 décembre au plus tard. La sanction prévue pour défaut d'enregistrement est l'expulsion immédiate. « Beaucoup d'entre eux ne pouvaient pas le savoir », explique Jennifer Salan, de l'Institut américain-arabe (AAI), principale organisation de défense des citoyens américains originaires du Proche-Orient.

Pour diffuser la consigne, le ministère de la justice, dont dépend l'INS, est passé par l'AAI et par les universités. Les bureaux de l'INS ne sont pas toujours bien informés, eux non plus, de ce qu'ils doivent faire. Crystal Williams, responsable d'une association d'avocats spécialistes des questions d'immigration, observe que les agents de l'INS « appliquent ce programme de façon très différente d'une ville à l'autre ». Le cas le plus préoccupant, selon elle, est celui de Los Angeles, où 200 à 500 personnes ont été placées en

détention. Des procédures d'expulsion ont été lancées.

Le *New York Times* cite le cas d'un ressortissant israélien d'origine iranienne détenu pendant deux jours, libéré quand des parents américains se sont présentés pour payer la caution, mais toujours sous le coup d'une demande d'expulsion. L'obligation d'enregistrement concerne, en effet, non seulement les citoyens, mais aussi ceux que le ministère de la justice qualifie de « nationaux » des pays désignés, c'est-à-dire les personnes qui y sont nées et qui ont acquis, par la suite, la citoyenneté d'un autre Etat.

Le Pakistan et l'Arabie saoudite sont les derniers Etats qui ont été classés dans ce groupe, le 6 décembre, en même temps que l'Arménie. Les autorités arméniennes l'ont très mal pris. Mardi, leur pays a été retiré de la liste.

P. J.

20 DÉCEMBRE 2002

Le Monde

Les étudiants iraniens s'attaquent à la toute-puissance des mollahs

TÉHÉRAN

De notre envoyé spécial

Vingt-trois ans après le retour de l'imam Khomeiny et l'instauration de la République islamique, le régime des mollahs est de nouveau aux prises avec la grogne étudiante. Pour le moment, le mouvement de contestation qui a pris naissance dans les universités, notamment à Téhéran, n'a pas encore débordé dans la rue, sauf rares exceptions, en raison d'un impressionnant dispositif policier. Il n'a pas non plus pris la dimension de la fièvre qui avait embrasé les rues de la capitale et de plusieurs autres villes du pays en juillet 1999 avant d'être étouffée par une violente répression qui a officiellement fait trois victimes et entraîné 1 500 arrestations.

Mais le mécontentement est le même. En 1999, il avait pour origine la fermeture de *Salâm*, un journal réformateur. Aujourd'hui, c'est la condamnation à mort, le 6 novembre, d'Hachem Aghajari, professeur d'université, accusé de blasphème et d'apostasie pour avoir prôné « un protestantisme de l'islam », qui a mis le feu aux poudres.

Si la révolte de 1999 avait duré six jours et était le premier grand mouvement de contestation du régime, celle qui a pris naissance il y a plus d'un mois persiste de façon sporadique sans se propager, pour le moment, au sein de la population. Elle n'en reflète pas moins un profond malaise et se transforme en critique directe des fondements du régime islamique. « La principale cause de l'effondrement de l'ancien régime a été la résistance des étudiants et des intellectuels qui exigeaient davantage de liberté, de justice et de vérité », a averti Mohammad Reza Khatami, vice-président du Parlement et frère du président Mohammad Khatami.

MILICE ISLAMIQUE

Depuis un mois, les rassemblements ont pris une tournure politique plus radicale. « Les talibans devront bientôt quitter l'Iran » scandent des manifestants. Ils réclament la tenue d'un référendum sur la légitimité du régime, la libération des prisonniers politiques, plus de liberté, plus de démocratie, voire un gouvernement laïque. « Les étudiants estiment qu'il y a un grand fossé entre la classe dirigeante et la nation. Ce fossé est dangereux et pourrait entraîner la chute du système car la plus importante des revendications est l'établissement d'une démocratie réelle et permanente », explique Reza Delbari, leader de l'association islamique des étudiants de l'université Amir Kabir, au centre de Téhéran, l'un des hauts



SAHEB HOMAYANDI/REUTERS

Dans l'impossibilité de sortir du campus de l'université de Téhéran, les étudiants protestent derrière les grilles en brandissant le portrait d'Hachem Aghajari, un professeur condamné à mort, ainsi que la photo de l'ancien premier ministre Mohammad Mossadegh, victime d'un coup d'Etat à l'époque du chah.

lieux de la fronde.

Les mollahs ont compris que leur survie était en jeu même si leur pouvoir n'est pas encore sur le point de vaciller. A chaque rassemblement, les autorités font donner les *bassidji* (les mobilisés), cette milice islamique qui comprendrait plusieurs millions de membres. Créé par Khomeiny en 1979 pour défendre le nouveau régime, ce corps de volontaires intervient de façon musclée dans les réunions et les cortèges pour ramener l'ordre islamique. A chaque fois également, les forces de l'ordre encerclent les centres universitaires et contrôlent toutes les entrées et les sorties. Le rapport de forces est tellement disproportionné que l'on ne voit pas comment la situation pourrait véritablement échapper aux autorités.

L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la République, a d'ailleurs prévenu les étudiants que leur action « ne mènera nulle part ». Il a dénoncé « ces perturbateurs » à la solde de « l'ennemi » qu'il soit extérieur ou intérieur. Comme un leitmotiv, la théorie du « complot » est ressortie. Et souvent, comme ce fut encore le cas fin novembre, on expose les cercueils des « martyrs » de la guerre contre l'Irak déterrés sur les champs de bataille ou rendus par Bagdad. Fréquentes, ces cérémonies servent à exhorter la fibre du sacrifice au nom de la révolution et à renforcer le sentiment d'unité nationale.

Mais quatorze ans après la fin de la guerre (1980-1988), la population ne suit plus guère. « Elle est fatiguée de la guerre et de la révolution. C'est pour cela que le mouvement étudiant reste encore marginal et ne suscite

pas l'adhésion. Les gens ne sont pas prêts à payer le prix d'un autre bouleversement politique qui risque d'être sanglant », explique un politologue qui souhaite garder l'anonymat.

Après 1997 et l'élection du président réformiste Khatami, il y a eu un véritable espoir que les choses puissent changer. Un an et demi après sa réélection en juillet 2001, les chances d'amender le système apparaissent faibles aux yeux d'une grande majorité. Selon un sondage de

l'agence de presse ISNA publié il y a une semaine, seulement 24,7 % des personnes interrogées estiment que ses réformes ont des chances d'aboutir.

Disposant d'une majorité au Parlement, le président Khatami a fait adopter un texte visant à réformer la loi électorale afin d'empêcher le rejet des candidats réformateurs par les hauts responsables conservateurs. Un second texte donnerait la possibilité aux réformateurs d'intervenir dans les décisions de justice. En raison de la mainmise des conservateurs sur les principaux leviers du pouvoir, ces deux projets n'ont guère de possibilités de voir le jour dans leur forme actuelle. Toujours selon le même sondage, 78 % des personnes interrogées souhaitent que l'homme que l'on a quelquefois voulu comparer à Gorbatchev soit plus ferme. Les réformateurs peuvent-ils donc encore incarner le changement ? Pas aux yeux des étudiants,

ni d'une bonne partie de la population.

Dans ces conditions, face aux conservateurs arrimés au pouvoir, les perspectives de changement apparaissent plutôt minces. « Nous som-

mes surtout menacés par un vide politique qui nous est laissé par une crise de légitimité et un manque d'alternative. Le sentiment de révolte est permanent mais il est exprimé par le désenchantement et la frustration », résume Ramin Jahanbegloo, chercheur en philosophie politique. Le blocage apparaît total et nul ne peut prédire de quelle manière évoluera la crise actuelle.

Au sein même du pouvoir, l'inquiétude monte. Au mois de juillet, l'ayatollah Jalaeddine Taheri, ancien proche de Khomeiny, avait démissionné avec fracas en dénonçant toutes les tares du régime. Depuis, les maux de l'Iran n'ont fait que croître. Les journaux ont continué à être fermés et les opposants à être arrêtés. Pour Massoud Dehnamaki, ancien responsable du Ansar-e-Hezbollah et rédacteur en chef d'un hebdomadaire conservateur, « une telle faille s'est creusée sous les pieds des responsables de la société qu'il suffit d'un léger tremblement de terre pour assister à une catastrophe terrifiante ».

Michel Bôle-Richard

Le Monde

19 DÉCEMBRE 2002

The Iraqi opposition ■ By David L. Phillips

Speaking with one voice

At a recent meeting in London, Iraqis opposed to the regime of Saddam Hussain confounded their critics by showing that they can unite behind the common goal of bringing democracy to Iraq.

Just gathering 350 Iraqis with diverse ideological, religious and ethnic affiliations was a major success. The participants were jubilant about their joint statement charting Iraq's future democratic development and their decision to establish a broadly representative coordinating committee. It could serve as the nucleus of the provisional government after Saddam.

The meeting's manifesto reaffirmed support for Iraq's national unity and called for a federal parliamentary system. Participants, especially the Kurds, view federalism as a way to ensure the unity of Iraq, and as a mechanism for strengthening and guaranteeing the civil and political rights of Iraq's diverse ethnic and religious groups.

Sending a clear message of reconciliation, they vowed to prevent vigilantism and revenge taking after the removal of Saddam. Instead of dismantling existing institutions, they envision an orderly process of ending control by the governing Ba'ath Party, based on clear criteria for culpability.

Free Iraqis adamantly refute assertions that Iraq is not ready for democracy. They reject any new form of

dictatorship. Assuaging concerns that instability may precipitate the country's fragmentation, they pledged to preserve Iraq's territorial integrity. In addition, they promised to pursue a policy of nonaggression and good neighborly relations.

The anti-Saddam opposition is prepared to reach out to Iraq's neighbors, despite concerns that some Arab states are supporting the Baghdad regime. The opposition resents efforts by some states close to Iraq that are trying to manipulate anti-Saddam activists through proxies in the opposition.

Free Iraqis understand that the United States and the international community hope that the United Nations weapons inspections will obviate the need for war. But many Iraqis associated with the opposition have survived Saddam's atrocities, including poison gas attacks. Saddam may have been given one last chance, but his previous record does not inspire hope.

If inspections fail and there is military action, as his Iraqi opponents fully expect, they assure the international community that the country's future government will implement relevant UN Security Council resolutions and eliminate all chemical and biological weapons. They welcome U.S. help in deposing Saddam, but strongly resist the notion of an American military protectorate in Iraq.

Detractors have spread rumors of

insoluble divisions among Iraqi opposition factions. To be sure, every freedom struggle includes personal and power contests. The Iraqi opposition is no different. Critics may have hoped that disarray would underscore concerns about national unity in a post-Saddam Iraq. In the end, they were surely disappointed by the steadfast resolve of free Iraqis to work together.

The opposition overcame many obstacles. The Baghdad regime tried to undermine the meeting by calling it a U.S. show. Such attacks are unfounded. The meeting was organized and paid for entirely by Iraqis. In addition to American officials, diplomats from dozens of countries attended.

To all international observers, one thing was clear: Free Iraqis agree that removing Saddam and the Ba'ath regime is essential for security, stability and ending the suffering of the people.

The opposition has risen to the occasion in speaking with one voice. Human dignity is non-negotiable. Iraq's future government will strive to be exemplary in serving its citizens and promoting their welfare and prosperity.

The writer is deputy director of the Center for Preventive Action at the Council on Foreign Relations in New York, and adviser to the Democratic Principles Working Group of the Iraqi opposition. He submitted this comment to the International Herald Tribune.

After Saddam ■ By William Pfaff

An occupation nobody wants

The meeting last weekend in London of members of the Iraqi external opposition proved more of a demonstration of disagreements than a display of unity on the principles and practical compromises necessary to make a plausible Baghdad government out of Iraq's exile groups and factions.

It ended with a declaration supporting federal government and tolerance. The group asked the international community to help them by liberating Iraq, but their text rejected "any form of occupation of Iraq, any military administration either foreign or local, or any foreign mandate."

Most published American policy speculation has envisaged indefinite American military occupation and re-education of Iraq — indeed of the Arab Mideast as a whole, plus Central Asia in the more extravagant theories.

One assumes that given the sweeping military victory Washington is counting on, military occupation could keep an expedient coalition of major opposition groups in power for a considerable time, just as now is the case in Afghanistan. Whether the coalition would survive without foreign support is another matter.

In the longer run, the fissures in Iraqi society (as in Afghanistan) would almost certainly reappear. These are the religious and ethnic divisions separating Sunni and Shiite Muslims, Christians and Kurds, and the political rivalry between the secular political forces of the Ba'ath Party and

orthodox religious forces. They are the fractures responsible for minority revolts in Iraq in the 1930s, and for seven military coups from 1936 to 1941, all during a period when the country — in origin, three distinct Ottoman provinces — was a British protectorate.

Another military coup in 1958 overthrew the monarchy, murdered the king, crown prince and prime minister and installed a republic, with Islam the official religion.

The Ba'ath Party came to power in still another coup in 1963. Saddam Hussein took power after more unrest involving the Communist Party, the Kurds, Iranian interests and Iraq's Shiites. Whether this country is ready for federal unity and peace remains to be seen, as is whether the U.S. Army will be welcomed with cheers.

Certainly, Iraq and the world would be better places with Saddam Hussein removed from power. The question of principle is whether the world would also be improved by Washington's putting into practice its declared policy of preemptive intervention.

The notion that the international community has a right or obligation to intervene in situations of catastrophic evil has been gaining ground in recent years. David Rieff writes in the indispensable handbook "Crimes of War" that the idea of humanitarian intervention is both "immensely powerful and terribly imprecise." It was inspired, of course, by the slaughters of the wars of Yugoslav succes-

INTERNATIONAL
Herald Tribune
Friday, December 20, 2002

sion and the attempted genocide in Rwanda.

It presents a relatively easy problem of diagnosis but a hard problem of policy, as demonstrated in the intervention in Somalia. Its other difficulty is that it challenges the principle of absolute national sovereignty, the basis of international relations since the Treaty of Westphalia in 1648, with long-term implications very difficult to foresee.

The United States today is promoting the notion of preemptive military intervention, which again undermines the Westphalian system. Washington claims that states can be and sometimes should be invaded, with "regime change" carried out when they have, or might in the future acquire, weapons of mass destruction that they might use against others.

This causes international uneasiness because interven-

tion rests on an argument about what the state involved might do in the future.

The uneasiness is strengthened in the Iraqi case because the object of intervention is a country where the United States has an economic interest in intervention, and because most of Iraq's immediate neighbors, other than Israel, seem more afraid of the military intervention and its consequences than they are of Iraq.

Humanitarian intervention is carried out to halt crimes already under way. There is a corpus delicti. In the Washington's plan, there is only the rogue nation — so designated by Washington.

International Herald Tribune
Tribune Media Services International

Le monde arabe se résigne à une guerre contre l'Irak

LE CAIRE

de notre envoyée spéciale

Pendant des mois, mesurant les risques d'une guerre américaine contre l'Irak, Mohammad Sid Ahmad, l'un des plus célèbres éditorialistes d'Égypte, a envisagé trois scénarios : dans le meilleur des cas, confiait-il au *Monde*, vendredi 20 décembre, les inspecteurs du désarmement ne trouveraient rien à redire contre Bagdad et une intervention militaire serait difficile à justifier ; dans le pire, l'Irak commettrait une infraction grave à ses obligations et la guerre serait inévitable ; entre ces deux extrêmes, et c'est la troisième hypothèse, Bagdad ne serait pas tout à fait en règle, mais les violations ne seraient pas d'une gravité telle qu'elles justifieraient une guerre.

Mais, depuis que le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, s'est livré, jeudi 19 décembre, à une dénonciation systématique du rapport remis par Bagdad sur l'état de son désarmement, M. Sid Ahmad s'est fait une conviction : c'est le scénario le plus dur qui l'a emporté à Washington. « Venant de Colin Powell, dont on connaît l'influence modératrice, de tels propos sont significatifs. » Mohammad Sid Ahmad n'exclut toutefois pas une dernière possibilité : que la pression guerrière soit telle que « des ruptures aient

lieu au sein du régime irakien, une partie des militaires se résolvant à l'idée que se débarrasser de Saddam Hussein serait un moindre mal ».

LIENS COMMERCIAUX

Le gouvernement égyptien n'avait pas encore réagi samedi aux accusations de M. Powell, mais, tout au long de la semaine, le président Hosni Moubarak avait saisi toutes les occasions publiques pour dire que l'Égypte est opposée à une guerre aux conséquences probablement destructrices selon lui non seulement pour l'Irak, mais pour l'ensemble de la région. Et il avait invité Saddam Hussein à ne prêter aucun flanc à la critique, à appliquer au pied de la lettre toutes les exigences de la communauté internationale. Parallèlement, Le Caire informait Washington que, pour ce qui la concerne, l'Égypte enregistre des pertes cumulées de l'ordre de 6 à 8 milliards de dollars, dans les secteurs du tourisme, des exportations et des revenus du canal de Suez, qui emploient globalement quelque 200 000 personnes. A en croire le ministre irakien du commerce, Mohammad Mahdi Saleh, actuellement en visite au Caire, les exportations égyptiennes vers l'Irak se sont élevées à 1,7 milliard de dollars, le montant des contrats conclus et non encore honorés

étant de 4,25 autres milliards.

Il existe en Égypte un véritable lobby pro-irakien d'hommes d'affaires, souligne Mohammad Sid Ahmad. Les turbulences qu'ont connues les relations politiques entre les deux pays n'ont jamais affecté les liens commerciaux privés. Qui plus est, sur le million d'Égyptiens qui étaient employés en Irak avant la guerre de libération du Koweït en 1991, près de la moitié sont restés sur place.

Pour l'heure, les autorités égyptiennes tentent d'évoluer entre les gouttes, soumises aux pressions contradictoires des Etats-Unis

d'une part, et d'une opinion publique apparemment quiète d'autre part, mais dont il est difficile de prendre le pouls exact, dès lors que les rassemblements et autres manifestations sont interdits, par crainte de débordements, et aussi parce que le risque est grand de voir se greffer les griefs sociaux et économiques intérieurs aux deux grandes questions régionales.

Les plus importants défilés populaires remontent au mois d'avril, et ils visaient à dénoncer le blocus du siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah. Depuis, quelques manifestants s'expriment contre Israël et contre une guerre en Irak à l'intérieur des campus universitaires, y compris celui de l'Université américaine du Caire, mais les plus impor-

tants ne rassemblent que quelques centaines de personnes. La valse-hésitation qui a précédé une récente conférence contre la guerre en Irak illustre bien l'embarras officiel.

Après l'avoir autorisée, les autorités ont changé d'avis, avant de céder à nouveau. Son financement onéreux a, en tout cas, paru suffisamment suspect à certains intellectuels égyptiens, qui ont décliné l'invitation. Hormis la télévision, la presse n'en a en tout cas pratiquement pas fait état.

Nul ne songe, en tout cas, au niveau officiel, pas plus que parmi les hommes de plume ou de l'art, à se faire l'avocat du président irakien, jugé totalement indéfendable. La sympathie exprimée s'adresse aux populations irakiennes. Conjugée à la situation en Palestine, qui demeure un sujet très sensible, une guerre contre l'Irak risque fort de réveiller cette émotivité, pour le moment retenue, envers le peuple irakien. Reste la question de savoir si l'Égypte pourra refuser toute coopération militaire avec les Etats-Unis en cas de guerre. Selon un avis largement partagé, il lui sera difficile de se dérober à un soutien au moins logistique.

Mouna Naïm

Le chef d'Ansar al-Islam tué

Abou Abdallah al-Shafei, le chef du groupe islamiste Ansar al-Islam dans le Kurdistan irakien, qui serait lié au réseau terroriste al-Qaïda, a été tué lors de com-

bats avec des Kurdes irakiens. Plus de cent personnes ont été tuées dans les rangs de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et d'Ansar al-Islam lors d'affrontements qui se déroulent depuis début décembre près de la ville de Halabja. L'UPK de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani contrôlent le Kurdistan irakien (nord), qui échappe au pouvoir de Bagdad depuis la guerre du

Golfe en 1991. Mullah Krekar, considéré comme le chef du groupe extrémiste Ansar al-Islam, a été arrêté le 13 septembre à l'aéroport d'Amsterdam. Il est soupçonné par les Etats-Unis d'être le lien entre al-Qaïda et le régime de Saddam Hussein. Ansar al-Islam (Partisans de l'islam en arabe) est accusé d'être à l'origine de plusieurs attentats dans le Kurdistan irakien. Ce groupe est une alliance de com-

battants extrémistes dont le noyau dur est constitué d'Arabes ayant combattu en Afghanistan et liés à al-Qaïda. Il compte près de 1 000 combattants retranchés dans une région montagneuse du Kurdistan, frontalière de l'Iran.

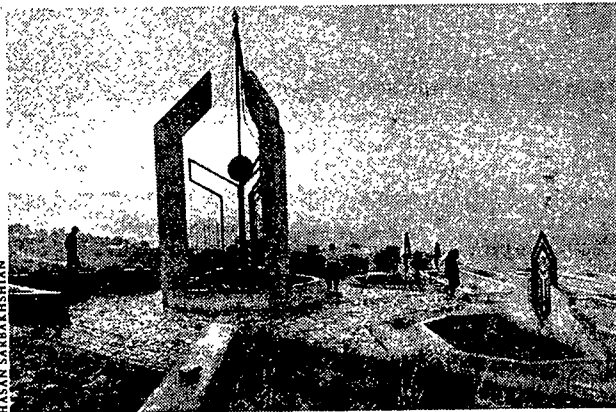
Des ONG ont enquêté sur l'épuration ethnique en Irak:

«Ma mère a été mangée par les chiens sous mes yeux»

Dans la riche province pétrolière de Kirkouk, même les noms kurdes sur les tombes des cimetières ont été effacés et remplacés par des inscriptions arabes. La destruction des villages et des quartiers de la capitale, la démolition de l'ancienne citadelle, des églises et des mosquées, la confiscation des terres n'a pas suffi. Majoritairement kurde, avec des minorités arabe, turkmène, assyro-chaldéenne, le gouvernorat de Kirkouk fait l'objet, depuis trente ans, d'une campagne d'arabisation et de déplacements forcés destinée à modifier la composition ethnique de la population.

«Pour les Kurdes de cette région, tout est interdit. De travailler, de vendre sa maison à un autre Kurde, de la restaurer, d'hériter, d'enseigner dans d'autres langues que l'arabe, d'envoyer les enfants à l'école, d'avoir le téléphone et même de quitter son quartier sans autorisation. Cette campagne a commencé à l'époque monarchique. Elle s'est accélérée à partir de 1963 (année du premier coup d'État du parti Baas, ndlr) et surtout sous Saddam Hussein. Parallèlement, 300 000 colons arabes se sont installés dans cette province», souligne Bakhtiar Amin, directeur de l'ONG Alliance internationale pour la justice (AIJ). C'est pour faire connaître l'ampleur d'un «nettoyage ethnique silencieux et continu» à l'encontre des Kurdes, des chiïtes et des autres minorités irakiennes que l'AIJ et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) ont mené,

Depuis 1970, environ un million de Kurdes, mais aussi de Turcomanes et d'Assyriens, ont subi des déplacements forcés, dont 37 720 familles pour le seul gouvernorat de Kirkouk.



Le mémorial aux victimes kurdes d'Halabja, gazés en 1988.

du 9 au 25 juillet, une mission d'enquête dans le Kurdistan autonome d'Irak et en Iran.

Punitions collectives. Selon leur rapport (1), «Saddam et ses lieutenants se sont appuyés sur une terrible répression pour dominer un pays où Kurdes et chiïtes sont majoritaires». «La politique d'arabisation des régions kurdes, la destruction des marais du Sud et les déportations de population ont été planifiées puis appliquées de façon systématique depuis plus de trente ans dans l'impunité et l'indifférence la plus totale. Les différentes communautés ont vu leurs droits et leurs identités niés, et, pour avoir résisté, des populations entières ont été condamnées, comme dans le Sud où de nombreux villages ont été punis collectivement, brûlés et détruits», ajoutent les enquêteurs.

En dépit de la surveillance internationale, cette politique d'arabisation forcée s'est poursuivie entre 1991 et 2001, provoquant le déplacement de plusieurs dizaines de milliers de Kurdes, surtout dans les régions de Kirkouk, Khanain et Mandeli. Au total, depuis 1970,

environ un million de Kurdes, mais aussi de Turcomanes et d'Assyriens, ont subi des déplacements forcés, dont 37 720 familles pour le seul gouvernorat de Kirkouk. Par ailleurs, 182 000 autres Kurdes ont disparu.

Témoignages. Les enquêteurs ont notamment travaillé sur l'opération Anfal (du nom d'un verset légitimant le pillage des infidèles). Dans les années 80, elle a rendu possible la destruction de 4 500 villages, de 26 villes et la construction de 110 camps de concentration pour les seules régions kurdes. Les témoignages sont terribles. «Ils nous ont divisés, les jeunes d'un côté, les vieux de l'autre. Les personnes plus âgées comme nous sont allés à Nouqrat Salman pendant sept mois. Les jeunes et la plupart des enfants, on ne sait pas, on ne les a jamais revus. Dans quelques cas, les soldats ont donné aux personnes âgées les petits enfants, mais moi je n'ai pu sauver les miens. Ils ont amené des chiens à moitié sauvages qui nous mor-

daient. Les corps des personnes qui décédaient étaient laissés comme ça, dehors, et les chiens venaient les manger. Ma mère a été mangée par les chiens sous mes yeux», raconte une mère de quatre enfants de la localité de Oulijan Amin Qaraman.

Dans le sud du pays, la politique d'assèchement systématique des immenses marais, où s'étaient réfugiés nombre d'opposants au régime, s'est intensifiée à partir de 1991 et en 1993-95, provoquant des exodes massifs d'«Arabes (chiïtes) des marais». «Sur les 400 à 500 000

habitants des marais, 100 000 ont probablement été tués dans les années 90, 200 000 ont été déportés dans les grandes villes du Sud ou dans le reste du pays, quelques dizaines de milliers ont fui vers l'Iran et peut-être 30 000 continueraient de vivre dans la partie nord du marais de Huwaiza», estime le rapport.

Celui-ci aborde enfin la situation des prisonniers politiques: il y aurait quelque 200 centres de détention dispersés à travers le pays et plus de 300 prisons secrètes. Et il fait état du projet de Qusai, le fils cadet de Saddam, de vider les prisons surpeuplées en exécutant, les mercredis et dimanches, des centaines de prisonniers ●

JEAN-PIERRE PERRIN

(1) Irak: l'épuration ethnique continue et silencieuse du régime irakien. Disponible sur le site: www.a-i-j.org.

U.S. forces step up war preparations

Invasion on several fronts is planned

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

WASHINGTON: Preparations for a possible war with Iraq appeared to be moving on several fronts Sunday as U.S. troops conducted live-fire exercises in Kuwait, headed to Israel for joint exercises, and as reports emerged of Pentagon planning for attacks on Iraq from the north and the south.

One reported plan would take thousands of U.S. troops by helicopter from bases in Turkey into northern Iraq. And the United States and Britain were far along in planning a large-scale amphibious invasion from the Gulf if war broke out, British press reports said.

It was unclear whether those reports and others might be intended to mislead President Saddam Hussein of Iraq about where an attack might begin. But the likelihood of a midwinter war appeared to be mounting steadily as military preparations escalated. The number of U.S. troops in the region, officials confirmed, was set to double to 100,000 within weeks.

In Washington, senior senators said that President George W. Bush needed to begin talking to Americans about the growing possibility, and the high costs, of war.

"The public needs to prepare," said Senator Richard Lugar, Republican of Indiana, incoming chairman of the Foreign Relations Committee. "This is a very, very tough period."

An Iraqi cabinet minister promised full cooperation with the United Nations in an effort to avoid war, but also said that it might be too late.

"We will never give the American and the British governments the pretext they are looking for," Trade Minister Mohammed Mehdi Saleh said in an interview published Sunday by the English-language Gulf News. "Iraq will go to any extent of cooperation with the UN" to prove that it has no banned biological, chemical or nuclear weapons or missiles, he added.

The prospect of an invasion is thought to have escalated after Secretary of State Colin Powell said Thursday that Washington viewed the Iraqi arms declaration of Dec. 7 as being so flawed as to constitute a "material breach" of its obligations to the UN.

Those two words are understood at the UN to signal that war is justified. They carried particular impact in the region because Powell is seen as a moderating force within the Bush administration.

The United States has vowed,

however, to continue working through the world body for now and Bush has said repeatedly that he has made no decision on war. No military action is thought likely before UN weapons inspectors present a comprehensive report on Iraqi compliance Jan. 27 at the Security Council.

Iraqi officials said that UN inspectors searched more suspect sites Sunday, including a space research center in Baghdad; a military site in the Taji industrial area north of Baghdad, a possible biological weapons site in Abu Ghuraib, west of Baghdad, and a chemical company in Nahrawan, south of the capital.

The United States was pressing the inspectors to pursue their work more aggressively, and promised more detailed intelligence about suspect sites to help guide them.

At the same time, it was proceeding with a rapid buildup and completing plans for possible attacks.

In Kuwait, thousands of U.S. Army troops were concluding large-scale maneuvers in the desert south of Iraq, Agence France-Presse reported Sunday. The maneuvers, though officially termed routine, were the largest since the Gulf War in 1991, when a U.S.-led coalition expelled occupying Iraqi troops.

About 1,000 vehicles, including tanks, took part.

Israel was preparing for the arrival this week of about 1,000 U.S. troops from an air defense brigade based in

Germany. They will bring Patriot anti-missile batteries, updated versions of those deployed with mixed success against 39 Iraqi Scud missiles aimed at Israel in the 1991 war.

The Americans will conduct joint exercises with Israeli troops, and will stay after the maneuvers, Israel Radio said. In addition, a U.S. frigate will remain off the Israeli coast to help radar detection of any incoming missiles.

Press reports said that Israel would go on high alert beginning Jan. 15, though war is thought more likely between late January and the end of February. Israel has increased civil defense preparations and plans to inoculate 6,000 citizens against smallpox, in case of a biological weapons attack from Iraq, said officials quoted by AFP.

One reported U.S. plan would helicopter thousands of American soldiers from Turkey into Iraq at the outset of an invasion to establish a northern front. That assault would be coupled with attacks from the south and west, an officer said.

The helicopter plan would carry troops from Turkish bases, shortly after their arrival by plane from Germany and the United States, to sites in northern Iraq; there they would secure oil fields and stabilize areas now controlled by ethnic Kurds who oppose Saddam, the Los Angeles Times said.

The plan, intended partly to ease Turkish public resentment over a large U.S. presence in a war against a fellow Muslim country, would require Ankara's approval. Turkey fears that a war with Iraq would cause instability among ethnic Kurds in Iraq and ferment among their comrades in Turkey.

To pave the way for any U.S. action in northern Iraq, American intelligence officials have been working with Kurdish officials, and a U.S.-sponsored opposition group has been recruiting potential scouts and interpreters who could help arriving U.S. forces, said Kurdish and Western officials quoted by The New York Times.

American military planners have visited secluded corners of Iraq to examine potential sites for bases, said a Western specialist familiar with the activity.

No U.S. military forces are based in the north yet, Kurdish officials said. But teams from the CIA have been working with the principal political parties in the Kurdish regions — the Patriotic Union of Kurdistan in the east, and the Kurdistan Democratic Party in the west — for upward of two months, The Times reported.

Meantime, senior U.S. officials have been meeting with top UN arms inspectors in pursuit of a compromise to permit some Iraqi weapons scientists, with their families, to be flown from the country for questioning.

John Wolf, the U.S. assistant secretary of state for nonproliferation, and John Negroponte, the U.S. ambassador to the UN, have met with Hans Blix, the chief UN weapons inspector, and Mohamed ElBaradei, director-general of the International Atomic Energy Agency, to work out plans for such interviews.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

Monday, December 23, 2002

Saddam Hussein responsable d'une « épuration ethnique », selon la FIDH

QUALIFIÉ de « régime le plus sanguinaire de la région » par Michel Tubiana, vice-président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), le gouvernement de Saddam Hussein est considéré comme responsable « d'une épuration ethnique continue et silencieuse » depuis 1968, date de l'arrivée au pouvoir du maître de Bagdad, selon le résultat d'une enquête de la FIDH conduite par Fabienne Messica pour la FIDH et Françoise Brié pour l'Alliance internationale pour la justice (AIJ). De cette mission effectuée en juillet dans la zone du Kurdistan irakien autonomie et parmi les réfugiés vivant en Iran, il ressort que « des millions de personnes ont été déplacées, déportées ou ont dû fuir à l'étranger ».

On estime entre 3 et 4 millions le nombre d'Irakiens dispersés dans le monde entier sur une population

totale évaluée à 23 millions d'habitants. Selon le rapport, « les opérations Anfal [désignant le butin légitime, du nom d'un verset du Coran autorisant le pillage des biens des infidèles] et la déportation des Kurdes Fayli [chiïtes], qualifiées de génocide par plusieurs organisations internationales, ont provoqué des centaines de milliers de morts et de disparus. Depuis, malgré les preuves et les rapports, le Conseil du commandement de la révolution continue le nettoyage ethnique des populations kurdes, turkmènes, assyro-chaldéennes des régions kurdes sous son contrôle et l'expulsion des populations chiïtes dans la moitié sud du pays, surtout dans les marais ».

Le constat dressé par la FIDH et l'AIJ à partir de quatre-vingts témoignages recueillis sur le terrain et avec l'aide d'ONG locales et interna-

tionales est accablant. Selon Françoise Brié, 23 % de la population kurde a été déplacée souvent de manière violente et 50 % de ses ressortissants ne subsistent que grâce aux tickets de rationnement. « Il s'agit d'une politique planifiée, d'un processus de terreur », témoigne-t-elle, exemples à l'appui. La répression brutale dont est victime la population kurde a souvent été décrite.

En revanche, celle qui s'est abattue sur les chiïtes, notamment après le soulèvement de 1991, l'est beaucoup moins. « Il y a eu une politique délibérée et systématique d'assèchement des marais. Sur les 400 000 à 500 000 habitants de cette zone, 100 000 ont probablement été tués dans les années 1990, 200 000 ont été déportés dans les grandes villes du sud ou dans le reste du pays et plusieurs dizaines de milliers se sont

enfuis vers l'Iran. » Au total, il y aurait environ 400 000 réfugiés irakiens en Iran.

« PRISONS SECRÈTES »

Pour la FIDH et l'AIJ, l'Irak a le triste privilège d'être le pays qui a engendré le plus grand nombre de déplacés au cours des dernières décennies et qui compte un nombre de disparus estimé à plus de 200 000. La situation dans les prisons est également préoccupante puisque l'on ignore totalement le nombre de prisonniers politiques (aux environs de 4 000). Il existe 200 centres de détention répertoriés, mais il y aurait près de « 300 prisons secrètes qui se trouvent dans des magasins, des bâtiments administratifs, des ministères. Tous les centres militaires possèdent une prison politique ».

Michel Bôle-Richard

Les Arabes ne savent rien de la réalité irakienne

Le peuple irakien ne défendra pas le régime de Saddam Hussein contre les Américains. Et cela, aucun journaliste arabe n'a le courage de le dire, dénonce le journal panarabe *Asharq al-Awsat*.

en cas de déclenchement du conflit. Seule une minorité se mobilisera pour voler à son secours, et le monde arabe aura la surprise de voir les forces ennemies envoyées pour renverser le régime être soutenues par la population locale. Il y a fort à parier que les Irakiens accueilleront les forces étrangères dans l'allégresse et lanceront des fleurs, et non des pierres, sur les canons de l'occupant.

Lors de la guerre du Golfe, la plupart des chaînes arabes avaient censuré les images du champ de bataille. Elles ne voulaient pas montrer des scènes comme on n'en avait plus vu depuis la Seconde Guerre mondiale : des centaines de milliers de soldats qui se constituaient prisonniers sans opposer la moindre résistance. En effet, la motivation des troupes était faible : le régime qu'elles devaient défendre passait son temps à les envoyer à la guerre et à traiter les soldats comme des moutons que l'on mène à l'abattoir.

Les Arabes passent certes leur temps à parler de l'Irak, mais, au fond, ils connaissent ce pays moins bien que quiconque. Cela s'explique par le fait que la majorité de ce qu'ils peuvent lire à ce sujet est écrit par des journalistes qui soit sont les « hôtes du régime irakien », soit écrivent confortablement à partir de cafés d'Amman, du Caire, de Djeddah ou de Casablanca. Contrairement à ces journalistes de salon, la majorité silencieuse irakienne se plaint des conditions

révoltantes dans lesquelles elle vit. Or cela, aucun journaliste arabe n'a le courage de le dire. Pourquoi ? Premièrement, parce que cela signifierait critiquer un régime arabe en place, chose impensable sous nos cieux. En second lieu, parce que le discours de soutien au peuple palestinien, que ce régime affectionne, le rend inattaquable aux yeux de l'opinion publique – opinion qui, par ailleurs, ferme volontiers les yeux sur la manière dont ce même régime traite le peuple irakien.

Le discours sur l'héroïsme du peuple irakien est un discours fallacieux. Les Irakiens n'ont pas voulu la guerre contre l'Iran, ni celle contre le Koweït, ni celle contre les Américains. Les Irakiens, à l'instar des autres peuples de la région, et des Arabes en général, veulent du pain à manger, et non des guerres. Ils savent mieux que quiconque ce que signifie la guerre : un nombre incalculable de morts, d'orphelins et de veuves. Et ce n'est pas en leur décernant des médailles ou en les couvrant d'éloges au sujet de leur prétendu héroïsme que l'on ramènera les morts à la vie. A force de misère, de souffrance et de peur, les Irakiens seraient prêts à se raccrocher à n'importe quoi, même au char de l'Amérique.

Les images de la défaite annoncée vous feront honte : elles traduiront avant tout la défaite de l'âme arabe découvrant qu'elle en ignore beaucoup plus qu'elle n'en sait.

Abderrahman Arrached

Rien de plus désespéré que les paroles prononcées par le vice-Premier ministre irakien, Tarek Aziz, sur une chaîne américaine : « Ce sera un miracle si la guerre n'a pas lieu. » Puisque notre époque n'est pas propice aux miracles, il ne sert à rien de discuter des moyens d'éviter la guerre ou de mettre nos espoirs dans la réussite des inspections. Ce qu'il faut, c'est plutôt essayer de comprendre les tenants et aboutissants de cette guerre qui nous attend, l'envisager comme si son déclenchement était acquis et nous demander à quoi ressemblera l'Irak ensuite – l'Irak et l'ensemble de la région, qui sera directement touchée, pour le meilleur et le pire.

Tarek Aziz a eu le courage de révéler ses pensées, mais il n'a pas tout dit pour autant. Il sait très bien que le régime ne tiendra pas longtemps

IRAK Un expert nucléaire interrogé par les inspecteurs de l'ONU

La chasse irakienne abat un drone américain



Une équipe d'experts en armes biologiques a notamment inspecté hier l'école vétérinaire d'Abou Ghreib, à 25 kilomètres à l'ouest de Bagdad. Neuf sites ont été visités dans la journée par les équipes mandatées par les Nations unies. (Photo Kheiber/Reuter.)

L'Irak triomphait hier après la destruction, la veille, par ses forces d'un drone – un avion sans pilote – américain au-dessus de son territoire. Alors que les inspecteurs de l'ONU ont commencé à interroger des experts nucléaires irakiens, le président Saddam Hussein a déclaré dans son message de Noël, que « le résultat des inspections sera un grand choc pour les Etats-Unis », car, selon lui, il prouvera que l'Irak n'a pas d'armes de destruction massive. De son côté, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a affirmé hier soir disposer d'informations selon lesquelles l'Irak a transféré récemment « des armes chimiques ou biologiques » en Syrie.

Luc de Barochez

En Irak, la trêve de Noël n'aura pas lieu. Les fronts se durcissent entre Washington et Bagdad, après que la chasse irakienne a abattu un avion sans pilote américain au-dessus du sud du pays. Même l'ONU a commencé à se préparer à une guerre. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (UNHCR) a indiqué qu'il avait demandé aux pays donateurs de déboursier 37 millions d'euros pour faire face à un afflux de réfugiés en cas de conflit. Sur les marchés, les prix pétro-

liers se tendent, signe que les opérateurs anticipent de plus en plus un conflit.

Seuls à même, peut-être, d'empêcher une guerre, les 190 inspecteurs en désarmement de l'ONU en mission à Bagdad ne chômeront pas aujourd'hui. Lancés dans une course contre le temps, ils ont décidé de poursuivre sans discontinuer leur traque des armes prohibées.

Hier, des équipes d'experts en armes chimiques, biologiques, nucléaires et balistiques ont visité neuf sites différents. Depuis la reprise de leur mission le 27 novembre, ils ont déjà effectué 150 visites.

Ajoutant à la tension, les inspecteurs nucléaires se préparent à auditionner en privé des experts irakiens. La procédure, inédite, est susceptible d'apporter à l'ONU des informations confidentielles. Mais elle peut aussi susciter des incidents en cas de refus irakien. C'est justement pour ces deux raisons que les Etats-Unis avaient insisté pour que la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU, dent depuis douze ans dans le Golfe. Quelque 50 000 soldats américains supplémentaires s'apprentent à renforcer les 65 000 déjà déployés dans la région. En outre, Washington a débloqué un crédit de 9 millions de dollars pour entraîner, à partir de janvier, des opposants irakiens. Ils sont destinés à servir « certains comme interprètes, d'autres pour encadrer les unités (de l'armée irakienne) qui décideraient de cesser le combat, d'autres pour contribuer à des activités humanitaires, etc. », a déclaré le général Myers. La Hongrie a indiqué que certains de ces exilés

seraient formés chez elle, sur la base de Tazsar (sud).

La Turquie est, elle aussi, prête à mettre plusieurs de ses bases militaires à la disposition de l'armée américaine en cas de conflit avec l'Irak, a indiqué hier la presse locale. Signe de l'inquiétude croissante, plusieurs dirigeants arabes ont plaidé hier auprès des Etats-Unis pour éviter la guerre, dont ils craignent qu'elle n'enflamme toute la région.

adoptée en novembre, institue ces interrogatoires.

Un expert atomique irakien, Sabah Abdel Nour, a ainsi indiqué qu'il avait été auditionné hier par des inspecteurs de l'ONU. Cependant, il a refusé de le faire en dehors de la présence d'un fonctionnaire irakien. « Les inspecteurs m'ont demandé d'avoir une rencontre personnelle et ont proposé qu'elle soit privée. Je me suis excusé et j'ai demandé la présence d'un membre de l'organisme de contrôle irakien, qui est arrivé. La rencontre a duré plus d'une heure », a-t-il dit. La résolution 1441 prévoit aussi la possibilité pour l'ONU d'extraire hors d'Irak des experts pour les interroger, mais les inspecteurs n'ont pas franchi le pas.

En attendant l'épreuve de force, les escarmouches se poursuivent. L'Irak officiel se réjouissait hier d'avoir abattu la veille un drone américain. La destruction du Predator a été présentée par la presse gouvernementale comme « une opération précise et bien préparée ». Relativement lent (240 km/h) le Predator est une cible facile. Télécommandé et équipé d'instruments optiques sophistiqués, il sert surtout à des missions de reconnaissance.

D'après le Pentagone, c'est probablement un Mig 25 irakien qui a détruit le drone dans la zone d'exclusion aérienne imposée par Washington et Londres, au sud du 33^e parallèle.

Le chef d'état-major américain, le général Richard Myers, s'est refusé à parler d'une escalade. Il s'agit néanmoins d'un incident sérieux, avec, en arrière-plan, un déploiement militaire américain sans précé-

UN specialists inspect 7 suspect sites in Iraq

From news reports

BAGHDAD: United Nations weapons experts visited seven suspect sites in Iraq on Wednesday as President Saddam Hussein warned Iraqis that the drums of war were beating louder.

In two of the inspections, UN teams visited a gas laboratory and a grain storage area in Taji, a vast complex that attracted UN attention in the past. The International Atomic Energy Agency has linked Taji to Iraq's nuclear weapons program.

In an address read by a state television announcer on Tuesday, Saddam again rejected U.S. and British claims that his government possessed weapons of mass destruction.

Saddam asserted that the United States and Israel were intent on waging war against Iraq in a first step to spread their "hegemony."

In Syria, the government described as "ridiculous" and "unfounded" accusations by Israel's prime minister, Ariel Sharon, that Iraq had transferred weapons of mass destruction to Syrian territory.

Sharon said Tuesday that he had information that Iraq had transferred chemical or biological weapons to Syria in order to hide them.

"Sharon's allegations are unfounded and aim to divert attention from the chemical, nuclear and biological arsenal that Israel possesses," a Foreign Ministry spokesman said in Damascus.

Israel's military intelligence chief, Major General Aharon Farkash, told a parliamentary committee that an American attack would logically follow the Jan. 27 deadline for the final weapons inspectors' report to the UN Security Council.

"The assessment is that if there is an attack, it will be at the beginning of February," the general said.

Sharon indicated Tuesday that he had been briefed by U.S. officials on a tentative date for the assault.

In his daily account of the activities of the UN weapons inspectors, who were carrying out their 26th day of searches for Iraq's alleged weapons of mass destruction, the inspectors' spokesman said a team from the Inter-

national Atomic Energy Agency had visited the Hettin Fateh explosives factory south of Mussayib, some 70 kilometers, or 45 miles, south of the capital.

"This is a very large complex that produces explosives for military bombs, shells and rockets," said the spokesman, Hiro Ueki. "The team focused attention on changes at the site in the last four years that could aid a nuclear program."

Ueki was referring to the period during which no arms inspections were conducted in Iraq.

Ueki said the weapons experts had also inspected the Um Maarik facility, "a large factory that produces metal parts for military programs."

In a cooperative venture, the atomic agency's team joined with officials from the National Monitoring Directorate, the Iraqi body that coordinates with the inspectors, on a visit to the Qaa Qaa explosives plant, Ueki said.

"They together made item counts of important dual-use materials and compared results," he said. "Hundreds of items were counted. The results will be used as part of a verification of Iraq's use of special metals."

Inspections were also carried out by biological, chemical and missile experts of the UN Monitoring, Verification and Inspection Commission, Ueki said. (AFP, Reuters)

INTERNATIONAL TRIBUNE DECEMBER 26, 2002

Christians in Iraq fear a backlash

By Peter Baker

The Washington Post

MOSUL, Iraq: A nun was on her knees at the altar, not praying but scrubbing, getting everything ready. A man trained a spotlight toward the ceiling to test it. In the back of the church, a crèche had been set up, the empty crib waiting for the Baby Jesus.

Christmas has arrived in Iraq, the moment when its relatively small Christian community takes center stage in a predominantly Muslim society. At the Clock and Latin Church here in Mosul, hundreds of Dominican Catholics gather annually amid the marble columns and stained-glass windows to celebrate Mass on Christmas Eve.

Peace is at the top of the list in their prayers this year, all the more so because of the threat of another war with the United States. But the Christians who live in Mosul and elsewhere in Iraq say they have an additional reason to pray this Christmas: Beyond the death and destruction delivered by war generally, another conflict could generate disorder and perhaps anger directed against Iraq's Christian population.

"Some people are afraid if there's something serious, what will happen in the city with the people — Christian and Muslim, Sunni and Shiite. It's very difficult," said Brother Rame Simon, 35, who is studying philosophy and theology in preparation for the Dominican order.

"We are afraid that they use this time

when the government cannot control all the country. Most people have very good relations. But in this situation it only takes one fool, one crazy person who can make a lot of trouble."

Christians used to make up almost 1 million of the 23 million Iraqis, although the number has dwindled to below 800,000 in recent years as many left for Europe and the United States. Dominant among those remaining are Assyrian Catholics, who are called Chaldeans here. In addition to Arabic, many of them speak Aramaic, the language of Jesus.

Christians have risen to the top ranks in Iraq under President Saddam Hussein, with Deputy Prime Minister Tariq Aziz prominent among them, and anti-Christian violence has been largely suppressed by Saddam's Ba'ath government. But religious conflict has been a fact of life through the centuries in the Middle East.

Mosul has as much cause for concern about what might happen if war breaks out as anywhere. Located about 400 kilometers (250 miles) north of Baghdad, near a semi-autonomous Kurdish enclave protected by U.S. and British air patrols, Mosul hosts perhaps the most vibrant Christian community in Iraq, estimated to number as many as 50,000 in the greater region. It also is home to Muslim Kurds, Turkomans and Arab Muslims from both the Sunni and Shiite branches of the religion. What seems a harmonious diversity in peacetime could turn volatile if Iraq begins to collapse.

"If there is a war, it will be a complicated situation," said Philippe Khoshaba, 35, a Dominican priest at Clock and Latin Church. "We're afraid the Kurds will be here and the Muslims will be here. We don't know what the situation will be."

He added, "We're not afraid of our neighbors here, but we fear Iran or other groups that will provoke troubles here to profit from the situation."

Straddling the Tigris River, Mosul traces its history back to ancient times long before the Prophet Mohammed and the advent of Islam. A major Mesopotamian trading stop on the route from India and Iran to the Mediterranean, it was known as Nineveh in the Bible, the third capital of Assyria and the cultural center of the Sumerian and Babylonian empires.

Devastated by the Mongols in the 13th century, Mosul was rebuilt and became one of three provinces under the Ottomans that would later be combined to create Iraq under British rule in 1920. After the departure of the British, Iraqi Muslims set upon the Christians in 1933 in retaliation for their collaboration with the colonial power. In 1959, political unrest also led to clashes in Mosul pitting Muslims against Christians.

Today, Mosul is Iraq's third-largest city, a center of the oil industry but also

still famous for its cotton and marble. The Serai bazaar teems with people at midday shopping for food or clothes. Tourists, when there are some, can visit a leaning minaret built in 640 or the Mosque of Nebi Yunus, believed to be the burial place of Jonah. Also noted for its churches and Christian antiquities, Mosul has begun storing away its most precious artifacts to protect them against any U.S. bombing.

Among its most distinctive churches is the Clock and Latin, built by French Dominicans in 1872 and known for its clock tower. A renovation completed last year has restored the limestone and marble house of worship to its once grand state.

Suhar Alyas, 32, a housekeeper, dressed up in her finest clothes and came to church Tuesday with her 9-

year-old daughter, Milad Behnan, who carried three candles to light at the Virgin Mary statue in the church courtyard. Milad wants new shoes for Christmas; her 11-year-old brother, who has leukemia, wants a pair of birds. Their mother wants no more war.

"What do they get in benefit just to kill kids?" she asked. "We are praying to God to protect us and our children."

Around town, other Christians made final preparations for the holiday. Customers wore their coats to shop for last-minute gifts at Allah Faraj's shop. His is one of two in town that sell Christmas items, and he was too busy to think about geopolitics. "We're not worried about war," he said.

Ziad Tariq, 18, who is finishing his last year of secondary school, picked up some musical Christmas tree lights as

well as small handmade ceramic crèche figures.

"For my gift, I just want that there won't be war," he said. Tariq wants to be a doctor. If there is war, though, he will be a soldier. At school, he received two months of training in how to use a gun.

Most Christians interviewed in the presence of a government translator said the different religious groups in Mosul lived in harmony.

The man who sells many of the Christmas trees in town happens to be a Muslim. Mohammed Ali Hussein, 56, has been selling about 15 per day.

Hussein said he has nothing but love for his Christian neighbors. "Our blood is about the same," he said.

Iraqi exiles, trained by U.S. Army, to act as guides

By Daniel Williams

The Washington Post

LONDON: The United States has accepted 1,000 Iraqi exiles for military training as guides and go-betweens for U.S. forces in a war with Iraq, a contingent that exile leaders hope will grow into the core of a new Iraqi Army after President Saddam Hussein is removed, according to Iraqis familiar with the training program.

The list of those picked for an initial round of training was delivered by Pentagon officials who met with Iraqi opposition groups here on the sidelines of a four-day conference for Democracy

and Salvation of Iraq, which concluded Tuesday. The roster came from among more than 4,000 names submitted by one of the leading opposition organizations, the Iraqi National Congress.

Training is scheduled to begin soon, an Iraqi National Congress official said, and will take place under the jurisdiction of the U.S. Army's European Command.

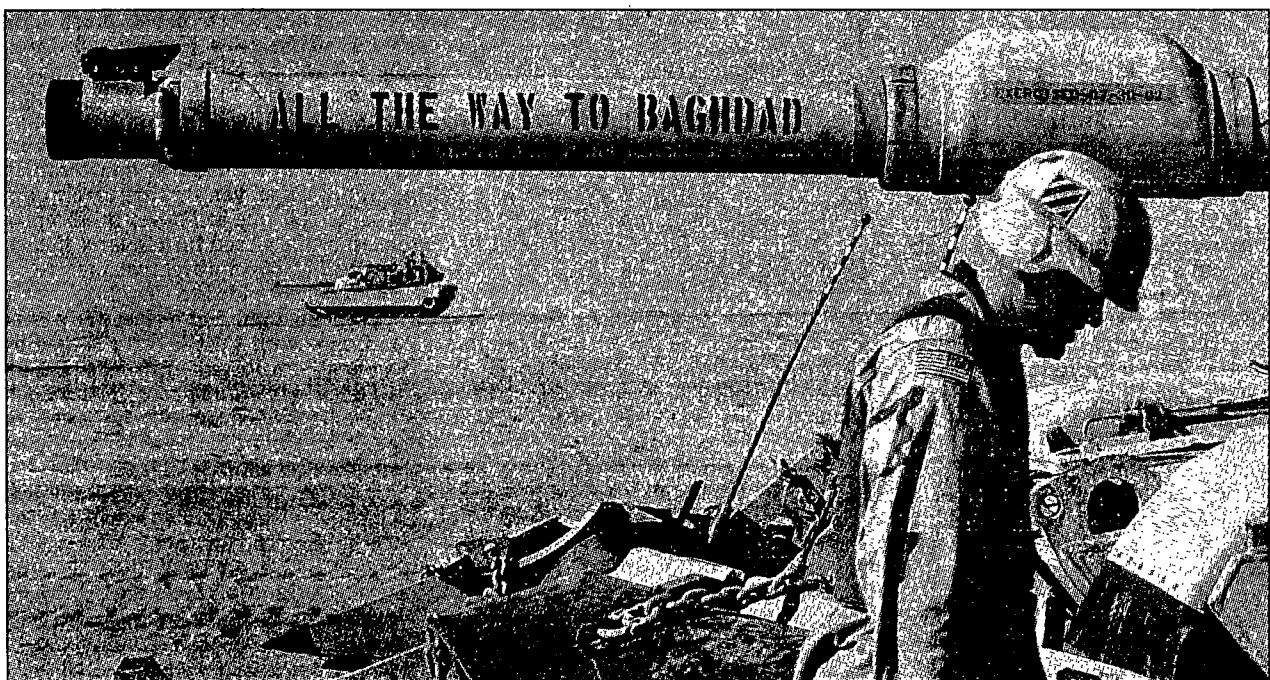
The Bush administration has asked Hungary, a NATO ally, to host the training at Taszar air base, 200 kilometers (120 miles) southwest of Budapest, where U.S. forces were staged during peacekeeping operations in Bosnia.

"Enough names have been vetted to get the program underway," said an op-

position official. "This is not meant to confront the Iraqi Army or become an alternative to it. It is supposed to be an Iraqi force which Iraqi soldiers inside can join, instead of just surrendering to the Americans." Reports from Washington have described the force's main mission as logistics, guiding and translation for American invaders.

While the London exile conference was highly public, the Pentagon held its meeting with 11 Iraqi opposition officials in secret. A deputy assistant secretary of defense, William Luti, presided along with Major General David Barno, who Iraqis said would be in charge of training.

International Herald Tribune
Thursday, December 26, 2002



Anja Niedringhaus/The Associated Press

A U.S. soldier walking past the barrel of a tank carrying a message from its crew during an exercise in the Kuwaiti desert Friday.



Esra Aygin/The Associated Press

Turkish Cypriots taking to the streets Thursday in Nicosia to call for the resignation of their longtime leader, Rauf Denktaş.

Turkish Cypriots hold pro-EU rally

From news reports

NICOSIA, Cyprus: Carrying European Union flags and olive branches, 30,000 Turkish Cypriots marched through the capital Thursday to demand the reunification of Cyprus within the EU and the resignation of the man they accuse of blocking it.

The demonstration, the largest pro-EU rally held in the northern Turkish part of Cyprus, comes after Turkish and Greek Cypriots failed to iron out their differences on reunification at the European Union summit meeting in Copenhagen this month.

"Peace in Cyprus cannot be prevented," chanted the crowd, which

gathered at a main square in the Turkish sector of divided Nicosia before dispersing peacefully.

The demonstrators were demanding the resignation of Rauf Denktaş, the leader of the breakaway Turkish Cypriot Republic, whom they accuse of blocking an agreement with Greek Cypriots to end the 28-year partition of the island.

Denktaş skipped the EU summit meeting, citing poor health, but critics saw the move as designed to block any progress. Denktaş has attacked elements of the United Nations plan, particularly sections that foresee handing territory to the Greek Cypriots, but he has said he will keep talking.

"Feb. 28 is our last chance, and Denktaş is not negotiating," said Mehmet Ali Talat, leader of the opposition Republican Turk Party.

At the Copenhagen meeting, the EU invited Cyprus to join the bloc by 2004 and asked both sides to find a solution

by Feb. 28. If no agreement is reached by that date, only the Greek part of the island will enter the EU.

"Yes to the plan, yes to the EU," the demonstrators chanted, holding olive branches and waving EU flags.

Five Turkish Cypriots entered a third day of a hunger strike Thursday to push for the reunification of the island. "We

will be striking until they sign a peace agreement," said Cumhur Deliceirmak, one of the strikers, by telephone from the northern town of Kyrenia.

Greek Cypriot political parties and the confederation of Greek Cypriot trade unions hailed the demonstration in Nicosia as part of a common effort by Greek and Turkish Cypriots for reunification of the island.

Turkish Cypriots who were born in Cyprus number around 80,000.

The total population in Turkish-held northern Cyprus is around 200,000, with the rest settlers from Turkey.

"We are here for peace, peace is our future," said Tahir Seroydas, a 52-year-old lawyer. "People came here in a last effort to open the way for peace."

Turkish Cypriots would be able to join the EU if talks sponsored by the United Nations are successful. The Turkish side is especially concerned about the return of land to Greek Cypriots envisaged in the UN-drafted plan. The plan seeks to unify the divided island into a single country consisting of two component states.

Cyprus has been split into a Greek Cypriot south and a Turkish Cypriot north since Turkey invaded in 1974 after a short-lived coup by supporters of union with Greece.

The self-declared breakaway Turkish Cypriot administration is recognized only by Turkey, which maintains about 35,000 troops there.

The Turkish Cypriot state has no direct means of trade, communications or transportation with the rest of the world.

The demonstration Thursday was the latest of several organized in recent months by unions and other nongovernmental organizations that want an end to the island's division.

"The capacity of this square is approximately 25,000 people," said Kutlay Erk, mayor of the Turkish portion of Nicosia. "With much of the crowd unable to enter the square there are well over 30,000 people here."

Denktaş, who is recovering from two heart operations this year, is in Ankara, where he has been holding talks with Turkish authorities.

Turkey itself is hoping to eventually join the European Union. The government in Ankara faces the prospect of a crisis with the European bloc if Cyprus is admitted without a solution.

(AP, Reuters, AFP)

International Herald Tribune
Friday, December 27, 2002

Kurds, Shiites and others ■ By Roberta Cohen and John Fawcett

Iraq's displaced: a test for democracy

WASHINGTON

At Washington's initiative, delegates from Iraqi opposition groups worked out a plan in London in December for governing Iraq should Saddam Hussein's regime collapse. Their declared aims are democratic, but one sure way to find out is to ask how they will deal with more than a million people who have already been forcibly displaced inside the country.

For 30 years Iraq has used expulsion as an instrument of state policy to take over oil-rich and fertile land, punish and subdue recalcitrant populations, and stamp out political opposition. The main victims were the Kurds and members of the Shiite majority, including the Marsh Arabs, but the regime also targeted the smaller Turkmen and Assyrian minorities.

Beginning in the late 1970s, Saddam's government forcibly displaced hundreds of thousands of Kurds, Iraq's largest minority, destroyed 4,000 of their villages, and sprayed more than 200 of these with chemical weapons. Most of the nearly 800,000 Kurds displaced in the north cannot return to their homes because of the widespread destruction of their villages, the planting of landmines and continued occupation of their lands by Iraqi security forces.

A responsible new government will have to work with the Kurdish authorities to remove mines and rebuild the countryside and enable Kurds to reclaim their lands. It will have to reverse Saddam's discriminatory "Arabization" policy, which has ousted more than 100,000 Kurds, Turkmen and Assyrians from the oil-rich and fertile region of Kirkuk and replaced them with Arabs. Kurdish leaders have vowed to reestablish their control there, while Turkmen look to Turkey to reinstate their interests. Arabs now established there will seek to retain their monopoly.

To manage such explosive claims, a representative ethnic and religious body will have to be set up to help the displaced regain their land and property. The returns will have to be coordinated to prevent a rush on the area, with legal procedures set up to adjudicate property disputes and oil revenues set aside to compensate those who were expelled or arbitrarily dismissed from the oil industry.

Similarly, the return of thousands of Shiite Arabs, expelled from their homes in Baghdad, Basra and other areas on political grounds, will have to be addressed. And efforts will have to be made to repair at least part of the damage done to Iraq's Marsh Arabs. Baghdad brutally destroyed their habitat along the lower Tigris and Euphrates rivers, forcibly uprooting at least 200,000 people. It coupled massive engineering projects to drain water from the oil-rich marshes with the shelling and burning of villages, the poisoning of fishing grounds, and the assassination and abduction of local leaders.

Although it would be difficult to recreate the marshes, consultations should be held with the former inhabitants and a feasibility study done to see whether at least some of the marshes could be reflooded. For those who cannot return, compensation should be paid from oil revenues.

Even before a change of regime, Iraq's opposition should be pressing the United Nations to devote more aid to the displaced. The UN Oil for Food Program, the largest humanitarian assistance program in the world, generates \$6 billion a year for civilian goods. Isn't it time for the United Nations used its leverage to extract a price for the benefits the Iraqi government receives? When the United Nations kowtows to Baghdad's threats and intimidation, it is the displaced who suffer. UN officials should protest all new displacement, insist upon unrestricted access to those uprooted, publish data on their conditions and assure them better shelter and health care.

Iraq's internally displaced constitute too large a group to be ignored. Their problems touch upon the central issues of water, land, oil, minority and majority rights, ethnicity and religion, citizenship and national allegiance, and systems of justice. If their plight is not addressed fairly, there will be little prospect for a stable and democratic Iraq. Too little has been said about them by Iraq's democratic opposition.

Roberta Cohen is a senior fellow at the Brookings Institution. John Fawcett, an international consultant on humanitarian issues, visited northern Iraq in October. They contributed this comment to the International Herald Tribune.

International Herald Tribune
Saturday-Sunday, December 28-29, 2002

ACCUSATIONS

Le jeu trouble de Paris en Irak

■ Les vraies motivations de la France en Irak sont le pétrole et les armes, accuse *Al Mutamar*, quotidien de l'opposition irakienne publié à Londres. "De jolis contrats pétroliers ont été promis en contrepartie des politesses dont fait preuve le président français à l'égard de l'opresseur du peuple irakien, affirme le journal. Saddam Hussein a promulgué un décret qui accorde aux compagnies pétrolières françaises d'importants privilèges et qui augmentera la part de la France dans la production pétrolière irakienne, déjà de l'ordre de 23%. En même temps, Bagdad achète des armes pour une valeur de 20 milliards de dollars."

A l'origine de ces contrats, affirme *Al Mutamar*, il y a l'envoi par l'Elysée d'un émissaire secret à Bagdad. "Chirac, ce rêveur, voudrait amener Saddam Hussein à agir avec humanité, et il lui a suggéré d'ouvrir le dialogue avec l'opposition,

d'organiser des élections libres, d'admettre la participation de tous les partis politiques et de doter le Parlement d'un véritable pouvoir, ironise le quotidien. Il y croit tellement qu'il a envoyé Pierre Delval, un haut fonctionnaire, pour discuter avec les caciques du régime. Mission réussie puisque celui-ci a été invité à assister à quatre réunions du gouvernement irakien. Ainsi Delval devait rapporter à Jacques Chirac que Saddam Hussein est disposé à suivre ses recommandations." Une initiative que l'Elysée a démentie par communiqué officiel.

"Les Français sont connus pour leur romantisme et leur tendance à voir les choses de manière positive. Mais, s'il va trop loin, le romantisme peut finir par poser problème, juge le journal. Le romantisme de Jacques Chirac est chargé d'illusions et de rêves... tout à fait égoïstes."

DU 26 DÉCEMBRE 2002 AU 8 JANVIER 2003

Courrier
INTERNATIONAL

Tips to Kurds about Iraqi weapons seem too good to be true

By C. J. Chivers

The New York Times

SULAIMANIYA, Iraq: The Kurdish security official sat at his desk, handling letters from his informants. Each contained a tip that might change the future of Iraq. Or maybe he was being played for a dope.

He held a sheet of paper aloft.

"This one says the Iraqis built a mosque in Tuz Khormatu, but under the ground is a hollow place," he said. "The mosque has no guards, people go there and pray, but underneath them chemical weapons are stored."

He picked up another.

"This one is about a shoe and plastics factory in Baghdad where all of the workers were removed before the weapons inspectors returned, and new workers replaced them," he said. "It is in a neighborhood called Hay Jameela. It is very strange."

While UN inspectors search Iraq for prohibited weapons, a parallel operation is taking place in Kurdish-controlled northern Iraq. Kurdish officials here are evaluating a stream of tips about where Saddam Hussein's chemical weapons and illegal missiles are said to be hidden, and pondering how to handle them.

Throughout the region there is a lively internal debate about whether the tips are authentic or part of a deliberate counterintelligence campaign by Saddam's security services.

Kurds wonder: Have we uncovered definitive evidence against the Iraqi government, or are we ensnared in a circular game of spy versus spy?

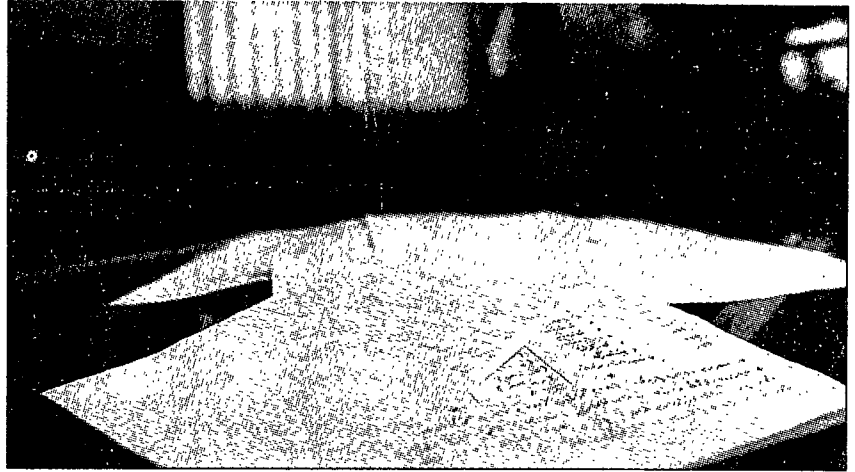
"One way that Saddam has always worked is that he has sent information into an area through his agents, and it is the wrong information," said a security official in the Kurdish capital of Erbil. "Believe me, the information we have received about all of the places he has hidden weapons is enough for the whole world to be busy searching. He leaks this information."

Back in Sulaimaniya, the official with the hand-scrawled tips said he believed them, because they had been delivered by informants who had been reliable in the past.

"I am not new at this business," he said. "I know whom I work with."

Barham Salih, the prime minister of the eastern zone of northern Iraq, leaves open the possibility that both views are right.

"We know that the Iraqi government has chemical weapons and is involved in a very elaborate concealment effort," he said. "And we know that Saddam Hussein is capable of such decoy operations and misinformation cam-



Chang W. Lee/The New York Times

Agents in Kurdish-controlled northern Iraq have been providing piles of handwritten tips, like those shown above, about Saddam Hussein's secret weapons programs.

paigns."

Whether true or false, the tips have found the perfect audience.

Fear of chemical attack is part of the Kurdish collective psyche.

These are people whom Saddam's forces attacked in the 1980s with nerve and mustard gas. Kurds are certain that the Iraqi leader retains prohibited weapons, and that he intends to use them again. The leaks carry great emotional power.

But emotional power and intelligence value are not the same thing, and officials say they worry about the damage that planted information might cause, including damage to their own credibility, since some of the tips that Kurdish officials deem reliable have been shared with U.S. intelligence teams working in northern Iraq.

"Saddam wants us to leak his misinformation to the UN, so the UN will go there once, twice, three times, and waste their time, and lose respect for the credibility of the Kurds," the official in Erbil said.

Kurds also worry that the meager intelligence at their disposal — they have no satellites and their ability to exchange information with other nations is limited — means they cannot fully evaluate or corroborate the material at hand.

They claim to have networks of informants but acknowledge that this "human intelligence," as it is called, has limits.

"Kurdish intelligence is not that clever or smart to determine if these are lies or true things," said Faraidoon Abdulkader, interior minister in the Kurdish eastern zone.

All the while, leaks keep surfacing, coming through informants, circulating in villages along the militarized border between northern and southern Iraq, and being passed to journalists from here and abroad.

Karim Agha, chief of the Hammond tribe, whose people straddle the border region at nearby Chamchamal, said that earlier this fall a smuggler who often passes through the lines saw Iraqi soldiers with heavy equipment digging holes at night in remote gullies, and burying metal containers.

Abdulkader, the interior minister, said that two weeks ago he received two separate tips about people burying materials at night under a military guard, and has been given descriptions of four trucks that are thought to be mobile biological labs.

The official with the reports on his desk said that the sheer volume of the tips, and the debate about what to do with them, meant that information was allowed to go stale.

He said his informant on the supposed storage site at Tuz Khormatu complained. "He asked me: 'Why are you not coming to this mosque? We give you this information, why are you not coming here?'"

The tension and frustration are high enough in the region that at least one tipster has approached outsiders, although he seemed motivated more by opportunism than by public service.

An unshaven man in a suit visited an ABC News producer in his hotel room here in late November, seeking \$50,000 to arrange the smuggling of what he called suspicious bottles out of a weapons factory in Baghdad.

The man said that the region was overrun with spies and that he did not want to notify the Kurdish government, because he might be interrogated. He also hinted at fears that he might be killed by the Iraqis.

The producer, Kevin McKiernan, declined the offer and notified his office. He wrote in his journal that the visitor "seemed angry when I told him that news reporters don't buy materials."

The New York Times December 30, 2002

le nouvel
Observateur 12-18 DÉCEMBRE 2002 •

Ils se disent prêts à prendre Bagdad...

Kurdes

VIVEMENT LA GUERRE!

Ils espèrent que la chute de Saddam leur permettra enfin d'obtenir au moins la création d'un Irak fédéral. Mais les Kurdes n'oublient pas qu'à deux reprises déjà, en 1975 puis en 1991, ils ont été incités par les Etats-Unis à se soulever avant d'être abandonnés à la vengeance sanglante du régime irakien

*De notre envoyé spécial au Kurdistan,
Chris Kutschera*

Jamais les jardins de Sarchinar et les pentes du mont Azmar n'avaient accueilli autant de familles venues profiter du week-end pour fuir la chaleur de Souleimania. Installées à même le sol ou atablées dans les restaurants, les hommes en tenue traditionnelle – turban, pantalon bouffant, longue ceinture de drap enroulée autour des reins –, les femmes dans leur robe multicolore, elles grillent des brochettes ou déballetent des plats cuisinés à la maison, tandis que des milliers d'enfants courent en tous sens. Ici, on écoute la dernière cassette du crooner kurde Omar Dizai, là, on improvise une chanson reprise par l'assistance, en buvant du *mastau* – le yoghourt local allongé d'eau –, du thé, de la bière, du raki. Le pique-nique, ce soir-là, se ter-



minera tard dans la nuit, comme si rien ne devait menacer cette apparente insouciance.

« C'est vrai, pour une fois, dit Azad, un ingénieur, nous, les Kurdes, nous sommes du bon côté de la barrière. » Téléspectateurs assidus de « leur » chaîne locale ou d'Al-Jazira, la CNN arabe, les Kurdes se réjouissent de voir George W. Bush afficher chaque jour plus énergiquement sa détermination à renverser le régime de Saddam Hussein. Quant aux rumeurs de guerre, aux menaces qui pèsent sur le régime irakien, elles sont accueillies avec flegme, voire avec plaisir : pour une fois, ce n'est pas le Kurdistan qui sera le champ de bataille mais Bagdad, les casernes et les palais du dictateur.

Derrière cette apparente assurance et cette nonchalance se cachent, en fait, de nombreuses interrogations et une profonde anxiété. Une anxiété que cherchent à dissimuler les dirigeants kurdes en recourant à un discours très



consensuel, lénifiant et délibérément optimiste. Volonté de rassurer leur opinion publique ? Respect des consignes très strictes données à Washington ? Ou souci de ne pas irriter les Etats-Unis en exprimant les réserves que suscite encore la politique américaine ? Une chose est sûre : il faut jouer de la confiance de ses interlocuteurs pour leur arracher autre chose que la langue de bois officielle sur ce point.

Recevant à la mi-septembre, à Souleimania, les dirigeants de cinq petites formations politiques alliées à son parti, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, l'un des deux principaux dirigeants kurdes, a dressé un tableau rassurant de la visite qu'il venait de faire à Washington avec une délégation de l'opposition irakienne. Au cours de ce séjour, cette délégation avait rencontré – à l'exception du président George Bush – les principaux dirigeants américains : le vice-président Dick Che-

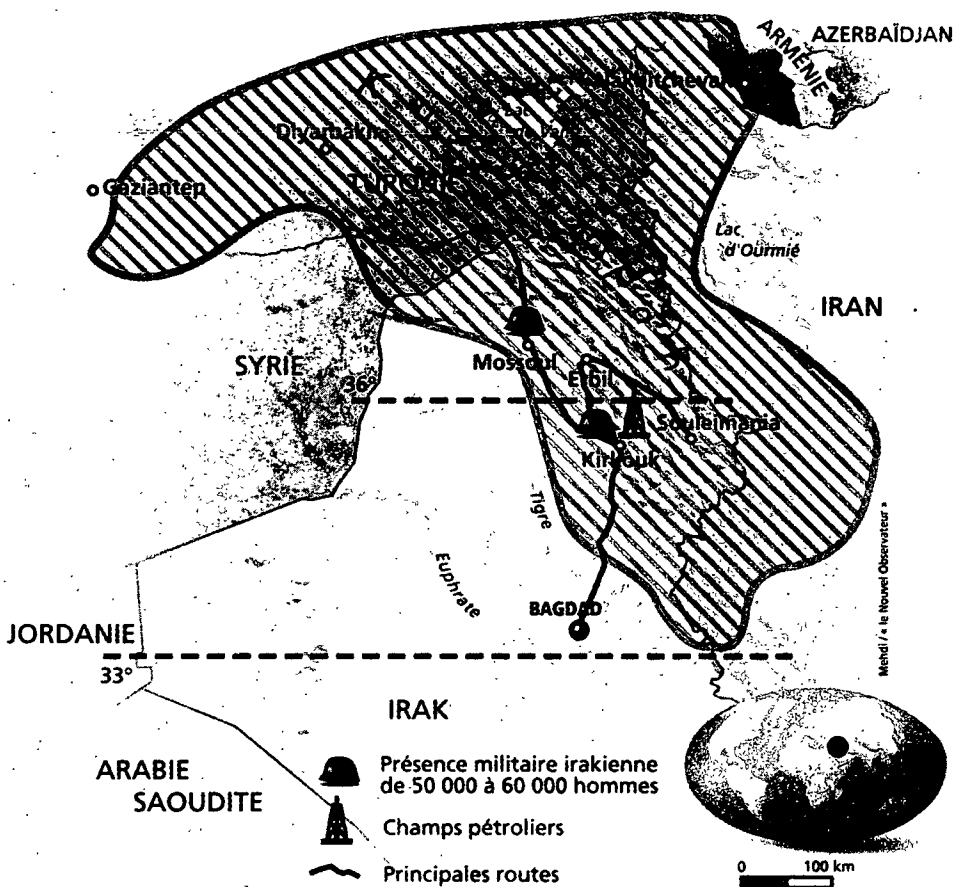
Défilé des forces spéciales kurdes au camp de Salahadin. Quel que soit le dénouement de la crise, l'enjeu pour les Kurdes, c'est leur statut dans l'Irak de demain.

ney, le secrétaire d'Etat Colin Powell, le ministre de la Défense Donald Rumsfeld et le chef d'état-major Richard B. Myers. Tous, selon Talabani, ont réaffirmé leur détermination à mettre en place un régime démocratique en Irak et à ne pas remplacer un dictateur par un autre dictateur : « Nous n'allons pas envoyer nos "boys" se battre en Irak pour remplacer Saddam Hussein par un autre dictateur », a ainsi déclaré Dick Cheney à la délégation de l'opposition irakienne.

« Les dirigeants américains n'ont pas dit comment et quand ils changeront le régime : ils exami-

nent encore un certain nombre d'options, admet Jalal Talabani, dans son bureau de Qala Tchualan, un bâtiment flambant neuf à vingt minutes de route de Souleimania. Mais je suis un ex-marxiste, je vois donc toujours les deux aspects d'un problème, le négatif et le positif : nous vivons sous la menace du régime irakien, mais ce qu'il y a de positif c'est que nous avons la protection des Etats-Unis. »

L'autre figure de proue du mouvement national kurde, Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui a été trahi par les Américains en 1975 et en 1991, n'avait pas fait le voyage de Washington. Théoriquement, dit-on dans son entourage, parce qu'il n'a pas voulu emprunter un hélicoptère turc pour aller jusqu'à la base d'Incirlik où l'attendait un avion américain. Plus probablement parce qu'il n'acceptait pas d'être mis sur le même pied que certains dirigeants de



Un peuple sans Etat

Descendants de tribus d'éleveurs transhumants de langue iranienne, les Kurdes se sont établis plusieurs siècles avant J.-C. dans la région qui s'étend du Caucase au golfe Arabo-Persique. Leur mode de vie, leur structure tribale dispersée ont peu évolué au fil des siècles et leur territoire, le Kurdistan, n'a jamais constitué une entité politique unifiée et reconnue. Jusqu'au XIX^e siècle, les chefs tribaux kurdes ont disposé d'une certaine autonomie au sein des empires ottoman et perse tandis que le Kurdistan restait divisé en principautés. Les aspirations nationalistes se sont développées tout au long du XIX^e siècle avant de déboucher sur le projet - avorté - de création d'un Etat kurde, au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Le peuple kurde est aujourd'hui dispersé sur le territoire de quatre Etats (Syrie : 1 million ; Irak : 5 à 6 millions ; Iran : 8 millions ; Turquie : plus de 15 millions).

l'opposition irakienne - comme Ahmed Chalabi, du Conseil national irakien, ou Cherif Ali, candidat du parti monarchiste - qu'il considère comme de simples figurants. Il s'est cependant fait représenter aux Etats-Unis par Hoshiyar Zibari, son conseiller diplomatique. Mais il se dit satisfait du résultat des entretiens de Washington : « Cette fois-ci, tout se fait en public, déclare-t-il, interrogé à son QG de Sari Rash, un complexe touristique transformé en bureaux, à 35 kilomètres d'Erbil. Quand le vice-président des Etats-Unis rencontre publiquement l'opposition irakienne, fait les déclarations qu'il a faites, s'engage comme il l'a fait, comment ne pas penser que c'est sérieux ? »

Pour les 4 millions de Kurdes qui vivent dans le « Kurdistan libre », indépendant de facto de Bagdad, géré par les deux « gouvernements » kurdes d'Erbil et de Souleimania, la protection assurée par les aviations américaine et britannique basées à Incirlik, en Turquie, est vitale :

tous les Kurdes savent que sans cette protection les troupes irakiennes, avec leurs chars et leurs hélicoptères, pourraient déferler sur le Kurdistan et refouler en moins de quelques heures les *pechmergas* (maquisards kurdes) jusqu'aux frontières turque et iranienne, répétant la tragédie de 1991, où leur soulèvement avait coûté aux Kurdes près de 50 000 morts et l'exode de 2 millions de personnes vers l'Iran ou la Turquie.

Les Kurdes le savent : ils sont la cible la plus facile, la moins défendue, pour d'éventuelles représailles de Saddam Hussein. Le scénario catastrophe qui les hante, c'est le bombardement des grandes villes du Kurdistan avec des obus ou des missiles équipés de charges chimiques ou biologiques. Quatorze ans après, personne ici n'a oublié les 5 000 morts de Halabja. Alors les Kurdes s'interrogent : Saddam Hussein, qui ne dispose que d'un nombre limité de ces armes, se laissera-t-il guider par des

considérations stratégiques et attaquera-t-il d'abord le Koweït et Israël ? Ou bien, mû par le désir de vengeance, s'en prendra-t-il aux Kurdes ? Le fera-t-il avant que les Kurdes ne s'engagent de façon active aux côtés des Américains, dans le cadre d'une opération préventive, ou après ? Et quelle sera dans ce cas l'attitude des Etats-Unis ?

C'est la première question qu'ils ont posée aux Américains avant d'envisager de participer à une opération contre Saddam Hussein. Interrogé dans son bureau de Souleimania, le Premier ministre du gouvernement UPK Berham Saleh a affirmé au « Nouvel Observateur » que la lettre du secrétaire d'Etat américain Colin Powell assurant les Kurdes que les Etats-Unis « répondraient de façon sûre et forte » à toute attaque irakienne était une garantie satisfaisante. Mais au cours d'un colloque à Washington il a confessé son inquiétude. « Colin Powell, a-t-il affirmé, s'est montré vague sur la nature de la réponse, se bornant à dire qu'elle aurait lieu à l'endroit et à l'heure choisis par Washington. Une promesse de ce genre est trop imprécise pour rassurer les Kurdes : nous ne voulons pas attendre que plusieurs milliers de personnes aient été tuées avant que Washington ne réponde. »

Hoshiyar Zibari, le représentant diplomatique de Barzani, indique de son côté qu'il a cherché à obtenir des Américains de « nouvelles règles d'intervention ». Il leur a proposé de « passer de la réponse éventuelle à la réponse immédiate automatique, et de la réponse à la dissuasion ». Il admet que ses interlocuteurs se sont bornés à prendre acte des demandes kurdes, et qu'il n'a pas obtenu les engagements souhaités, c'est-à-dire une déclaration publique plus claire et plus précise qu'un simple : « Nous répondrons. »

Quelle forme pourrait prendre sur le terrain une véritable protection américaine ? « Si les Américains sont sérieux, explique un conseiller militaire de Massoud Barzani, ils devraient nous fournir 4 millions de masques à gaz - ils en ont bien livré 7 millions à Israël -, déployer éventuellement des missiles antimissiles Patriot et, ultérieurement, des missiles sol-air (Strella ou autres) et des missiles antichars (Tow ou Saqr), qui pourraient très bien être "gérés" par des hommes des forces spéciales américaines si Washington ne veut pas en perdre le

● Ici, personne n'a oublié les 5 000 morts de Halabja, il y a quatorze ans.

contrôle. » L'homme de la rue, lui, a des préoccupations beaucoup plus terre à terre. « N'oubliez pas, dit un chef kurde, que le Kurdistan libre est comme un immense camp de réfugiés : les gens dépendent pour leur survie des rations alimentaires distribuées dans le cadre de l'application de la résolution 986 des Nations unies, "Pétrole contre nourriture". La plus grande inquiétude des gens, c'est aujourd'hui : "Que va devenir notre ration ? Comment, par qui sera-t-elle distribuée ?" » C'est une inquiétude que partagent certains diri-

geants du PDK. « Il faut un plan d'aide humanitaire d'urgence, dit l'un d'eux. Les gens vont avoir faim : qui va les nourrir ? » Conscient du danger, le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations unies (HCR) est déjà en train d'étudier les modalités d'accueil de dizaines ou de centaines de milliers de réfugiés dans les pays voisins, jusqu'en Syrie.

Que fera Saddam Hussein en cas d'intervention internationale ? Convaincus que le dictateur irakien est un champion dans l'art de la survie politique – comme il l'a montré en invitant les inspecteurs en désarmement des Nations unies à revenir en Irak –, les dirigeants kurdes jugent qu'il est très capable de prendre une nouvelle initiative pour les diviser et les éloigner des Américains. Il pourrait, par exemple, accepter de négocier avec leurs représentants sur la base d'un statut fédéral : le statut que les Kurdes tentent précisément de faire accepter par l'opposition irakienne... et par Washington. « Ce serait pour Saddam Hussein une façon de tester notre position, de vérifier notre neutralité, explique un dirigeant du PDK. En cas de refus du dialogue, il pourrait stopper les livraisons de carburant à la région kurde : ce serait le chaos et la paralysie en trois jours. »

Il suffit d'observer la vie quotidienne pour constater que le « Kurdistan libre » entretient en fait d'étonnantes relations « techniques » avec le gouvernement irakien. La région dépend totalement de Bagdad pour son approvisionnement en essence et en fioul (les gisements pétroliers de Kirkouk ne sont pas contrôlés par les Kurdes) et partiellement

Les frères ennemis du Kurdistan d'Irak



Photos C. Kuschner

Jalal Talabani : le rival Dirigeant de la jeunesse irakienne avant le coup d'Etat militaire des « officiers libres » en 1958, Jalal Talabani, 68 ans, a appartenu au PDK du général Barzani avant d'entrer

en conflit avec lui et d'animer un groupe de mercenaires kurdes, armés et payés par Bagdad, pour lutter contre le PDK. Exilé à Beyrouth puis à Damas après l'accord conclu en mars 1970 entre Barzani et le vice-président irakien Saddam Hussein, il a fondé en 1977 l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dont il est depuis le secrétaire général.



Massoud Barzani : l'héritier Fils du général Moulla Moustapha Barzani, chef légendaire du mouvement national kurde en Irak et fondateur en 1946 du Parti

démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, 56 ans, a d'abord été un chef militaire avant de contribuer à la renaissance du PDK, victime de l'effondrement de la rébellion kurde en 1975. Il a pris la tête du parti en 1979, lorsque son père est mort en exil aux Etats-Unis, à 75 ans.

pour son approvisionnement en énergie électrique. Et Bagdad ne rate pas une occasion de rappeler cette dépendance : lorsque Jalal Talabani a approuvé, lors de son séjour à Washington, le déploiement éventuel de troupes américaines au Kurdistan, Bagdad a interrompu pendant vingt-quatre heures les livraisons de carburant : ce qui a suffi pour faire courir un frisson de crainte au Kurdistan. « Nous devrions donc dire que nous ne sommes pas contre le dialogue, suggère le dirigeant du PDK,

mais que nous devons consulter nos amis et nos alliés. »

Sur cette question épineuse d'un éventuel dialogue avec Bagdad, l'UPK est beaucoup plus réservée, tout en mesurant les dangers que pourrait engendrer une attitude provocatrice. « Il faut tolérer un certain degré de risque, affirme Jalal Talabani. On ne peut pas libérer son pays en restant assis dans un fauteuil. » C'est aussi pourquoi Talabani ne cache pas son irritation devant l'attitude de la France, qui fait obstacle aux projets guerriers du président Bush.

Un siècle de guerres et de divisions

◆ **10 août 1920.** Le traité de Sèvres entre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale et la Turquie prévoit la création d'un Kurdistan autonome dans l'est de l'Anatolie et dans la province de Mossoul. Il ne verra jamais le jour.

◆ **1925, 1927-1930, 1936-1938.** Révoltes kurdes, impitoyablement réprimées en Turquie.

◆ **8 juillet 1937.** Le pacte de Saadabad entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan prévoit la coordination de la lutte contre la « subversion kurde ».

◆ **Septembre 1961.** Dans le nord de l'Irak, une rébellion kurde menée par Moustapha Barzani réclame « l'autonomie pour le Kurdistan, la démocratie pour l'Irak ».

◆ **11 mars 1970.** Accord sur l'autonomie du Kurdistan irakien signé entre Barzani et le vice-président irakien Saddam Hussein...

◆ **1974-1975.** L'accord n'étant pas appliqué, Barzani lance, avec l'aide des Etats-Unis et de l'Iran, une nouvelle insurrection des Kurdes d'Irak.

◆ **6 mars 1975.** L'accord d'Alger entre l'Irak et l'Iran met fin au contentieux entre les deux pays... et à l'aide

que Washington et Téhéran apportaient à la rébellion kurde, qui s'effondre.

◆ **Septembre 1980.** Le déclenchement de la guerre Iran-Irak relance la guérilla kurde ; 180 000 Kurdes sont tués par les Irakiens.

◆ **16 mars 1988.** L'aviation irakienne utilise des gaz de combat contre la localité kurde de Halabja : 5 000 morts.

◆ **2 août 1990.** L'armée irakienne envahit le Koweït.

◆ **Mars 1991.** La débâcle de l'armée irakienne, face à la coalition occidentale, provoque le soulèvement des Kurdes (et des chiites, au Sud). La répression irakienne est féroce : 2 millions de Kurdes fuient vers la Turquie et l'Iran. A l'initiative de la France, le

Conseil de Sécurité vote la résolution 688. Les alliés instaurent une « zone de protection », au nord du 36° parallèle, interdite aux avions irakiens. Elle se transforme de fait en « zone autonome kurde ».

◆ **19 mai 1992.** Elections sous contrôle international au Kurdistan irakien. Le PDK (45,25% des voix) et l'UPK (44,81%) se partagent le Parlement. Le PDK contrôle le nord de la région, l'UPK le sud.

◆ **Mai 1994.** Début de la guerre civile entre l'UPK et le PDK.

◆ **Septembre 1996.** Grâce à l'appui de l'armée irakienne, le PDK reprend Erbil.

◆ **17 septembre 1998.** A Washington, le PDK et l'UPK signent un accord sur la fin des combats et la formation d'un gouvernement intérimaire au Kurdistan d'Irak.

◆ **8 septembre 2002.** Accord de Sari Rash entre Massoud Barzani – qui a succédé à son père – et Jalal Talabani.

◆ **4 octobre 2002.** Réuni à Erbil, le Parlement kurde approuve un projet de constitution fédérale et décide de tenir des élections dans un délai de six mois.



Halabja après les bombardements de 1988

ABC Basin Alpin-Gamma

INTERVIEW : HUBERT VÉDRINE* « L'ONU doit garder la main »

Le Nouvel Observateur. – *A quoi pourrait ressembler la sortie de crise en Irak ?*

Hubert Védrine. – Dans l'hypothèse de l'option militaire, nous devons réfléchir dès maintenant à l'après-guerre en Irak : quelle présence internationale ou américaine faudra-t-il maintenir dans le pays ? Pour combien de temps ? Avec quel mandat ? Quel pourrait être le gouvernement irakien transitoire ? Saura-t-on tirer parti pour définir les institutions – ce serait souhaitable – de ce qui a été accompli par les Kurdes, protégés par la résolution 688 et les zones d'interdiction aérienne ? Une telle solution, élargie à l'ensemble de l'Irak, est-elle possible ?



L'après-guerre en Irak doit aboutir à l'instauration de rapports normaux, garantis par des traités, avec la Turquie, l'Iran, le Koweït et l'Arabie Saoudite. Il faut éviter que les voisins de l'Irak ne combattent la solution par crainte de la contagion fédérale ou démocratique.

N. O. – *Quel devra être le rôle de l'ONU dans ce processus ?*

H. Védrine. – Le Conseil de Sécurité doit garder la main non seulement pour adopter la « deuxième résolution » en cas de violation flagrante de la résolution 1441 et décider un éventuel recours à la force, mais aussi pour la sortie de crise.

N. O. – *Et si la guerre est évitée ?*

H. Védrine. – Ce n'est pas l'hypothèse la plus probable, mais on ne peut l'écarter. Elle poserait un autre problème : si la 1441 était appliquée d'une façon jugée satisfaisante par les membres permanents, le Conseil de Sécurité se contenterait-il de lever les sanctions adoptées en 1991 et de rendre à Saddam Hussein, privé de ses armes de destruction massive, la souveraineté sur l'ensemble de l'Irak ? C'est impensable. On le voit : l'ampleur des problèmes que pose l'après-Saddam Hussein, ou simplement l'après-1441, rend indispensable l'organisation d'une conférence internationale sur l'avenir de l'Irak, qui associerait les membres permanents du Conseil de Sécurité, les pays de la région et les forces politiques irakiennes, y compris les deux grands partis kurdes, et préparerait une nouvelle résolution sur le nouvel Irak. ■

Propos recueillis par René Backmann

(*) Ancien ministre des Affaires étrangères.

Quel que soit le dénouement de la crise, l'enjeu essentiel, pour les Kurdes, c'est évidemment leur statut dans l'Irak de demain. Pour une fois unanimes, les partis politiques kurdes ne conçoivent pas d'autre solution que le fédéralisme. « Nous sommes maintenant indépendants et nous demandons à être réunifiés, affirme le Premier ministre UPK, Berham Saleh. Mais la seule solution, c'est une fédération. » Même opinion au PDK de Massoud Barzani, où le président du Parlement, Roj Shawess, précise : « Le peuple kurde n'est pas disposé à accepter d'être gouverné comme il l'a été auparavant. Nous voulons un système fédéral, avec des garanties internationales. »

Soucieux, comme le dit Barzani, de « ne pas rater le train en marche », le PDK a préféré expo-

ser « avant le changement » sa conception de l'Irak de demain – et de ce que devraient obtenir les Kurdes – en rendant public un projet de constitution pour l'Irak et un autre pour la région kurde, rédigés par des spécialistes kurdes de droit constitutionnel. Ce document d'une quinzaine de pages a le mérite d'exposer de façon très précise les relations entre la région kurde et le pouvoir central. Il prévoit notamment que la future république fédérale d'Irak sera composée de deux régions – une région arabe et une région kurde –, que son pouvoir législatif sera composée de deux chambres – une assemblée nationale fédérale élue à la proportionnelle et une assemblée des régions composée à égalité de membres des deux

assemblées régionales – et que chaque région aura également son assemblée législative, son président régional, son conseil des ministres régional et son pouvoir judiciaire régional.

Certains responsables kurdes pensent que ce projet de constitution fédérale serait ratifié par le peuple irakien, qui comprend une majorité de chiïtes (environ 60% du total de la population irakienne). Roj Shawess estime par exemple que les chiïtes, qui ont subi pendant des décennies la suprématie des sunnites, devraient approuver un projet de constitution fédérale. « Si le fédéralisme est appliqué, constate un de ses proches, les chiïtes, qui représenteront environ 75% de la population de la région arabe, auront le pouvoir dans leur région... Nous devons donc jouer la carte chiïte. » Mais la plupart des dirigeants kurdes sont convaincus que la majorité de la population arabe de l'Irak, cédant à des réflexes nationalistes, rejetterait le projet de constitution fédérale. « Pas question de soumettre notre projet à une assemblée irakienne, il serait étouffé », affirme par exemple Hoshyar Zibari, du PDK. Même réticence chez Nour Shirouane, de l'UPK : « Je ne soumettrai jamais la question du fédéralisme aux Arabes ! Les chiïtes nous soutiennent, jusqu'à maintenant... Mais s'ils s'emparent du pouvoir, je ne sais pas... »

Membre du bureau politique de l'UPK, Kosrat Rassoul admet volontiers que si un parlement irakien élu démocratiquement rejette le projet de constitution fédérale, les options des Kurdes seront limitées : « Nous n'allons pas nous battre contre le régime de Bagdad s'il est soutenu par les Etats-Unis. » Les Kurdes, c'est clair, ne sont pas prêts à laisser entre les mains du peuple irakien la responsabilité de passer à un régime démocratique et au fédéralisme. « C'est une condition absolue, martèle Roj Shawess, du PDK. Elle devra être approuvée avant la mise en place d'un régime de transition, avec des garanties internationales. » En d'autres termes, les jours d'incertitude et d'angoisse sont loin d'être révolus pour le peuple kurde.

CHRIS KUTSCHERA

SI LA GUERRE A LIEU... « Il nous faut 10 000 hommes »

Si le premier scénario envisagé par les Américains – une opération massive, avec plus de 250 000 hommes – exclut tout rôle pour les Kurdes, les deux autres scénarios – une opération moyenne, avec 60 000 hommes, ou un coup d'Etat – laissent prévoir une participation possible des dizaines de milliers de *pechmergas* du PDK, de l'UPK et des autres formations kurdes. Quelles seraient leurs cibles ? Kirkouk et son pétrole ? Mossoul, la grande métropole du Nord ? « Si nous voulons le fédéralisme, nous devons être présents dans le gouvernement central, dit l'ancien Premier ministre (UPK) Kos-

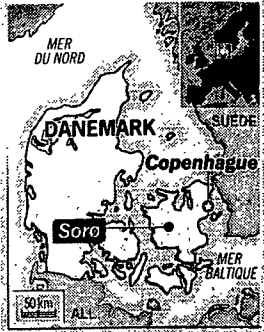
rat Rassoul, connu pour ses qualités de chef militaire. Avec une couverture aérienne américaine et un soutien d'artillerie, nous pouvons même prendre Bagdad : nous ne sommes qu'à une heure et demie ou deux heures de la capitale irakienne. »

« Si nous n'allons pas à Bagdad, explique, côté PDK, l'un des conseillers militaires de Barzani, les chiïtes vont venir, ou les militaires prendront le pouvoir. Il nous faut donc une force d'au moins 10 000 hommes à Bagdad. Cette division kurde sera une garantie, protégeant le gouvernement et la démocratie contre un éventuel putsch d'un général irakien, comme il y en a eu si souvent par le passé. » C. K.



A Sorø, des Kurdes face à leur bourreau

Ils exigent le procès d'un ex-chef d'état-major irakien réfugié au Danemark.



Des victimes de l'attaque chimique d'Halabja en 1988. Les Kurdes considèrent que le général Al-Khazraji est responsable du massacre.

Sorø envoyé spécial

Sorø avait tous les attributs d'une jolie petite ville paisible, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Copenhague. Elle se fait désormais un nom sur l'échiquier mondial, de Washington à Bagdad. Là-bas, dans un modeste appartement d'un immeuble de brique, en retrait d'une route, le général Nizar al-Khazraji, ex-chef d'état-major de l'armée irakienne, rongé son frein. Au début du mois, la cour d'appel de Copenhague a confirmé la décision du tribunal de Sorø de le maintenir en résidence surveillée. Le plus haut grade irakien à avoir fait défection au régime de Saddam Hussein est désormais inculpé pour crimes de guerre commis contre les Kurdes au cours de l'opération Anfal, à la fin des années 80, dans le nord de l'Irak. La justice danoise a agi au titre du principe de la «compétence universelle», qui permet de poursuivre partout les responsables des crimes les plus graves (lire ci-contre). Nizar al-Khazraji clame son innocence. L'affaire est d'autant plus sensible que le nom de ce général circule dans les milieux de l'opposition irakienne et dans les cercles initiés de Washington comme celui d'un des possibles successeurs au dictateur de Bagdad.

Asile. Dans une maisonnette à quelques kilomètres de là, Jamal rigole. Ce Kurde irakien est arrivé au Danemark la même année que le général, en 1999. Démis de ses fonctions à la fin des années 90, ce dernier avait fui en Jordanie en 1996, avant de rejoindre le royaume scandinave. Le hasard a voulu que le général, sa femme et son fils prennent des cours de danois à Slagelse, à 17 kilomètres de Sorø, en même temps que Jamal et d'autres réfugiés. Un jour d'août 2001, un étudiant irakien s'approche de Jamal. «Il me demande si je connais un homme qu'il me désigne pendant la pause. Je regarde cet homme qui suivait ses cours à l'étage du dessus. Et l'autre me dit: "C'est le chef d'état-major!". Je ne l'ai pas cru! Comment un tel homme pourrait-il être parmi nous?» Plusieurs jours passent, jusqu'au retour d'un autre «étudiant», un ancien lieutenant-colonel irakien. Lui doit savoir. Jamal et les autres l'envoient en reconnaissance à l'étage du dessus. L'ex-officier en revient tout secoué. «En l'apercevant, j'ai failli me mettre au garde-à-vous pour le saluer», s'exclame-t-il.

Ensemble, ils commencent à parler de sa présence. Que faire? Un jour, un policier danois vient leur faire

un cours sur leurs droits et devoirs de citoyens. Jamal intervient: «Pourquoi nous donnez-vous l'asile?» «Parce que vous venez d'un pays où sévit une dictature», répond tranquillement le policier. «Mais vous donnez aussi l'asile aux gens qui nous ont opprimés», réplique aussitôt Jamal. Le policier semble ne pas comprendre. Jamal insiste: «L'homme qui nous a opprimés, l'ancien chef d'état-major de l'armée irakienne, est ici même, dans cette école!» A ses côtés, une femme explose de colère: «Vous êtes un agent irakien!» C'était la propre femme du général. Dès lors, ce dernier, étudiant effacé et anonyme, ne remet plus les pieds à l'école. Puis tout s'accélère.

Début octobre 2001, l'affaire devient publique. En pleine campagne électorale des législatives, quelques semaines après les attentats du 11 septembre, elle infecte un débat déjà lourdement chargé de rejets anti-immigrés: non seulement on laisse entrer trop d'étrangers, mais en plus des criminels! Pour les milliers de Kurdes réfugiés au Danemark, la présence du général réveille les terribles souvenirs du massacre de dizaines de milliers de Kurdes en 1988, notamment à

Le général Nizar Al-Khazraji, le plus haut grade irakien à avoir fait défection, est inculpé par la justice danoise pour crimes de guerre commis contre les Kurdes dans le nord du pays.

l'arme chimique. Dès le 5 octobre, une première manifestation rassemble une centaine de Kurdes à Copenhague. Des Danois insultent ceux qu'ils voient comme des islamistes. C'en est trop pour Fouad Hima-Sharif, un Kurde au visage émacié, qui leur répond violemment. Un de ses compatriotes s'approche. «Calme-toi, ne te trompe pas de combat», lui souffle Nawzad Marouf, un ingénieur qui préside une petite association locale de Kurdes à Roskilde. Fouad fond en larmes. Depuis, Nawzad Marouf a créé le «Comité pour la poursuite en justice de l'ex-chef d'état-major irakien», et Fouad est l'un des six Kurdes à avoir déposé plainte contre le général.

Cauchemars. A Copenhague, dans le bureau de Bjørn Elmquist, l'avocat du groupe des six, Fouad Hima-Sharif doit se lever en permanence pour soulager des douleurs consécutives aux tortures subies en prison pour son appartenance à l'UPK, l'Union pa-

triotique du Kurdistan. Né en 1960 à Halabja, il se rappelle encore avec précision ce 16 mars 1988 quand, à 16h20, démarrèrent les premiers bombardements à l'arme chimique. D'abord, il a senti cette odeur de pomme caractéristique, puis il s'est couvert le visage d'un linge mouillé. Il raconte sa fuite éperdue dans la rue au milieu des cadavres. Sa mère, son frère et sa sœur y laisseront leur vie. On ramassera 5000 corps. Il se rappelle ses yeux rouges qui enflent. «Je croyais qu'ils allaient sortir de leurs orbites», témoigne le rescapé. Il vomit et saigne par les oreilles et le nez. Il a l'impression d'étouffer. Puis s'évanouit. Récupéré par des soldats iraniens, soigné de l'autre côté de la frontière comme tant d'autres victimes d'Halabja, il arrive finalement au Danemark en 1991. Aujourd'hui encore, ses nuits sont peuplées de cauchemars qu'un suivi psychologique ne parvient pas à atténuer.

Trahison. Fouad a depuis longtemps tiré un trait sur l'UPK. «Ils ne font rien pour les gens d'Halabja.» L'automne dernier, l'UPK et l'autre grand parti du Kurdistan irakien, le PDK, ont assuré les autorités danoises de la bonne réputation du général Al-Khazraji. En fait, l'opposition irakienne, Al-Khazraji y compris, a accepté toutes les exigences kurdes d'autonomie pour l'ère post-Saddam. Du coup, pour ces partis, le procès du responsable présumé d'Halabja et du massacre de 180000 Kurdes est devenu terriblement sensible, sinon embarrassant. «C'est une trahison», s'insurge Fouad. Les partis ont des preuves. Avec son comité, Nawzad Marouf se démène maintenant pour réunir des preuves dans le monde entier. Une centaine de témoins ont déjà déposé. Beaucoup veulent rester anonymes, par peur des représailles. L'avocat Bjørn Elmquist, ancien député et ex-président d'Amnesty International Danemark, avoue son scepticisme quant à leurs chances de succès. «Dans un sens, c'est presque trop gros pour la justice danoise. Les autorités vont subir beaucoup de pressions.» Mais Nawzad Marouf, qui a perdu deux frères au cours de l'opération Anfal, affiche une détermination inébranlable. Il refuse les accusations de certains opposants sur une conspiration orchestrée par Bagdad, afin de décourager d'autres officiers de faire défection. «Si le général est jugé coupable, ça signifie que tout le régime est coupable. C'est la première fois qu'on a la chance de juger les événements d'Halabja, d'évoquer le destin de 180000 victimes kurdes. Ils parlent de manipulation. Nous parlons d'humanité.» ●



30 DECEMBRE 2002

THREATS AND RESPONSES: A Talk With a Kurdish Killer

NORTHERN IRAQ

Kurdish Leader May Spare Man Who Tried to Kill Him

By C. J. CHIVERS

SULAIMANIYA, Iraq, Dec. 30 — On the day he would become a killer, Qais Ibrahim Khadir awoke in the most cheerful of moods. He had an automatic rifle and a bag of grenades. His target was the prime minister, and Mr. Khadir knew where he lived. He felt a surge of joy.

"From the moment I woke up until I executed my plan I was in the highest point of physical pleasure," he said. "I felt as if my heart was coated with honey."

Mr. Khadir, 27, was arrested in April after an attempt to assassinate Dr. Barham Salih, prime minister of the eastern zone of Kurdish-controlled Iraq. Unrepentant, he now resides in an unheated prison cell, awaiting trial for the killing of three of the prime minister's guards. Kurdish officials predict that he will be sentenced to death.

His fate has become a death-row tale with a twist of plot. Mr. Khadir gleefully admits his guilt and says that according to Islamic law he should be hanged. But local law requires that death warrants be signed by Dr. Salih, the very man Mr. Khadir intended to kill. Dr. Salih says he will do no such thing.

The prime minister is opposed to capital punishment. "I think this is a fundamental question of what type of society we want," he said. "I don't believe that anyone, or the state, should take people's lives."

The case against Mr. Khadir exposes internal strains in an Eastern society now courting the West. It is also an example of the tumultuous state of affairs in northern Iraq.

Iraqi Kurdistan, as the region independent of Saddam Hussein calls itself, regards its neighbors as enemies and has enemies within. It is a land of endless intrigue, but also one that yearns for Western support as it confronts both Mr. Hussein and a brand of Islamic extremism that has attracted a small segment of its people.

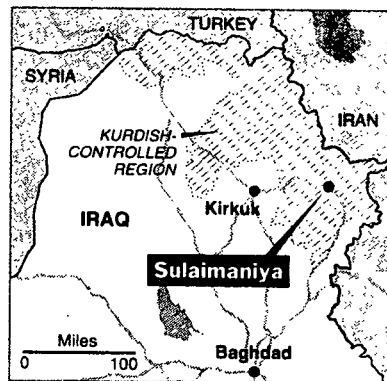
Kurdish officials say Mr. Khadir was dispatched by Ansar al Islam, a militant group that controls villages along the Iranian border and is at war with the secular Kurdish government.

The officials also say the assassination plan unfolded in meetings between Mr. Khadir and Abu Musaab al-Zarqawi, a senior leader of Al Qaeda who is accused of orchestrating



Photographs by Chang W. Lee/The New York Times

Dr. Barham Salih, at left, prime minister of the eastern zone of Kurdish-controlled Iraq, opposes the death penalty. Qais Ibrahim Khadir, above with a prison guard at his right, is awaiting trial on charges of trying to kill Dr. Salih. Kurdish officials predict that Mr. Khadir will be sentenced to death.



The New York Times

In 1996 Kurds executed suspected Iraqi agents near Sulaimaniya.

the assassination in October of Laurence Foley, an American diplomat who was shot outside his home in Amman, Jordan.

Two weeks ago, Ali Abu al-Ragheb, Jordan's prime minister, said Mr. Zarqawi was believed to have taken refuge in Ansar's camps, although that is uncertain. Mr. Khadir insists that he planned the attack himself. In prison interviews, he said he never met Mr. Zarqawi, although he did say he discussed his plans with an international visitor in the camps "who looks like him."

Mr. Khadir's credibility appears

doubtful. In conversation, he is evasive, raising doubts even as he provides answers to questions.

For example, a native Iraqi Kurd, he studied at an Islamic school in Yemen. When asked if he met any members of Al Qaeda there, he quickly said, "None." For a moment he sat wide-eyed and compliant, waiting until his answer was written down. Then he burst into a deep, extended laugh.

Whatever the origins of his intentions, by his accounts and those of Kurdish intelligence officials, Mr. Khadir and two accomplices from Ansar bases planned to kill Dr. Salih on April 2 as he stepped into a sport utility vehicle in front of his home. Dr. Salih was saved by a phone call that came as he was walking to the door.

The call prevented the prime minister from stepping outside as the shooting began. In the furious battle that erupted, two of the assassins and five Kurdish guards were killed.

Mr. Khadir, who suffered two gunshot wounds near his left knee, limped away and was captured within hours.

When security officials drove him to the scene of the shootout, he told them that, given the chance, he would try to kill the prime minister again. Enraged, one official cocked

the hammer on a pistol and held the barrel to the suspect's chest, Kurdish officials and Mr. Khadir said.

Mr. Khadir recalled the encounter with disdain. "I wished he would have pulled the trigger," he said. "But I knew he wouldn't. He was weak, like a politician. It was just his tactic."

He has confessed to killing three of the guards, and now he awaits a conviction and death, chuckling at all talk of mercy or restraint. "It will be a shame for human rights organizations if they execute me," he said. "But what about the rights of the people I killed?"

The man who might keep him alive is the man he wants to kill. Since becoming prime minister two years ago, Dr. Salih said, he has received more than 20 death warrants from the courts. He has refused to sign any of them. This case is different, he said, but the same.

"I really want to avoid thinking about it in a personal way, although it is very difficult because I lost five very dear people in this episode," he said. "But in my view our values should be absolutely opposed to those of the terrorists, and human life is important."

As Mr. Salih deliberates, the people around him are largely untrou-

Strains emerge in an Eastern society that seeks Western help.

bled by philosophical debate. Kurdish notions of justice can be ancient and tribal, and there is history of official excess.

In a few incidents since 1991, Kurds have summarily executed Iraqi prisoners, and in 1996, when Kurdish opposition forces withdrew from northern Iraq after a coup attempt against Mr. Hussein failed, a group of suspected saboteurs and Iraqi agents were hastily shot in a prison at an intelligence compound near here, so they would not be freed.

Dr. Salih has a different background than previous Kurdish leaders. A British citizen whose wife and children live near Washington, D.C., Dr. Salih said he hoped to break with elements of the region's past.

"A lot of nasty things have happened in this part of the world," he said. "But I was disgusted by them, and a lot of Kurdish people were disgusted by them."

Still, there is palpable institutional disagreement, and Mr. Khadir's fate is anything but clear. Col. Wasta Hassan, one of Mr. Khadir's jailers, has volunteered to kill the prisoner himself.

"He should not be just executed," the colonel said, twisting one fist above the other and grimacing, as if throttling a foe. "We should squeeze him, so he doesn't have anything left in his body. Then we should execute him."

Another security official, who has been involved in Mr. Khadir's interrogation, offered a different solution. "We should take him somewhere and shoot him, outside of the city," he said. "Then we will take him back to the hospital and leave him there, to be buried."

Mr. Khadir is hardly ingratiating himself with his captors. He admits to being a Qaeda sympathizer and expresses delight about the attack on the World Trade Center. "I was quite happy when I saw it," he said.

Upon hearing Mr. Khadir's latest remarks, the interrogator shook his head. "Obviously he will be executed," he said. "He has no soul."

Le Monde 31 DÉCEMBRE 2002

La crise avec l'Irak ne peut « durer indéfiniment », affirme Colin Powell

Selon le « Washington Post », 60 000 soldats et 400 avions américains se trouvent dans la région

LE SECRÉTAIRE D'ETAT américain, Colin Powell, a averti, dimanche 29 décembre, que la crise avec l'Irak ne pourrait « durer indéfiniment ». Les Etats-Unis, a-t-il néanmoins ajouté dans un entretien à la chaîne de télévision NBC, attendront d'avoir des informations supplémentaires du chef des inspecteurs en désarmement de l'ONU, Hans Blix, avant de prendre une décision. M. Powell a insisté sur le fait que le président George Bush souhaitait une solution pacifique, mais que les troupes américaines étaient prêtes à agir contre l'Irak. « Nous agissons prudemment, nous mettons nos forces en position afin d'être prêts à faire tout ce qui pourrait être nécessaire », a-t-il dit.

La veille, le président Bush avait placé le désarmement de Bagdad en tête de ses priorités pour 2003, afin, avait-il indiqué, de « faire face à la menace de violence catastrophique que représentent l'Irak et

ses armes de destruction massive ». « Il incombe au dictateur irakien de révéler et détruire son arsenal d'armes. S'il refuse, les Etats-Unis, au nom de la paix, conduiront une coalition pour désarmer le régime et libérer le peuple irakien », a ajouté M. Bush dans son adresse radiodiffusée hebdomadaire.

DÉPLOIEMENT « SIGNIFICATIF »

Le *Washington Post* rapportait, samedi, que le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, a ordonné un déploiement « significatif » de troupes au sol, d'avions de combat et de soutien logistique dans le Golfe, donnant le signal de la phase finale des préparatifs pour une éventuelle guerre contre l'Irak. Selon le journal, près de 60 000 hommes sont actuellement déployés dans la région et 400 avions sont stationnés en Turquie, au Koweït, au Qatar, en Arabie saoudite, à Oman et à Bahreïn. A

en croire le *New York Times*, l'Arabie saoudite a informé les Etats-Unis qu'elle mettait à leur disposition son espace aérien, ses bases aériennes et le centre de commandement ultra-sophistiqué de la base de Prince-Sultan, près de Riyad. Le journal affirme que les dirigeants saoudiens autorisent déjà discrètement, depuis deux mois, les avions américains basés sur leur territoire à participer au bombardement de cibles dans le sud de l'Irak.

« Les menaces américaines ne font pas peur au peuple irakien (...) qui défendra sa terre et son indépendance s'il est agressé », a rétorqué, dimanche, le président du Parlement irakien, Saadoun Hamadi, après une réunion des plus importants responsables du pays, sous la présidence de Saddam Hussein. La veille, Bagdad avait remis à la commission chargée de désarmer l'Irak, l'Unmovic, la liste des cinq

cents scientifiques qui ont été liés, selon l'Irak, aux anciens programmes d'armes prohibées ; Bagdad affirme ne pas avoir de nouveaux programmes.

Dans son entretien à NBC, M. Powell a par ailleurs déclaré que « si les forces d'une coalition devaient atteindre la zone des champs pétrolifères, nous ferons ce qu'il faudra pour les protéger, nous assurer qu'ils seront utilisés au bénéfice des Irakiens et non pas détruits ou endommagés par un régime affaibli s'approchant de la porte de sortie ». « Les champs pétrolifères sont la propriété du peuple irakien », a-t-il dit. De son côté, le ministre koweïtien du pétrole, Ahmad Al-Fahd Al-Sabah, a déclaré, dimanche, aux journalistes que toutes les dispositions ont été prises pour que l'émirat puisse maintenir sa production, sa consommation intérieure et ses exportations en cas de guerre. - (AFP.)



The Kurds' Secret Scenarios

Chris Kutschera

Kurdish fighters on parade, fall 2002.

CHRIS KUTSCHERA

Never have the gardens of Sarchinar and the slopes of Mount Azmar welcomed so many Kurdish families fleeing the heat of Suleimaniya than during the exceptionally long Indian summer of 2002. Squatting on the ground or sitting around tables, grilling shish-kebabs on improvised barbecues or unpacking home-cooked dishes, women dressed in colorful robes mix with men in traditional attire, listening to the last cassette of the Kurdish crooner Omar Dizai, drinking yogurt mixed with water, tea, beer or *raki*, while children run around nearby. The crowd revels late into the night, seemingly without a care in the world. "For once," says Azad, an engineer, "we Kurds are on the right side of the fence."

The Kurds delight in watching George W. Bush reaffirm daily his determination to get rid of Saddam Hussein's regime. Rumors of war and surgical strikes are met with aplomb, if not with pleasure: for the first time, Kurdistan will not be the battlefield, but rather Baghdad and Saddam Hussein's garrisons and palaces.

Chris Kutschera, a freelance journalist based in Paris, has been writing on the Kurds since 1971 (www.chris-kutschera.com). This article is based on his recent two-month stay in Iraqi Kurdistan.

But behind this apparent nonchalance lies deep anxiety, which Kurdish leaders try to cloak in a deliberately optimistic official line. Is it to reassure public opinion, or to avoid irritating the US by expressing their doubts about the Bush administration's push for "regime change"? One requires much obstinacy to draw out the spokesmen's second thoughts.

Washington's Reassurances

Meeting in mid-September with leaders of five smaller parties allied with his Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Jalal Talabani spoke reassuringly about his visit to Washington with a delegation of Iraqi opposition groups. The opposition groups saw everyone except Bush, he says—Vice President Dick Cheney, Secretary of State Colin Powell, Secretary of Defense Donald Rumsfeld, the chairman of the joint chiefs of staff. All pledged to set up a democratic government in Iraq. "We are not going to send our boys to fight in Iraq to replace Saddam Hussein with another dictator," Cheney reportedly told the delegation.

Masoud Barzani, chairman of the Kurdistan Democratic Party (KDP), did not make the journey to Washington. The official explanation: he didn't want to fly in a Turkish helicopter to the American air base at Incirlik, in southern Turkey, where an American plane was waiting to take him to Washington. More likely, Barzani was loath to be placed on an equal footing with opposition figures, like Ahmed Chalabi of the Iraqi National Congress or Sharif Ali of the Constitutional Monarchist Party, whom he considers to be mere ciphers. "This meeting in Washington was a show," says an adviser. "The US wanted to show that there is an Iraqi opposition. But who are Ahmed Chalabi and Sharif Ali? Have they 100 and 10 followers, respectively? Jalal Talabani went to Washington, but he got nothing. This is why Masoud Barzani did not go."

Whatever the reasons for his absence, Barzani, who was betrayed by the US in 1975 and 1991, sent Hoshiyar Zibari, his diplomatic adviser, to represent him. But he claims he is satisfied by the results of the Washington talks. "This time," he told journalists in his office at Sari Rash, "everything is public. When the American vice president comes and publicly meets us and the Iraqi opposition, gives statements, makes commitments, makes pledges...if this is not serious, I do not know what is serious."

"Free Kurdistan"

In fact, Talabani acknowledges: "The American leaders did not tell us when and how they will change the regime: they are still discussing a number of options." During a long interview at his headquarters in Qala Tchualan, Talabani enjoyed reminding us that he is "an ex-Marxist, and as such I always look at the two sides of a problem—the negative and the positive ones. We live under the threat of the Iraqi regime, but the positive side is that we are protected by the Americans."

For the four million Kurds who live in a "Free Kurdistan," de facto independent from Baghdad and ruled by the two Kurdish administrations in Erbil and Suleimaniya, the US and British warplanes based in Incirlik are vital. Without this air cover, Iraqi troops, with their tanks and helicopters, could roll over Kurdistan and push back in a few hours the *peshmergas* (Kurdish fighters) to the Turkish and Iranian borders—repeating the tragic exodus of 1991.

Kurds know they are the easiest target for Saddam Hussein's retaliation in the event of war. The scenario which haunts them is the bombardment of cities with shells or missiles carrying chemical or biological payloads. Since Hussein has at best a limited supply of such munitions, they wonder, will he follow "strategic" considerations, and attack Kuwait and Israel first? Or, motivated by a "tactical" desire to take revenge, will he strike at the Kurds? Will he do it before the Kurds commit themselves actively on the side of the US, within the framework of a preemptive strike, or after?

During an early September debate at the Washington Institute for Near East Policy, Barham Salih, former PUK

representative in Washington, claimed that Powell's letter telling the Kurds that the US would "respond in sure and strong manner" to any Iraqi attack "is too non-committal to reassure the Kurds. The Kurds do not want to wait until thousands of people have been killed before Washington responds." Hoshiyar Zibari says that he asked for "new rules of engagement" from the Americans: he asked the Americans to "move from eventual response to automatic immediate response, and from response to dissuasion." Zibari admits he did not get a public statement more precise than "we will respond." "If the Americans are serious," one of Barzani's military advisers explains, they will deliver four million gas masks, position Patriot missiles and deploy ground-to-air missiles and anti-tank missiles manned by US commandos.

The ordinary Kurdish man in the street has more basic preoccupations. "Do not forget," says a Kurdish chief, "that Free Kurdistan is like a huge refugee camp. People depend on their ration of food distributed within the framework of UN Security Council Resolution 986 (Oil for Food). The main worry of the people is: 'If the US attacks Saddam Hussein, what happens to our ration? How and by whom will it be distributed?'" It is a worry shared by some KDP leaders. "We are in need of an emergency humanitarian plan," says one. "People are going to be hungry." The UN High Commissioner for Refugees, aware of the looming danger, is already planning how to deal with tens or hundreds of thousands of refugees arriving in neighboring countries.

Dialogue with Baghdad

Kurdish leaders are convinced that Hussein is a champion in the game of survival. He is quite capable, they believe, of launching a political initiative to divide the Kurds and distance them from Washington. For instance, he might agree to negotiate over the federal statute that the Kurds are trying to persuade the Iraqi opposition, and Washington, to accept.

Remarks a KDP leader: "It would be a way for Saddam Hussein to test our position. Are we neutral? If we refuse dialogue, Saddam Hussein can cut deliveries of fuel to the Kurdish region, creating havoc and paralysis in three days." Free Kurdistan maintains astonishing "technical" relations with the central government, depending totally on Baghdad for its supply of gasoline and fuel, and partially for its supply of electric power. Four hours after Talabani made fiery statements welcoming the arrival of US troops in Kurdistan, Baghdad cut the fuel supply. Supply resumed 24 hours later, but it was enough to send a quiver of fear through Kurdistan. "So we should answer that we are not against dialogue," concludes the KDP official, "but that we must consult our friends and allies."

Aware of the dangers of a provocative attitude, Talabani now mostly sticks to cautious statements, repeating that "we are not going to be a Trojan horse." But he also says that "you cannot liberate your country sitting comfort-

ably in a chair. Let us be ready to pay a price." Talabani does not conceal his irritation at France's position in the Security Council debates over a new resolution on weapons inspections, which in October multiplied the obstacles to Bush's war drive.

Secret Scenarios

Even with the assistance of other Iraqi opposition forces, the Kurds know they cannot do anything against Saddam Hussein's regime. This irrefutable fact explains why much of the Iraqi opposition applauds the US desire to remove the Ba'athist dictator. Hamid Majid Musa, secretary general of the Communist Party, opposes the war, but he admits "that there is no way to get rid of Saddam Hussein without the Americans." The Islamist Da'wa party also recognizes that all efforts to overthrow Hussein have failed up to now, but will only accept US intervention within the framework of a UN resolution. Qadir Aziz, secretary general of the small Toilers party, summarizes the general feeling: "We will be happy if it is the imperialists who remove Saddam Hussein. We would be just as happy if it was done by the Russians, or the French."

If a massive US operation involving more than 250,000 soldiers excludes any role for the Kurds, who call such an operation an "invasion," either a mid-size operation or a coup would offer the Kurds some role.

What will be the *peshmergas'* target—oil-rich Kirkuk or Mosul, the second capital of Iraq? Within KDP and PUK circles, some leaders have another, more explosive, idea. "We have an agenda for all possibilities," claims Kosrat Rasul, former PUK prime minister in Suleimaniya, whose military qualifications are acknowledged by all. "We want a share in Baghdad. If we have air cover, and artillery support, we can even take control of Baghdad. Geography is in our favor: Kalar and Kifri (two towns controlled by the PUK) are only an hour and a half to two hours from Baghdad."

Barzani's military adviser says: "If we want federalism, we must be strong in the central government in Baghdad. If we do not go to Baghdad, the Shia will come, or the

military will take over. So we must have a force of at least 10,000 men in Baghdad. Garrisoned in one of Baghdad's three big military bases, this Kurdish division will be a guarantee, protecting the government and democracy against an eventual putsch by some Iraqi general, as has happened so often in Iraqi history."

Some Kurdish officials claim that the Kurds should limit their action to Kurdish territory, and first of all to Kirkuk. "We have to take the land which belongs to us," says a Kurdish chief. "If we take Kirkuk, the Americans will listen to us. If not, we will be forgotten." A raid on Kirkuk is not out of range for the Kurds, who captured the oil center with some 5,000 *peshmergas* during the 1991 uprising.

For the Kurds, Kirkuk is a symbol. Barzani's father, hero of the Kurdish resistance during the 1960s and 1970s, said Kirkuk was the "heart of Kurdistan. Kirkuk is Kurdish, even if there is not one Kurd left there." The elder Barzani went so far as to say that "I will never give up Kirkuk, because if I did it, people would spit on my grave."

Today the draft federal constitution approved by the KDP and PUK proclaims that Kirkuk is the capital of Kurdistan—wording which provoked the ire of the Turks, in particular the right-wing nationalist defense minister, Sabahattin Cakmaoglu.

Turkish Sensitivities

Having reluctantly accepted a Kurdish region enjoying a special status on their southeastern border, the Turks absolutely refuse that this region could control the oil resources of Kirkuk, which would practically ensure its independence. Cakmaoglu has threatened to send Turkish troops to Kirkuk if the Kurds tried to seize the town.

Barzani answered by "inspiring" an editorial of the Kurdish newspaper *Brayati* vowing that Kurdistan would be a "graveyard" for Turkish troops. With the air base, Turkey holds a sort of veto over US war plans, and can virtually strangle Barzani's government by halting the customs traffic at the border, the KDP's main source of income. But Barzani does not calm down. "We are not ready to be under the protectorate or guardianship of any regional power," he said during an interview at his office at Sari Rash. His margin of maneuver is very limited: we could see the airport of Bamarneh, in Badinan, near

Dohuk, transformed into a base of the Turkish army. A dozen tanks and other armored vehicles are aligned on the tarmac.

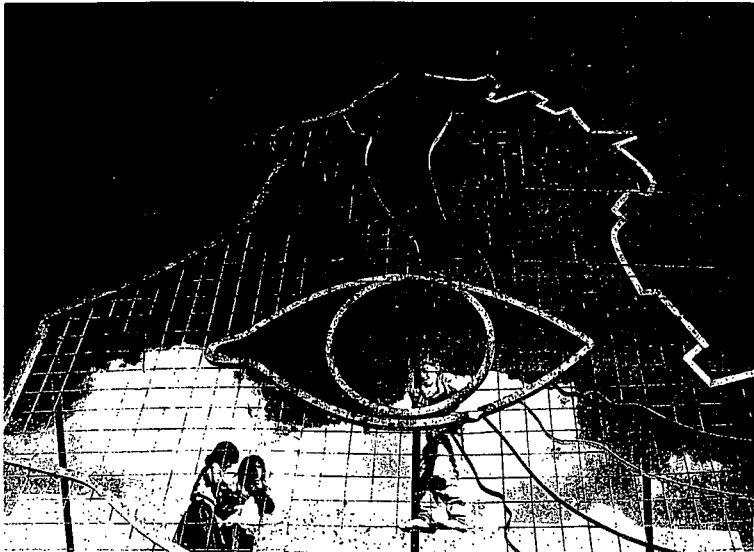
Wishing to deal tactfully with Turkish sensitivities, some KDP leaders wonder if they should not accept a compromise on Kirkuk. "When one owns gold, you do not risk it without thinking twice," says a member of the KDP's political bureau. "We should not mention the word Kirkuk," he concludes. "Let's make it another subject of the Iraqi federation, and let us share the revenues." This advice will probably not be heard, for the question of Kirkuk is not only a question of principle for Kurdish leaders. Following the Arabization campaigns of the last 25 years, upwards of 100,000 Kurds have been expelled from Kirkuk into precarious refuge in Erbil and Suleimaniya. For them, to proclaim that Kirkuk is Kurdish, even if not one Kurd remains there, is not a simple slogan.



Kurdish refugees returning from Turkey in 1991.

FRITS MEYST/PANOS PICTURES

Kurdish children atop former Iraqi intelligence headquarters in Suleimaniya.



FRITS MEYST/PANOS PICTURES

The Day After

While the identity of Iraq's Hamid Karzai is anyone's guess, the Kurds do have a plan for the day after Saddam Hussein's regime. "The interim government will play a very important role, and I hope one of the Kurdish leaders will be the first man in Iraq," says Nour Shirwan, a member of the PUK political bureau known for speaking his mind. "This government will have to preach reconciliation and prepare elections." Officially, all the PUK and KDP leaders speak of "tolerance" and "reconciliation." Shirwan does not believe there is a risk of civil war, but he does not exclude "personal revenge, because they are responsible for the killing of at least a quarter million people. We will know the exact number after the killing of Saddam Hussein."

Hamid Majid Musa of the Communist Party mentions the risk of a "bloodbath" when the central government falls. "There will be an explosion in Baghdad. Nobody will be able to control it," agrees a KDP military chief. "I cannot live anymore in Baghdad. I would be surrounded by so many people who are accomplices in Saddam Hussein's crimes," states Abd al-Razzaq Mirza, a minister in the PUK government. He adds: "How can people forget what happened?" "I can tell you that in Tikrit and in a number of places marked by Saddam Hussein's power, not even the foundations of the houses will remain," claims the leader of a large Kurdish tribe.

What should be done with the Ba'ath party, the army and the various intelligence services? "We established lists of the responsible people who must be sent to court," recalls Mirza, who worked for the London-based Indict, which aims to prosecute the Iraqi regime for war crimes, before becoming a minister in Suleimaniya. "We made two lists. List A in-

cludes a dozen names of Iraqi leaders directly linked to Saddam Hussein: his sons, his half-brothers and top officials in his inner circle. List B includes two dozen names. But we cannot transform Iraq into a slaughterhouse. We should pardon the majority of the people, except those who commit-

ted crimes against humanity." As for generals like Nazir al-Khazraji, former chief of staff, now a refugee in Denmark, and Wafiq al-Samarra'i, former chief of military intelligence, who proclaim their innocence and stand as candidates for the leadership of the opposition, Mirza says: "We have the feeling that they are not telling the whole truth, but at the same time we want more officers to desert. We will see later." This somewhat opportunist attitude is not always well-received by the victims of these former collaborators of Saddam Hussein.

A Kurdish intellectual from Suleimaniya is skeptical about the prospective "purgés." "Even if the main leaders are arrested and tried, the Ba'ath will continue to rule the country," he claims with some bitterness, "because they are the people who have expertise. Already, here in Kurdistan, many

former Ba'athists have key positions, even people who were involved in the Anfal campaign (a series of army assaults in 1987-1988 which left 180,000 Kurdish victims)."

The Iraq of Tomorrow

The main issue, for the Kurds, however, is their status in the future Iraq. For once unanimous, the Kurdish political parties conceive only one solution: federalism. "Now we are independent, and we are asking for reunification. Federation is the only solution," claims the PUK's Salih. Anxious not "to be left behind by the train," as Barzani puts it, the KDP put a draft constitution for Iraq and for the Kurdish region on the table in mid-September. Written by Kurdish constitutional law experts, this 15-page document lays down very clearly the relations foreseen between the Kurdish region and the central government.

Item one of the text, "General Principles of Federalism for Iraq," declares that: "Iraq is a federal state with a republican, democratic, parliamentary and multi-party system called the Federal Republic of Iraq." The envisioned republic will consist of two regions. The Arab region em-

braces central and southern Iraq along with the provinces of Mosul and Nineveh in the north, but excluding some districts. The Iraqi Kurdistan region includes the provinces of Kirkuk, Suleimaniya and Erbil, within the administrative boundaries in place prior to 1968, and the province of Dohuk and the sub-district of Zimar in the province of Nineveh, the districts of Khanakin and Mandili in the province of Diyala, and the district of Badra in the province of al-Wasit. "The geographic boundaries of the region shall be delineated in the Federal Constitution," concludes this section of the draft.

The federal republic will have a president, a judicial authority and a legislative body composed of two chambers. The National Federal Assembly will be elected on a proportional basis, and an Assembly of the Regions will be made up of members drawn in equal numbers from the two regional assemblies. On the council of ministers, a prime minister and a number of ministers will represent the two regions in proportion to the total population of the Federal Republic of Iraq. Each of the two regions will have its own legislative assembly, regional president, council of ministers and court system.

Four aspects of the Kurdish draft constitution are eye-catching. Item 14 says that, "On the occasion of the election of the president of the Federal Republic of Iraq from one of the regions, then the prime minister of the Federal Republic of Iraq shall be from the other region." In other words, if the president of the federal republic is an Arab, the prime minister automatically will be a Kurd. After declining for decades to play a political role in Baghdad, the Kurds have finally understood that they should exert power in the capital if they are to have it in their region.

Item seven of this text specifies that the members of the government will be selected proportionally to the respective importance of the Arab and Kurdish populations in the federal republic. "Clearly," comments a KDP leader, "it means that the Kurds shall have at least one of the three most powerful ministries—defense, interior or finance. Item five of the draft constitution states explicitly that "Kirkuk shall be the capital of the Kurdistan region," an article which provoked vituperative reactions from Turkey. Lastly, Item 75 says that: "The structure of the entity and the political system of the Federal Republic of Iraq cannot be changed without the consent of the Kurdistan Regional Assembly. Action contrary to this shall afford the people of the Kurdistan Region the right to self-determination." Translated, this article means that in case of conflict between the central power and the regional administration, the Kurds will proclaim their independence.

Submitted to the PUK after the agreement of Sari Rash was reached between Barzani and Talabani on September 8-9, this draft was slightly modified, in a more parliamentary way. It was then supposed to be submitted to the Kurdish parliament in Erbil, and to the other political parties of the Iraqi opposition. Some of them have already approved it. But the real problems will begin when the draft constitution is submitted to the Iraqi people, either to the parliament which will be elected after Saddam

Hussein's fall, or directly to the population in a referendum. Until recently, most Kurdish leaders did not consider this eventuality. They were planning to have the draft constitution approved by a congress of the Iraqi opposition meeting somewhere in Europe, or by Washington. They become rather disconcerted when one argues that a draft constitution must be validated by a popular vote.

Federalism Comes First

Some Kurdish officials think that a federal constitution would be ratified by the Iraqi people, 60 percent of whom are Shia who have suffered for decades under Sunni-dominated central governments. One official underlined that the Shia will compose about 75 percent of the population of the envisioned Arab region. "If federalism is implemented, the Shia will have the power in their region. So we must play the Shia card."

But most Kurdish leaders are convinced that the majority of the Arab population of Iraq, yielding to nationalist

feelings, would reject a federal constitution. "The Iraqi Arabs are far too chauvinistic," says one. "We cannot take our proposal to an Iraqi assembly. It would be killed off," asserts Hoshiyar Zibari. From among the ranks of the PUK, Nour Shirwan categorically states: "I will never put the federal issue on a referendum. I will not discuss it with the Arabs! The Shias support us, until now. But if they seize power, I do not know."

"How could the Arabs reject a draft of a constitution which was approved by Ahmed Chalabi's Iraqi National Congress in 1992, by the opposition conference in the US this year, and which is supported by the US?," wonders Kosrat Rasul. "If the new system is democratic, they will give their rights to the Kurdish people. We are two nations, we each have our land. We don't ask for Arab land, but we were here before the Arab people. We have provinces that are bigger than some Gulf states. If federalism is bad, then let the Gulf states become a republic!"

Rasul acknowledges that if a democratically elected Iraqi parliament rejects the Kurdish project of a federal constitution, the Kurds' options are limited. "If we have a regime which has the support of the US, we cannot say that we shall fight against it. If America supports us, we will ask for more than a federal system." Aware of all these hazards, Roj Shawess, speaker of the KDP's parliament, concludes that the Kurds cannot leave in the hands of the Iraqi people the responsibility of moving to a democratic government and to federalism. "It is a condition on our side. It should be approved before there is a transition regime, with international guarantees." For the Kurds, federalism comes first. But the coming days are very uncertain. ■



Shia women walk by posters of Saddam Hussein.

JAMAL NASRALLAH

GEO

Décembre 2002

IRAK

Menace sur le printemps kurde

Il y a dix ans, les Kurdes d'Irak obtenaient l'autonomie et la protection des Américains. Aujourd'hui, ils redoutent, en cas de guerre, d'être de nouveau la cible du régime de Bagdad.

PAR GÉRARD CHALIAND



Les Kurdes occupent principalement les massifs montagneux du nord de l'Irak. Les deux factions rivales de l'ancien PDK administrent le territoire de 42 000 kilomètres carrés.

GEO 19

Le combat sans fin des Kurdes

De retour du Kurdistan, le géostratège Gérard Chaliand analyse les enjeux et les conséquences qu'impliquerait une intervention en Irak.

Erbil, 22 octobre 2002 : «Les chiens de la guerre vont être bientôt lâchés, dit Nechirvan Barzani. C'est inéluctable. L'issue militaire ne fait aucun doute. Mais les péripéties sont imprévisibles et c'est d'elles dont nous dépendons.»

Nechirvan Barzani est le neveu de Massoud Barzani et il est, à 36 ans, le numéro deux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Sa conclusion laconique résume le sentiment général de la population kurde d'Irak. Si la guerre éclate, quand et comment les choses vont-elles se passer ? Les Kurdes devront-ils être victimes, une fois de plus, de la répression de Saddam Hussein ?

Certains, dans le bazar, se demandent si l'homme fort de Bagdad va vraiment être remplacé. On s'est tellement habitué, depuis 1968, à son omniprésence à la tête d'un régime

qui a systématiquement liquidé tous ses adversaires... Tandis que les forces américaines et britanniques prennent peu à peu position dans la région et poursuivent leurs opérations aériennes sur l'Irak, les Kurdes gardent leur calme. A Dohuk, se tenait récemment une conférence de linguistes kurdes venus de divers pays d'Europe et du Moyen-Orient pour standardiser le vocabulaire kurmandji (l'une des variantes de la langue kurde) dans le domaine de la botanique. A Erbil, s'ouvrait une foire agricole. Pourtant, les jours de paix au Kurdistan irakien, après des années de relative prospérité et de sécurité, sont peut-être comptés.

Un immense exode en plein hiver, fortement médiatisé

En 1991, le monde apprenait par les télévisions occidentales le sort des Kurdes d'Irak. Ceux-ci, après

s'être soulevés, comme le leur conseillaient les Etats-Unis, subissaient la répression d'un régime auquel la défaite totale avait été épargnée. Deux millions de réfugiés se pressaient aux frontières de la Turquie et de l'Iran. Saddam Hussein tenait d'une main de fer non seulement les Kurdes, au nord, mais aussi les chiites, au sud, qui s'étaient également insurgés, croyant le régime prêt à s'effondrer. Sa troupe d'élite, la garde républicaine, ne faisait pas de quartier. L'immense exode des Kurdes, en plein hiver, très médiatisé en Occident, conduisit la France, puis la Grande-Bretagne, à demander que ces populations soient protégées. Le 5 avril, l'ONU adopta une résolution en ce sens. Les Etats-Unis lancèrent l'opération humanitaire «Provide Comfort» et garantirent l'inviolabilité du territoire kurde, en établissant une zone d'exclusion aérienne au nord du ▶



A Salahuddin, les forces spéciales du PDK se préparent à l'éventualité d'une guerre. En 1991, après la guerre du Golfe, l'insurrection des peshmergas (ceux qui regardent la mort en face) avait été écrasée dans le sang, sous l'œil des Américains.

Andrew Testa / Panos-Editing



La majorité des Kurdes ont été islamisés à partir du VII^e siècle. A Barzan, ils vénèrent les tombes de Mustafa Barzani (1903-1979), leader historique de l'insurrection kurde, et de son fils Idriss.

36^e parallèle. Ce fut, sinon la paix, du moins une trêve, après trente années de conflits.

En 1958, le général Kassem met-

tait fin, par un coup d'Etat, à la dynastie hachémite installée au pouvoir par les Britanniques. Il disait : «L'Irak est le pays de deux peuples :

les Arabes et les Kurdes.» Pendant ce temps, Mustafa Barzani (le leader historique de l'insurrection kurde) rentrait d'URSS où il s'était réfu- ▶

Les minorités chrétiennes du Kurdistan (Chaldéens et Assyriens) et les Yézidis exercent librement leur culte et sont représentés au parlement autonome d'Erbil.








Autres villes ravagées de
guerre par Saddam Hussein
et les milices kurdes. Ici, les
bâtiments ont été reconstruits
identiquement après la guerre du
Golfe. Le reste de l'Irak
considère l'embargo
comme un succès.

Dans un pays ruiné par l'embargo, elles, se sont développées

Au cœur d'une région turbulente, le Kurdistan aspire

Officiellement réconciliés, les deux partis rivaux qui administrent le Kurdistan – le PDK de Barzani et l'UPK de Talabani – veulent maintenir leur territoire sur la voie du développement économique, politique et social.

-  Poste de contrôle entre le Kurdistan autonome et le reste de l'Irak
-  Gisement de pétrole
-  Oléoduc
-  Barrage
-  Routes importantes



UPK-PDK Après des années de lutte fratricide, les factions rivales jouent la réconciliation

Le Kurdistan d'Irak est administré par deux partis : le parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, au nord, et l'Union patriotique du Kurdistan, de Jalal Talabani, au sud. La famille Barzani s'est insurgée, dans les années trente, et le légendaire Mustafa Barzani a participé à l'éphémère république de Mahabad, en Iran (1946), avant de se replier avec ses hommes en URSS, jusqu'en 1958. Il rentre alors en Irak, mais ses rapports avec le général Kassem au pouvoir se détériorent. De 1961 à 1975, Barzani tient tête à trois régimes successifs. Il

est le chef du Parti démocratique du Kurdistan jusqu'à l'effondrement militaire de son mouvement, en 1975, lorsque le parti Baas signe un accord avec le shah d'Iran qui les soutenait, tout comme, de façon clandestine, le tandem Nixon-Kissinger. L'Union patriotique du Kurdistan a été créée, au début des années soixante, par un jeune avocat, Jalal Talabani. Les partis rivaux se sont combattus entre 1994 et 1997, avant de comprendre qu'ils ne pouvaient ni l'un ni l'autre l'emporter. Depuis cinq ans, leurs rapports se sont améliorés à travers une série de ren-

contres non dépourvues de méfiance réciproque. Cependant, la perspective d'un changement de régime les a récemment amenés à laisser de côté leurs griefs puisqu'ils ne peuvent gagner qu'ensemble.



Talabani et Barzani pactisent en octobre 2002 à Erbil.

Histoire Un des peuples les plus anciens et les plus originaux du Moyen-Orient

Le kurde appartient au rameau iranien des langues indo-européennes. Deux variantes sont parlées au Kurdistan irakien : le sorani, au sud, et le kurmandji, au nord. Les Kurdes occupent les massifs montagneux désignés sous le nom de Kurdistan

depuis des temps immémoriaux. Certains historiens pensent qu'ils sont les «Carduques» mentionnés par Xénophon, au IV^e siècle avant notre ère. Selon une autre hypothèse, ils descendraient des Médes. Islamisés à partir du VII^e siècle, les Kurdes, à la

fin du Moyen Age, ont de puissantes principautés situées aux marches des empires ottoman et persan. Au XV^e siècle, ils produisent un chef-d'œuvre littéraire : «Mamé Alan», l'un des sommets de la littérature épique. Au lendemain de la Première

Guerre mondiale, ils sont à cheval sur trois pays, la Turquie, l'Iran et l'Irak. Plus modestement, on les retrouve en Syrie et en Union soviétique. Leur histoire, à partir de cette date, est ponctuée d'insurrections et de répressions. Les trois Etats

dans lesquels ils sont nombreux s'entendent pour écraser leurs velléités d'autonomie (et parfois d'indépendance). Aujourd'hui, les Kurdes d'Irak, dans le cadre de la république irakienne, souhaitent vivre dans un pays fédéral et démocratique.

avant tout à préserver son autonomie

Lac d'Ourmia

Pétrole 13 % des revenus du pétrole irakien vont au Kurdistan

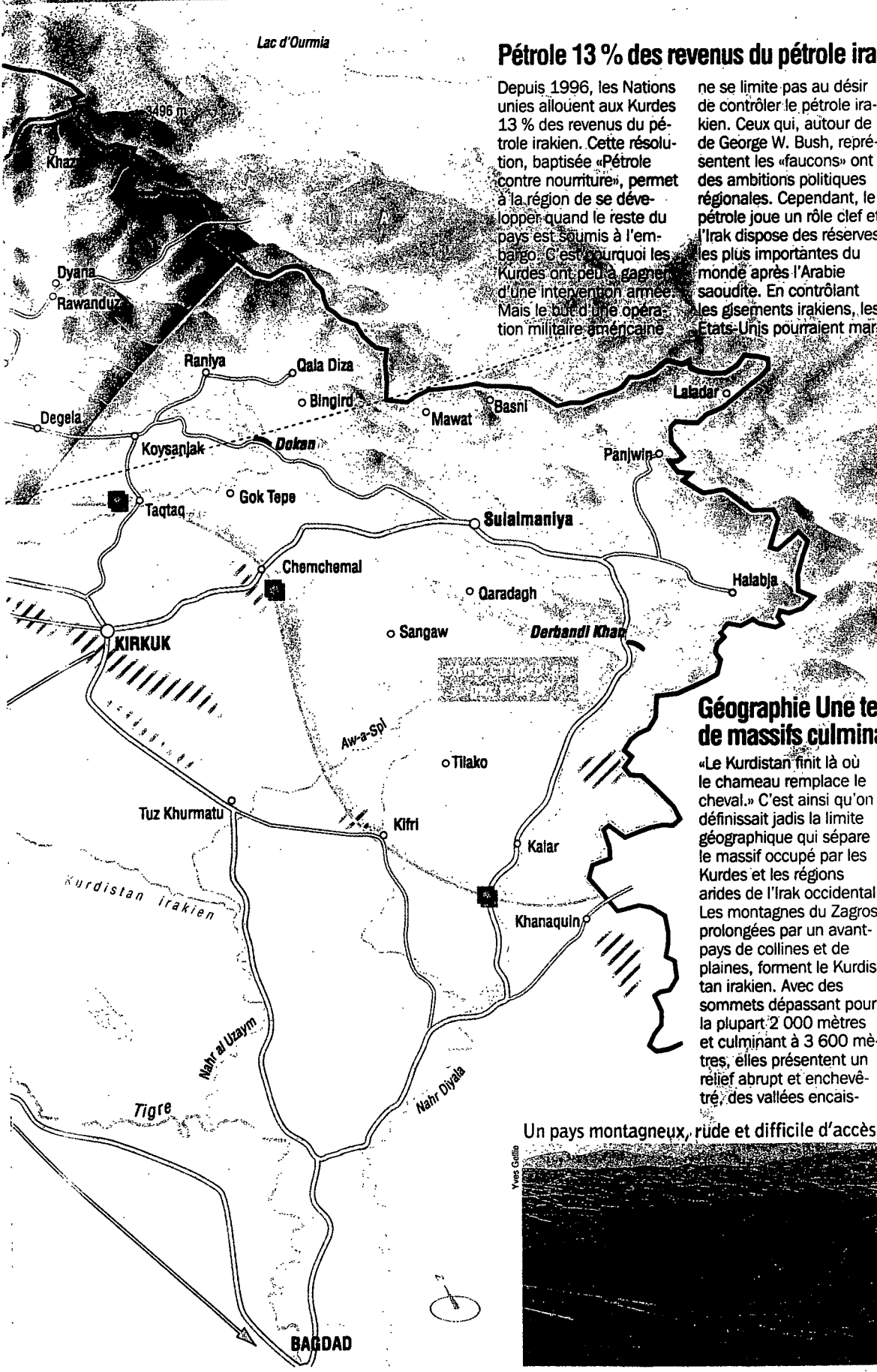
Depuis 1996, les Nations unies allouent aux Kurdes 13 % des revenus du pétrole irakien. Cette résolution, baptisée «Pétrole contre nourriture», permet à la région de se développer quand le reste du pays est soumis à l'embargo. C'est pourquoi les Kurdes ont pu éviter d'une intervention armée. Mais le but d'une opération militaire américaine

ne se limite pas au désir de contrôler le pétrole irakien. Ceux qui, autour de George W. Bush, représentent les «faucons» ont des ambitions politiques régionales. Cependant, le pétrole joue un rôle clef et l'Irak dispose des réserves les plus importantes du monde après l'Arabie saoudite. En contrôlant les gisements irakiens, les États-Unis pourraient mar-

ginaliser l'importance de l'Arabie saoudite et réduire son influence dans le monde musulman. L'investissement de l'Irak s'avère donc profitable sur les plans politique et économique.



Le pétrole demeure pour tous une monnaie d'échanges.



Géographie Une terre ancestrale formée de massifs culminant à 3 600 mètres

«Le Kurdistan finit là où le chameau remplace le cheval.» C'est ainsi qu'on définissait jadis la limite géographique qui sépare le massif occupé par les Kurdes et les régions arides de l'Irak occidental. Les montagnes du Zagros, prolongées par un avant-pays de collines et de plaines, forment le Kurdistan irakien. Avec des sommets dépassant pour la plupart 2 000 mètres et culminant à 3 600 mètres, elles présentent un relief abrupt et enchevêtré, des vallées encais-

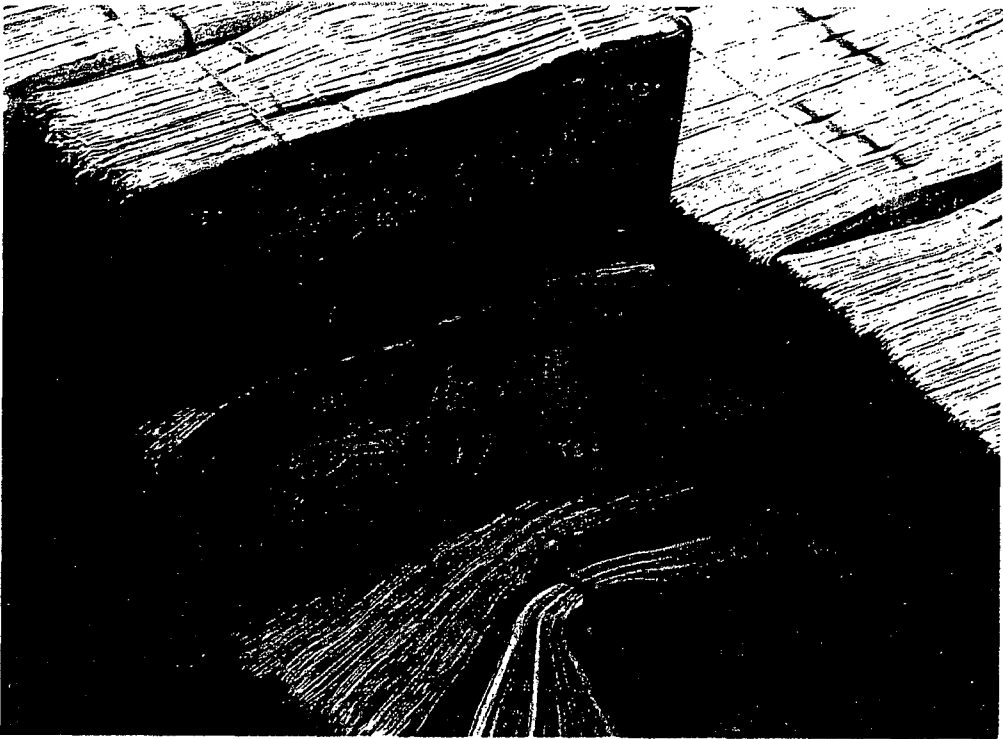
sées, des terroirs cultivables exigus et des pâturages d'accès difficile qui ont longtemps permis à la population kurde de vivre en économie fermée. Le Kurdistan d'Irak est donc une région étroitement enclavée. Au nord, la Turquie, un Etat où les Kurdes (20 % de la population) furent longtemps désignés du terme de Turcs montagnards puisqu'on leur déniait toute identité et tout droit spécifique, hors celui de s'assimiler. A l'est, l'Iran, où ils représentent 13 % de la population. Ils disposent depuis toujours de droits culturels, mais ne peuvent prétendre à aucune forme d'autonomie. A l'ouest, la Syrie où les Kurdes sont peu nombreux (7 %). Au sud, le régime de Bagdad qui ne peut pénétrer en pays kurde.

Un pays montagneux, rude et difficile d'accès.



Carte : Légendes Cartographie

GEO



Kaveh Kazemi / Panos-Editing

Depuis 1992, plus rien ne lie le Kurdistan à Bagdad

Sur le marché d'Erbil, les dinars irakiens à l'effigie de Saddam ne valent rien. Depuis dix ans, les Kurdes battent leur propre monnaie, ont une armée, une police et un système d'éducation autonome.

► gié en 1946, après l'effondrement de l'éphémère république kurde de Mahabad, en Iran. Cependant, la concorde fut de courte durée et les Kurdes entrèrent en dissidence entre 1961 et 1975, avec une brève interruption pour négocier sans succès avec le parti Baas, au pouvoir en Irak depuis 1968. A l'occasion des accords d'Alger, en 1975, Bagdad, désireux d'avoir les mains libres, s'entendit avec le chah d'Iran afin que celui-ci cessât toute aide logistique aux Kurdes d'Irak. La fin de ce soutien et de celui, clandestin, des Etats-Unis, provoqua l'effondrement de l'insurrection kurde.

La répression anti-kurde connut alors trois moments forts. L'après 1975, où les Kurdes subirent transferts, regroupements de population, exécutions sommaires. Puis la fin de la guerre Iran-Irak, en 1988, qui fut marquée par l'opération «Anfall» : elle entraîna la disparition de 182 000 personnes, selon les sources kurdes, et fit 5 000 morts lors du gazage de la bourgade d'Halabja, le 16 mars 1988. Et enfin, l'issue de la guerre du Golfe en février 1991. De 1975 à 1991, près de quatre mille villages kurdes furent détruits en Irak.

Aujourd'hui, en dépit de ces tragédies répétées, le Kurdistan offre un visage moins désespéré que l'on

pourrait croire et fait même preuve d'un étonnant dynamisme. Les changements sont visibles d'une année sur l'autre. Dans les gouvernorats de Dohuk et d'Erbil, au nord, dans celui de Soulaïmaniya, au sud, on ne cesse de bâtir : des routes, des immeubles administratifs, des hôtels. Les villes s'étendent de plus en plus. Les familles démunies ne sont pas oubliées et des maisons sont

construites aussi pour elles, même s'il reste encore des réfugiés qui ont peu de moyens et pas d'emplois. Mais les plus pauvres parviennent encore à se nourrir et à s'abriter. La plupart des villages ont de l'eau potable. Selon les experts de l'ONU, la mortalité infantile a fortement baissé. Les Kurdes s'enorgueillissent de leur faible taux de criminalité et de l'absence de drogue.

Depuis la fin de 1996 et l'application de la résolution 986 par le Conseil de sécurité des Nations unies, le Kurdistan d'Irak reçoit une aide substantielle grâce au programme «Pétrole contre nourriture». La région perçoit en effet 13 % des revenus du pétrole irakien, soit 3,5 milliards de dollars en six ans. L'exercice du pouvoir administratif a fait mûrir les deux mouvements rivaux de l'UPK et du PDK qui, de 1994 à 1996, s'étaient livrés à une guerre civile dont aucun ne triompha (3 000 morts). Après une tentative de médiation française, les Américains ont contraint les deux partis à s'engager dans un processus de réconciliation. Celle-ci a été scellée, le 4 octobre ►

Les minorités ethniques et religieuses sont intégrées

La population du Kurdistan d'Irak (3,7 millions d'habitants) est en grande majorité kurde et sunnite. L'Irak a toujours été dirigé par les Arabes sunnites. Dans la perspective d'un Irak fédéral, le fait que les Kurdes soient sunnites pèsera dans l'équilibre d'un pays où 55 % de la population est composée d'Arabes chiites. Au Kurdistan d'Irak, on rencontre des minorités ethniques et religieuses. Les Turkmènes sont courtisés par la Turquie qui espère intervenir par leur intermédiaire sur le destin de l'Irak. Les

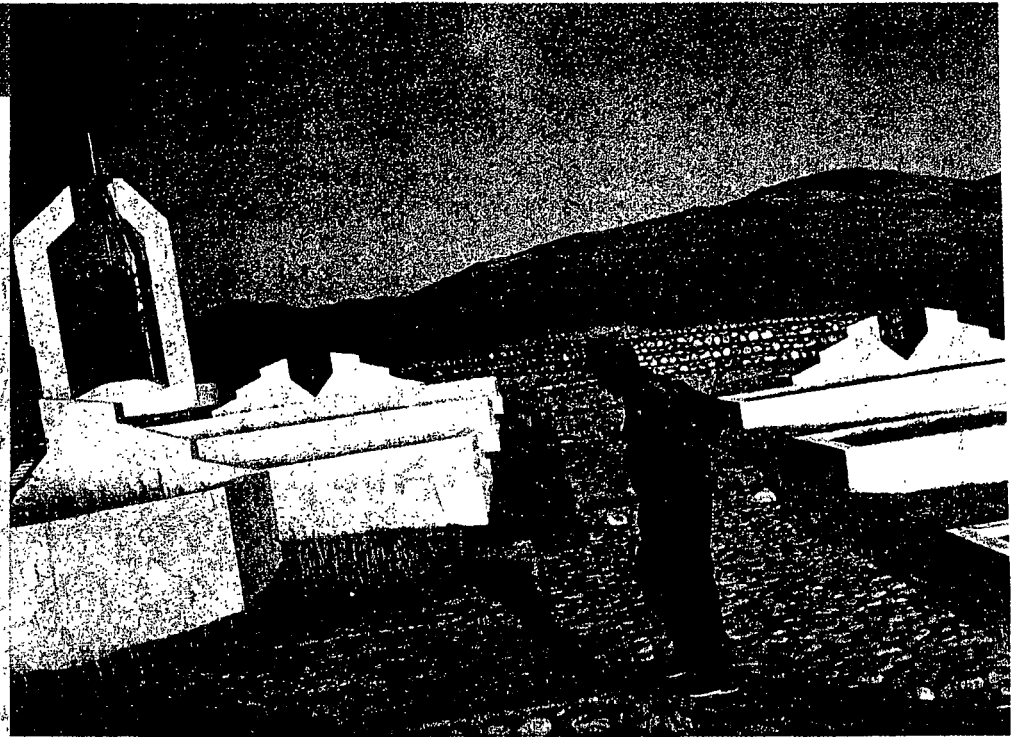
Kurdes leur ont accordé tous les droits politiques et culturels. Il en est de même pour les minorités religieuses : Yézidis, Chaldéens et Assyriens. Ces derniers sont chrétiens : on les appelle aussi nestoriens, de Nestorius, qui fut condamné pour hérésie au concile d'Ephèse (431). Les nestoriens connurent un grand essor du v^e au xiv^e siècle jusqu'en Asie centrale avant d'être éliminés par Tamerlan. Les Chaldéens et les Assyriens ont été persécutés au cours de la Première Guerre mondiale dans l'Empire

ottoman et en Irak, au début de l'indépendance. Les Chaldéens se sont rangés sous l'autorité de Rome. Les Assyriens ont la même langue liturgique, l'araméen, et sont autocéphales. Ces Eglises disposent du droit d'exercer leur culte et de partis politiques dont les représentants siègent au Parlement. Les Yézidis ont longtemps été persécutés par les musulmans. Au Kurdistan d'Irak, cette secte dualiste peut exercer son culte et dispose des mêmes droits politiques que les autres confessions.

► dernier, lors de la rencontre au Parlement d'Erbil entre Massoud Barzani (PDK) et Jalal Talabani (UPK). Grâce à l'aide internationale et à leur travail, les deux factions kurdes ont réussi à mettre en place, chacune de son côté, une administration efficace, bien que pléthorique – cela crée des emplois – et à gérer une autonomie de facto répondant aux besoins de la population en matière de logements, de santé et d'éducation. Sur une population de 3,7 millions, on compte près de 800 000 élèves scolarisés, des instituts techniques, au nord comme au sud, et trois universités qui totalisent près de 20 000 étudiants et étudiantes. Et quoique les établissements manquent encore de matériel et de manuels pour certaines disciplines, Internet est largement utilisé.

L'ambiance des campus, surtout celui de Soulaïmaniya, est détendue : garçons et filles sont mêlés. Mais la réussite la plus inattendue du Kurdistan d'Irak tient sans doute à la façon dont sont traitées les minorités ethniques et religieuses : Turkmènes, Yézidis, chrétiens. Dans un Moyen-Orient où celles-ci sont souvent opprimées et presque toujours discriminées, le Kurdistan d'Irak apparaît comme une exception. Les minorités ont des médias et même des représentants politiques (le Parlement autonome d'Erbil, élu en 1992, compte ainsi cinq députés assyriens chrétiens à côté des représentants du PDK et de l'UPK).

Le projet américain consiste à tenter d'établir en Irak un régime à vocation fédérale et démocratique. C'est le but de la conférence de Bruxelles qui doit être tenue bientôt par les oppositions irakiennes (Kurdes, Arabes sunnites et chiïtes). La logique voudrait que les troupes américaines restent suffisamment longtemps sur le terrain – un minimum d'une année et probablement davantage – pour veiller à la stabilisation du nouveau régime. Entre-temps, afin d'éviter toute contesta-



Une mémoire meurtrie par trente ans de répression

tion entre Kurdes et Arabes, elles pourraient occuper Kirkuk et Mossoul (zones kurdes sous contrôle irakien) et leurs champs pétrolifères.

L'ambition américaine pourrait être d'installer à Bagdad un gouvernement pluraliste, à vocation démocratique, représentant les différents groupes ethniques et religieux et respectant les droits de ceux-ci. Cela est-il possible ? C'est ce que les Kurdes ont réussi à faire dans une large mesure dans les régions qu'ils contrôlent. L'Irak est un Etat relativement développé, avec des élites nombreuses, une société civile. Il pourrait emprunter cette voie. Les Etats-Unis tenteraient, comme jadis au Japon, de greffer la démocratie en Irak. Cette démocratie coercitive serait présentée comme modèle aux autocraties voisines, surtout celles qui sont opposées aux Etats-Unis.

Certains Kurdes appartiendraient à des mouvements islamistes

Or, ces forces anti-américaines sont présentes à l'intérieur même du Kurdistan irakien : des islamistes radicaux – plusieurs centaines – sont retranchés le long de la frontière iranienne, dans les bourgades de Tawela, Panjwin et Behara, toutes situées non loin d'Halabja. Certains d'entre

eux seraient des «Afghans», c'est-à-dire qu'ils auraient suivi naguère un entraînement militaire en Afghanistan, notamment aux côtés de Gulbuddin Hekmatyar : outre des Arabes (Egyptiens, Jordaniens, Syriens), ils compteraient des Kurdes dans leurs rangs. Leurs mouvements ont assassiné le gouverneur d'Erbil, François Hariri, un Assyrien, en février 2001 ; ils ont abattu quarante-trois peshmergas (combattants) de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) en septembre 2001 et raté de peu le Premier ministre du même parti, Barham Saleh. Pour ne pas s'aliéner l'Iran, les peshmergas de l'UPK n'ont pas donné l'assaut contre leurs fiefs. Certains de ces militants passent pour avoir des liens avec Al-Qaïda, et la rumeur leur attribue la possession d'armes chimiques. L'opération américaine viserait étroitement ces islamistes, et les peshmergas sont certainement désireux de venger leurs compagnons abattus l'an dernier.

Le but des Américains en Irak est de terminer une «guerre non finie». En 1991, celle-ci n'avait pas été menée à terme pour des raisons politiques : à l'époque, l'Arabie saoudite, alliée des Etats-Unis, craignait, en cas d'effondrement du régime irakien, une montée en puissance ►

Le cimetière d'Halabja rappelle aux Kurdes la barbarie du 16 mars 1988 : ce jour-là, dans le cadre de l'opération «Anfal», cinq mille personnes sont mortes, gazées sur ordre de Saddam Hussein.

► des Arabes chiites (55 % de la population irakienne) qui aurait pu profiter à l'Iran, alors menaçant. Mais depuis le 11 septembre 2001, l'Arabie saoudite est considérée par Washington comme un allié plus qu'ambigu. Le royaume est en effet soupçonné d'avoir largement alimenté le courant islamiste radical qui s'est finalement retourné contre les Etats-Unis, après avoir été utilisé contre les Soviétiques.

En d'autres termes, l'idéologie démocratique des Américains serait utilisée à des fins politiques, comme il y a un quart de siècle les droits de l'homme ont été instrumentalisés pour affaiblir les dictatures rivales. En effet, durant vingt-cinq ans, jamais l'Arabie saoudite n'avait été critiquée pour ses violations des droits de l'homme. L'Egypte, en revanche, vient d'être critiquée pour son peu de respect de ces droits et menacée de ne pas recevoir l'aide financière qui lui permet d'éviter des tensions sociales insupportables. Quant à l'Iran, même si les mollahs continuent d'y tenir les rênes du pouvoir, il apparaît isolé et plutôt sur la défensive.

Les va-t-en guerre de l'administration américaine, ceux qu'on surnomme les « faucons » du Pentagone, estiment donc que les circonstances sont favorables pour développer, au Moyen-Orient, une « grande stratégie ». Celle-ci n'est pas basée uniquement sur des considérations pétrolières. Il pourrait s'agir, en fait, d'un projet politique qui entend remodeler le Moyen-Orient. Le premier pas dans cette direction consiste à éliminer le régime de Saddam Hussein. Il est probable que l'éviction de Saddam et de son régime serait favorablement accueillie par la plupart des Irakiens, notamment par les Arabes chiites et les Kurdes, qui représentent à eux deux les trois quarts de la population du pays.

A la fin de la guerre du Golfe, le président George Bush (père) appelait ces populations à se soulever, ce qu'elles firent à leurs dépens. La ré-



Sophie Mousset

Une société qui s'émancipe, en partie seulement

pression menée par Bagdad fut terrible. Elle témoignait à sa façon du peu de popularité du dictateur irakien. Bien loin, en tout cas, des 100 % de suffrages favorables prétendument accordés à Saddam Hussein lors du référendum de la mi-octobre et qui le reconduisent pour sept ans comme président.

La Turquie s'alarme de la création d'un Etat kurde indépendant

Cependant, si une opération américaine a lieu, les Kurdes, ne disposant pas d'armes lourdes, ne pourront sans doute pas jouer le rôle qui fut celui de l'Alliance du Nord en Afghanistan. Par ailleurs, l'attitude de la Turquie voisine les inquiète : il n'est pas de jour où celle-ci, officiellement ou par le truchement de ses médias, ne s'alarme de l'éventualité d'un Etat kurde indépendant. Il n'en est pourtant pas question : les Kurdes d'Irak se revendiquent partie intégrante d'un Etat irakien fédéral et démocratique et sont soutenus en cela par les autres opposants irakiens.

Les gesticulations turques s'attachent à évoquer Kirkuk et son pétrole ou un rôle politique plus important pour leurs protégés turkmènes. Ceux-ci, selon les autorités turques,

seraient 3 millions en Irak. Mais ce chiffre est probablement dix fois supérieur à la réalité. Les militaires turcs pourraient-ils décider d'intervenir directement, ou indirectement, pour s'opposer au statut fédéral auquel aspirent les Kurdes ? La Turquie est l'alliée des Américains. Un tel chaos serait du plus mauvais effet pour les Etats-Unis.

Si ces derniers ont bénéficié d'un très large appui international dans l'expédition punitive menée en Afghanistan, il n'en est pas de même pour leur projet en Irak. Des voix nombreuses et autorisées se sont élevées aux Etats-Unis pour que Washington ait l'aval des Nations unies afin de s'en tenir – au moins dans les formes – au respect des règles internationales. Les mêmes réserves ont été formulées par des Etats membres du Conseil de sécurité, notamment par la France, la Russie et la Chine, pour tenter de mettre des bornes à l'unilatéralisme américain. Le sort de l'Irak et de Saddam dépend malgré tout principalement des Etats-Unis. Mais en cas de guerre, les Kurdes, parmi d'autres, se demandent quel prix il leur faudra payer pour en finir avec un régime qui n'a cessé de les opprimer. ■

Gérard Chaliand

Libres, ne portant pas le voile, certaines femmes kurdes luttent aux côtés des peshmergas ou poursuivent des études (ici, sur le campus de Soulaïmaniya). Mais dans les villages subsiste une société clanique qui les maintient isolées.